MAI 1975
Nº 254
Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 33 p.
Espagne : 60 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 21.

Publication mensuelle (vingt-deuxième année)
éditée par *Le Monde*

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXᵉ — Directeur : Jacques Fauvet

Servilité

Par CLAUDE JULIEN

« QUANT aux tortures et autres atrocités, je peux ici affirmer qu'elles n'existent pas et que toute affirmation contraire ne peut être que le fait d'une presse servile. » ***Ainsi s'exprimait, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, M. Enrique Urrutia Manzano, qui présidait encore la Cour suprême du Chili avant d'être nommé ambassadeur de la junte à Paris. De tels propos ne sauraient être pris à la légère : lorsque M. Urrutia Manzano parle de droit, il est orfèvre ; quant à la « servilité » de l'accusateur ou de l'accusé, leurs carrières respectives sont là pour en répondre.***

Il n'est certes pas d'usage de saluer l'arrivée d'un nouvel ambassadeur par des commentaires qui, sait-on jamais, pourraient lui déplaire. Mais il n'est pas non plus d'usage qu'un haut magistrat abuse de ses fonctions pour parer d'une trompeuse légalité un régime d'usurpateurs.

PEU connu en Europe, M. Enrique Urrutia Manzano présidait déjà la Cour suprême lorsque Salvador Allende était au pouvoir. Celui-ci respecta scrupuleusement des droits dont les putschistes ne s'embarrassent guère depuis deux ans et demi. Pourtant, M. Urrutia Manzano déclarait alors avec superbe : « Le pouvoir judiciaire est indépendant de toute autre autorité. » ***Puis, un brin matamore, il ajoutait :*** « Si, pour défendre la loi, nous devons sacrifier les bonnes relations que nous avons avec un autre pouvoir [l'exécutif] nous ferons ce sacrifice, si pénible qu'il puisse nous être ».

C'est bien ainsi que doivent parler les gardiens du droit. M. Urrutia Manzano sut tenir ce fier langage. C'était, hélas ! lorsqu'il n'y avait ni prétexte, ni risque... Mais, au lendemain du putsch, c'est le même personnage qui, avant de lui passer l'écharpe présidentielle, reçut du général Pinochet le serment de fidélité à la Constitution : « La Cour suprême que j'ai l'honneur de présider voit avec satisfaction et optimisme votre arrivée au pouvoir ; elle tient en très haute estime la portée historique et juridique de votre geste. » ***Le pouvoir exécutif avait été brutalement renversé, le pouvoir législatif était suspendu : seul le pouvoir judiciaire avait survécu, et c'est son plus haut représentant qui, dans une sinistre parodie constitutionnelle, prenait sur lui de « légitimer » les putschistes.***

Ce n'était là qu'un premier pas, et ce n'est pas toujours celui qui coûte le plus. M. Urrutia Manzano dut ensuite boire la coupe jusqu'à la lie. Il le fit apparemment sans haut-le-cœur. « Les tribunaux et les garanties constitutionnelles sont pleinement respectés dans les limites que le régime d'état de siège a définies », ***affirmait-il voilà deux mois.***

Mais la Constitution stipule que l'état de siège ne peut être voté que par le Parlement, et il est arbitrairement imposé ; que le président de la République doit être élu, ce qui n'est pas le cas du général Pinochet ; que l' « habeas corpus » est un droit inaliénable, et il est refusé à des dizaines de milliers de prisonniers politiques. Forfaiture ? M. Urrutia Manzano a fidèlement servi un pouvoir établi et maintenu par d'innombrables violations de droit. C'est une situation que peuvent comprendre des Français auxquels un livre et un film rappellent comment, sous Vichy, le ministre de la justice, professeur de droit, et des magistrats firent fonctionner la « section spéciale ».

IL existe à Santiago un grand juriste, ancien doyen de la faculté de droit de l'université du Chili : M. Eugenio Velasco, qui fut un adversaire politique résolu de Salvador Allende. C'était son droit. Or voici qu'avec d'autres jurisconsultes, dans une lettre à l'ordre des avocats, il a dénoncé les violations constitutionnelles commises par la junte et par les tribunaux à sa botte. C'était son devoir. Du coup, le gouvernement chilien a envisagé de l'inculper d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. Seules des considérations politiques l'ont finalement dissuadé de faire de M. Eugenio Velasco un héros à l'intérieur et de fournir un argument supplémentaire à la « propagande étrangère ».

Carriérisme ? Servilité ? Peur ? Fidélité aux intérêts d'une caste privilégiée ? Soumission au pouvoir qui sait, à défaut de droit, montrer sa force ? Déshonorant leur éminente fonction, les magistrats chiliens, dans leur presque totalité, continuent d'accomplir la basse besogne qui consiste à couvrir assassinats et tortures du manteau de la loi. Leur plus haut représentant vient de toucher sa récompense : une ambassade à Paris. La junte ne pouvait vraiment faire un meilleur choix. Mais rien n'obligeait le gouvernement français à donner son agrément à un personnage dont le comportement contredit les principes républicains desquels la junte, abusivement, prétend se réclamer.

LE VIETNAM « VIETNAMISÉ »

La politique dite de « vietnamisation » devait permettre aux Etats-Unis de retirer leurs propres troupes tout en assurant la victoire de leur protégé, abondamment ravitaillé en armes américaines. En fait, la « vietnamisation » de la défaite n'a pu innocenter l'Amérique, bien que, pour l'honneur de leur pays, des Américains aient contribué à ce dénouement.

La partie n'est cependant terminée ni pour les Vietnamiens, ni pour les Américains. Les premiers, après la libération du territoire national, affrontent la transformation progressive mais radicale de la société. Pour les seconds, la tragédie n'aura pas été inutile s'ils acceptent, comme de nombreuses voix le leur demandent au Congrès et dans la presse, de rectifier en diverses régions du monde une politique irréaliste qui fut au Vietnam portée à ses plus choquantes extrémités.

Les leçons qui se dégagent de l'épreuve ne concernent pas seulement les Etats-Unis. La France, pour sa part, ne saurait oublier ses lourdes responsabilités dans le déclenchement du conflit. Or, au fond de tous les affrontements coloniaux et de leurs séquelles, il y a, essentiellement, un problème éthique qui se retrouve au cœur de toutes les formes du néo-colonialisme : avec des moyens plus modestes ou moins voyants, l'Occident continue de soutenir un peu partout des régimes qui, comme l'était celui de Nguyen Van Thieu, sont incompatibles avec les principes de la démocratie et lui rendent les plus mauvais services.

Les raisons d'une débâcle

Par NAYAN R. CHANDA

LE commentaire le plus incisif sur la débâcle sud-vietnamienne revient peut-être — involontairement d'ailleurs — à Ken Healy, pilote américain chevronné qui avait jadis évacué les restes de l'armée du Kouomintang de Tientsin, de Nankin et de Moukden, et qui a eu la chance d'être aux commandes du dernier avion qui a pu quitter Da-Nang. « *C'est du déjà vu* », remarquait-il à propos des soldats sud-vietnamiens pris de panique qui tiraient sur les civils et piétinaient femmes et enfants pour s'enfuir de la ville. « *Je me souviens m'être dit, alors que l'on était encore à Da-Nang, en voyant la pagaille parmi les soldats, que c'était la réplique exacte de ce qui s'était passé en Chine.* » La comparaison s'impose en fait bien au-delà des apparences. Comme le régime fasciste et corrompu de Tchiang Kaï-chek, celui de Nguyen Van Thieu, avec sa machine de guerre forte de 1 100 000 hommes, n'était plus qu'une carcasse entièrement dévorée de l'intérieur par les termites. Il a suffi que les forces révolutionnaires frappent dans les Hauts-Plateaux du Vietnam du Centre pour qu'elle s'effondre, de façon encore plus brutale que le Kouomintang en 1949.

Un arrêt de mort

C'EST aux premières heures de la matinée, le 10 mars dernier, que des forces régionales du F.N.L., composées d'éléments des minorités longtemps opprimées des Hauts-Plateaux, entrèrent dans Ban-Me-Thuot, la capitale de la province de Darlac, et s'emparèrent, presque sans avoir tiré un coup de feu, des principales installations militaires. Une fois sur le petit aérodrome que fréquentaient des avions d'observation et des hélicoptères, les révolutionnaires ont même réussi à persuader deux pilotes de rejoindre en hélicoptère les zones libérées tandis qu'ils faisaient sauter les autres appareils. Quelque quatre mille défenseurs sud-vietnamiens, littéralement surpris en plein sommeil, s'enfuirent en désordre sous l'attaque. Le commandant provincial, qui demanda des bombardements aériens contre les révolutionnaires, semble avoir péri sous les bombes. Les pilotes sud-vietnamiens, qui ont peur de descendre en-dessous de 4 000 mètres, car ils risqueraient d'être abattus par des missiles SA-7 à tête chercheuse, lancèrent par erreur leurs bombes sur le quartier général du commandant provincial.

Les éléments de la 23ᵉ division sud-vietnamienne, qui était déployés autour de Pleiku, reçurent l'ordre de se porter au secours de Ban-Me-Thuot. Mais ils furent interceptés par les forces du F.N.L. qui les taillèrent en pièces, tandis que d'autres forces du F.N.L. faisaient mouvement vers Pleiku. Thieu se rendit compte tout à coup que les capitales provinciales de Pleiku et de Kontum, qui étaient depuis longtemps des avant-postes quasiment isolés dans la zone contrôlée par le G.R.P., étaient extrêmement vulnérables. La route nationale 14 vers le sud et la route nationale 19 vers la côte étant coupées et les forces révolutionnaires se massant autour de ces villes, la seule façon, estima Thieu, d'éviter que ses troupes ne soient décimées était de les faire battre en retraite vers les zones côtières, relativement plus sûres. On suppose aussi que Thieu a pris cette décision également dans le but de contraindre le Congrès américain à ouvrir les yeux sur la gravité de la situation afin qu'il vote l'aide militaire supplémentaire demandée par le président Ford.

Quel que soit son calcul, l'ordre qu'il donna le 14 mars au commandant de la seconde région militaire, le général Pham Van Phu, de faire évacuer Pleiku et Kontum en sept heures, sera assurément considéré, par les futurs historiens, comme son propre arrêt de mort. Comme il n'y avait pas encore de pression militaire évidente sur ces deux capitales provinciales, les commandants de régiments furent intrigués par cet ordre inexpliqué puis commencèrent à s'affoler à l'idée d'être exposés à une menace inconnue. On ne prévint même pas les soldats qu'ils étaient en train d'abandonner Pleiku et Kontum.

(Lire la suite page 13.)

LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AU TCHAD

Les causes de la rébellion subsistent

Par PIERRE BELL *

AUX premières heures du dimanche 13 avril 1975, un coup de force militaire renversait un des derniers chefs d'Etat mis en place par la France lors de la vague des indépendances africaines. La libération rapide du général Félix Malloum, reconnu par tous comme le nouvel « homme fort » du régime, et le ralliement du M.D.R.T. (Mouvement démocratique de rénovation du Tchad) et de diverses personnalités réfugiées en Europe laissent penser qu'il s'agit d'une réédition du coup d'Etat manqué d'août 1973 qui s'était soldé par l'arrestation du général Félix Malloum à N'Djamena et l'assassinat à Paris du Dr Outel Bono.

Si la politique menée depuis l'indépendance par le régime tchadien a déterminé une dégradation constante de la situation politique et économique, ce sont plutôt les excès auxquels s'est livré le président Tombalbaye durant les trois dernières années qui ont provoqué sa chute. Les premières décisions prises par les nouveaux dirigeants laissent présager l'abandon des aspects les plus controversés de la politique de l'ancien président. Cependant la mort de ce dernier n'a pas fait disparaître les problèmes de fond. Les militaires n'ont en effet d'autre alternative : soit réaliser un changement radical d'orientation qui permettrait d'ébaucher une solution aux difficultés du pays, soit continuer la même politique que leur prédécesseur en supprimant certains aspects irritants pour le gouvernement français et subir à plus ou moins brève échéance le même sort que Tombalbaye.

En effet, c'est contre cette politique néo-coloniale, qui n'a cessé de dégrader les conditions de vie des masses tchadiennes, que s'est développée depuis près de dix ans une lutte armée sous la direction du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad). Celle-ci a contraint la France à intervenir militairement en août 1968 pour maintenir un régime alors au bord de la déroute. Officiellement terminée il y a trois ans (départ du général Cortadellas le 1ᵉʳ septembre 1972), cette intervention s'est en fait poursuivie tant sur le plan administratif que militaire.

En août 1969, une Mission de réforme administrative (M.R.A.), dirigée par un ancien administrateur colonial du Tchad, Pierre Lami (1), a été mise en place. « *Notre erreur a été de vouloir relever trop rapidement l'administration coloniale par des cadres tchadiens sans expérience* », déclarait l'ancien président. La France, grâce à ses anciens administrateurs, a repris en main, en liaison avec le corps expéditionnaire, tout l'appareil d'Etat. La M.R.A. a rétabli quatre-vingt-cinq postes administratifs dont les titulaires avaient été chassés par la lutte armée — elle a rétabli les prérogatives coutumières (perception de l'impôt et justice) des principaux féodaux dans le Baguirmi, le Kanem, le Ouaddaï. Suivant le modèle de toute politique anti-guérilla, la M.R.A. a tenté de réaliser des regroupements de populations grâce aux considérables moyens mis à sa disposition par le FAC (Fonds d'aide et de coopération), comptabilisés de ce fait au titre de l' « aide » de la France aux pays sous-développés. Le forage de nouveaux puits pour le cheptel des pasteurs nomades et la construction d'écoles et de dispensaires ont eu pour corollaire l'empoisonnement ou l'ensablement de puits situés dans les zones dont l'administration de N'Djamena avait perdu tout contrôle.

Ces actions sont indissociables de la présence de l'armée française. Après quatre années d'intervention ouverte, pendant lesquelles les militaires français ont assumé les tâches de maintien de l'ordre tout en organisant une armée tchadienne adaptée à la répression anti-guérilla, la France a mis officiellement fin à son intervention, la « tchadisation » étant réalisée. Le maintien d'un nombre considérable de militaires français à N'Djamena est présenté comme normal eu égard aux nécessités du dispositif militaire français en Afrique centrale.

(Lire la suite page 24.)

* Membre du Comité information Sahel.

(1) Puis par MM. Paillard et Claustre.

AUTOPORTRAIT DE M. KISSINGER

Une nouvelle doctrine de l'impérialisme

De l'art de jouer des contradictions et du bon usage de la force brute

Par EQBAL AHMAD *

LA rhétorique américaine, telle qu'elle s'exprime dans les déclarations de M. Kissinger, annonce *la fin du « monde bipolaire de l'après-guerre »* et prévoit une *« génération de paix »*. Mais, *en réalité, la nouvelle stratégie* qu'il a élaborée vise uniquement à restaurer la position de souveraineté que les Etats-Unis ont connue dans les années 50 et qu'ils semblent en passe de perdre dans les années 70. A cet égard, la doctrine Kissinger-Nixon ne représente ni une redistribution des pouvoirs *ni* un repli des positions avancées de l'impérialisme. Rétablir, préserver, agresser : tels sont les *buts de cette stratégie.*

L'orientation fondamentale de la politique étrangère américaine demeure inchangée. Mais la crise de la puissance américaine et les défis qu'elle a eu à affronter dans les années 60 ont rendu nécessaire une révision des options stratégiques et tactiques. Déjà perceptible au cours des deux dernières années de gouvernement Johnson, le changement *d'orientation est devenu manifeste au cours* de la présidence de M. Richard Nixon. Il porte l'empreinte reconnaissable des préférences stratégiques et tactiques de M. Kissinger.

L'Union soviétique étant bien près d'acquérir la parité dans les systèmes d'armements stratégiques, le Japon et l'Europe occidentale ayant émergé en tant qu'unités économiques concurrentielles au sein du *bloc* capitaliste, la guerre du Vietnam mettant en question l'efficacité de la puissance américaine *ainsi que la doctrine des « guerres limitées »* sur laquelle avaient été fondées deux décennies d'interventions contre-révolutionnaires (une tous les dix-huit mois en moyenne depuis 1947) et, finalement, sous la pression du Vietnam, le consensus de la « guerre froide » s'étant brisé, il fallait forger de nouveaux mythes et de nouveaux moyens pour vendre le vieil *impérialisme à l'électorat américain.* La stratégie diplomatique et militaire de M. Kissinger cherche à restaurer la puis*sance faiblissante des Etats-Unis, non à* transformer les relations internationales qu'ils entretiennent.

Trois spectres ont longtemps hanté M. Henry Kissinger dans sa recherche d'un système international sous hégémonie américaine : l'Union soviétique, les mouvements de libération nationale et la perte éventuelle du consensus national en faveur d'une politique étrangère interventionniste. Avec le temps, ses appréhensions concernant l'Union soviétique n'ont guère diminué ; par rapport aux mouve*ments de libération, elles se sont accrues,* et le risque d'une rupture de consensus a pris substance. A cela s'est ajouté un *quatrième problème : celui du renforcement* de moyens de pression désormais insuffisants sur l'Europe occidentale et le Japon.

Détente Est-Ouest et collaboration antagonique

Des concepts tels que « junior partnership » *(association mineure) ou « concertation des superpuissances » ne traduisent pas exactement la nature et l'ampleur de la détente, ni des motivations complexes qui l'ont suscitée. La croyance profondément ancrée que l'Union soviétique est le seul rival potentiel de la suprématie mondiale des Etats-Unis continue de guider la diplomatie et la planification stratégique américaines. Les facteurs géopolitiques, si déterminants dans la tradition de* Realpolitik, *dont se recommande M. Kissinger, vont dans le même sens. Seule parmi les grandes puissances, l'Union soviétique dispose d'étendues terrestres et de côtes (chevauchant l'Asie et l'Europe) d'un taux démographique, de ressources et d'une technologie capables de concurrencer les Etats-Unis.*

Plus que tout autre homme d'Etat *américain, M. Henry Kissinger est obsédé par le défi soviétique. Tacticien habile et plein de ressources, c'est un stratège rigide. Sa vision stratégique s'est construite à partir de quelques concepts fondamentaux auxquels il adhère depuis vingt ans avec une persistance dogmatique.*

L'un de ces concepts est la distinction entre *« puissance insulaire »* et *« puissance continentale »*. Etendue terrestre la plus vaste, la plus riche et, politiquement, la mieux intégrée de l'« Eurasie », *l'U.R.S.S.* est *la principale « puissance continentale »*. A ce titre, elle est l'ennemie naturelle et une menace permanente *pour les Etats-Unis, principale « puissance insulaire »*, selon M. Kissinger, c'est-à-dire une puissance aux ressources inférieures et qui a donc besoin d'accéder à celles de l'Eurasie. D'où sa croyance que, vis-à-vis de l'Union soviétique, les Etats-Unis sont *« confrontés au problème traditionnel d'une puissance insulaire — de Carthage envers l'Italie, de la Grande-Bretagne par rapport au continent... Si l'Eurasie tombait sous le contrôle d'une seule puissance hostile ou d'un* groupe de puissances *hostiles disposant de suffisamment de temps pour exploiter ses ressources, nous devrions faire face à une menace insurmontable »* (1). Cette vision géopolitique de la malencontreuse position des Etats-Unis explique aussi le souci de M. Kissinger d'empêcher l'émergence de l'Europe occidentale en tant que centre de pouvoir indépendant et cohérent.

Toutefois, par rapport aux années 50, la vision américaine de l'Union soviétique est aujourd'hui plus rationnelle et plus nuancée. A l'époque, même M. Kissinger considérait l'U.R.S.S. comme une menace non seulement en termes géopolitiques mais en termes idéologiques. L'Union soviétique comme la Chine étaient, selon lui, *des « puissances révolutionnaires »* qui *« n'acceptent pas le cadre de l'ordre international ni la structure domestique des autres Etats, ni les deux à la fois »*. Aujourd'hui, il considère l'une et l'autre comme des puissances potentiellement favorables au *statu quo*, c'est-à-dire des puissances qu'on peut amener à respecter le *« cadre de l'ordre international »* et à laisser la police du ... « désordre » aux Etats-Unis et à leurs alliés. De ce fait, la politique américaine à l'égard de l'Union soviétique se définit plus justement comme *une politique de collaboration antagonique*. Elle combine des éléments de concertation et de compensations sélectives dans certaines régions, de confrontation et de *« containment »* dans d'autres.

Les Soviétiques se voient incités de *diverses manières à accroître leur participation* au maintien de l'« ordre » international : par une amélioration des relations économiques avec les Etats-Unis, par la signature d'accords de limitation des armements, l'abandon à Washington de la rhétorique des *« positions de repli »* de l'époque Dulles et de ses corollaires, la reconnaissance de la sphère d'influence soviétique en Europe orientale et la tolérance de l'expansion de cette influence dans des zones d'intérêt stratégique négligeable pour les Etats-Unis. Mais, quand *des questions d'importance vitale sont en* jeu, par exemple dans les régions bordant la Méditerranée et l'océan Indien, la politique américaine envers l'U.R.S.S. est celle du *« containment »* et de la confrontation.

Si les éléments de la politique de concertation avec l'Union soviétique sont bien connus, il n'en va pas tout à fait de même des mesures plus agressives qui tendent à la confrontation et dont relèvent notamment le passage capital, dans la planification nucléaire américaine, du concept de force de dissuasion à la création à terme d'une capacité de *« first strike counterforce »* ; l'étude et la mise *en place d'un système d'armement entraînant* un déploiement effectif d'armes nucléaires tactiques ; les projets d'expansion et de modernisation accélérées de la puissance navale américaine, ainsi que les démonstrations de force : manœuvres de la VIe flotte pendant les combats de Jordanie en 1971, envoi de navires de guerre conduits par le porte-avions *Enterprise* dans la baie du Bengale pendant la guerre indo-pakistanaise de décembre 1971, blocus et bombardement à outrance de Hanoï et de Haïphong juste avant la visite de M. Nixon à Moscou, alerte générale ordonnée lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973...

Assurément, toutes ces mesures *ne relèvent pas exclusivement de la politique* de dissuasion envers l'Union soviétique. Les têtes nucléaires tactiques et la marine de guerre, par exemple, sont destinées également à servir d'instruments de coercition et de contre-insurrection dans le tiers-monde. De même les démonstrations de force en Proche-Orient, en Asie du Sud et au Vietnam visaient à affirmer la souveraineté des Etats-Unis en *tant que* super Super-Grand et, plus spécifiquement, à *« démontrer les limites de la puissance et les atouts des Soviétiques »* (2). Elles étaient, *comme* M. Kissinger le préconisait depuis 1954, *« les équivalents au vingtième siècle du* Showing the flag *britannique »* : manifestations, en d'autres termes, d'une *« capacité et d'une volonté de faire sentir notre puissance de façon rapide et concluante, non seulement pour dissuader les Soviétiques d'intervenir mais aussi pour impressionner les pays neutres par notre* capa*cité d'action décisive »* (3).

Pour bien comprendre comment s'articulent les concepts de collaboration et *d'antagonisme, il faut se rappeler que* M. Kissinger est très attaché à la notion d'« interrelations » *(linkages)* qui résume les vues de Washington sur les liens entre confrontations et collaboration, entre guerre et négociations et, surtout, entre démonstration de force et rétention de la puissance. Pour M. Kissinger, toutes les crises internationales ont ceci en commun que leur solution est déterminée en dernière analyse par l'équilibre des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, de sorte que la solution d'une *crise en faveur des Etats-Unis* dépend moins des points marqués sur place *(« Nous avons commis des erreurs au Vietnam. »)* que de l'équilibre global des forces.

Une démonstration de force dans un secteur, de souplesse dans un autre, doit contribuer à un résultat favorable dans un troisième. Voici comment M. Kissinger décrivait, en 1970, le rapport entre ses *objectifs en Proche-Orient* et l'invasion américaine au Cambodge : *« Il est bien entendu absurde de dire que nous avons fait ce que nous avons fait au Cambodge afin d'impressionner les Russes en Proche-Orient. Mais nous devons assurément garder à l'esprit que* LES RUSSES NOUS JUGERONT SUR LA DETERMINATION DONT NOUS FERONS PREUVE DANS L'ENSEMBLE DE NOS INTERVENTIONS. *Ce qu'ils font en Proche-Orient, quelles que soient leurs intentions, contient à long terme les pires menaces pour l'Europe occidentale et le Japon et, par voie de conséquence, pour les Etats-Unis. »* (4). (C'est nous qui soulignons.)

Quelques *mois plus tard, à la suite de* la démonstration de force, lors de la guerre civile jordanienne, M. Kissinger déclarait : *« Nous croyons que l'action au Cambodge (...) a renforcé la crédibilité de l'action* (du président) *en Jordanie. »*

Entre-temps, le président Nixon avait déjà fait connaître le prix des concessions mineures que les Etats-Unis étaient prêts à faire en faveur de la détente. Dans une *conférence* de presse, il *indiquait* qu'en échange d'un progrès des négociations SALT 1 il attendait de l'Union soviétique *qu'elle coopère au Vietnam et en* Proche-Orient : *« Ce que je veux, c'est m'assurer que nous ayons les discussions sur les armements stratégiques d'une manière et à un moment qui permettront, si possible, de progresser sur d'autres sujets en même temps — par exemple sur le problème du Proche-Orient et sur d'autres problèmes en suspens dans lesquels l'Union soviétique et les Etats-Unis, agissant de concert, peuvent servir la cause de la paix. »* (5).

Exploiter le conflit sino-soviétique

Accorder une place primordiale à la stimulation et à l'exploitation du conflit sino-soviétique : M. Kissinger a toujours été un chaud partisan d'une telle politique. En 1955, quand il commença à plaider en faveur de « petites guerres » *ou de* « guerres limitées » *(avec, si nécessaire, la menace d'un recours, ou le recours, à des armes nucléaires tactiques), il faisait valoir qu'une telle stratégie contribuerait à* « notre tâche primordiale qui consiste à diviser l'U.R.S.S. et la Chine ».

A l'époque, il se faisait aussi l'avocat de la préparation de plans militaires « contingents » en liaison avec la diplomatie. Il ne s'agissait pas seulement de « vaincre » la Chine mais d' « obliger les divergences de vues à apparaître au grand jour ». *Selon le scénario de M. Kissinger, les Etats-Unis auraient dû :* a) *Etre déterminés à se servir d'armes nucléaires de façon limitée contre la Chine pendant la guerre de Corée ;* b) *Faire connaître cette intention* à *l'ennemi ;* c) *Appuyer cette menace d'une* « proposition politique de conciliation à Pékin », *offrant ainsi* à « l'autre côté une issue autre que la reddition totale ou la guerre totale » (6).

M. Kissinger envisageait le *résultat* suivant :

« Nous aurions mis l'U.R.S.S. devant le dilemme de devoir tenter le tout pour le tout pour renforcer la puissance de la Chine ; et, si nous avions fait suivre notre victoire d'une proposition politique de conciliation à Pékin, nous aurions pu l'entraîner à se demander si la bonne volonté américaine ne représentait pas une meilleure protection que la persévérance aveugle dans la voie soviétique. Mais, même si nous avions échoué dans notre tâche primitive de séparer l'U.R.S.S. de la Chine, nous aurions grandement amélioré notre position vis-à-vis de nos alliés et même plus encore à l'égard des nations non alignées d'Asie. (...) L'Indochine nous a fourni une occasion semblable, dans des circonstances, certes, moins favorables, quoique le problème indochinois n'aurait vraisemblablement pas atteint ses dimensions actuelles si la Chine avait subi un revers décisif lors de son premier affrontement militaire avec les Etats-Unis. »

En 1972-1973, en dépit de l'énorme différence des situations, M. Kissinger devait *appliquer ce scénario au Vietnam*, à quelques variantes près — ce qui montre bien qu'il a de la suite dans les idées.

Une fois connue la rupture entre Moscou et Pékin, M. Kissinger y vit une occasion. Un rapprochement avec la Chine, jugea-t-il, entraînerait une exacerbation du conflit sino-soviétique. Dans une conférence de presse officieuse, près de deux ans avant le voyage de M. Nixon en Chine, *M. Kissinger expliquait : « Le conflit international le plus grave aujourd'hui dans le monde n'affecte pas les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais l'Union soviétique et la Chine communiste. C'est pourquoi une des perspectives positives de la situation actuelle est que, quelles que soient les intentions fondamentales des dirigeants soviétiques, confrontés à la perspective d'une Chine qui accroît sa force sans réduire son hostilité, ils voudront une période de détente à l'Ouest. (...) parce qu'ils ne souhaitent pas être dans une position où ils auraient à affronter des crises majeures d'une durée indéfinie des deux côtés de leur immense pays. »* (7).

La politique d'aggravation et de « récupération » du conflit sino-soviétique pour détourner et disperser la puissance sovié*tique se reflète également dans les récents* déploiements des forces. *« Un changement, qui est passé quasiment inaperçu dans la politique des Etats-Unis »*, rapporte le *New York Times*, oblige les *« Russes à faire davantage attention au Pacifique »*. Il s'agit de *« la décision de la marine de guerre américaine de baser dans le Pacifique ses douze sous-marins* Trident *munis de leurs missiles nucléaires à longue portée. Cela obligera les Soviétiques à augmenter leur flotte du Pacifique, qui est jusqu'à présent la plus faible de leurs quatre flottes principales, et à renforcer leurs forces aériennes basées au sol. »* (8). Qu'un tel changement se soit produit *après le retrait* des troupes américaines du Vietnam porte témoignage de sa motivation politique plutôt que militaire. En outre, il est facile d'imaginer la réaction des Chinois à une expansion de la présence militaire soviétique dans le Pacifique.

En second lieu, l'amélioration des relations sino-américaines tout comme la détente avec l'Union soviétique visent à promouvoir une *« génération de paix »*, dans laquelle les grandes puissances laisseront dans une large mesure aux superpuissances la responsabilité de résoudre — par une combinaison d'agressions et de négociations — les *« petites guerres »* du tiers-monde. L'objectif, expliquait le président Nixon, dans son second message au Congrès sur l'état du monde, était d'amener *la Chine* à des *« relations constructives avec la communauté mondiale »*, parce qu'un *« ordre international ne peut être assuré si une des principales puissances en demeure à l'écart et y demeure hostile »* (9).

Les forces révolutionnaires et nationalistes progressistes du tiers-monde menaçant l'hégémonie américaine, un objectif fondamental, au-delà de *la détente*, est de couper les mouvements révolutionnaires du soutien des puissances socialistes. L'*augmentation spectaculaire* (37 %) des bombardements en Indochine juste avant le voyage de M. Nixon à Pékin n'avait guère de justification *militaire* — *pour ne* pas dire aucune, — non plus que le minage de Hanoï et de Haïphong juste avant la visite de M. Nixon en U.R.S.S. Les cibles étaient psychologiques *et* politiques. Il s'agissait d'établir un lien entre la détente (reconnaissance de la légitimité du *pouvoir* révolutionnaire) et la contre-révolution (violent déni de cette légitimité aux *mouvements* révolutionnaires) ; de réaffirmer la souveraineté américaine présumée, qui concède à la superpuissance le droit d'intervenir contre les *révolutions sociales*, *quel que soit* le degré de barbarie d'une telle intervention.

L'homme d'Etat rationnel et le révolutionnaire « prénewtonien »

Washington continue de considérer les forces de libération dans le tiers-monde comme une menace primordiale, la moins contrôlable — donc la plus grave — pour les intérêts américains. Et pour cause : tous les mouvements révolutionnaires (et, dans une certaine mesure, tous les mouvements nationalistes progressistes) cherchent à renverser le système existant de pouvoir, de production et de distribution. Ils défient la légitimité et menacent l'existence des trois éléments fondamentaux et interdépendants qui soutiennent et perpétuent la structure de l'impérialisme : les sociétés multinationales, les bourgeoisies indigènes pro-occidentales et pro-capitalistes, et l'appareil étatique de coercition et de contrôle.

L'accession d'un mouvement révolutionnaire au pouvoir (Chine, Vietnam du Nord, Cuba) met fin à l'accès exclusif et au contrôle monopoliste (par une puissance ou un bloc de puissances) des ressources des nations du tiers-monde. Les matières premières mondiales se raréfient et, la concurrence pour se les approprier ne cessant de croître, les Etats-Unis ont un intérêt grandissant à empêcher de tels développements. Leur position de géant économique dépend du maintien de leur accès privilégié aux sources de matières premières. En outre, la permanence du contrôle américain sur les fournitures de denrées essentielles telles que le pétrole, le cuivre ou la bauxite est devenue leur principal atout pour maintenir dans le rang leurs alliés de plus en plus audacieux.

Bien entendu, les exigences des relations publiques obligent M. Kissinger à formuler la proposition quelque peu différemment, en termes abstraits et ambigus. Pour lui, le maintien de la *« stabilité du système international »* est l'objectif premier de toute politique étrangère. *Tous les autres* besoins et aspirations de l'humanité lui sont subordonnés. Dans son esprit, la paix ne doit pas être le but de la politique, car elle perturbe la stabilité. Elle ne peut être obtenue que comme un sous-produit de l'ordre. *« Ce n'était pas ironie de sa part*, note son ami et biographe Stephen Graubard, *que d'entamer son livre en faisant observer que « ces époques qui, rétrospectivement, semblent les plus pacifiques » n'étaient pas à la recherche de la*

---

* Auteur d'un livre qui sera prochainement publié aux Etats-Unis sous le titre : *Time Bombs: Citizen's Guide to U.S. Foreign Policy in the 1970s.*

(1) Henry Kissinger, « Defense of the "Grey Areas" », *Foreign Affairs*, avr. 1955.
(2) *Ibid.*
(3) Henry Kissinger, *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, Harper & Row, New-York, 1957, page 264. Edition abrégée, The Norton Library, N.-Y., 1969, pages 220-221.
(4) Conférence de presse officieuse, San Clemente, 26 juin 1970.
(5) *New-York Times*, 28 janvier 1969.
(6) « Defense of "Grey Areas" », *op. cit.*
(7) Conférence de presse officieuse, San Clemente, 26 juin 1970.
(8) 18 mars 1974.
(9) Richard Nixon, *U.S. Foreign Policy for 1970's : Building for Peace*, 25 février 1971, pages 105, 106.

SINGER

érialisme

هكذا من الإهمل

« paix. » (10). La meme observation vaut pour la justice. Tout comme il n'a aucune objection à l'existence de la paix, M. Kissinger n'est pas opposé à des réformes destinées à assurer un progrès social et économique. Mais, comme l'avènement de la paix doit être le *« produit de l'ordre et non de la volonté »*, ces réformes doivent *« assurer l'universalité de la loi contre l'imprévu de la puissance »*.

La stabilité internationale repose, selon M. Kissinger, sur l'existence d'une *« légitimité généralement acceptée »*, qu'il définit comme un consensus international *« sur les buts et les méthodes admis en politique étrangère (...), l'acceptation du cadre de l'ordre international par toutes les principales puissances. »* Les révolutionnaires ne se soumettent pas aux diktats de la diplomatie parce que, dit-il, *« c'est l'essence du pouvoir révolutionnaire que de posséder le courage de ses convictions »* (11).

Cette distinction entre pouvoirs et styles *« légitimes »* et *« révolutionnaires »*, dont il fait le clivage fondamental en politique internationale, donne la trame de ses analyses et de ses recommandations politiques. Dans ses premiers écrits, il associait généralement le *« pouvoir révolutionnaire »* aux deux principaux Etats socialistes (l'U.R.S.S. et la Chine) et il considérait les mouvements révolutionnaires comme de simples extensions des Etats révolutionnaires. Toutefois, dans ses travaux plus récents, M. Kissinger suggère que tant l'Union soviétique que la Chine sont désormais des systèmes « mixtes » en ceci que l'un et l'autre ont acquis un certain intérêt à maintenir l'ordre international. L'une et l'autre sont donc susceptibles de répondre de façon positive à des encouragements en ce sens, et on peut faire pression sur toutes les deux pour les conduire à limiter leur soutien aux mouvements de libération.

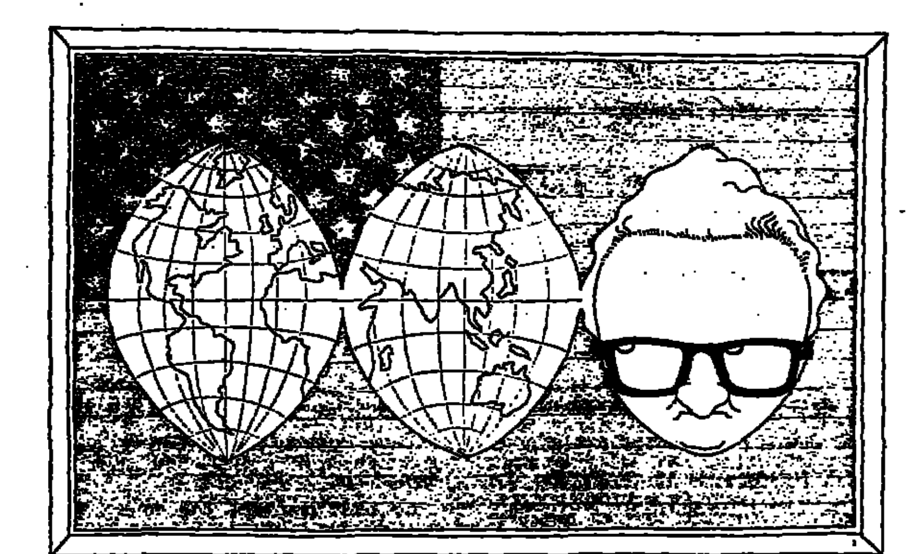
Les exemples de Cuba, du Vietnam et du Laos ont également aidé Washington à se débarrasser de la croyance que les mouvements révolutionnaires sont de simples appendices de Moscou et de Pékin. Si bien que, dans ses plus récentes formulations de la polarisation fondamentale de la politique internationale, M. Kissinger situe l'expression de la volonté révolutionnaire — c'est-à-dire de la plus forte menace pour la *« stabilité »* et l'*« équilibre »* internationaux — dans les mouvements de libération et dans certains gouvernements progressistes du tiers-monde.

« Le problème le plus grave de l'ordre international contemporain, écrit-il dans son plus récent ouvrage (12), *est peut-être que la plupart des débats qui font les gros titres des quotidiens sont extérieurs aux divisions fondamentales décrites dans cet essai. Le clivage n'est pas entre arrangements politiques particuliers (sinon en tant que symptômes) mais entre deux styles de politique et deux perspectives philosophiques. »* Il ajoute : *« On peut définir les deux styles comme l'opposition entre une approche politique et une approche révolutionnaire de l'ordre, ou, au niveau des personnalités, comme la distinction entre l'homme d'Etat et le prophète. »*

« L'homme d'Etat manipule la réalité. (...) Pour lui, le gradualisme est l'essence de la stabilité. (...) Par contraste, le prophète se soucie moins de manipuler la réalité que de la créer. Ce qui est possible l'intéresse moins que ce qui est juste. (...) Sa démarche est hors du temps et ne dépend pas des circonstances. (...)

Les mouvements et les dirigeants révolutionnaires des cultures *« prénewtoniennes »* telles que celles du Vietnam ou de Cuba jouissent, selon les termes de M. Kissinger, d'avantages peu communs par rapport aux hommes d'Etat du monde occidental. Le *« monde réel »* leur étant *« presque complètement interne »*, ils peuvent être insensibles aux réalités *« empiriques »* en commençant une révolution et immunisés contre les stimuli *« externes »* (tels que bombardements de saturation ou programmes de pacification accélérée) qui pourraient y mettre un terme...

« Pour les révolutionnaires, écrit M. Kissinger, *la réalité significative est le monde qu'ils s'efforcent de faire naître, non le monde qu'ils veulent renverser en se battant. »* Cela leur permet de *« passer outre aux conditions qui avaient semblé si irrémédiablement hostiles »* (13).



(Dessin de PLANTU.)

D'où la seconde caractéristique inquiétante des mouvements et dirigeants révolutionnaires : à la différence des puissances socialistes établies, ils font preuve d'une indifférence obstinée à l'égard des incitations matérielles. *« Les révolutionnaires sont rarement motivés par des conditions matérielles,* note M. Kissinger, *bien que l'illusion persiste en Occident qu'ils le sont. Si MM. Castro ou Soekarno s'étaient intéressés principalement à l'économie, leurs talents leur auraient garanti une brillante carrière dans les sociétés qu'ils ont renversées. »* (14). Les *« incitations matérielles »* peuvent prendre la forme de la violence. Ainsi, à l'époque où il ordonna une des plus sauvages attaques de l'histoire contre les Indochinois, il philosophait en ces termes : *« Il est tout simplement impossible que les Nord-Vietnamiens soient le premier peuple dans l'histoire qui se montre imperméable à toute espèce de considération matérielle. »* (15).

" Légitimer la répression sociale "

M. Kissinger perçoit les mouvements de libération du tiers-monde comme une menace envers l' « équilibre psychologique des forces » *que, dans un autre de ses distinguos analytiques fondamentaux, il considère comme égal, sinon supérieur en importance, à l'* « équilibre physique des forces » (16). *Le fait que le monde réel est* « interne » *aux révolutionnaires non occidentaux et* « externe » *à l'Occidental offre au premier une* « plus grande flexibilité » *pour* « modifier la réalité en influençant le point de vue de l'observateur — processus que nous sommes grandement incapables de maîtriser ou même de percevoir. » *C'est ainsi que les révolutionnaires sont capables de subvertir non seulement leurs propres sociétés, mais aussi la métropole américaine.*

« Déjà, *se plaint M. Kissinger,* certains mouvements de contestation ont fait des dirigeants des nouveaux régimes régressifs des héros. L'absurdité de fonder toute prétention à la liberté sur des protagonistes de l'Etat totalitaire — tels que « Che » Guevara, Ho Chi Minh ou Mao Tse-toung — souligne l'impact du labeur des nouvelles nations sur des sociétés plus vieilles. » (17). *De même, dans les guerres révolutionnaires, les insurgés jouissent de l'avantage psychologique d'une inversion du critère du succès :* « Le maquisard gagne s'il ne perd pas ; l'armée conventionnelle perd si elle ne gagne pas. » (18).

Enfin, dans la mesure où les forces révolutionnaires remettent en question la justesse de la structure actuelle du pouvoir, elles accentuent le problème déjà critique de la *« légitimité »*. Or, comme le répète fort justement M. Kissinger dans l'ensemble de ses écrits, sans légitimité, pas de stabilité, pas de changement possible dans l'ordre. Peu de temps avant son arrivée au pouvoir il écrivait dans ce contexte, à propos du tiers-monde : *« Le problème de la légitimité politique est la clé de la stabilité politique dans ces régions qui comprennent les deux tiers de la population mondiale. Un système domestique stable dans les nouvelles nations ne produira pas automatiquement un ordre international, mais celui-ci est impossible sans celui-là. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de ce que nous entendons par légitimité politique. »* (19).

Tribut à sa vocation de fonctionnaire universitaire au service d'un Etat contre-révolutionnaire, le professeur Kissinger ne soulève la question fondamentale que pour la contourner. Ses écrits foisonnent de références à la *« légitimité »*. Pourtant, nulle part ne figure une indication sur ce qu'il considère comme le problème central en politique. Pas même quand il intitule toute une partie d'un essai *« Les nouvelles nations et la légitimité politique »* (20). Il dispense des banalités ronflantes — à savoir par exemple que la légitimité suppose la construction d'un *« consensus moral qui peut rendre créateur, plutôt que destructeur, un monde pluraliste »* — ou encore une série de définitions imprécises ou implicites : il suggère notamment qu'institutionnalisation égale légitimité, qu'un système est légitime quand il est soutenu par des *« normes légales »* et des *« structures politiques »*... Et, la plupart du temps, la légitimité est simplement identifiée à la stabilité, et réciproquement.

La tendance à éviter un problème pourtant fondamental est nécessaire à la recherche de solutions pratiques. L'effet cumulatif des références discursives de M. Kissinger est logique : si la stabilité est le but de la politique, et si elle est surtout menacée par la révolution, alors il faut contenir celle-ci, l'affronter et la détruire — ce qui, note-t-il, exige la reconnaissance internationale d'un *« principe qui légitime la répression sociale »* (21).

La guerre du Vietnam a mis en pièce le *« principe de répression sociale »* (la doctrine américaine unilatérale des *« guerres limitées »*) auquel tout le monde avait souscrit pendant deux décennies d'interventions militaires dans le tiers-monde. *« Chaque guerre dans laquelle nous nous sommes engagés dans l'hémisphère occidental fut une guerre limitée »* (22), écrivait M. Kissinger, qui la qualifiait en outre de *« productive »*. Nul ne se risquerait à en dire autant du conflit indochinois. Ce qui était censé être une *« guerre limitée »* allait faire plus d'un quart de millions de victimes américaines et coûter quelque 200 milliards de dollars. Pierre de touche des révolutions contemporaines, celle du Vietnam a mis en échec les présomptions collectives de la technologie moderne et mis en question l'invulnérabilité de la puissance américaine.

Epigone de la *« guerre limitée »* — non de *« conquête »* mais de *« conservation »*, comme il se plaisait à le souligner. — M. Kissinger comprenait la signification du conflit. *« Quel que soit le résultat de la guerre au Vietnam,* écrivait-il juste avant d'accéder au pouvoir, *il est clair qu'elle a grandement diminué la volonté des Etats-Unis d'être à nouveau impliqués dans cette forme de guerre.* C'EST POURQUOI SON UTILITE EN TANT QUE PRECEDENT EST TRES RESTREINTE. » (23). Devenu conseiller spécial du président Nixon, il déclarait aux journalistes que *« ce que nous faisons au Vietnam doit être mesuré en termes plus grands que le Vietnam lui-même »* (24). Pendant ses quatre premières années à la Maison Blanche, M. Kissinger a mis le meilleur de son « talent » à infliger des souffrances indicibles aux peuples indochinois, à seule fin de sauver, au niveau psychologique et symbolique, ce que les Etats-Unis avaient manifestement perdu tant politiquement que militairement.

Le rôle essentiel des sociétés multinationales

Toute optique non interventionniste reste donc hérétique à Washington, où sa moindre expression est taxée de néo-isolationnisme. Les « leçons » *du Vietnam ont conduit non à la suppression mais seulement à la reformulation du rôle des Etats-Unis en tant que gardien du capitalisme transnational. La stratégie du* « profil bas », *du* « moindre coût » *des années 70 cherche à surmonter les contraintes imposées par l'opposition domestique à l'interventionnisme et, parallèlement, à exploiter les richesses croissantes des alliés et des clients des Etats-Unis. Elle entraîne la promotion de constellations régionales de pouvoirs dans les zones du monde qui ont une importance stratégique et la réorganisation des forces armées américaines pour en faire, selon la formule de l'amiral Zumwalt, des* « services à haute technologie et fort apport financier *(capital intensive) (...)* pour le soutien des armées des alliés locaux menacées ».

M. Kissinger prône depuis 1955 la création d'un réseau militaire régional qui serait soutenu, en cas de besoin, directement par les Etats-Unis, en particulier par leurs forces navales et aériennes

Dans un article intitulé « Politique militaire et défense des « zones grises », il recommandait la *« création de réserves stratégiques »*, de *« noyaux de forces de défense dans les trois pays critiques »*, l'Iran, le Pakistan et l'Indochine. Par la suite, son évaluation des *« pays critiques »* devait changer. Mais il n'abandonna pas le concept, le reprit avec des nuances et, en 1968, peu avant qu'il n'entre au service du président Nixon, il avait ces formules : *« Les Etats-Unis ne sont plus dans une position leur permettant d'appliquer des programmes au niveau global ; ils doivent les encourager. (...) Nous sommes physiquement une superpuissance, mais nos buts ne peuvent avoir de sens que s'ils suscitent une coopération volontaire. (...) Des regroupements régionaux soutenus par les Etats-Unis devront assumer la responsabilité de leur zone immédiatement avoisinante, les Etats-Unis s'occupant du cadre d'ensemble plutôt que de la gestion de chaque entreprise locale. »* (25).

(Lire la suite page 4.)

(10) Stephen Graubard, *Kissinger*, cité page 17. Il fait référence à Kissinger, *A World Restored. Europe after Napoleon : The Politics of Conservatism in a Revolutionary Age*, The Universal Library, N.-Y., 1964. Dans l'ensemble de l'œuvre de Kissinger, on trouve des variations sur le thème suivant : « *Chaque fois que la paix (conçue comme la prévention de la guerre) fut l'objectif fondamental d'une puissance ou d'un groupe de puissances, le système international se trouvait à la merci du membre le plus déterminé de la communauté internationale. Chaque fois que l'ordre international reconnut que l'on ne saurait transiger sur certains principes, même au prix de la paix, la stabilité fondée sur un équilibre des forces fut au moins concevable.* » (P. 1.)

(11) *A World Restored*, op. cit., pages 1, 3.

(12) Henry Kissinger, *American Foreign Policy*, W.W. Norton, New-York, 1969, pages 47, 48.

(13) *Ibid.*

(14) *Ibid.*

(15) Conférence de presse officieuse, 9 mai 1970, après l'invasion américaine du Cambodge.

(16) Voir, notamment, *American Foreign Policy*, pages 80, 81, 84, 85. « *Les problèmes d'équilibre les plus graves ne sont pas physiques mais psychologiques ou moraux. L'avenir sera déterminé en dernière instance par des relations qui vont bien au-delà de l'équilibre physique des formes.* » (Page 80.)

(17) *Ibid*, page 85.

(18) *Ibid*, page 104.

(19) *Ibid*. page 85.

(20) Voir *American Foreign Policy*, pages 80, 85.

(21) La formule apparaît dans *A World Restored*, page 318. La phrase complète est la suivante : « *La fin de l'unité de l'Europe ne fut pas due à l'évidence de son caractère inéluctable, comme l'imaginait Castlereagh, mais à un usage cynique de la machine de la conférence afin de définir un principe qui légitime la répression sociale : non à la bonne foi de Castlereagh, mais à la manipulation de Metternich.* »

(22) *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, pages 136, 137.

(23) Henry Kissinger, « Central Issues of American Foreign Policy », *in Agenda for a Nation, Brookings Institution, Washington, D.C., 1969.*

(24) Conférence de presse officieuse, 26 juin 1970.

(25) *Agenda for a Nation*, pages 612, 614.

(Suite de la page 3.)

En pratique, cette doctrine a quatre caractéristiques principales : *politiquement*, elle trahit une préférence pour les Etats policiers dans le tiers-monde et promeut la militarisation des pays alliés ; *économiquement*, elle répond aux besoins et aux intérêts des sociétés multinationales ; *structurellement*, elle favorise le bilatéralisme plutôt que les accords de sécurité collective ; *militairement*, elle prévoit pour les Etats-Unis un rôle tutélaire comportant le recours à un déploiement massif de puissance aérienne et nucléaire et à des confrontations nucléaires *« limitées »* ou *« de niveau intermédiaire »*. Cette politique est parallèle à celle des firmes transnationales, dont la majorité, basées aux Etats-Unis, sont aux mains du capital américain.

La plupart des pays choisis comme « gendarmes » régionaux sont aussi ceux dans lesquels les sociétés multinationales investissent massivement. Certains, tels le Brésil, l'Iran, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, sont déjà les principales plaques tournantes des exportations du tiers-monde. D'autres, comme l'Egypte, le Zaïre et le Nigéria, sont pressentis pour ce rôle. Leur attrait pour les sociétés et pour les gouvernants américains est compréhensible. Leur situation stratégique, leurs ressources naturelles, leurs régimes dictatoriaux désireux de séduire le capital étranger en se montrant particulièrement hospitalier à son endroit, le déni de justice distributive par lequel de tels régimes assurent un fort taux de profit aux investissements, et, enfin, leurs classes dirigeantes, coupées des masses et les redoutant, qui convoitent le soutien extérieur : voilà des alliés sûrs.

La majorité des sociétés transnationales sont basées aux Etats-Unis, mais elles ont fort à protéger à l'étranger. Les colosses les plus connus — I.B.M., Uniroyal, Squibb, Coca-Cola, Mobil, Gillette, Reynolds, Pfizer, etc. — tirent plus de 50 % de leurs profits de l'étranger. Et, comme le montre une étude de Business International Co., les profits à l'étranger croissent à un rythme plus rapide qu'aux Etats-Unis. MM. Richard Barnet et Ronald Muller rapportent que *« Singer (machines à coudre), une des plus anciennes sociétés internationales, a, ces dernières années, réduit les effectifs de sa principale usine américaine du New-Jersey de dix mille à deux mille employés. General Instruments a récemment diminué de trois mille ouvriers ses effectifs en Nouvelle-Angleterre, tout en les augmentant de près de cinq mille à Taiwan. Les exemples abondent. »* (26).

Les encouragements étant énormes, les sociétés américaines ont transféré leurs biens à l'étranger, généralement au détriment de la communauté américaine. Selon les auteurs déjà cités, près du tiers de l'ensemble des avoirs de l'industrie chimique 40 % de ceux de l'industrie de consommation et 75 % de ceux de l'industrie électrique ont fui les Etats-Unis. M. Hugh Stephenson, un analyste financier britannique, estime que *« dans les années qui viennent 90 % des exportations des sociétés basées aux Etats-Unis seront manufacturées à l'étranger par des filiales contrôlées et détenues par les Américains »*. En choisissant les implantations nouvelles de filiales, on accorde une attention particulière aux pays sous-développés.

Il est compréhensible que le monde des affaires acclame la naissance d'une ère de globalisme des sociétés. Les plus grands parmi les géants capitalistes sont présentés et se présentent comme les réformateurs du monde, les nouveaux internationalistes. L'Etat-nation est pour eux un anachronisme. Un rapport de Business International avertissait en 1967 ses clients : *« L'Etat-nation devient dépassé : demain (...) il sera moribond — de même qu'une forme qui demeurerait essentiellement nationale. »* M. Jacques Maisonrouge, le président d'I.B.M. World Trade Co., aime à souligner que le slogan du mai 1968 français, *« A bas les frontières ! »* est aussi celui de sa firme. M. Aurelio Peccei, de Fiat, annonce que les sociétés sont *« l'agent le plus puissant d'internationalisation de la société humaine »*. M. Courtney Brown, qui dirige la Business School de l'université Columbia, voit en elles *« l'ouverture d'une nouvelle symphonie mondiale »*. Et M. Roy Ash, directeur du budget sous M. Nixon, affirme que la firme mondiale représente *« l'unité transcendantale »*.

Un peu comme les professions de foi pacifistes de M. Kissinger, le discours internationaliste des magnats des affaires n'est qu'une supercherie. Une réalité plus tangible trahit leurs prétentions à l'internationalisme et à la transcendance : le *big business* a beaucoup à protéger à travers le monde, en particulier contre les forces de libération nationale, mais peu de moyens d'y parvenir, sinon en recourant aux capacités de coercition de certains Etats. Aucune société multinationale ne possède d'armée, d'aviation ou de marine de guerre. Cependant, trois siècles d'expérience enseignent que ces forces sont finalement nécessaires pour protéger les investissements et permettre l'exploitation des peuples et de leurs ressources. Rien n'a modifié cette réalité fondamentale qui, depuis l'avènement de l'impérialisme moderne, définit la symbiose entre capitalisme monopoliste et Etats impériaux.

La réduction du pouvoir qu'ont les Etats-Unis de policer le globe préoccupe fortement les sociétés multinationales, de même que la montée de la volonté d'émancipation dans les pays sous-développés. Si bien qu'elles ont concédé à leurs alliés indigènes une part des pouvoirs et des profits plus grande qu'auparavant et qu'elles ont accordé beaucoup d'attention à la mise au point d'une stratégie qui permettrait aux Etats-Unis de continuer à assurer un ordre mondial stable. La doctrine Nixon répond aux besoins et aux préférences des géants multinationaux. Tous ses éléments fondamentaux sont contenus dans un rapport du Fonds des frères Rockefeller. L'auteur de ce rapport était déjà Henry Kissinger.

EQBAL AHMAD.

(26) Richard Barnet & Ronald Muller, *Global Reach*, Simon & Schuster, New-York, à paraître en 1975.

A L'AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE

Débat sur la fonction et les formes de la francophonie

LE 21 mars 1970, les représentants de vingt et un Etats francophones signaient à Niamey une convention portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (Agécop) pour *« promouvoir et diffuser les cultures »* des pays signataires et *« intensifier la coopération »* entre eux.

Près de cinq ans plus tard, malgré l'adhésion de nouveaux membres — vingt-six désormais (1), — malgré ses cent vingt fonctionnaires et un budget annuel qui est passé de 10 millions de francs environ en 1971 à 34 millions de francs pour l'exercice 1975, malgré la mise en œuvre d'une dizaine de programmes notables (2), l'Agence n'a pas tenu ses promesses, à en croire son nouveau secrétaire général, M. Dankoulodo Dan Dicko. Cet ancien ministre nigérien de l'éducation nationale écrit en effet, dans l'éditorial d'un numéro spécial du bulletin d'information de l'Agence, *Agécop-Liaison*, publié en février dernier : *« L'expérience lancée à Niamey n'a pas été très féconde. (...) Une comparaison objective entre les buts qu'assigne* (à l'Agence) *sa charte et ses réalisations (...) peut laisser supposer qu'une distorsion est apparue entre ceux-ci et celles-là, et que cette distorsion peut faire naître un réel malaise dont la cause tiendrait aux institutions mêmes de l'Agence. »*

Sous le titre général *« Les francophonies en question »*, l'ensemble du numéro est un surprenant exercice d'autocritique, dont la franchise, voire la sévérité, sont d'autant plus louables qu'on n'a guère coutume d'en attendre de la direction même d'une institution internationale. *« Un bilan d'ensemble des programmes*, peut-on lire notamment, *suffit à démontrer que la plupart des activités de l'Agence se sont caractérisées par leur inefficacité, tandis que les priorités étaient méconnues. »* Ou encore : *« L'Agence, telle qu'elle existe actuellement, est, au mieux, condamnée à végéter : elle se présente en effet comme une construction artificielle dont le rayonnement est très faible. »* Ses membres pourraient être *« amenés à s'interroger sur son utilité et à supprimer un cadre de coopération sur lequel tant d'espoirs avaient été fondés »*. De fait, deux Etats d'Afrique noire envisageraient de quitter l'Agence, ce qui pourrait entraîner d'autres départs.

La crise est donc bien réelle et profondément ressentie. La volée de bois vert que s'inflige l'Agence répond sans doute à la volonté du nouveau secrétariat de susciter une réflexion approfondie au moment où diverses commissions s'apprêtent à se réunir pour préparer la prochaine réunion de l'instance suprême de l'Agence, la conférence générale, qui doit se tenir en octobre prochain à l'île Maurice. La précédente, qui s'est déroulée conjointement à Bruxelles et à Liège en octobre 1973, a marqué un tournant dans l'histoire de l'Agence. En sera-t-il de même cette fois ?

Une « auberge espagnole » ?

LA création de l'Agence répondait à un besoin — doter d'une structure officielle la francophonie à un moment où la langue française était de plus en plus battue en brèche sur la scène internationale — et à des intérêts certes convergents mais aussi partiellement contradictoires. D'où une ambiguïté foncière, source de frictions et de soubresauts tout au long de la jeune histoire de l'Agence.

Cadre international pour la politique de prestige de certains dirigeants africains ; organisme utile permettant aux pays du tiers-monde d'expression française de resserrer leurs liens de coopération sans dépendre trop exclusivement de la France du fait d'une forte participation canadienne et belge ; tribune pour le combat des minorités francophones plus ou moins nationalistes du Québec, de la Wallonie, voire de la Suisse romande, du Val d'Aoste ou de Louisiane, pour qui le français n'est pas seulement un instrument précis de communication à l'usage des diplomates et des spécialistes internationaux mais aussi une arme politique ; moyen pour les gouvernements canadien et belge de trouver un exutoire sans danger aux aspirations de leur minorité francophone, l'Agence, « auberge espagnole » de la francophonie, pouvait-elle être tout cela à la fois comme le promettaient ses promoteurs ? En fait, les milieux français qui furent à l'origine de sa création pouvaient difficilement éviter le soupçon d'impérialisme culturel qui s'attache à ce genre d'entreprises. Sans doute, en sus de considérations relevant de leur politique régionale, ce fut une raison supplémentaire pour certains pays francophones de refuser de s'associer au projet. L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Zaïre, le Congo-Brazzaville, n'ont pas adhéré à l'Agence.

Au demeurant, il est apparu bien vite à une majorité de participants que l'instrument de promotion des cultures des divers pays membres tendait à n'assurer dans l'ensemble que le rayonnement de la seule culture française. Ceux qui voient dans l'Agécop une entreprise néo-coloniale à peine déguisée notent que le siège de l'Agence est à Paris — est-ce un hasard ?, — que la France assure le plus gros du financement et qu'elle dispose, par le biais des aides bilatérales, d'importants moyens de pression sur certains Etats membres.

L'Etat français finance en effet 46 % du budget de l'Agence, alors que la part du Canada est de 35 % — dont 3 % fournis directement par le gouvernement du Québec (3) — et celle de la Belgique de 12 % environ. Le reste (7 %) est réparti entre les autres membres. Toutefois, tous les membres de l'Agence disposent en principe de droits égaux au sein des différentes instances. L'hégémonie financière des « trois Grands » peut être sensible lorsqu'il s'agit d'augmenter le volume de la contribution annuelle au budget de l'Agence, et prêter alors à des marchandages, mais on convient, au siège de l'Agence, que *« cela n'est peut-être pas le plus significatif »*. Il est d'autres moyens de pression.

La précédente conférence générale, en 1973, a clairement défini les responsabilités : *« Les structures et le fonctionnement du secrétariat d'abord ; la personnalité des hommes qui composaient le secrétariat ensuite. »* En clair, la majorité des participants ont entrepris de réduire l'influence des zélateurs de la culture française « impériale », de ce que leurs adversaires appellent — et c'est un comble pour des francophones — le *« lobby »* français.

Le secrétaire général de l'Agence, M. Jean-Marc Léger, a démissionné ; le mandat de ses deux adjoints n'a pas été renouvelé ; le nombre de ceux-ci est passé de deux à quatre (actuellement un Français, un Canadien, un Belge et un Tunisien) et, au lieu de la direction collégiale triangulaire jusque-là en vigueur, le secrétaire général a désormais autorité sur ses adjoints.

En même temps, l'Agence s'est efforcée de redéfinir ses rapports avec les diverses associations internationales concernées par la francophonie qui étaient parties prenantes à la naissance et au développement de l'Agence : l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.), l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (A.U.P.E.L.F.) (4), etc. Toutes associations qui se retrouvent, aux côtés de personnalités invitées individuellement, au sein d'un conseil consultatif fort actif dans la définition des orientations de l'Agécop.

« Les fondateurs de l'Agence, explique le numéro spécial d'*Agécop-Liaison*, *partageaient (...) l'opinion que l'organisation pourrait s'appuyer sur un très large réseau d'institutions internationales à caractère privé qui démultiplieraient son action. L'erreur commise reposait sur une confusion entre la capacité d'influencer (...) et la capacité d'entreprendre. (...) Ces associations (...) ont considéré que l'Agence avait une dette à leur égard. »* Suit un bilan particulièrement sévère : *« conflits internes »* et *« abus au profit d'intérêts privés »*, *« cloisonnement »* appauvrissant, *« l'exécution des programmes devient une fin en soi »*, *« aucun effort de recherche et de prévision »*.

Une volonté politique

AUTANT de rigueur n'est pas du goût de tous. Ainsi, M. Xavier Deniau, l'actuel secrétaire général parlementaire de l'A.I.P.L.F., y voit l'expression du *« masochisme intellectuel »* d'une *« minorité »*. *« Je pense*, précise-t-il, *qu'ils* [les rédacteurs du bulletin] *ont eu tort : l'autocritique n'est intéressante que dans la mesure où c'est un moment de la réflexion hégélienne vers une synthèse des éléments négatifs et positifs. »*

La précédente convention entre l'A.I.P.L.F. et l'Agence de coopération ayant été abrogée, une nouvelle doit être ratifiée à la conférence générale de l'île Maurice. Elle est *« plus vigoureuse par le style et plus vague sur le fond »*, note M. Deniau, en insistant sur le fait qu'il n'y a pas de conflit entre l'Agence et l'Association : *« Il n'y en a pas, mais il faut qu'on prenne conscience qu'il n'y en a pas »*, ajoute-t-il, tout en paraissant regretter qu'on ait remplacé au secrétariat de l'Agence *« des militants de la francophonie par des gens qui se veulent des administrateurs »*. Pour M. Deniau (qui pourrait diriger la délégation gouvernementale française à l'île Maurice si le ministre français des affaires étrangères ne s'y rend pas en personne), les interventions de l'Agence vont se limiter de plus en plus à des secteurs spécialisés, en complément des aides bilatérales que les pays membres *« sont libres d'accroître non seulement avec la France mais avec le Canada ou la Belgique »*.

Ce n'est pourtant pas en ce sens que semble s'orienter le secrétariat général de l'Agence. Ces *« administrateurs »* constatent que, d'une part, l'*« institutionnalisation de conférences de ministres des pays d'expression française auxquelles l'Agence n'est pas partie prenante »* et, d'autre part, la fréquentation de la conférence générale par des ministres « techniques » ne disposant pas de pouvoirs de décision politique suffisants entraînent une parcellisation des activités et un démembrement des attributions de l'Agence. *« Il y a un vide politique à la direction de l'Agence. »* Aussi lui proposent-ils de se doter d'un *« élément d'orientation politique »*, par la participation à la conférence générale des chefs d'Etat ou de gouvernement traitant *« dans un esprit de « club » les grands problèmes d'intérêt commun et* (fixant) *les principales orientations de la coopération entre pays membres »* : la volonté de faire de l'Agence le Commonwealth de la francophonie est explicite. Cette référence à une institution vieillissante et fortement marquée au coin du colonialisme est sans doute maladroite, sinon présomptueuse, mais peut-être contribuera-t-elle à entraîner l'adhésion des gouvernements concernés. La plupart d'entre eux, en effet, ne se sont engagés jusqu'à présent que très modérément dans les activités de l'Agence, soit qu'ils aient d'autres préoccupations plus urgentes, soit qu'ils jugent leurs structures insuffisantes, soit encore qu'ils craignent de compromettre leurs relations bilatérales avec la France.

Le secrétariat actuel fait le compte des absents de la francophonie officielle : pour convaincre ces derniers de rallier le projet, encore faut-il que l'Agence finisse de se dépouiller d'une certaine image de marque, celle d'un instrument de domination culturelle. Encore faut-il aussi qu'elle fasse ses preuves. Le pari des dirigeants est qu'elle le peut à condition de seulement le vouloir : *« Que les Etats se compromettent »*, disent-ils.

Tel est donc, à leur avis, l'enjeu de la prochaine conférence générale : ou bien se contenter des miettes de la francophonie et vivoter dans des actions parcellaires et orientées ; ou bien se doter, puisque la réforme des structures a fait disparaître certains écueils, d'un pouvoir de décision politique. La fréquentation même de ce « sommet » permettra de savoir si ce pari est gagné.

« La francophonie sera finalement politique ou elle ne sera pas. » Ce n'est pas sans malice que le secrétariat actuel rappelle ce propos d'un ancien ministre français, M. Jean de Broglie. Et il souligne que contribuer au développement indépendant de l'Agence va dans le sens des intérêts bien compris de la France à long terme. *« La mise en œuvre d'une solidarité naturelle par les peuples intéressés quand ils l'ont constatée »* — pour reprendre la définition que donne M. Deniau de la francophonie — n'implique-t-elle pas la nécessité d'aller au-delà de la satisfaction des exigences et des appétits immédiats de quelques-uns ?

M. Bg.

(1) Belgique, Burundi, Cameroun, Canada, Côte-d'Ivoire, Dahomey, France, Gabon, Haute-Volta, Luxembourg, Madagascar, Mali, île Maurice, Monaco, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, République du Vietnam, Haïti ; le Liban et la République Centrafricaine ont adhéré par la suite. Un Etat associé : le Laos. Un gouvernement participant : le Québec.

(2) Ces programmes portent notamment sur l'éducation (Ecole de gestion de Bordeaux pour le perfectionnement de cadres africains et l'information de coopérants), sur la culture (financement d'éditions, bourses à de jeunes cinéastes, etc.), sur le développement de l'artisanat, du tourisme, etc.

(3) Le Québec contribuant pour 25 % aux impôts fédéraux canadiens, sa contribution *réelle* au budget de l'Agence est nettement plus élevée.

(4) Le secrétaire général de l'A.U.P.E.L.F. est M. Jean-Marc Léger depuis sa démission du secrétariat général de l'Agence de coopération.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

CHILI
(14 avril 1975)

Président de la République : *général Pinochet* ; ministre de l'intérieur : *général César Benavides* ; affaires étrangères : *vice-amiral Patricio Carvajal Prado* ; défense : *général Herman Brady* ; économie : *M. Sergio de Castro* ; finances : *M. Jorge Cauas* ; éducation nationale : *contre-amiral Hugo Castro* ; coordination économique : *M. Raul Saez* ; justice : *M. Miguel Schweitzer* ; travaux publics : *M. Hugo Leon Puelma* ; agriculture : *général Tucapel Vallejos* ; travail : *général Nicanor Diaz* ; santé : *général Francisco Herrera* ; terres : *général Mario M.C. Kay* ; mines : *général Agustin Toro* ; logement : *M. Carlos Granifo* ; transports : *général Enrique Garin* ; secrétaire général du gouvernement : *général Hernan Bejares*.

EGYPTE
(16 avril 1975)

Premier ministre : *M. Mamdouh Salem* ; vice-premier ministre et ministre de l'enseignement supérieur : *M. Hafez Ghanem* ; vice-premier ministre et ministre de la guerre : *général Gamassi* ; vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères : *M. Ismail Fahmi* ; ministre du travail : *M. Abdel Latif Baltiya* ; électricité : *M. Ahmed Soltane* ; tourisme : *M. Ibrahim Neguib* ; affaires sociales : *Mme Aïcha Rateb* ; agriculture et relations avec le Soudan : *M. Osman Badrane* ; information : *M. Kamal Aboul Magd* ; production militaire : *général Ahmed Kaml El-Badri* ; culture : *M. Youssef Elsebai* ; santé : *M. Fouad Mohieddine* ; pétrole : *M. Ahmed Hilal* ; ministre d'Etat pour les affaires du conseil des ministres : *M. Abdel Fattah Abdallah* ; ministre d'Etat pour les affaires du Parlement : *M. Albert Barsoum Salama* ; logement et reconstruction : *M. Osman Ahmed Osman* ; assurances : *M. Mohamed Abdel Fattah* ; éducation : *M. Moustafa Kamal Helmi* ; administration locale : *M. Mohamed Hamed Mahmoud* ; ravitaillement : *M. Abdel Rahmane El-Chazli* ; justice : *M. Adel Younes* ; transports maritimes : *M. Mahmoud Fahmi* ; plan et développement administratif ; *M. Ibrahim Helmi Abdel Rahmane* ; intérieur : *M. Sayed Fahmi* ; commerce : *M. Zakareya Tewfik Abdel Fattah* ; irrigation : *M. Abdel Azim Aboul Ata* ; industrie : *M. Issa Chahine* ; recherche scientifique : *M. Mohamed El-Gebeili* ; finances : *M. Ahmed Abou Ismail* ; économie et coopération économique : *M. Mohamed Zaki Chafei* ; télécommunications : *M. Mohamed Hassanein* ; wakfs (biens religieux) : *M. Mohamed El-Dahabi* ; transports : *M. Gamal Eddine Sedki* ; aéronautique : *M. Hamdi Abou Zeid*.

HONDURAS
(23 avril 1975)

Président de la République : *colonel Juan Melgar Castro* ; ministre de l'intérieur et de la justice : *colonel Alonso Flores Guerra* ; défense et sécurité publique : *colonel Mario Chinchilla* ; économie et commerce : *capitaine Armando San Martin* ; finance et crédit : *M. Porfirio Zavala* ; affaires étrangères : *M. Virgilio Galvez* ; éducation : *Mme Lydia Arias de Williams* ; santé publique et sécurité sociale : *Dr Enrique Aguilar Paz* ; ressources naturelles : *M. Fernando Montes Matamoros* ; travail et affaires sociales : *M. Enrique Flores Valeriano* ; planification économique : *M. Arturo Corletto*.

REPUBLIQUE DU VIETNAM
(14 avril 1975)

Premier ministre : *M. Nguyen Ba Can* ; vice-premiers ministres : *général Tran Van Don* (chargé de l'inspection et ministre de la défense), *M. Nguyen Van Hao* (chargé du développement et ministre de l'agriculture et de l'industrie), *M. Duong Kich Nhuong* (chargé des programmes de secours et de la réinstallation des réfugiés).

Ministres d'Etat : *MM. Le Trong Quat* (sans portefeuille), *Nguyen Vai Ai* (sans portefeuille), *Pham Thai* (sans portefeuille) et *M. Nguyen Xuan Phong* (chargé des négociations et chef de la mission de la République du Vietnam aux pourparlers de paix).

Ministre des affaires étrangères : *M. Vuong Van Bac* ; justice : *M. Ngo Khac Tinh* ; intérieur : *M. Buu Vien* ; culture, éducation et jeunesse : *M. Nguyen Duy Xuan* ; finances : *M. Le Quang Truong* ; commerce et ravitaillement : *M. Nguyen Van Diep* ; plan : *M. Nguyen Tien Hung* ; travaux publics et communications : *M. Nguyen Xuan Duc* ; anciens combattants : *M. Huynh Duc Buu* ; information et ralliement : *général Phan Hoa Hiep* ; santé : *M. Ton That Niem* ; travail : *M. Vu Cong* ; action sociale : *M. Tran Van Mai* ; minorités ethniques : *M. Nay Luett* ; relations avec l'Assemblée nationale : *M. Pham Anh* ; présidence du Conseil : *M. Nguyen Long Chau*.

[Ce gouvernement s'est dissous à la suite de l'accession du général Duong Van Minh à la présidence, décidée par un vote unanime du Parlement le 26 avril.]

L'U.R.S.S. ET LA GUERRE MONDIALE

C'est en Union soviétique que les cérémonies prévues pour le trentième anniversaire de la seconde guerre mondiale revêtiront le plus d'ampleur et toucheront le plus profondément la sensibilité populaire. Avec vingt millions de morts et la destruction d'une importante partie de son potentiel économique. l'U.R.S.S. a en effet subi le poids principal de la guerre, et c'est également elle qui a infligé aux forces nazies les défaites décisives.

Trente ans plus tard, les Soviétiques se gardent bien d'oublier cette immense épreuve dont le souvenir contribue puissamment à influencer leur politique extérieure. C'est pourquoi nous avons demandé à deux personnalités soviétiques de dégager ici les leçons que l'on peut en tirer à Moscou.

Agrégé de sciences militaires, le major-général Nikolaï Chekhovtsov analyse la participation soviétique à l'effort commun et dit ce que fut la coopération entre alliés. Docteur ès sciences historiques, Grigori Deborine évoque la naissance de la « guerre froide » et les conditions actuelles d'un renforcement de la paix internationale. Les deux auteurs se rejoignent sur un point essentiel : après comme pendant les hostilités, des pays à régimes sociaux et politiques différents ont un même intérêt à unir leurs initiatives pour asseoir la paix sur des bases stables et pour résoudre les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

Un effort commun mais très inégal

LA deuxième guerre mondiale fut la plus destructrice et la plus féroce de l'histoire de l'humanité. Préparée et déclenchée par les milieux les plus réactionnaires et les plus agressifs de l'impérialisme, elle constitua le plus grand des crimes devant la conscience et la raison des peuples. La guerre dura six ans sans discontinuer. Les opérations militaires se déroulèrent sur le territoire de quarante Etats. Le nombre total des pays belligérants fut de soixante et un, et leur population s'élevait à 1,7 milliard d'habitants. Plus de 50 millions de personnes périrent. La victoire des forces pacifiques contribua à accélérer le processus irréversible de la libération nationale et sociale des peuples, à instaurer un nouveau régime social dans de nombreux pays du monde.

La grande guerre patriotique du peuple soviétique fut une partie essentielle de la deuxième guerre mondiale. Dans la lutte qui lui fut imposée, le peuple soviétique ne se fixa pas seulement pour tâche de sauvegarder sa liberté et de défendre les grandes conquêtes de la révolution d'Octobre, mais aussi de libérer les peuples d'Europe asservis par les occupants, de détruire le fascisme.

AVANT de se lancer contre l'Union soviétique, le régime hitlérien avait réussi par la force à mettre à son service l'économie des pays d'Europe qu'il occupait, à utiliser dans une large mesure les armements, le matériel technique, les forces aériennes et navales des pays conquis. L'absence d'un front actif à l'ouest permettait à l'Allemagne fasciste et à ses alliés de jeter contre l'Union soviétique l'essentiel de ses forces : 190 division, plus de 4 000 chars, près de 5 000 avions, 47 260 canons et mortiers.

Dans une lutte difficile et acharnée, le peuple soviétique et son armée n'ont pas seulement barré la route à l'agression fasciste, mais, au cours même des combats défensifs, ont détruit les forces vives de l'ennemi et une partie importante de son matériel de guerre. Livrant combat pendant trois années consécutives, pratiquement seules contre l'énorme machine de guerre de l'Allemagne hitlérienne, en 1944, les forces armées soviétiques avaient chassé les envahisseurs des territoires de l'Union soviétique qu'ils occupaient. L'ouverture du second front en Europe, le 6 juin 1944, par le débarquement allié en Normandie, constitua un événement important.

L'armée soviétique ne resta pas sur ses frontières, mais poursuivit ses opérations offensives avec une force croissante. Au cours du deuxième semestre 1944, elle assena successivement ses coups en Pologne orientale, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie et en Hongrie. En janvier 1945, les armées soviétiques développaient une nouvelle offensive de la mer Baltique au Danube, offensive qui devait être la plus grande de la deuxième guerre mondiale. Les opérations de Berlin et de Prague furent des événements décisifs au cours desquels le coup final fut porté à la Wehrmacht.

En une période relativement brève, les forces armées soviétiques avaient défait les plus importants groupements d'armées de la Wehrmacht et délivré de l'occupation hitlérienne les peuples de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie. Elles avaient contribué à la libération de la Yougoslavie, de l'Albanie, de l'Autriche, de la Norvège, du Danemark. L'armée soviétique avait aussi apporté la liberté au peuple allemand. La victoire sur l'Allemagne hitlérienne avait décidé de l'issue de la deuxième guerre mondiale. Après avoir écrasé par une attaque foudroyante l'armée du Kouantoung du Japon militariste de concert avec les unités mongoles, les forces armées soviétiques libérèrent la Corée du Nord et les régions nord-est de la Chine.

LA victoire sur le bloc fasciste a été remportée grâce aux efforts de nombreux peuples alliés dans la lutte commune. Les Soviétiques apprécient comme ils le méritent l'héroïsme et le courage des combattants de la résistance dans les pays occupés par les troupes de la coalition hitlérienne. Les patriotes de France, qui avaient organisé un actif mouvement de résistance à l'occupant, ont apporté une grande contribution à la victoire commune.

Le peuple soviétique n'oublie pas l'importance que revêtit la coopération au sein de la coalition anti-hitlérienne pour la victoire. Les soldats des Etats-Unis, d'Angleterre, de France ont fait preuve d'un héroïsme incontestable ; la fermeté et l'aide des peuples de tous les Etats alliés de l'U.R.S.S. pendant la guerre ne sont pas non plus oubliées.

Cependant, la vérité historique montre que le poids de la guerre ne reposa pas d'une façon égale sur les participants de la coalition anti-hitlérienne. Le 19 septembre 1969, à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU, A.A. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S., déclarait : « *Si grands qu'aient été les efforts des autres peuples, aucun d'eux n'a connu l'envergure et la profondeur de la mobilisation de toutes les ressources que réalisa notre peuple au nom de la victoire sur l'ennemi, aucun d'eux ne fit autant de sacrifices que les Soviétiques pendant la guerre. Nous ne disons pas cela pour justifier, par les faits de l'histoire, l'octroi de droits particuliers. En rappelant le grand exploit des Soviétiques, nous ne voulons que souligner une chose, l'attachement de notre pays à la cause de la paix qui nous a coûté tant de sacrifices.* »

Les dirigeants des pays alliés ont reconnu et apprécié comme il le méritait le rôle décisif joué par les forces armées soviétiques. Mais une « révision des valeurs » s'est produite peu après la fin de la deuxième guerre mondiale et en particulier pendant la « guerre froide ». Certains se sont mis à nier le rôle décisif de l'Union soviétique dans l'issue victorieuse de la guerre. Malgré le « réchauffement » du climat dans le monde, les forces hostiles à la détente n'ont pas encore déposé les armes.

Les faits de l'histoire montrent que tout au long de la guerre, la plus grande partie des troupes de terre de l'Allemagne et de ses satellites ont opéré sur le front soviéto-allemand. Durant quatre ans, des opérations d'une ampleur considérable se déroulèrent sur ce front.

Jusqu'au milieu de 1944, de 153 à 201 divisions allemandes opérèrent contre l'armée soviétique. Durant la même période, de 2 à 20 divisions livrèrent combat contre les armées américaines et anglaises. Et, jusqu'à la sortie de l'Italie de la guerre, c'est-à-dire jusqu'en automne 1943, ce nombre ne fut que de deux à huit divisions seulement. Par conséquent, pendant les trois premières années de la guerre, les forces armées soviétiques livrèrent une lutte très difficile, pratiquement seules contre toute l'armée germano-fasciste et ses alliés.

Après l'ouverture du second front en Europe, en juin 1944, les effectifs des troupes de terre allemandes sur le front ouest et sur le front italien augmentèrent quelque peu. Et cela en raison essentiellement de la participation aux combats des divisions stationnées auparavant dans les pays occupés. Cependant, même pendant cette période, la plupart des forces de l'Allemagne et de ses alliés opérèrent contre l'armée soviétique. L'ouverture du second front en Europe apporta des changements dans le rapport des divisions opérant sur les divers fronts, mais elle ne modifia pas l'importance du front soviéto-allemand qui resta le front principal de la guerre. Avant la campagne finale d'Europe, les armées soviétiques avaient contre elles 179 divisions allemandes et 165 divisions hongroises, et les armées américaines et anglaises 106 divisions allemandes. Tout au long de la guerre, un transfert intensif de divisions stationnées dans les pays de l'Europe occidentale vers le front soviéto-allemand eut lieu. C'est ainsi qu'au total 268 divisions furent transférées pendant la guerre.

Tueries et destructions : le poids principal des hostilités a porté sur le front oriental

PAR leur intensité et leur acharnement, les combats du front soviéto-allemand dépassèrent ceux des autres fronts. Les armées soviétiques combattirent l'ennemi pendant 1 418 jours sur un front d'une longueur de 3 000 à 6 200 kilomètres de l'est à l'ouest. Quant à la longueur des fronts nord-africain et italien, elle ne dépassait pas 300 à 350 kilomètres et celle du front ouest-européen 800 kilomètres. Sur le front d'Afrique du Nord, les opérations militaires actives durèrent 309 jours, sur le front italien 492 jours et sur le front ouest-européen, 293 jours seulement.

Au total, sur le front soviéto-allemand, il fut détruit, défait ou capturé 607 divisions des pays du bloc fasciste, alors que les armées américaines et anglaises défirent et capturèrent 176 divisions de l'Allemagne et de ses alliés. Les pertes totales des armées germano-fascistes en tués, blessés et prisonniers se sont chiffrées à 13,6 millions d'hommes, dont 10 millions sur le front soviéto-allemand. Les armées soviétiques ont également détruit la plus grande partie du matériel de guerre de l'ennemi : 167 000 canons, 48 000 chars, 7 700 avions.

Il ne faut pas oublier la portée morale particulière des efforts de l'armée soviétique. Les succès de la Wehrmacht en Europe avaient créé le mythe de l'invincibilité de l'agresseur, suscité le découragement, non seulement chez les peuples asservis, mais aussi en Angleterre et en Amérique. Ce n'est que quand l'Union soviétique eut commencé à infliger de sévères défaites aux troupes hitlériennes que les peuples du monde entier reprirent confiance en la victoire. Les succès de l'armée soviétique ont suscité un essor extraordinaire du mouvement de résistance dans les pays occupés. Les Soviétiques faits prisonniers ou déportés s'engageaient dans la lutte contre les occupants après s'être évadés. Plus de quarante mille citoyens soviétiques ont participé au mouvement de résistance hors des frontières de l'U.R.S.S.

Dans ce gigantesque conflit, le peuple soviétique a subi des pertes humaines et matérielles innombrables. Sur le territoire de l'Union soviétique jusqu'à Léningrad, Moscou, la Volga et jusqu'au Caucase, la guerre s'est déchaînée deux fois, une première fois quand les armées soviétiques étaient sur la défensive, une deuxième fois quand elles chassèrent les fascistes de leur terre. Un préjudice immense fut porté à l'économie nationale dans la zone des opérations militaires. Les envahisseurs germano-fascistes ont transformé en ruines 1 710 villes et cités de type urbain, plus de 70 000 villages et hameaux, dynamité et incendié 32 000 entreprises industrielles. L'Union soviétique a perdu 30 % de sa richesse nationale. Le peuple soviétique a également supporté les plus grandes pertes en vies humaines. Plus de 20 millions de personnes ont péri sur les champs de bataille, sous les bombardements, fusillées en territoire occupé, exterminées dans les camps de concentration, alors que l'Angleterre a eu 264 400 tués, les Etats-Unis 273 900.

La défaite des agresseurs fascistes a constitué un avertissement pour tous ceux qui ne veulent pas tenir compte des leçons de l'histoire. En même temps, l'expérience de la guerre prouve qu'une coopération bienfaisante de pays à régimes sociaux différents a pu être réalisée. Cela signifie que cette coopération peut également être réalisée en temps de paix. Il ne faut pas tolérer que l'humanité revive une tragédie encore plus épouvantable.

NIKOLAI CHEKHOVTSOV.

Conquérir la paix de haute lutte

LA deuxième guerre mondiale a démontré la possibilité d'une collaboration politique et militaire efficace entre des Etats à systèmes sociaux différents. Il est maintenant clair pour tous que, si une telle collaboration avait existé avant la guerre, ou bien cette guerre n'aurait pas été déclenchée par les agresseurs fascistes, ou bien ceux-ci auraient été battus dès le début.

Une question se pose naturellement. Qu'est-ce qui a empêché, avant la guerre, la création d'un front uni des Etats et des peuples épris de paix et de liberté ? Il ne peut y avoir qu'une réponse : le front des adversaires de l'agression a été brisé par la politique adoptée à Munich par les gouvernements de l'époque de la Grande-Bretagne et de la France soutenus également par celui des Etats-Unis. Au lieu de résister à l'agression fasciste, on lui accordait une aide de fait. L'Espagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne furent livrées à l'Allemagne. La Mandchourie, puis toute la Chine furent livrées au Japon. L'Ethiopie fut livrée à l'Italie.

La raison fondamentale de la politique munichoise a été la haine des réactionnaires contre l'Union soviétique et leurs calculs à courte vue selon lesquels l'agression fasciste serait dirigée (« *canalisée* », comme disait Pierre Laval) contre l'U.R.S.S. et ne toucherait pas leurs propres pays. Le prix d'un tel raisonnement a été très lourd. Mais même cette expérience n'a rien appris aux réactionnaires. C'est pourquoi les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne n'ont ouvert le second front qu'en juin 1944, lorsque l'issue de la deuxième guerre mondiale avait déjà été décidée par les victoires soviétiques.

La fourniture d'une aide à l'Union soviétique par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada a eu une certaine importance pour la victoire sur le fascisme. Cette aide a consisté en particulier en fourniture de véhicules automobiles et de produits pétroliers (401 400 véhicules, 2 599 000 tonnes de produits pétroliers). L'Union soviétique a reçu des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne 9 600 pièces d'artillerie, 18 700 avions et 10 800 chars d'assaut. Sa propre production au cours de la guerre a été la suivante : 488 900 pièces d'artillerie, 136 800 avions et 102 500 chars d'assaut et engins autotractés.

IL y a trente ans, une page nouvelle s'ouvrit dans l'histoire mondiale. M. Brejnev a déclaré en 1974 : « *La libération du monde de la peste brune a marqué une nouvelle étape dans l'histoire mondiale. Nous sommes fiers du fait que le rôle décisif dans cette grande victoire a été joué par notre magnifique, notre glorieuse armée soviétique, par notre puissance socialiste.* »

Il semblait que les leçons de la deuxième guerre mondiale ne seraient pas oubliées, que la collaboration entre les Etats de la coalition anti-hitlérienne continuerait de jouer son rôle positif. Ces espoirs furent déçus, la collaboration entre les pays de la coalition anti-hitlérienne fut rompue.

Qui est responsable de cette « guerre froide », cause de tant de mal à l'humanité ? Effaçons-nous devant les faits et les documents. L'annonciateur de la guerre froide a été Churchill. Dès octobre 1942, dans un mémoire secret adressé aux membres du cabinet de guerre britannique, il proposait de commencer à préparer la création, contre l'U.R.S.S., d'une alliance militaire appelée « *Europe unie* » avec la participation de l'Allemagne. Deux semaines après la fin des opérations en Europe, des organismes militaires britanniques reçurent l'ordre de préparer des plans opérationnels « *contre la Russie* ». Il en résulta un rapport qui fut envoyé au chef de l'état-major de l'Empire, Alanbrooke. Au cours des derniers jours de la guerre en Europe, Churchill envoya un télégramme au général Montgomery, commandant les armées britanniques, où il lui ordonnait de « *récupérer avec soin les armes allemandes et de les rassembler pour qu'on puisse facilement les redistribuer aux soldats allemands avec qui nous devrions collaborer si l'offensive soviétique se poursuivait* ».

Le gouvernement des Etats-Unis, violant l'accord soviéto-américain sur le prêt-bail, interrompit soudain et sans préavis toutes ses fournitures à l'Union soviétique, alors que la guerre n'était pas encore terminée. Même la décision de lancer la bombe atomique sur les villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki a été prise, de l'aveu du secrétaire d'Etat de l'époque, J. Byrnes, moins comme une action militaire contre le Japon que pour « *rendre la Russie plus accommodante en Europe* ». Le professeur britannique Blackett a pu très justement dire que l'explosion des bombes atomiques au Japon a été « *non pas la dernière opération de la deuxième guerre mondiale, mais la première de la guerre froide diplomatique contre la Russie* ». On brisa sciemment la politique de coopération internationale qui suppose des accords et des compromis mutuels. Dans une lettre adressée à Byrnes le 5 janvier 1946, le président Truman exigeait : « *En ce qui concerne les Russes, il faut leur brandir un poing de fer et leur parler le langage de la force... Maintenant, nous ne devons accepter avec eux aucun compromis.* »

La « guerre froide » a été déclenchée parce que les milieux les plus réactionnaires des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont été déçus par les résultats de la deuxième guerre mondiale, dont ils espéraient qu'elle leur assurerait une hégémonie globale.

La menace que la « guerre froide » a fait peser contre la paix provient de groupes sociaux, d'organisations et de gens bien précis. Le sociologue américain Richard Barnet écrit : « ... *Les racines de la guerre sont liées à différents éléments de la société américaine : l'Etat, différents processus économiques et politiques.* » Le président Eisenhower définissait ces éléments comme un « *complexe militaire et industriel* ».

Pendant de nombreuses années, on a assisté à une lutte entre les partisans et les adversaires de la « guerre froide », à une lutte pour la paix. Cette lutte ne s'est pas limitée aux initiatives des gouvernements. Elle englobe des forces sociales immenses et qui ne font que grandir, exerçant une action qui se conjugue avec les initiatives des Etats épris de paix.

L'ASSAINISSEMENT du climat international en Europe a commencé dans la deuxième moitié des années 60. Le fait que la détente se soit produite précisément dans ce continent est particulièrement important, car c'est en Europe qu'ont commencé les deux guerres mondiales, et c'est sur ce continent que les forces internationales de la réaction ont lancé leurs principaux slogans sur le refus des réalités nouvelles du monde d'après-guerre. Il ne faut pas oublier non plus l'existence, en Europe, des principales forces armées des deux blocs militaires face à face.

Une vaste coopération pour barrer la route au retour de la « guerre froide »

Le premier maillon de la chaîne d'événements qui ont commencé à transformer l'Europe des conflits en une Europe de paix a été le développement d'amicales relations soviéto-françaises. Les principales voies de ce développement ont été définies par la déclaration soviéto-française signée à Moscou en 1966.

Les autres étapes de la détente ont été la conclusion de traités entre l'Union soviétique et la R.F.A., la Pologne et la R.F.A., la R.D.A. et la R.F.A., la Tchécoslovaquie et la R.F.A. et l'accord quadripartite sur Berlin. Ces documents ont confirmé l'inviolabilité des frontières d'Etat existant en Europe, ont consolidé les résultats sociaux et politiques de la deuxième guerre mondiale.

La normalisation des relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis a été la suite de cette réaction politique en chaîne qui a commencé en Europe. L'Union soviétique et les Etats-Unis, qui disposent de la puissance économique et militaire la plus grande, ont une responsabilité particulière pour faire échec à la guerre. L'assainissement du climat politique en Europe a exercé une influence positive sur les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Mais cela ne signifie pas que la tendance à la détente, qui est la tendance principale, soit la seule qui marque la vie internationale. Il en existe une autre, celle de la renaissance de l'esprit de la guerre froide, du renforcement de l'anticommunisme, d'une reprise de la course aux armements, de l'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays et d'autres peuples.

LORSQUE la « guerre froide » a commencé, des pessimistes ont assuré qu'il était impossible de surmonter les forces qu'elle avait fait naître. Ils ont une grande part de responsabilité dans le fait que la « guerre froide » a duré si longtemps, qu'elle a créé une atmosphère d'incertitude, de peur, de psychose militaire, qui ont laissé des traces profondes dans la conscience et la psychologie d'un grand nombre de gens.

A l'heure actuelle, il existe aussi des pessimistes qui affirment que le monde retourne au temps de la « guerre froide ». Mais il existe aussi des optimistes qui estiment qu'un tel retour est impossible. Les Soviétiques font partie des optimistes, mais des optimistes actifs.

Quels sont les facteurs qui jouent un rôle important en faveur d'une évolution positive dans le monde ?

1) Dans les milieux dirigeants de tous les Etats, on voit se renforcer la conception réaliste selon laquelle, dans le monde moderne, avec le rapport des forces et la technologie militaire existant actuellement, la guerre ne peut pas être un moyen de résoudre les problèmes internationaux.

2) La puissance morale et matérielle des Etats de la communauté socialiste qui prennent, en commun, des mesures pacifiques d'une importance fondamentale, est au service de la paix.

3) Ce ne sont pas seulement les pays d'Europe et d'Amérique du Nord qui ont intérêt à un monde juste et démocratique, mais aussi ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La politique extérieure des Etats non alignés joue un rôle important et qui le devient toujours davantage.

4) La force vive représentée par les travailleurs épris de paix, qui constituent l'immense majorité des habitants de notre planète, est un facteur social important pour la préservation de la paix.

5) La nécessité de la détente internationale est dictée par l'urgence de résoudre de grands problèmes qui appellent une coopération internationale : protection de l'environnement, alimentation de la population du monde, organisation des transports internationaux, prophylaxie et liquidation des maladies les plus dangereuses, étude et conquête du cosmos.

Les leçons de la deuxième guerre mondiale nous enseignent que la paix ne se demande pas, elle se conquiert.

Dr GRIGORI DEBORINE.

ARABIE SAOUDITE — L'accession au pouvoir du roi Khaled

Le régime évolue habilement entre des objectifs contradictoires

Par PIERRE PEAN

LA succession du roi Fayçal d'Arabie, assassiné le 25 mars, s'est faite avec une harmonie surprenante, apparemment sans remous. Les clans supposés de la famille royale ont immédiatement fait allégeance au nouveau souverain wahabite, le roi Khaled, successeur désigné depuis 1965. Le prince héritier a été choisi quelques heures après la disparition du vieux roi et associé tout de suite à l'exercice du pouvoir. Bref, un ballet bien réglé qui n'a laissé la place à aucune improvisation ni vacance susceptible de susciter des vocations nouvelles.

Cette sérénité n'empêche pas les observateurs de se livrer à des analyses difficiles pour percer les secrets du sérail. Deux facteurs extérieurs, également intervenus au mois de mars, compliquaient l'appréciation de la situation saoudienne : le rapprochement irano-irakien et l'échec de la mission Kissinger.

Les déclarations officielles ont mis l'accent sur la continuité de la politique extérieure tant à l'égard de l'Occident que du monde islamique et arabe. Le roi Khaled et le prince héritier Fahd Ben Abdel Aziz, qui est le premier vice-président du conseil, ont annoncé qu'ils *« suivraient à la lettre la politique claire léguée par le roi Fayçal »*. Ils reprennent à leur compte les flambeaux de la défense de l'Islam et de l'arabisme tout en privilégiant le premier. Même le rêve de Fayçal d'aller prier à Jérusalem, qu'il évoquait inlassablement devant tous ses visiteurs, est assumé par les nouveaux dirigeants. Toutes les revendications territoriales prennent leurs racines dans une foi affirmée haut et fort par les tenants les plus déterminés de l'Islam, et cette référence religieuse permet de dépasser les contradictions idéologiques avec certains pays arabes progressistes en prônant le renforcement de l'unité des rangs contre l'ennemi commun : Israël et, plus généralement, le sionisme.

Le nouveau pouvoir a même, pour canaliser certaines ardeurs jugées aventureuses, suscité à Ryad une réunion entre les « frères ennemis » : Assad, le président syrien, et Sadate, l'Egyptien. La politique des « petits pas » de M. Kissinger avait en effet creusé le fossé qui séparait déjà les deux leaders. Le président Sadate semblait avoir succombé aux sirènes américaines au point d'envisager un accord intérimaire et séparé avec Israël. La rigidité du gouvernement israélien faisait échouer un plan qui aurait introduit un facteur important de division dans le monde arabe. Le roi Khaled et le prince Fahd ont mis très vite à profit le désenchantement égyptien qui a suivi l'échec de M. Kissinger. Un échec qu'espérait le roi Fayçal, malgré son amitié pour les Etats-Unis, et qu'il a vraisemblablement aidé à provoquer. De la même façon que la monarchie saoudienne avait œuvré au rapprochement américano-égyptien après la guerre d'octobre 1973, elle avait cette fois tempéré les emballements de M. Sadate à l'égard du secrétaire d'Etat américain jugés, à Ryad, contraires aux intérêts des Arabes.

Le roi Khaled a réussi à dissiper tous les malentendus entre l'Egypte et la Syrie, au point d'amener les dirigeants des deux pays à définir une stratégie commune contre Israël pouvant déboucher sur une unification totale de leur action politique. L'Arabie Saoudite apportera le ciment de ce nouvel essai d'intégration — que Nasser avait rêvé puis réalisé et dont, enfin, il avait constaté l'éclatement — en mettant l'arme du pétrole et sa puissance financière au service de la cause arabe. Ryad achètera des armes — notamment des Mirage — pour le compte de l'Egypte, et assistera financièrement les deux pays en espérant dégager la Syrie de l'influence soviétique, estimée trop forte.

L'ARABIE Saoudite se retrouve ainsi dans une contradiction dans laquelle se débattait depuis longtemps le roi Fayçal. La peur viscérale du communisme l'oblige à se ranger délibérément et complètement dans le camp occidental dont les leaders reconnus et estimés sont les Etats-Unis, les plus fidèles soutiens d'Israël. Le maintien d'une structure sociale, héritée d'un système tribal entretenu par le conservatisme religieux et l'argent, est à ce prix. Fayçal n'était pas partisan d'une ouverture trop rapide sur le monde moderne. Le roi Khaled ne sera pas davantage le promoteur d'une évolution rapide qui risquerait de faire éclater une société féodale ; il pourrait se heurter sur ce point au prince Fahd, soutenu par les jeunes, plus ouvert aux valeurs « extérieures ». Comme son prédécesseur, le roi Khaled ne voudrait pas avoir à choisir entre une amitié avec les Etats-Unis, qu'il souhaite durable et étroite, et son rôle naturel de leader arabe. Il compte beaucoup sur la reconnaissance des *« intérêts bien compris »* des Américains dans le Proche-Orient, au premier plan desquels figurent évidemment le pétrole et la tentation d'un marché de 150 milliards de dollars en cinq ans (montant du prochain plan).

Le prince Fahd, qui a été l'artisan du grand accord économique, financier et militaire de juin 1974 entre l'Arabie et les Etats-Unis, continuera à être l'homme-clé des rapports avec Washington. La marge de manœuvre saoudienne est étroite. Toute menace contre les intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis pourrait être lourde de conséquences : l'Arabie n'est pas le Vietnam. Pour l'instant, les dirigeants saoudiens étudient les conditions de la nationalisation de l'Aramco, mais laisseront sûrement aux pétroliers américains une position privilégiée : ils leur demandent déjà d'augmenter considérablement la capacité de production. M. Yamani, ministre du pétrole confirmé dans ses fonctions, s'interroge sur les vues des Américains en matière de prix, mais serait prêt, quant à lui, à proposer du pétrole à un prix faible (inférieur au cours mondial) contre un effort d'industrialisation du pays.

Cette attitude favorable traduit mal l'inquiétude réelle de certains membres de la famille royale au sujet des véritables intentions de Washington dans la région et du rôle dévolu à l'Arabie dans cette stratégie. Un certain clivage se manifeste à Ryad entre ceux qu'on appelle les « pro-Américains », représentés essentiellement par les princes Fahd et Sultan (ce dernier est ministre de la défense), et les autres, plus nationalistes — sans pour cela rejeter l'amitié américaine — dont les chefs de file sont le roi lui-même et le prince Abdullah, chef de la garde nationale et deuxième vice-président du Conseil.

Ce « malaise » s'est cristallisé sur deux problèmes : l'enquête sur la mort du roi et le rôle de l'Arabie dans le golfe Arabo-Persique.

Si l'assassin — un des innombrables neveux du roi — est connu depuis l'événement, les conditions qui ont entouré le crime le sont moins. Après avoir été catalogué comme *« déséquilibré »*, l'auteur du coup de revolver a été rapidement reconnu sain d'esprit et promis à un jugement rapide. Cinq semaines après, l'enquête continuait et les bruits les plus divers circulaient dans la capitale saoudienne. Parmi eux, l'hypothèse d'une manœuvre américaine a la vie dure malgré le démenti formel de Washington dès le 31 mars, à la suite des insinuations de la presse soviétique. Certains milieux saoudiens poussent très loin le souci du détail :

— Trois jours avant la mort du roi, la sœur du criminel aurait prévenu le ministre de la défense des intentions de son frère. Le prince Sultan aurait alors prévenu le roi...

— Depuis quelques mois, des membres de l'entourage avaient la certitude que *« quelque chose se tramait contre la personne du roi »*. Certains milieux d'affaires arabes liés à la C.I.A. seraient impliqués dans le complot.

Les raisons avancées à Ryad pour expliquer une telle aventure américaine présentent les apparences de la logique : Fayçal était devenu gênant, car il s'opposait à la signature d'un pacte de défense avec le chah d'Iran et à un accord séparé entre l'Egypte et Israël.

Ces rumeurs incontrôlables traduisent une animosité entre différents clans de la famille royale sur le délicat sujet des relations avec l'Amérique. Pour compléter le tableau, on fait état de « fuites » importantes sur la défense nationale à destination de grands pays occidentaux, et même d'Israël. Ces attaques révèlent également une lutte pour le pouvoir. Qui commande véritablement le royaume : le roi Khaled, présenté comme pur et honnête, ou le prince Fahd, l' « homme fort » dont la grande presse a étalé certaines activités mondaines à Cannes, Monte-Carlo et Divonne-les-Bains, ou les deux, conjointement et solidairement ? Une certitude : le roi, présenté comme un homme fatigué et malade, est beaucoup plus présent qu'on n'a bien voulu le dire et prend goût au pouvoir. C'est lui qui a mené le rapprochement entre les présidents Assad et Sadate. C'est lui aussi qui a dirigé les récents entretiens avec le chah d'Iran.

L'empereur persan, avec sa passion hégémonique dans le Golfe, était une obsession croissante du roi Fayçal. L'accord du 6 mars entre l'Irak et l'Iran, signé à Alger sous les auspices du président Boumediène, n'avait fait que l'exacerber. Limité dans un premier temps au problème kurde et aux revendications frontalières sur le Shatt-el-Arab, ce rapprochement a — en moins de deux mois — dépassé largement ce cadre. Et l'Irak qui, hier, vilipendait la *« clique réactionnaire de Téhéran »*, les *« valets de l'impérialisme américain »*... envisage de bâtir avec le chah des « structures de paix » dans le Golfe. Vu de Ryad, c'est l'alliance du diable irakien avec l'ogre persan. Et certains y voient encore la main américaine. Ils citent le dégagement manifeste de Bagdad à l'égard de Moscou qui se double d'un intérêt croissant des Irakiens pour la technologie américaine et d'un début de diversification dans l'approvisionnement en armements.

LES Saoudiens ont le sentiment d'être sacrifiés pour des raisons stratégiques : *« L'Arabie n'est plus reconnue par Washington comme une puissance du Golfe. L'Iran non arabe est consacré comme puissance impérialiste avec la complicité des Arabes irakiens. C'est une grave défaite pour le monde arabe. »* Dans cette dynamique, ils interprètent le subit intérêt du chah pour le président Sadate et le monde arabe comme une volonté délibérée de neutraliser l'Egypte et d'isoler l'Arabie Saoudite. D'où la réponse saoudienne consistant à renforcer l'unité syro-égyptienne qui devrait être complétée rapidement par une tentative de concilier les points de vue palestino-jordaniens.

Sa peur de l'Iran et de l'Irak conduit le royaume saoudien à se rapprocher du principal adversaire des têtes couronnées, le colonel Kadhafi, qui a pris le relais des Irakiens pour lancer des diatribes violentes contre le chah au nom de la cause arabe. Une telle attitude « contre nature », sans doute provisoire, traduit un puissant réflexe de défense. Prisonnière de la protection américaine, l'Arabie essaie de faire feu de tout bois pour ne pas devenir un simple « satellite » ballotté au gré des intérêts de Washington. Pour asseoir son assise sur l'échiquier mondial et être respectée, elle continuera à renforcer l'unité arabe. Une carte qu'elle peut jouer grâce à sa puissance financière, sans pour autant aller trop loin. Une personnalité saoudienne nous disait récemment : *« Si les Américains ne nous laissent pas d'autre alternative, nous nous rapprocherons de l'Union soviétique. »* Boutade, pour exorciser les démons ? Mais l'attitude de Washington à l'égard de l'Arabie Saoudite comme celle des différents clans saoudiens à l'égard des Etats-Unis seront lourdes de conséquences sur l'évolution du régime de Ryad et sur l'équilibre précaire dans le Golfe et au Proche-Orient.

L'intégration des Bédouins au secteur moderne de l'économie

Par FRÉDÉRIC LANGER

L'IMPRECISION des statistiques disponibles pour caractériser l'économie de l'Arabie Saoudite est en elle-même évocatrice. Dans les années 50, les experts hésitaient à chiffrer la population du pays, les estimations variant entre 5 et 7 ou 8 millions d'habitants. En effet, la partie nomade de cette population se déplace constamment à travers les frontières. Les migrations des nomades à l'intérieur de la bande désertique qui va de l'ouest de l'Iran jusqu'au Sénégal ne sont pas seulement saisonnières. Les ethnologues citent le cas d'une tribu partie de la péninsule arabique vers le milieu du XIXe siècle et qui est arrivée au Sénégal peu après la seconde guerre mondiale. Un recensement sérieux est donc difficile dans ces conditions.

Fondées (ou non) sur de meilleurs renseignements, les statistiques de l'ONU attribuent à l'Arabie Saoudite une population de 7,6 millions d'habitants (mi-1972), en accroissement de 1,7 % par an, taux très faible pour la région. On estime que 50 % de cette population sont nomades, les résidents urbains (25 %) et les agriculteurs sédentaires (25 %) se partageant le reste. La moitié de la population du pays vit donc de ce que l'on a appelé « l'économie chamelière ». La tribu, parfois forte de 5 000 à 6 000 tentes, déplace de pâturage en pâturage ses chameaux (des troupeaux de 100 000 à 120 000 têtes ont été recensés dans les années 50), ses chèvres et ses moutons. Le chameau est surtout un moyen de transport, mais il fournit également le lait, la viande, le cuir et la matière première textile. L'économie nomade n'est pas entièrement fermée sur elle-même. Les « rezzou » (pillage), les caravanes (notamment pour le trafic des armes et des esclaves, encore vivace dans les années 20, si l'on en croit Henry de Monfreid), le commerce des produits d'élevage, la location par les Bédouins de certaines terres à des agriculteurs sédentaires, entretiennent ou entretenaient naguère des liens actifs avec les villes et les agriculteurs sédentaires, secteurs marginaux de l'économie par rapport au nomadisme. Aujourd'hui encore, Ryad, capitale et ville la plus peuplée du pays, ne compte que 300 000 habitants.

Cohérente, adaptée aux conditions géographiques, porteuse de la tradition culturelle du pays, l'économie bédouine n'offre qu'une subsistance précaire à ceux qui en vivent. Si l'on retient le taux de la mortalité infantile (152 pour 1 000), l'espérance de vie (quarante-deux ans) et la ration alimentaire moyenne par habitant et par jour (entre 2 000 et 2 100 calories) comme éléments de comparaison, les habitants de l'Arabie Saoudite ont un « niveau de vie » inférieur à celui des Boliviens. La foi coranique des Wahabites n'a pas permis de faire descendre le taux d'analphabétisme en dessous de 85 %.

D'un côté, donc, une économie de subsistance, essentiellement non monétaire, assurant une vie matérielle précaire à l'intérieur de rapports sociaux particuliers (l'esclavage n'a été officiellement aboli qu'en 1962), de l'autre, une économie hypermonétaire, basée sur le pétrole et ne concernant qu'une faible partie de la population. Même avant octobre 1973, l'Arabie Saoudite avait plus d'argent qu'elle ne pouvait en dépenser. En 1973, les exportations (7,8 milliards de dollars) atteignaient quatre fois le niveau des importations (1,8 milliard). Malgré les énormes transferts de bénéfices à l'étranger, effectués par les compagnies pétrolières (2 milliards de dollars en 1972), la balance des paiements du pays dégageait un excédent suffisamment important pour alimenter des réserves officielles considérables.

L'augmentation de la capacité productive du pays n'a pas suivi celle des ressources monétaires. De 1967 à 1972, alors que la production intérieure brute (P.I.B.) s'accroissait à prix courants en moyenne de 16,4 % par an, le taux annuel de la progression de la formation brute de capital fixe n'était que de 7,7 % (celui de la consommation privée atteignant 16,8 %). La part de l'investissement dans la P.I.B. a donc décru régulièrement, de 17,6 % en 1967 à 12 % en 1972. L'augmentation récente des revenus pétroliers (4,9 milliards de dollars en 1973, 29 milliards en 1974) ne peut que creuser l'écart entre les possibilités d'investissements et les fonds disponibles. Des rapports récents indiquent, en effet, un ralentissement de la croissance des prêts bancaires.

ETANT données les deux économies en présence, « chamelière » et « pétrolière », on pourrait imaginer que les ressources de la seconde soient utilisées pour « secourir » la première, puisque, aujourd'hui, l'Arabie Saoudite pourrait se passer de chameaux. C'est « grosso modo » ce qui s'est passé au Koweït (800.000 habitants).

Plusieurs facteurs rendent cette solution problématique. En premier lieu, l'économie pétrolière détruit l'économie traditionnelle beaucoup plus vite que la prudence ne l'imposerait. Plusieur milliers de kilomètres d'autoroutes sont construits chaque année et le point critique à partir duquel le chameau ne sera plus utilisé comme moyen de transport est peut-être déjà atteint. En outre, la structure de la demande locale de produits alimentaires évolue en faveur des produits importés, si bien que les débouchés offerts aux produits de l'élevage bédouin diminuent. Deuxième point : la transformation des Bédouins en agriculteurs sédentaires, solution retenue dans les autres pays arabes, est limitée par le manque d'eau. L'Arabie Saoudite ne possède pratiquement pas de cours d'eau permanents. L'accès à l'emploi industriel est également hypothétique. En 1971, les 10 000 ouvriers que comptait l'industrie non pétrolière en Arabie Saoudite étaient pour moitié des étrangers (Palestiniens, Soudanais, Pakistanais). L'industrie du pays étant largement sous influence étrangère (en 1971, les entreprises non pétrolières sous contrôle étranger détenaient 38 % du capital total de l'industrie), le gouvernement aura du mal à exiger des employeurs qu'ils embauchent en priorité une main-d'œuvre locale qui ne manifeste, par ailleurs, aucun goût pour ce genre d'occupation. Au reste, le gouvernement se borne, pour l'instant, à exiger que le pourcentage d'étrangers employés dans une entreprise ne dépasse pas 75 %.

Enfin, la famille Saoud a constamment eu recours, dans le passé, aux Bédouins pour maintenir l'ordre dans le pays. En 1955, c'est aux milices ihqwan, composées de bédouins fanatiques, qu'il a été fait appel pour mater la révolte des ouvriers de la compagnie pétrolière Aramco. Soutien politique essentiel du régime, les Bédouins risquent de marchander âprement leur prolétarisation éventuelle. Les victimes de ce marchandage risquent d'être ceux, parmi les Bédouins qui — au niveau de chaque tribu, ou au niveau du pays — n'ont pas voix au chapitre. Aux cheiks et aux membres des familles régnants à divers échelons, les postes dans l'administration et dans l'armée — aux simples sujets, les emplois non qualifiés dans l'industrie et les services. L'éclatement à la base de la société bédouine, que cette solution implique, pourrait alors se conjuguer avec la dissolution de l'idéologie au sommet (dissolution dont le prince Fahd est un exemple) pour créer une instabilité politique suffisante pour servir de prétexte à une intervention étrangère.

Les pays socialistes s'intéressent aussi aux pétrodollars

Par NICOLAS FAKIROFF *

LORS d'un colloque scientifique des pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON, ou C.A.E.M.), à Leningrad en septembre 1974, l'économiste hongrois Ivan Viesel exprimait une idée hardie : si, déclarait-il, le rouble transférable (monnaie collective de la communauté socialiste) devait être rendu convertible et, de ce fait, devenir un instrument de paiements internationaux, on pourrait s'attendre que des capitaux des pays producteurs de pétrole viennent se placer dans les pays du COMECON. Cela, ajoutait-il, serait bien entendu à l'avantage des pays membres de l'Organisation et conduirait au renforcement du prestige du système mondial socialiste (1).

En somme, Ivan Viesel s'est fait le porte-parole de ceux qui croient que les institutions financières internationales des pays de l'Est — la Banque internationale de coopération économique et la Banque internationale d'investissements — pourraient à leur tour jouer le rôle de collecteur des pétrodollars. Ces deux établissements ne gèrent-ils pas déjà les réserves en devises convertibles des pays membres ? Pourquoi ne seraient-ils pas en mesure d'accueillir les disponibilités de pays tiers ? Dans le climat d'inflation et d'incertitude monétaires dans le monde, le rouble reste relativement stable et pourrait par conséquent offrir une certaine garantie de change.

Ce raisonnement séduisant est de plus en plus fréquent depuis que le problème du recyclage des pétrodollars est à l'ordre du jour dans les capitales occidentales. C'est que les pays socialistes ont également des problèmes de balances de paiements. En effet, l'U.R.S.S. vient de plus que doubler le prix de ses livraisons de pétrole aux démocraties populaires. A partir du 1er janvier 1975, le prix du brut soviétique est passé rétroactivement de 15 à 38 roubles la tonne (2). A cette augmentation, intervenue un an plus tôt qu'on ne le prévoyait (3), s'ajoute un autre revirement ; dorénavant les pays européens du COMECON ne devront plus escompter pouvoir couvrir presque entièrement leurs besoins en carburant par des importations en provenance de l'U.R.S.S (cf. tableau).

IMPORTATION DE PETROLE BRUT ET DE PRODUITS PETROLIERS DES PAYS EUROPEENS DU COMECON (1972-1975)

(en millions de tonnes)

Année	Source	Bulgarie	Hongrie	Pologne	Roumanie	R.D.A.	Tchécoslovaquie
1972	U.R.S.S.	7,94	5,52	11,06	—	11,48	12,90
	Autres	1,91	—	—	2,72	—	00,66
1973	U.R.S.S.	9,32	6,29	12,33	—	12,98	14,30
	Autres	—	0,78	—	4,14	—	1,13
1974 (estimations)	U.R.S.S.	9,50	5,70	12,50–13,00	—	11,50	14,00
	Autres	1,00	0,78	— —	6,00	—	1,50
1975 (estimations)	U.R.S.S.	9,50	6,80	12,00	?	14,50	15,40
	Autres		1,50	—	—	—	

SOURCES : *Annuaire du commerce extérieur de l'U.R.S.S., 1973.*
Diverses informations publiées dans la presse écrite et parlée des pays du COMECON, pour les données relatives aux années 1974 et 1975.

Les Soviétiques n'ont jamais été très enchantés de jouer le rôle de principal fournisseur de matières premières pour la région. Les responsables de Moscou ont à maintes reprises attiré l'attention sur la nécessité de modifier la structure de leurs exportations, dans lesquelles les matières premières entrent pour plus d'un tiers du total. On connaît les arguments : intensité du capital dans l'industrie extractive beaucoup plus forte que dans l'industrie mécanique et les industries de transformation ; rémunération insuffisante des exportations de matières premières.

Et pourtant, si le monde n'avait pas connu l'actuelle crise de l'énergie, les Soviétiques auraient voulu, au fond, couvrir, dans la mesure de leurs capacités, les besoins en pétrole des pays européens du COMECON. Cela ne les aurait pas gênés outre mesure puisque les cours des matières premières à l'intérieur de la communauté étaient en général supérieurs à ceux du marché mondial. Mais les données se sont fondamentalement modifiées l'année dernière, quand le prix du carburant a quadruplé sur le marché capitaliste. Il est vite devenu évident que l'U.R.S.S. ne pouvait pas ne pas se saisir de l'occasion pour augmenter ses exportations de pétrole vers les pays industrialisés occidentaux.

D'ailleurs, avec le renchérissement de l'énergie, l'acheminement de quantités de plus en plus grandes de pétrole vers l'Europe centrale et orientale devenait difficile pour des raisons de pratiques commerciales. En vertu d'une coutume bien établie dans le COMECON, les partenaires commerciaux cherchent en effet à obtenir un certain équilibre entre la nature des biens échangés : les biens « durs » (ceux qui sont susceptibles d'être à la rigueur réexportés) s'échangent contre des biens de même nature. Or en fait de biens « durs », les démocraties populaires ne sont pas très richement pourvues. Certaines d'entre elles se voient même obligées de maintenir des productions non rentables à seule fin d'avoir une monnaie d'échange dans les transactions mutuelles. A cet égard, on évoque très souvent le cas de la Bulgarie, qui développe son industrie de métaux non ferreux bien que l'abandon de cette branche se traduirait plutôt par des gains pour le pays. Le pétrole, bien « dur » par excellence, ne pourrait s'échanger, par exemple, que contre des équipements d'un haut niveau technologique. Mais, d'une manière générale, les produits de l'industrie mécanique des partenaires de l'U.R.S.S. sont loin de répondre à cette condition.

Offensive politique

DES que la nouvelle situation s'est produite sur le marché des produits énergétiques, les pays européens du COMECON ont entrepris, sans doute avec l'accord de Moscou, une véritable offensive de charme à l'égard des pays de l'OPEP. Sans vouloir en dresser une liste exhaustive, mentionnons quelques manifestations de cette politique :

— Au mois d'octobre 1974, visite de M. Bela Szalai, vice-ministre hongrois du commerce extérieur, à Bagdad. Au centre des conversations, les relations économiques entre les deux pays. A son retour, M. Szalai déclare : *« L'Irak est notre partenaire numéro 1 parmi les pays en voie de développement... Cette année-ci, l'article le plus important sur la liste de nos importations en provenance de ce pays est le pétrole ; nous allons en acheter environ 600 000 tonnes. »*

— Création d'une compagnie maritime arabo-hongroise de transport. Son capital social de 2 millions de dollars sera fourni à parts égales par la firme hongroise de transport maritime Mahart et la société Eurabia.

— Du côté de la Tchécoslovaquie, une délégation dirigée par le ministre du commerce extérieur, M. Andreï Barcak, se rend pour trois jours au Mexique au mois de novembre 1974. A la suite de cette visite, on annonce que la Tchécoslovaquie fournira au Mexique de l'équipement industriel, des machines et de la technologie, en échange de pétrole. Ainsi le Mexique devient le septième pays, en dehors du camp socialiste, avec lequel la Tchécoslovaquie a signé des contrats de livraison de pétrole, les autres étant l'Iran, l'Algérie, l'Irak, l'Egypte, le Nigéria et la Libye.

— Les Polonais ne sont pas en reste : le chef du gouvernement, M. Piotr Jaroszewicz, arrive en Iran en novembre 1974 pour une visite de cinq jours. Déjà en 1973, la Pologne avait acheté 900 000 tonnes de pétrole brut à l'Iran. Elle doit en outre recevoir chaque année, jusqu'en 1980, des quantités croissantes de pétrole libyen — dont le volume exact n'a pas été révélé — dans le cadre du nouvel accord de coopération économique et scientifique entre les deux pays signé à Varsovie au début de 1974.

— Les Bulgares se manifestent eux aussi au Proche-Orient en la personne de leur chef d'Etat et de parti, M. Todor Jivkov, à l'occasion d'une visite d'amitié en Iran au mois de novembre dernier.

— Quant à la R.D.A., elle recevra du pétrole nigérian en échange d'équipements pour les industries mécanique et chimique ainsi que pour les télécommunications. Elle semble avoir établi également de bonnes relations au Proche-Orient puisque des spécialistes est-allemands doivent procéder, à partir d'octobre 1975, à des travaux de prospection dans les gisements pétroliers irakiens de Rumaïlah et Subaïha.

— Enfin le support logistique pour les livraisons de pétrole à partir du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord — l'oléoduc de l'Adriatique — ne rencontre plus d'obstacles pour sa réalisation. Par cette voie, le pétrole sera acheminé vers la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Une fois achevé (vers la fin de 1977), l'oléoduc de l'Adriatique aura une capacité de transport annuel de 36 millions de tonnes. Tout récemment, la Hongrie a reçu un crédit de 40 millions de dollars du Koweït pour ce projet.

Pas de "City" à Moscou

LA convertibilité monétaire à l'intérieur du COMECON est un problème à l'ordre du jour depuis fort longtemps. L'ambition de faire du rouble transférable une monnaie de réserve au même titre que les autres liquidités internationales est inscrite dans le Programme complexe d'intégration économique socialiste (adopté au mois de juillet 1971 à Bucarest par la vingt-cinquième session du conseil du COMECON) : *« La monnaie collective (rouble transférable), dans la mesure où son rôle s'affirmera, pourra servir aux transactions des pays du C.A.E.M. avec des pays tiers et occuper, par rapport aux devises utilisées dans les règlements internationaux, la place qui lui revient en fonction du rôle et de l'importance des pays membres du C.A.E.M. dans l'économie mondiale »* (4).

Cependant, les spécialistes de la région s'aperçoivent avec amertume que le problème de la convertibilité est quasiment insoluble, chaque fois qu'ils s'y trouvent confrontés. Si la réalisation du Programme complexe marque le pas, c'est bien dans le domaine monétaire que le retard est le plus accusé. L'économiste hongrois Sandor Aush, qui fut longtemps conseiller auprès du COMECON, a ainsi constaté l'absence de progrès dans cette voie, bien que la littérature sur le problème de la convertibilité parue dans la région puisse largement remplir les rayons d'une petite bibliothèque. Les raisons en sont bien simples : les pays socialistes n'ont pas su poser encore les préalables à toute convertibilité monétaire :

— Raccordement des prix internes aux prix des échanges internationaux;

— Etablissement de taux de change réalistes correspondant au pouvoir d'achat des monnaies nationales ;

— Possibilité d'utilisation des balances roubles transférables pour effectuer des achats au gré des détenteurs de ces balances.

Certains auteurs se demandent même si la convertibilité monétaire n'est pas tout simplement incompatible avec le caractère planifié de l'économie et du commerce extérieur des pays socialistes. Ainsi, s'agissant de l'U.R.S.S., Sandor Aush écrit : *« S'appuyant sur son vaste pouvoir économique et ses réserves en or, l'U.R.S.S. préférera probablement dans ses relations avec les pays capitalistes, même dans l'avenir, le système des échanges bilatéraux contrôlés centralement, estimant que de cette manière ses propres décisions économiques et sa politique monétaire seront moins sujettes à des influences venant de l'extérieur (5). »*

En fait de convertibilité, tout ce qui a été fait jusqu'à présent est la décision prise lors de la soixante-dixième session du comité exécutif du COMECON à Moscou, du 21 au 23 janvier 1975, de rendre le rouble transférable convertible dans les monnaies nationales des pays membres mais uniquement pour les opérations non commerciales. En d'autres termes, cela veut dire que les pays qui auront accumulé des soldes en roubles transférables pourront dorénavant se montrer plus généreux à l'égard de leurs ressortissants qui désirent effectuer des voyages touristiques dans les pays frères, en augmentant les allocations en devises socialistes.

Si donc Moscou n'a aucune chance dans l'immédiat de devenir une place financière internationale, la seule possibilité qui s'offre aux pays socialistes de se procurer des pétrodollars c'est d'essayer d'intensifier leurs échanges commerciaux avec les pays producteurs de pétrole. Cela ne pourra se faire qu'au prix d'une âpre concurrence avec les pays capitalistes industrialisés. Les pays socialistes estiment que pour certains équipements, par exemple de forage, et pour certains travaux d'ingénierie ils peuvent se présenter en bonne position. On devrait s'attendre également que dans la lutte pour la signature de contrats les pratiques de *dumping* prendront de l'extension.

Une dernière remarque s'impose : dans les préparatifs tripartites pour trouver une solution au problème de l'énergie, on semble ne pas tenir compte de l'attitude des pays européens du COMECON. Certes, pour l'instant, leur importance en tant qu'importateurs de pétrole non soviétique est négligeable. Mais il reste que, par des actions concertées, ces pays pourraient être en mesure de compromettre tout arrangement international qui serait contraire à leurs intérêts.

(1) Alster L. : *Inflation et commerce extérieur*, Rudé Pravo, 3 décembre 1974.

(2) 1 rouble = 1.37 dollar des Etats-Unis.

(3) Cf. *L'Europe de l'Est et la crise de l'énergie : un plan d'action concertée*, dans *le Monde diplomatique* de décembre 1974.

(4) Titre exact de ce document : « Programme global d'extension et de perfectionnement de la coopération et du développement de l'intégration socialiste économique des pays membres du C.A.E.M. ». Cf. Documentation française, *Problèmes politiques et sociaux*, nos 99, 105 et 106, 1971.

(5) Sandor Aush : *Theory and Practice of C.M.E.A. Cooperation*, Budapest, 1972.

* Docteur ès sciences économiques.

UNION SOVIÉTIQUE

Le plan, le congrès et le départ de M. Chelepine

Divergences au sommet et tensions dans la société

Par BERNARD FERON

LES explications données au début du mois d'avril aux socialistes français pour justifier un nouvel ajournement du voyage de M. Mitterrand à Moscou laissèrent sceptiques la plupart des commentateurs et les intéressés eux-mêmes. Les dirigeants du Kremlin ne pouvaient recevoir à la date prévue l'ancien candidat à l'élection présidentielle parce qu'ils étaient trop occupés par la préparation du prochain plan quinquennal (1976-1980). Un peu plus tard, lorsque fut annoncé le résultat d'une session du comité central qui avait, entre autres choses, accepté la « démission » de M. Chelepine, il fut admis que les Soviétiques n'avaient pas voulu humilier les socialistes français mais que, accaparés par un règlement de comptes dont ils ne pouvaient faire état, ils avaient inventé un prétexte honorable. Les Occidentaux ont en effet quelque peine à imaginer que la mise au point d'un programme économique, dont le calendrier devait être fixé depuis longtemps, oblige les membres du bureau politique à modifier au dernier moment leur agenda.

Cette fois, cependant, la raison donnée par les Soviétiques paraît exacte même si elle est un peu simplifiée. Pour mieux comprendre ce qui s'est passé, il faut rappeler la place que tient le plan non seulement dans l'économie mais dans la politique de ce pays. Jadis, le congrès du parti, qui est en principe l'organisme souverain, était convoqué une fois l'an. La règle tomba en désuétude du temps de Staline qui se souciait peu de la légalité. Il y eut même un intervalle de treize ans entre les dix-huitième et dix-neuvième congrès. En 1952, il fut toutefois décidé d'adapter les textes à la réalité. Désormais, les congrès se réuniraient une fois tous les quatre ans. Les successeurs du dictateur essayèrent de respecter le nouveau statut.

Mais à quoi pourrait correspondre le terme de quatre années dans la société soviétique ? Si, comme le souhaitaient les fondateurs du parti, le congrès est véritablement souverain, il doit se réunir beaucoup plus fréquemment, au moins une fois chaque année et même aussi souvent que la situation exige une décision importante. Encore faut-il que la procédure de convocation soit souple. En fait, le comité central est investi des responsabilités qui, à l'origine, étaient celles du congrès. Et puis les dirigeants constatèrent que l'échéance de quatre années n'était pas très réaliste : en règle générale, ils durent retarder de quelques mois le terme normal.

Puisqu'il ne règle pas à chaud les problèmes politiques, le congrès doit au moins ratifier les grandes orientations. Ces orientations sont notamment consignées dans le plan dont l'organisme souverain approuve les directives. L'Union soviétique vivant au rythme quinquennal, il est logique que la réunion du congrès coïncide avec la dernière mise au point de ces directives. Il fut donc décidé, en avril 1971, que les congrès auraient lieu tous les cinq ans.

CETTE logique prend, il est vrai, quelques accommodements avec le concret. Le vingt-cinquième congrès se réunira le 24 février 1976. Le comité central qui en a décidé ainsi a parfaitement respecté la lettre des statuts; il a même convoqué l'organisme souverain deux mois avant l'échéance ultime. On peut néanmoins se demander à quoi servira ce congrès ; il devra apprécier un programme qui aura déjà été mis en application depuis le 1er janvier de la même année. Que se passerait-il si, par hasard, les délégués voulaient en rejeter les orientations majeures ?

Le travail qui revient normalement au congrès est déjà très avancé. C'est ainsi que prend sa signification le « cas Chelepine ». Le document appelé généralement *« lignes directrices du plan quinquennal »* est un texte fastidieux, rempli de chiffres et de formules rituelles. Mais, avant de le rédiger, il faut avoir conclu un certain nombre de débats politiques. Pendant des décennies, il y eut la tension entre les champions de la priorité absolue à l'industrie lourde et ceux qui souhaitaient faire enfin un effort en faveur de l'industrie légère. Cette discussion a perdu beaucoup de son acuité pour deux raisons. L'U.R.S.S. a tout de même édifié les fondements de l'industrialisation, donc il n'est plus nécessaire de tout sacrifier à cette tâche. D'autre part, les dirigeants doivent compter avec une population plus exigeante que naguère ; le pouvoir essaie de satisfaire les revendications des consommateurs, ce qui lui permet d'étouffer plus aisément la voix de ceux qui revendiquent la liberté et l'intégralité des droits de l'homme.

Un autre débat se déroule maintenant : avec quels moyens et à quel rythme faut-il poursuivre le développement du pays ? Les uns estiment que l'U.R.S.S. a suffisamment de ressources pour n'avoir pas à tabler sur autrui. Les autres, notamment M. Brejnev, pensent que la coopération avec les pays les plus riches du monde capitaliste permettra de brûler des étapes. Toutefois, cette coopération exige de la part de l'Union soviétique des concessions. Est-il besoin de rappeler à ce propos l'histoire de l'émigration des juifs ? La préparation du programme économique ne peut être entreprise que si le pouvoir a déjà fait ses choix en politique intérieure et plus encore étrangère.

Les choix faits ou approuvés par M. Brejnev semblaient être remis en cause l'hiver dernier en raison de la maladie du secrétaire général mais aussi parce que l'Union soviétique n'avait pas reçu d'avantages évidents — économiques ou politiques — de sa coopération avec les Etats-Unis. Les difficultés des Américains au Proche-Orient et en Asie ont par la suite montré que, sans avoir à prendre beaucoup de risques, l'U.R.S.S. pouvait tirer profit d'une politique de coexistence. M. Kissinger a semé, dans le tintamarre, des moissons que l'obstiné M. Gromyko s'emploie à ramasser.

L'automne et l'hiver derniers la situation était moins claire. Des membres du bureau politique n'ont-ils pas alors tiré argument des échecs apparents du secrétaire général, d'ailleurs affaibli par la maladie, pour mettre en question le bien-fondé de sa politique ? De nombreux indices donnent à penser que M. Chelepine cherchait à miner la position de l'actuel numéro un du régime, et qu'il se plaçait pour la succession. En acceptant sa « démission », le comité central a brisé sa manœuvre.

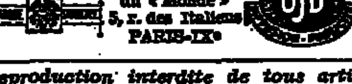
Après avoir approuvé le plan, un congrès ordinaire choisit un nouveau comité central qui, à son tour, élit le bureau politique et le secrétariat. Dans les mois qui précèdent le congrès, les organisations du parti — de la cellule à la République, — choisissent leurs représentants. Au bout du compte sont ainsi désignés les délégués au congrès. La théorie est limpide ; la pratique est plus complexe. Les dirigeants en place exercent une influence souvent déterminante, si bien que le congrès apparaît comme une juxtaposition de clientèles. A ce jeu sont favorisés les chefs dont les amis ou protégés se recrutent parmi les membres de l'appareil du parti...

Les modifications, quand il y en a, sont rarement apparentes dans l'immédiat. Depuis une quinzaine d'années, les changements à la direction suprême ont été décidés en dehors des congrès. Mais, évidemment, la plupart des dirigeants s'emploient à avoir dans le nouveau comité central le plus de soutiens possible ou le plus grand nombre possible de délégués qui, le cas échéant, s'opposeraient à leur limogeage. M. Chelepine, lui, a été éliminé avant que ne s'engage cette partie subtile qui sera conclue en février 1976.

RESTE à savoir s'il incarnait véritablement une orientation très différente de celle de M. Brejnev. Si même il se préparait à faire mettre à la retraite le plus tôt possible l'actuel secrétaire général ou s'il n'était pas surtout en conflit avec d'autres candidats à la succession. Les jugements d'ordre politique que l'on peut porter sur tel ou tel dirigeant soviétique sont souvent sujets à révision. L'histoire du régime invite d'ailleurs à la prudence. Après avoir réduit à l'impuissance les partisans de la collectivisation agraire, Staline s'empressa de reprendre à son compte une bonne partie de leur programme. M. Khrouchtchev obtint la rétrogradation de M. Malenkov, alors chef du gouvernement, sous prétexte que ce dernier détruisait le dogme de la priorité absolue à l'industrie lourde et qu'il redoutait les conséquences d'une guerre nucléaire. Or, quand il fut débarrassé de son rival, M. « K » prêcha le « communisme du goulash » et fit campagne contre la guerre nucléaire.

M. Brejnev lui-même déçut les espoirs de beaucoup de membres de l'appareil du parti qui l'avaient porté au pouvoir pour mener une politique rude dans tous les domaines. Ce que dit ou laisse entendre en U.R.S.S. un candidat au poste suprême n'a donc pas une importance majeure et les distinctions entre « durs » et « mous », que l'on fait ici et là, n'ont guère de sens. M. Chelepine, alors qu'il était encore en piste, pouvait aussi bien passer pour un champion de l'intransigeance que du « libéralisme ». Mais, en étudiant le comportement des hommes qui exercent ou aspirent à exercer les plus hautes responsabilités, on décèle les tensions de la société soviétique.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe


LE PORTUGAL A L'HEURE DE LA CONSTITUANTE

Les élections du 25 avril ont eu le mérite de dissiper beaucoup d'illusions au sujet du véritable *rapport de forces au Portugal. Mais cette clarification* n'élimine pas, tant s'en faut, les difficultés du passage à une démocratie dont les modalités *ne sont pas encore arrêtées.*

La convocation des citoyens aux urnes a au moins prouvé que la démocratie avait bel et bien reconquis droit de cité au Portugal. Quelle démo*cratie ? Pour y voir plus clair, il faut évidem*ment attendre la convocation de l'Assemblée constituante. L'orientation de ses travaux et le rôle que se réservera alors le Mouvement des forces armées fourniront des indications capitales pour l'appréciation du nouveau cours politique au Portugal.

Les *différends entre communistes et socialistes*, ainsi que les tendances qui se font jour au sein du M.F.A. ne seront pas les seules sources d'éventuelles tensions que certains seraient tentés d'exploiter. Le problème majeur réside sans doute, on ne saurait l'oublier, *dans le lourd héritage légué par la dictature : non seulement des structures économiques archaïques, mais aussi et sur*tout des mentalités qui n'évolueront que très lentement. C'est cet aspect du problème que tente d'éclairer Alain-Marie Carron, qui est allé enquêter dans une région rurale.

LA GRANDE CONFUSION DES CAMPAGNES

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

LE curé de Penalva-do-Castelo, petit bourg campagnard à quelque 300 kilomètres au nord de Lisbonne, dans la province de Viseu, n'est ni une exception ni un symbole. *Il est simplement curé*, depuis trente-deux ans, dans la même paroisse, dans une région de petites et moyennes propriétés où l'Eglise est très puissante et où les communistes, selon l'expression de M. Alvaro Cunhal lui-même, le secrétaire du parti communiste portugais (P.C.P.), se considérent comme « *en territoire ennemi* ». Mais, de même que tous les Portugais que nous avons rencontrés à travers le pays, il « colle » à son terroir, à la mentalité de son groupe social. Loin de la capitale et loin des grandes villes, dans un pays qui, cinquante ans durant, a été délibérément tenu à l'écart du monde, la parole des gens d'éducation modeste ou sans éducation du tout est moins susceptible qu'ailleurs de refléter la fantaisie, l'a-normalité d'un individu. *Plus que le détail de ses propos*, ce sont les thèmes et les connotations qu'ils présentent qui devraient permettre de prendre le pouls du Portugal de l'intérieur.

Dans un petit salon où trône sur la table l'album de photos des générations de premiers communiants, le curé, rondelet, le crâne dégarni, nous regarde derrière d'épaisses lunettes, avec une bonté professionnelle qui ne cherche pourtant pas à cacher une prudence méfiante. « *Je ne pense pas*, dit-il, avant même que nous ayons le temps de le lui demander, *que nous aurons le communisme ici. Les extrémistes ne peuvent pas résoudre les problèmes du Portugal. Ce qu'il nous faudrait, c'est un gouvernement du centre. D'ailleurs, ne vous y trompez pas, je ne crois pas qu'il y ait plus de cinq ou six communistes dans le bourg. Vous verrez : ceux qui, aujourd'hui, laissent dire qu'ils sont communistes, une fois dans l'isoloir, voteront différemment. Pourtant, il n'est pas du tout exclu que nous ayons un jour une guerre civile. Parce qu'il y a des contradictions au sein du Mouvement des forces armées, et il pourrait éclater Beaucoup de ces jeunes militaires que vous avez peut-être vus suivent le mouvement et ne disent rien. Mais ils ne sont pas d'accord. Il y a encore beaucoup de spinolistes dans l'armée.* »

Il est très dur à l'égard du M.F.A. et de la campagne de « *dynamisation culturelle* » que celui-ci mène dans la région. En allant voir les paysans chez eux, les militaires ont entrepris de les « déconditionner », après quarante-huit ans de propagande anti-parti de la part du pouvoir et, aussi, de l'Eglise. Cette méfiance à l'égard de la politique, inculquée au peuple, n'est pas un mythe. Dans un petit village du Nord, un groupe de militaires — pourtant auréolés dans tout le Portugal de la gloire du 25 avril — a été accueilli à coups de pierres. Dans un autre, où le M.F.A. organisait une réunion dans une école, un jour de classe, il a fallu *beaucoup de patience pour convaincre* une mère, folle de peur, que les militaires n'allaient pas lui ravir son fils. Le M.F.A. se veut, dans toute cette campagne, « *apartidaire* », comme on dit là-bas. Il cherche seulement en principe à faire comprendre aux paysans que les partis politiques ne sont pas l'œuvre du diable et qu'il faut, au moins, écouter leurs représentants et se faire ensuite sa propre idée. « *C'est faux*, affirme le curé, *cette campagne est un moyen de promouvoir les partis de gauche. Et, de plus, les soldats en profitent pour défendre leur tendance personnelle.* »

Sur le putsch manqué du 11 mars, il a aussi les idées claires. « *Il a été monté de toutes pièces. Les roquettes tirées sur la caserne du RAL 1 n'étaient pas chargées. Les vitres cassées que l'on a montrées au public étaient déjà brisées avant l'attaque. Les tracts qui ont été distribués pour protester contre le putsch l'ont été une demi-heure après celui-ci, déjà imprimés, vous vous rendez compte ?* »

Les promesses des militaires

UN petit camion militaire sur un chemin creux à quelques kilomètres de là. Assis sur leur banc, dos à dos, quatre soldats, fatigués. C'est la fin de l'après-midi. Sur le panneau arrière du véhicule pend une affiche à demi déchirée « *MFA-POVO, POVO-MFA* » (Peuple-Mouvement des forces armées) montrant un militaire et un paysan côte à côte, chacun vêtu d'une partie de l' « uniforme » de l'autre. On ne peut pas faire au M.F.A. le grief de n'être pas dans les campagnes « comme un poisson dans l'eau ». Il nous a fallu une heure et demie pour retrouver ce petit groupe de « dynamisation ». *Dans un chemin de pierres* et de poussière blanche, le camion s'arrête à la hauteur d'un vieux paysan, minuscule silhouette noire au-dessus de laquelle se tendent les bras maigres de deux bêches entrecroisées. Le vieil homme explique qu'il a dû vendre sa terre il y a près de trente ans et travaille depuis sur celle des autres. Heureux du changement survenu après le 25 avril, il ne sait pas très bien s'il peut espérer ou demander quelque chose. On semble lui avoir dépeint les malheurs qui attendent le Portugal nouveau. « *Mensonges* », affirme le sous-officier qui est descendu lui parler, et qui lui promet que, s'il a besoin de prêts ou d'engrais, il n'aura qu'à aller d'ici quelques semaines à la préfecture, Viseu, les demander. Du côté de l'uniforme, le dialogue est resté visiblement prudent, sans doute à cause de notre présence. Mais le représentant du M.F.A. a fait une promesse qui, à grande échelle, est lourde de conséquences. A quoi l'armée s'engage-t-elle partout où elle passe ?

Un jeune lieutenant de l'armée de terre nous l'explique dans une salle du château voisin, en présence du majordome du domaine. « *Pour ce qui est de la dynamisation culturelle elle-même, vous venez trop tard*, nous dit-il. *Il y a déjà quinze jours que nous sommes dans la région, et nous avons rencontré à peu près tout le monde. Nous faisons maintenant un travail plus élaboré d'assistance technique. Nous étions accompagnés dans toutes nos tournées d'un ingénieur agricole et d'un ingénieur militaire. Partout nous avons recensé les besoins des gens : électricité, eau courante, routes, assistance médicale, éducation. Les petits travaux que nous pouvons faire, nous les faisons. Pour les tâches plus vastes, l'ingénieur se met en relation avec les administrations concernées. Car, si nous voulons apporter le concours de l'armée, nous ne voulons pas retirer du travail à qui que ce soit.* »

Il admet que, jusqu'à présent, aucun de ces grands projets — tracé d'une route, construction d'un pont ou établissement d'une ligne électrique — *n'a été commencé. Il cherche pour le* moment à obtenir, et c'est le but de sa visite au château, l'ouverture d'une école de garçons, à côté de l'école de filles créée par le châtelain, membre d'une très puissante et très ancienne famille qui a de grandes propriétés *dans plusieurs provinces*. Le ministère de l'éducation fournira un professeur. Un grand propriétaire qui crée une école pour les filles de ses employés mais rien pour leurs garçons, main-d'œuvre de l'avenir ? Combien de générations d'illettrés a-t-il laissés grandir ainsi, avec la complicité de l'Etat ? Sur des actions ponctuelles de cet ordre, le M.F.A. est sans doute d'une grande efficacité, mais la rationalisation des engagements pris supposera, dans les semaines à venir, une généralisation de la planification.

Dans un autre village, Nelas, à une trentaine de kilomètres de là, un de nos hôtes est surtout inquiet de l'inexpérience des militaires en matière de — le mot n'est pas dit mais c'est de cela qu'il s'agit — « révolution culturelle ». « *L'action du M.F.A. n'est pas suffisamment préparée pour être clairement comprise et dissiper la confusion qui règne dans les esprits. D'autant qu'au moindre faux pas la confiance des gens s'évanouit. Il y a dans la région beaucoup de maisons inhabitées et de personnes mal logées. Les militaires sont venus et ont dit : « Le peuple va occuper telle et telle maison. » Ça, c'est une faute. Ici, personne n'a jamais pris ce qui ne lui appartenait pas. Proposer cela ici, c'est montrer qu'on ne connaît pas le pays et ceux qui l'habitent.* »

Qui parle ainsi ? Quelqu'un qui « a du bien », sans doute. Et peut-être sa situation de « bourgeois de campagne » l'incite-t-elle à exagérer le respect de la propriété, comme il exalte l'attachement du paysan à sa terre. *Mais du moins connaît-il* éminemment cette campagne que, visiblement, il aime par-dessus tout. Et il doit évaluer assez justement les résistances au changement, que les nouveaux dirigeants ne peuvent se permettre d'ignorer. Assis près de la cheminée où grille sur la braise le lapin du dîner, ce colosse barbu d'une cinquantaine d'années, chasseur impénitent, est une des rares personnes que nous ayons rencontrées qui se soit exprimée sans aucune hésitation et, dans son cas, avec une voix à percer les murailles. « *Les gens de ce pays ? Ils ont peur. Cette peur, c'est le reste de cinquante ans d'une dictature qui n'a cessé de les abêtir Quand j'allais, moi, à l'école primaire, la scolarité obligatoire était de cinq ans. Puis elle est passée à quatre et ensuite à trois ! Et je puis vous dire que si Marcelo Caetano était revenu pour les élections il aurait eu 80 % des voix, tellement on les a tous abusés et élevés dans la crainte. Même aujourd'hui, dehors, dans cette rue, quand les gens parlent, ils regardent par-dessus leur épaule pour s'assurer qu'on ne les écoute pas ! Les programmes des partis politiques n'intéressent pas la population. Elle ne croit qu'aux hommes. Et ceux en qui elle a confiance, ce sont les mêmes qu'avant le 25 avril. C'est vers eux qu'elle se tourne pour demander conseil ! Dites-vous bien que les gens ici ne peuvent prendre aucune initiative. Ils ne savent pas vouloir.* »

« *C'est pour cela*, ajoute-t-il, *que l'impréparation du M.F.A. présente un risque Parce qu'il faut dire aux gens ce qu'il faut faire si la situation se détériore, et elle est pour le moment totalement imprévisible. Il n'est pas exclu qu'un parti finisse par apparaître comme le sauveur, le seul capable d'empêcher le chaos. Et ce sera peut-être le parti communiste. Que ce soit ici ou en Afrique, il n'y a que deux camps, de quelque façon que vous les nommiez : le contre-capitalisme et le capitalisme. Ce sera l'un ou l'autre.* »

Encore un peu plus loin, le soir, un meeting du parti socialiste dans ce qui est l'équivalent d'un chef-lieu de canton. Dans la salle de cinéma mal éclairée, il fait froid et le public, silencieux, n'applaudit que rarement. Quelques femmes vêtues de noir. Les orateurs se succèdent, plus ennuyeux les uns que les autres. Mais le dernier à prendre la parole est le responsable local, qui a milité longtemps dans la clandestinité. Plus à l'aise, plus habile, il déclenche plusieurs fois de vrais applaudissements. Son thème : le socialisme ne va pas contre le message de l'Eglise. Et de citer : « *Il est plus facile de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux* » Son morceau de bravoure est l'encyclique *Mater et Magistra*. Il en sort le texte de sa poche, en lit de nombreux passages, martelant le nom du pape Jean XXIII. Il se bat bien, et termine rondement sur le socialisme et la liberté : « *La liberté, c'est de rester à l'écart des deux impérialismes, américain et soviétique. Voter à droite du P.S., ou voter à gauche du P.S., c'est voter contre l'indépendance du Portugal.* » Il est applaudi à tout rompre.

Mario, jeune militaire pris en stop quelque part dans cette région du Nord qui ressemble, avec ses affleurements de granit et ses sapins, à une Bretagne méridionale. Il fait son service militaire, et cela ne l'amuse pas trop. Ses parents habitent dans un tout petit village qui n'est pas porté sur la carte. Sa première réflexion est pour dire : « *Si les communistes prennent le pouvoir, toutes les vieilles de chez moi vont mourir !* »

« *La situation ? Il y a quand même un mieux, de toute façon cela ne peut être pire qu'avant, quand il y avait la PIDE-DGS (police politique). Mais la vie est devenue très chère. L'avenir ? Je n'en ai pas la moindre idée.* » Tout est trouble dans sa tête, et les mots lui manquent, ainsi que l'habitude de parler de ces choses.

Manger une fois par jour

SUR la côte atlantique, avec les pêcheurs, l' « incommunicabilité » atteint son maximum. A Nazaré, déjà parcouru de touristes, nous avons interrogé trois pêcheurs sans succès avant qu'un quatrième accepte — il était seul — de nous parler. « *Nous ne savons rien. Nous ne savons pas lire. Comment pouvons-nous imaginer ce qui est bon pour nous ? Nous ne pouvons pas juger ce que proposent les partis.* » Il hésite, il n'ose pas trop parler, mais il ne veut pas donner l'impression qu'il n'ose pas parler. Sa femme arrive alors et le tire par la manche après avoir écouté quelques instants la conversation. Mais, piquée au vif par une question qui la met directement en cause, elle explose : « *Ce que nous voulons, c'est pouvoir pêcher, et manger une fois par jour. Je ne demande pas à manger cinq fois par jour, comme certains, seulement une fois.* » Et puis, prudence ou conviction, elle lâche, avant d'entraîner derechef son mari : « *Nous voulons le M.F.A.* »

MFA, POVO
POVO, MFA

A la « Maison des pêcheurs » de Nazaré, on parle davantage, mais tout aussi prudemment. On pense, parmi les employés qui nous ont reçu, que beaucoup de pêcheurs auront voté P.S., pour ne pas voter communiste tout en ayant le sentiment de « faire quelque chose ». Une attitude que nous avons rencontrée très souvent dans le Nord. Un syndicat, créé depuis le 25 avril, compterait une centaine d'adhérents sur les sept cents pêcheurs de Nazaré. Mais plusieurs d'entre eux, rencontrés près de leur bateau ou de leurs filets, n'ont même pas voulu nous dire qu'il existait. Un de ses responsables s'est adressé à nous dans un excellent français, appris au cours des nombreuses années de travail en France. Membre du FEC (Front électoral des communistes, marxiste-léniniste). Il nous fait tout de suite comprendre qu'il n'est pas dupe et que nous travaillons pour un journal petit-bourgeois. Mais il est pris entre la tentation de se montrer cassant et l'envie de discuter de la stratégie du « *social-impérialisme* » : l'Union soviétique et les partis qui lui sont affiliés. Nous nous quittons au bout de quelques minutes d'un dialogue malaisé. Sa présence confirme une observation renouvelée dans les circonstances les plus variées : du fait du retour de certains travailleurs migrants, de très petites agglomérations abritent des militants politiques très actifs, souvent d'extrême gauche. Ils joueront un rôle certain dans l'avenir et poseront en *particulier des problèmes au P.C.P.* Car si l'appareil central de celui-ci est monolithique, il doit compter, dans l'intérieur, avec une base renouvelée depuis le 25 avril, et moins contrôlable.

Une ville d'Alentejo, la province *méridionale où les propriétés* sont immenses et le parti communiste très bien implanté, est une chose difficile à imaginer : une médina européenne, blanche et massive, repliée sur elle-même et sur ses ruelles pavées. Le soir, quand le vent froid les soufflettent, les passants vêtus d'une longue cape qui bat des ailes se hâtent sous les arcades pour retrouver des amis, car on se couche tard. Dans la minuscule auberge d'un petit bourg, on est content de voir arriver des étrangers en un lieu aussi écarté. Le matin, la patronne, forte femme d'une soixantaine d'années, parle d'abondance tout en servant dans la cuisine le fromage caillé et le café au lait. Elle semble profondément émue de voir que c'est d'elle-même qu'on voudrait l'entendre parler. Le malheur de sa vie, c'est de ne pas savoir lire, comme plus de 30 % des Portugais. Elle est pathétique dans ce sentiment d'infériorité : « *Je voudrais bien choisir ce qui est bon pour moi et pour le peuple, mais regardez, je ne suis même pas capable de lire ce qu'il y a sur les affiches qu'on a collées sur le mur, ou le calendrier, même pas les plus grosses lettres. Mon mari non plus ne sait pas lire. Nous ne sommes pas capables de comprendre ces histoires de partis politiques, ni rien.* » Elle parle des événements avec son fils, qui travaille à Lisbonne et sait lire. Elle votera pourtant, mais ne nous dit pas pour qui. La situation lui paraît meilleure aujourd'hui, même si la vie est plus chère, « *car maintenant on peut parler* ». « *Ce que nous voulons, c'est avoir de quoi manger, et la paix. Surtout qu'il n'y ait pas de guerre civile... J'aimerais bien avoir trente ans.* »

Le paysage d'Alentejo est comme le visage de ses villes, inattendu, étrange, « surréaliste » disent des Portugais. Les ondulations modérées du relief sont aménagées comme un grand jardin. Rien n'arrête les cultures, les oliveraies à perte de vue ou la mer verte du blé en herbe. Mais on n'y trouve pas cette fantaisie, ce « bricolage » qui surgit presque toujours dans les campagnes françaises. Pays où les puissants ont depuis longtemps plié la terre à leur volonté, l'Alentejo est aussi un foyer de résistance des humbles. Dans un petit village, Baleizao, célèbre pour sa « martyre », Euphemia, *une jeune femme qui fut tuée par* la garde civile au cours d'une manifestation en 1954, la droite ou même le centre n'existent pas. Dans la salle minuscule de l'unique café, on se retrouve le soir après le travail. On boit beaucoup, debout, car il n'y a pas de table. Personne ne doutait que le P.C.P. arriverait ici en tête aux élections, mais des partis d'extrême gauche comme le MES (Mouvement de la gauche socialiste) ou l'U.D.P. (Union démocratique populaire) sont *fortement implantés*.

Où se réfugieront les modérés, les inquiets ? Au P.S. probablement, comme ils vont vers le P.P.D. dans le Nord. La lutte politique se joue ici entre le P.C.P. et sa gauche. Les gauchistes encouragent les actions spontanées des paysans, occupations de maisons, de propriétés, mobilisation d'hommes en armes au lendemain du 11 mars pour arrêter d'éventuels comploteurs qui tenteraient de passer la frontière. Dans un petit village, nous avons rencontré Angelo, ex-membre du M.R.P. (Mouvement pour la réorganisation du prolétariat), de tendance maoïste, qu'il a quitté à la suite de querelles internes. Lui aussi a séjourné en France, et il est rentré chez lui après une année passée à Lisbonne. Le jour où nous l'avons vu, il venait de ronéotyper des tracts émanant du RAL 1, le « régiment rouge », celui qui fut attaqué le 11 mars, qui demandaient non seulement la constitution de tribunaux populaires mais aussi l'exécution capitale, dans les plus brefs délais, des comploteurs. A l'inverse du militant du FEC, il est, sur le plan électoral, partisan de « faire voter » pour le P.C.P. Non qu'il attende quoi que ce soit du « *social-fascisme* ». Mais il espère que les gens de son village, qui *font confiance au P.C.*, s'apercevront, une fois celui-ci au pouvoir, de sa nature « *contre-révolutionnaire* ».

« Qui nous commande ? »

EN attendant, les gens d'Alentejo *houspillent* leurs curés. Celui du village d'Angelo nous a reçu en proie à l'angoisse. « *Mais il n'y a pas de gouvernement, plus d'autorité. Où est l'autorité, qui nous commande ?* » s'est exclamé ce petit homme maigre et tendu. « *Nous sommes, nous chrétiens, dans une situation de persécution. Les gens ont peur les uns des autres. La PIDE-D.G.S. a disparu, mais les méthodes restent les mêmes. Nous n'avons aucun moyen d'être informés. Tous les moyens de communication sont aux mains de l'Etat. Ce matin, à la messe, avec mes chrétiens, nous nous demandions comment faire connaître au monde ce qui se passe vraiment ici.* » Voilà un vœu exaucé... De fait, des « perturbateurs » ont troublé plusieurs offices religieux au moment des grandes fêtes. Sur les murs de l'église s'étale largement une inscription à la peinture rouge : « *Dehors, curé voleur* »; de mauvais plaisants ont fait leurs besoins devant les portes de l'église et du presbytère. Ils accusent le prêtre de s'être enrichi avec les dons en nourriture ou en argent destinés aux pauvres.

La « confusion » des campagnes se nomme sans doute « complexité du jeu politique » dans les villes. Ce qui frappe dans ce Portugal qui est entré en révolution mais se demande encore s'il faut être révolutionnaire, c'est le silence presque total de la droite ou des partis qui sont supposés la représenter. Hors de Lisbonne, les sigles P.P.D.-C.D.S. sont peu nombreux dans le Nord, sauf dans les villes, et invisibles dans le Sud. Les tenants d'un Portugal nouveau ont un argument de poids : ils associent, et on peut difficilement les contredire, capitalisme et cinquante ans de dictature. L'espoir est donc placé dans le socialisme, assimilé au changement. *Le parti communiste* a à la fois une maîtrise du jeu politique et une doctrine précise. Le parti socialiste n'a ni l'une ni l'autre. Il est devenu une valeur refuge, un espoir de « changement sans risque ». Les extrêmes gauches s'activent et certains groupes rejoindront peut-être un parti suscité par le M.F.A. et qui se voudrait plus « révolutionnaire » que le P.C.P., nationaliste, mais pas irréaliste. Le M.F.A. domine encore ces luttes d'influence. Mais on ne sait pas très bien qui domine le M.F.A. Le *Portugal de l'intérieur* est inquiet mais désireux d'agir, prêt à faire confiance. Une confiance prise en charge, méritée ou manipulée, comme on voudra ou comme les événements le diront, chaque jour, à Lisbonne.



(Photo Roger-Pic-Gamma.)

LE VIETNAM "VIETNAMISÉ"

M. HENRY KISSINGER a-t-il vraiment été surpris, comme il l'a dit le 29 avril, par la rapide victoire des forces révolutionnaires au Vietnam ? Il devait pourtant bien savoir qu'en 1965, en 1968 et en 1972 seule la puissance militaire des Etats-Unis avait épargné à l'armée saïgonnaise de sévères défaites : n'était-ce pas la justification de l'intervention ? Mais il était alors de bon ton de saluer la combativité des unités d'élite sud-vietnamiennes, en négligeant le fait que leur comportement au feu dépendait du soutien de l'aviation américaine. Or un tel soutien était impossible depuis que, le 15 août 1973, le Congrès avait interdit toute activité militaire américaine en Indochine.

Une nouvelle définition du réalisme politique

Il est incompréhensible que, au moins à partir de ce moment-là, Washington n'ait pas changé de politique. Les Etats-Unis avaient en principe souscrit à un tel changement de cap en signant en janvier 1973 les accords de Paris, qui devaient substituer une compétition politique à l'affrontement militaire. Ils ont refusé, et encouragé Saigon à refuser, de jouer cette carte. Mais, au plus tard le 15 août 1973, le seul espoir, pour Washington, de limiter les dégâts était d'inviter le président Thieu à se retirer (et on sait combien parfois de telles invitations peuvent être pressantes...) pour laisser la place à une équipe qui accepterait de négocier la formation d'un gouvernement « à trois composantes ». Passé ce délai, chaque semaine, chaque mois, annonçait une plus nette prépondérance des forces révolutionnaires. Mais Washington se cramponnait au président Thieu, laissait en prison ou en exil les membres de la « troisième composante ». Pourquoi ? Et pourquoi M. Kissinger a-t-il dit le 29 avril que, jusqu'au dernier moment, il avait cru à cette « solution politique » qu'il a sans cesse sabotée, alors qu'elle était prévue par les accords de janvier 1973 et qu'elle restait la seule possible après le vote du Congrès le 15 août 1973 ?

EFFONDREMENT complet — militaire et politique — des régimes que les Etats-Unis ont soutenus à Phnom-Penh et à Saigon, affaiblissement relatif de leurs partisans au Laos (1), stupéfiantes réactions des hommes au pouvoir à Washington, soulagement exprimé par une partie de l'opinion américaine : d'anciens laudateurs du secrétaire d'Etat n'ont pas hésité à ajouter à ce sombre tableau quelques touches apocalyptiques en exagérant l'ampleur des « échecs » et des « graves revers » de la diplomatie américaine. Ce pessimisme, il faut le répéter (2), est à la mesure des illusions savamment entretenues à propos des « talents » de M. Kissinger. La réalité est beaucoup plus sobre : d'une part, la puissance des Etats-Unis, fondée sur leur prépondérance économique, monétaire et militaire, restant intacte, il serait absurde de parler de « faillite » diplomatique ; d'autre part, la « perte » du Vietnam du Sud par les Américains est, pour eux, sans conséquence objective grave, car la volonté de maintenir Saigon sous influence occidentale n'était pas, contrairement à ce qu'on proclamait à Washington, conforme aux véritables intérêts des Etats-Unis. C'est bien cette erreur d'appréciation qui rendait cette longue guerre d'autant plus criminelle.

Plusieurs gouvernements américains se sont trompés en faisant du Vietnam un objectif essentiel de leur stratégie, et le prix élevé qu'ils ont payé ne pouvait en aucun cas accroître l'importance réelle de l'objectif. Ils se sont aussi trompés en croyant qu'ils pouvaient, justement en payant le prix, atteindre leur but. Double illusion que dénonçaient les adversaires de la guerre et qui fournit la substance de leur double échec. Mais cet échec n'aurait une grande portée que si le maintien du Vietnam du Sud dans l'orbite américaine avait été essentiel à la stratégie globale des Etats-Unis. Or il n'en était rien. Seul l'échec d'une politique touchant les intérêts vitaux de l'Amérique aurait pu constituer pour elle une catastrophe. L'échec dans la poursuite d'une politique illusoire est sans doute une épreuve d'amour-propre mais n'affaiblit en rien la puissance réelle de l'Amérique. Il peut même la renforcer si elle sait en tirer les enseignements qui s'imposent.

Avec un tragique cortège de morts, d'estropiés à vie, de tortures, de ruines, de pourritures morales, l'Amérique a engagé des centaines de milliards de dollars dans une guerre dont on est tenté de dire, amère dérision, qu'elle était absolument « gratuite » : cette guerre n'a pas payé les dividences attendus et promis. Elle ne les a pas payés parce que si, selon la rhétorique officielle, il s'agissait de défendre la liberté dans une moitié du Vietnam, les dictatures de Diem puis de Thieu ne pouvaient constituer des moyens adéquats. On l'a souvent dit, et il faut le répéter, comme pour exonérer partiellement M. Henry Kissinger d'une responsabilité qui lui est bien antérieure. Le reproche que l'on peut adresser au secrétaire d'Etat n'en est pas moins grave. En effet, comme Anthony Lewis l'écrit justement : « Nous avons erré parce que nous nous sommes écartés de l'ouverture d'esprit, du réalisme, du sens humain. » (3). Et, faut-il ajouter, de l'intelligence. Les crimes contre l'esprit sont toujours les plus lourds.

L'OUTIL diplomatique américain sort intact de cette tragique épreuve, mais il est condamné à terme si les erreurs commises au Vietnam ne sont pas rectifiées. Or il ne semble pas que Washington ait conscience de l'urgence d'un redressement radical : le soutien accordé un peu partout à d'autres dictatures relève du même « réalisme » à courte vue ; la confiance placée en une politique de force prépare d'autres désastres ; le refus de respecter les aspirations des peuples dominés annonce d'autres conflits ; la priorité accordée à des objectifs secondaires préfigure d'autres catastrophes. Exemple grossier de cette fausse hiérarchie des urgences : les centaines de milliards de dollars engloutis au Vietnam ont fait défaut pour résorber les taudis et ghettos noirs, assurer l'indépendance énergétique, lutter contre la famine. Mais les ghettos, la politique énergétique et la famine elle-même sont sources de profits pour des propriétaires immobiliers, pour des compagnies pétrolières et pour l'« agro-business », dont les intérêts ne peuvent certes pas s'identifier à ceux d'une grande nation solidaire, bon gré mal gré, des peuples du monde.

L'Amérique peut pourtant dormir tranquille. Même si elle ne redresse pas sa politique, elle n'aura pas à affronter d'« autres Vietnams » : quel peuple est disposé à payer le prix consenti par les Vietnamiens ? Mais elle se heurtera, sous d'autres formes, à des résistances qui mineront la confiance et le respect sans lesquels il n'est pas de politique mondiale digne des objectifs affichés par la démocratie américaine. Et elle se heurtera aussi à l'ébranlement du consensus sans lequel elle s'affaiblit.

M. Henry Kissinger a additionné deux erreurs majeures : d'une part, alors qu'il respecte des adversaires puissants (Moscou, Pékin), il s'est cru dispensé de respecter des adversaires (Vietnamiens) qu'il croyait faibles, mais ce sont eux, avec l'aide des deux grandes puissances socialistes, qui l'ont tenu en échec ; d'autre part, il n'accorde pas plus de respect à ses propres partenaires lorsqu'il se croit sûr de sa propre puissance. Début avril, il demandait à la Communauté européenne de se solidariser avec les Etats-Unis pour condamner l'« agression des communistes vietnamiens » ; par leur refus, les Européens montraient qu'ils n'avaient pas le sens des « responsabilités ». Deux semaines plus tard, juste avant l'effondrement de Saigon, il insistait sur « la nécessité d'une coopération et de consultations étroites entre les Etats-Unis et la C.E.E. au sujet des principales régions d'intérêt ». Langage dérisoire chez un homme qui a toujours conçu coopération et consultations comme un simple acquiescement aux conceptions du plus fort...

LE peuple vietnamien a payé d'un prix très élevé cette obstination des dirigeants américains. Les objectifs militaires de Hanoï et du G.R.P. sont maintenant atteints, mais les tâches qui les attendent sont extrêmement lourdes. L'unification nationale, qui aurait pu, après 1954, se réaliser pacifiquement, a été acquise par la force des armes. Mais un profond fossé — psychologique, politique, économique et social — sépare les deux moitiés du Vietnam. M. Pham Van Dong nous en marquait sa préoccupation lors d'un entretien à Hanoï en mai 1972. Pour ne prendre qu'un exemple, la réforme agraire — réalisée au Nord, simple projet au Sud — creuse un écart de deux décennies entre ces moitiés d'un seul et unique pays. Il faudra du temps et des sacrifices pour surmonter dans divers domaines des obstacles de cette nature.

L'aboutissement de l'effort révolutionnaire à l'intérieur suppose aujourd'hui que soit maintenue la sourcilleuse volonté d'indépendance qui a marqué l'effort de guerre. Au milieu des plus grandes difficultés, Hanoï et le G.R.P. se sont bien gardés de prendre parti dans la querelle sino-soviétique, en même temps qu'ils cultivaient leurs relations avec certains pays européens et non alignés. Le nouveau régime cambodgien, ainsi que le GRUNK en a annoncé l'intention, veut se joindre au groupe des non-alignés (4). Les révolutionnaires vietnamiens sont, eux aussi, attirés dans cette direction. Les prochains mois indiqueront leur intention à cet égard. Trente ans de guerre pour en arriver là ?

C. J.

(1) Voir l'article de Daniel Leconte, *le Monde diplomatique*, avril 1975.
(2) Cf. *le Monde diplomatique*, avril 1975, p. 1.
(3) *International Herald Tribune*, 29 avril 1975.
(4) Rappelons que le seul article publié en Occident par un membre du GRUNK est celui de M. Khieu Samphan, vice-premier ministre et ministre de la défense, dans *le Monde diplomatique* de novembre 1974.

Banqueroute morale et bonne conscience américaines

Par T.D. ALLMAN *

DES avions américains qui décollent de Saigon chargés d'enfants, après y avoir débarqué leurs cargaisons de munitions. La guerre qui se perpétue, tandis que des déplacements massifs de population encouragés par la politique de Washington accumulent les complications politiques et humaines pour des années : l'histoire de l'intervention américaine en Indochine se répète.

Voilà exactement vingt ans, en effet, le colonel de la C.I.A. Edward G. Lansdale pratiquait la même méthode à Hanoï. On entassait les enfants dans des avions pour être sûrs que leurs parents prendraient le vol suivant. Avant d'évacuer les réfugiés qui, affolés par la campagne de rumeurs orchestrée par la mission militaire spéciale de Lansdale, s'étaient agglutinés à Haïphong, les bateaux de la *« flottille de la miséricorde »* américaine avaient déchargé des stocks d'armes dans le delta du Tonkin.

Les efforts américains en vue de convertir la « zone de regroupement temporaire » établie par les accords de Genève de 1954 en *« ce valeureux partenaire du monde libre »*, comme John Foster Dulles qualifiait le régime de Saigon mis en place par les Etats-Unis, ont toujours reposé sur la création systématique et délibérée de réfugiés. Depuis que feu Thomas A. Dooley a donné la version de la C.I.A. de l'opération « Exodus » de 1954 sous la forme du best-seller *Deliver us from Evil* (« Délivrez-nous du mal »), la politique américaine a toujours consisté à arracher des millions de personnes à leurs villages napalmés, à leurs rizières défoliées et aux tombes profanées de leurs ancêtres — tout cela au nom de motivations humanitaires.

La stratégie consistait à assécher l'eau dans laquelle se meut le poisson des maquis, en concentrant la population d'Indochine dans de vastes bidonvilles urbains ou dans des « hameaux stratégiques » qui sont des camps de concentration à peine déguisés.

« Les réfugiés font des citoyens sûrs », expliquait un prospectus de l'Agence pour le développement international (U.S.A.I.D.). Les conséquences humaines de la « politique des réfugiés » des Etats-Unis n'ont jamais troublé la conscience de toute une génération de militaires, de diplomates, d'hommes politiques, d'universitaires et d'« experts du développement » américains.

Au début de la guerre américaine, le général William C. Westmoreland, qui commandait le corps expéditionnaire américain, justifiait ses opérations de ratissage en une formule : *« Je m'attends à un accroissement formidable du nombre de réfugiés. »* La même stratégie fut exposée, dans le jargon de la C.I.A., par l'ambassadeur Robert Komer, qui fut le responsable du programme Phoenix de « contre-terrorisme » qui aboutit à la liquidation de quarante mille Vietnamiens : *« Si nous pouvons rogner la base populaire du Vietcong,* expliquait-il, *nous accélérerons le processus de dégradation du V.C. »*

En l'occurrence, huit millions de Vietnamiens du Sud et la moitié des trois millions de Laotiens devinrent des réfugiés à un moment ou à un autre, et souvent des dizaines de fois, tandis que l'invasion du Cambodge décidée par MM. Nixon et Kissinger faisait deux millions de réfugiés supplémentaires en trois mois. Des enquêtes officielles menées par les ambassades américaines en Indochine révèlent que les réfugiés ne fuyaient pas le communisme mais les bombes américaines, qui avaient détruit non seulement leurs demeures mais aussi les économies et les sociétés dans lesquelles ils s'inséraient. D'autres enquêtes montrent que la puissance de feu américaine ne faisait pas de distinction dans ses victimes — si un maquisard du Pathet-Lao, un combattant du Vietcong ou un Khmer rouge était tué, ce n'était pas à cause d'un tir précis, mais en fonction de la loi du nombre. Des rapports officiels, dont certains émanent de la sous-commission des réfugiés du sénateur Edward Kennedy, démontrent que la guerre américaine a tué deux fois plus d'enfants de moins de treize ans que de soldats réguliers armés ; que les enfants réfugiés sont atteints de maux tels que la cécité nocturne, inconnus auparavant en Indochine. Ces rapports furent accueillis favorablement par les stratèges américains, qui y voyaient des signes de « progrès ». C'est le dépeuplement des campagnes et non pas la progression militaire ou, moins encore, les tentatives des Etats-Unis d'*« édifier une nation »* qui a nourri les statistiques américaines, si souvent brandies pour tenter de démontrer que la population du Vietnam était de plus en plus *« amicale »* et *« à l'abri »*.

Si les Américains restaient insensibles au coût humain d'une telle stratégie, ses résultats les impressionnaient favorablement. A en croire Samuel Huntington, expert en contre-insurrection de Harvard et ancien collègue de M. Henry Kissinger, l'Amérique avait trouvé dans le Vietnam *« la réponse aux "guerres de libération nationale" »*. S'exprimant dans la respectable revue trimestrielle américaine *Foreign Affairs* (que dirige à présent William P. Bundy, un des principaux architectes de la guerre américaine en Indochine), Huntington faisait valoir que le *« succès »* américain tenait non à une *« victoire militaire conventionnelle »*, mais au démantèlement d'un *« mouvement révolutionnaire rural »* par une *« urbanisation forcée et planifiée »*. L'Amérique serait mieux avisée de contrôler en totalité 60 % de la population plutôt que de chercher à *« contrôler à 60 % la totalité du territoire »*, devait écrire quelque temps plus tard M. Henry Kissinger dans la même revue (dans un article dont on estime généralement qu'il lui valut d'être nommé par M. Nixon conseiller spécial). Par la suite, pour expliquer les mouvements massifs de réfugiés qu'avaient suscités son programme de vietnamisation, l'invasion du Cambodge et le bombardement du Laos, le président Nixon déclarait que *« l'ennemi se verra acculé à n'avoir plus que le plus minime et le plus furtif contact avec la population »*.

Ce sont ces vingt années de « politique des réfugiés » qui ont fait du Vietnam du Sud, du Cambodge et de la majeure partie du Laos ce que le sénateur J.W. Fulbright appelle *« une société de prostituées et de mercenaires »*. La caricature de civilisation créée au Vietnam du Sud par le mode de guerre américain est ce qui explique aujourd'hui l'effondrement d'un Etat qui n'a jamais eu d'autre raison d'être économique, politique ou sociale que celle que lui ont imposée les Américains. Des soldats sud-vietnamiens détalant devant un ennemi qui n'était pas encore passé à l'attaque ou essayant de pousser leur motocyclette à bord de navires américains : voilà à quoi ont abouti vingt ans de *« création d'une nation »* en Indochine — une société militaire qui n'a rien qui vaille le risque d'être défendue ; une société de consommation qui ne produit rien ; une nation de femmes abandonnées conditionnées à ne vivre que dans l'attente de la prochaine livraison de riz américain ; d'hommes hagards et démunis mendiant une place sur les avions américains à destination du plus proche bidonville. La dernière avancée communiste n'a fait que donner une pichenette au château de cartes légitimé par la Constitution de Saigon, mise au point par Lyndon Johnson et rendue viable, paraît-il, par le programme de vietnamisation de MM. Nixon, Kissinger et Ford...

« Je vois ici d'immenses possibilités pour la grande société ! », s'écriait en 1968 l'ancien vice-président Hubert Humphrey, au spectacle des épaves humaines de Saigon — tandis que son successeur actuel, M. David Rockefeller, réclamait, dès le début de la présente débâcle, un supplément d'armes pour la défense d'une *« société libre »*. Les victimes d'une politique des réfugiés vieille de deux décennies n'ont éveillé l'intérêt officiel que lorsque les services de renseignement américains eux-mêmes eurent fini par se convaincre, il y a quelques semaines, qu'une solution militaire ne pouvait être envisagée et qu'il était devenu nécessaire de se livrer à une opération de relations publiques pour obtenir de l'opinion américaine le soutien nécessaire à une prolongation de la guerre en dépit des circonstances. (Lire la suite page 10.)

* Du St Anthony College à Oxford.

(Suite de la page 9)

La *« mission de miséricorde »* du président Ford n'est miséricordieuse que pour les Américains. Il s'agit de camoufler la culpabilité d'avoir déraciné 15 millions de personnes sous l'autosatisfaction d'attribuer quelques lits de banlieue à des enfants qui n'ont pas d'autre choix que de grandir dans une société étrangère à plus de 10 000 kilomètres de leur patrie véritable. Comme le bombardement de Hanoï en 1965, comme l'invasion du Cambodge en 1970, l'évacuation de ces enfants réfugiés fournit aussi, au plan émotionnel et bureaucratique, une échappatoire idéale à l'Amérique qui fuit ses responsabilités réelles dans le désastre, tout en suscitant l'illusion que le pays conserve une influence positive sur les événements.

Au lieu de prévoir une aide globale à la reconstruction ou d'entreprendre des négociations dans le cadre de l'accord de Paris de 1973 en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, Washington s'est employé à mettre au point des scénarios de ponts aériens destinés à *« rendre des millions d'êtres à la liberté »*. Tandis que des milliers de Vietnamiens se précipitaient sur les appareils américains, achetant leur place à coups de poing et de piastres, les responsables américains, plutôt que d'analyser les raisons de leur catastrophique échec au Vietnam, faisaient valoir encore une fois qu'une nation est en train de *« voter avec ses pieds »* contre le communisme.

Pour juger de la validité d'un tel argument, il suffit d'imaginer le chaos qui serait créé si un président américain annonçait qu'un million de Bangalais, d'Ethiopiens ou de Chiliens allaient obtenir un passage gratuit pour les Etats-Unis... Le mélodrame de Da-Nang est à cet égard instructif. Des milliers de gens ont pris d'assaut les avions de transport américains mais, lorsque l'administration Thieu s'est finalement effondrée, il n'y a pas eu de bain de sang. Bien au contraire, toute une population, coupée des racines de sa civilisation par des décennies de dépendance envers les Américains, a dû s'accommoder seule — non sans difficultés certes — d'une administration néanmoins capable par elle-même d'assurer les services essentiels et de maintenir la loi et l'ordre.

Le dernier effort « humanitaire » des Etats-Unis en Indochine a scellé le destin du Vietnam du Sud plus sûrement, à n'en pas douter, que ne l'ont jamais fait les soldats de Hanoï ou la corruption qui régnait autour du général Thieu. Les évacuations massives ne se contenteraient pas de détruire l'administration de Saigon et de dépouiller le pays des compétences techniques qui étaient la seule contribution potentielle du programme de vietnamisation à l'avenir du Vietnam ; elles assureraient aussi automatiquement la domination communiste en dispersant le seul groupe qui aurait pu modérer la conception marxiste doctrinaire de la reconstruction du Vietnam.

Pendant toute une génération, les Américains se sont refusé à admettre que leurs efforts au Vietnam participaient de l'édification de leur empire. C'est bien ce blocage psychologique qui permet de comprendre non seulement une bonne part de l'hypocrisie de l'effort américain, mais encore la tendance américaine à détruire les institutions déjà existantes tout en refusant (de peur de passer pour « colonialistes ») leurs responsabilités dans les souffrances et les désordres ainsi créés. Pourtant ce qui vient de se passer au Vietnam, pas moins qu'en 1954, est la ruine d'une entreprise fondée sur l'amour-propre. Dans l'espoir de se convaincre qu'au moins un million, pour ne pas dire quinze millions, de Sud-Vietnamiens les aimaient vraiment, et d'américaniser, en Amérique même, au moins une petite proportion des Vietnamiens qu'ils n'ont pas su américaniser au Vietnam, les Etats-Unis rêvèrent d'installer toute une population dépendante à l'intérieur de leurs propres frontières. Que l'on considère le temps qui s'est écoulé entre la partition de l'Inde et la tragédie du Bangladesh ; entre la baie des Cochons et l'embauche d'exilés cubains pour dévaliser le Watergate ; entre l'époque où des empires acceptaient des ressortissants de pays dominés et les tribulations présentes des habitants des Moluques vivant au Pays-Bas ou des Asiatiques de l'Ouganda réfugiés en Grande-Bretagne : tout cela donne une idée des problèmes à long terme qu'aurait suscités, tant pour le Vietnam que pour les Etats-Unis, une évacuation massive.

Persévérance dans l'échec

LA vendetta de vingt ans, menée contre le droit des Vietnamiens à vivre comme ils l'entendent dans leur propre pays, est devenue un des exemples historiques les plus frappants d'une nation puissante détruisant sa propre puissance en évitant tout simplement d'admettre qu'elle s'est trompée — du refus obstiné des autorités de rechercher les causes de la plus grande erreur de jugement de l'histoire américaine.

M. Kissinger, tout comme John Kennedy ou Dean Acheson, est demeuré bloqué dans la même impasse autodestructrice avec sa thèse selon laquelle, que ce soit au Cambodge ou au Vietnam, les Etats-Unis devaient *« tenir parole »*, *« respecter leurs engagements »*, *« préserver leur crédibilité »*. De telles formulations bourboniennes expliquent en grande partie pourquoi la crédibilité américaine est plus basse que jamais. Les échecs actuels de la politique américaine devraient, dans le meilleur des cas, fournir l'occasion d'un choc psychologique qui permettrait de reconnaître honnêtement ces échecs et d'imaginer une nouvelle politique. Au lieu de quoi, le président Ford, tout comme ses cinq prédécesseurs immédiats à la Maison Blanche, réagit à l'échec en prenant des « engagements » vis-à-vis non du peuple du Vietnam du Sud mais de ses propres illusions.

On peut estimer que l'évacuation des orphelins vietnamiens — si compréhensible soit-elle sur le plan émotionnel — relève du kidnapping, parce qu'elle dépouille ces infortunés du seul droit que leur a laissé la guerre américaine, le droit d'être Vietnamiens. Toutefois, sa signification profonde pour les Etats-Unis est de révéler crûment la force des courants de chauvinisme et d'ethnocentrisme qui persistent en Amérique : on y croit toujours implicitement qu'il est meilleur pour un Vietnamien de devenir Américain plutôt que de rester Vietnamien sous un régime qui n'aurait pas l'approbation des Etats-Unis.

Quoi que les Américains fassent désormais, ils ne pourront empêcher les Vietnamiens de se retrouver pour décider de leur propre avenir hors de toute ingérence étrangère. Le déplacement d'abord envisagé d'un million de Vietnamiens n'aurait rien changé à cela. Et si, finalement, l'évacuation a pris des proportions plus modestes, elle a tout de même atteint son but psychologique en Amérique et cela signifie que, même au moment où les échecs de l'arrogance et des armes étaient les plus patents, l'Amérique a encore réussi à éviter de tirer la leçon des événements et qu'elle a terminé la guerre comme elle l'avait commencée, en prenant pour philanthropie ce qui n'était que banqueroute morale.

T.D. ALLMAN.

Les illusions et l'acharnement des « Faucons »

Par NGO VINH LONG *

LE 11 avril dernier, le président Ford demandait au Congrès de voter *« sans délai »* l'attribution de 722 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire et une première tranche de 250 millions de dollars pour une assistance économique et humanitaire au régime de Saigon. Il réclamait également l'autorisation de faire intervenir des forces militaires américaines pour évacuer du Vietnam, en cas de nécessité, les ressortissants américains et des Vietnamiens. Il exigeait une réponse pour le 19 avril.

Ce discours du président Ford était l'aboutissement de longues semaines de dissensions internes au sein de sa propre administration. En ce qui concerne le Vietnam, le gouvernement Ford était divisé en deux camps, les jusqu'auboutistes et les pragmatiques. Les premiers comprennent M. Henry Kissinger, l'armée de l'air, quelques hauts fonctionnaires du Pentagone, du département d'Etat et de la C.I.A. (Au fil des ans, le style diplomatique tout personnel de « dear Henry » a paralysé le département d'Etat, si bien que M. Kissinger fait davantage confiance aux agents de la C.I.A. qu'aux fonctionnaires du département d'Etat dans la conduite de la politique vietnamienne.)

Les seconds ressemblent, aux côtés du secrétaire à la défense, M. James Schlesinger, l'armée de terre, la marine et un nombre croissant des plus proches collaborateurs du président Ford, tels que M. John Marsh.

Les extrémistes auraient voulu tenir jusqu'au bout au Vietnam, d'une manière ou d'une autre. Ils ne voulaient pas que les « communistes » l'emportent clairement par l'application pacifique des accords de Paris : lutter jusqu'à la fin pour enseigner au reste du monde que, même si on peut l'emporter contre les Etats-Unis, la « ténacité » de l'Amérique peut coûter très cher. M. Kissinger n'a-t-il pas déclaré publiquement qu'il voulait faire saigner les Vietnamiens du Nord ? Cette tactique, assurent les jusqu'auboutistes, contribuerait à rétablir la « crédibilité » des Etats-Unis dans le monde.

Les pragmatiques, eux, souhaitaient une fin rapide du « gâchis » vietnamien. En ce qui les concerne, plus se prolongeait le soutien de Washington à Saigon, plus les Etats-Unis affaiblissaient leur « position de défense ». Il y avait d'autres sujets de préoccupation tels que le Proche-Orient et l'OTAN et on ne pouvait continuer de déverser dans le « panier percé » du Vietnam un argent plus précieux ailleurs. Les pragmatiques craignaient également que les retombées du Vietnam n'entraînent le Congrès à rogner leur budget, affaiblissant ainsi leur « position de défense ». C'est pourquoi, lorsque l'amendement Flynt-Galmo visant à couper l'aide militaire au Vietnam du Sud fut mis aux voix l'été dernier, le département de la défense n'y fit pas obstruction. De même, lors de l'offensive du gouvernement Ford pour obtenir un supplément d'aide militaire à Saigon ces derniers mois, le département de la défense s'est montré très réticent à lui accorder son soutien.

Les divergences de vues entre jusqu'auboutistes et pragmatiques se sont accentuées ces quatre derniers mois, depuis l'occupation par les forces du G.R.P. de plus d'une demi-douzaine de districts et d'une capitale provinciale fin décembre et début janvier. Les pragmatiques et un grand nombre de membres du Congrès se sont rendu compte que, la pression militaire du G.R.P. coïncidant avec le vote d'une aide économique à Thieu de 450 millions de dollars (une augmentation de 100 millions par rapport au budget de l'année fiscale 1974), on pouvait en déduire que le G.R.P. se verrait contraint de recourir à des mesures militaires pour faire pièce à une aide accrue à Saigon. Ils étaient persuadés que, si cela se produisait, toute l'aide américaine à Thieu serait un gaspillage et ne ferait que rendre la situation encore plus critique.

Leurs adversaires, toutefois se sont refusé à tirer la leçon de tout cela. Ils faisaient valoir plutôt que les Vietnamiens du Nord n'avaient pu s'emparer que de quelques zones périphériques mal défendues où les forces de Saigon étaient réparties en nombre insuffisant. La prise des districts par le G.R.P. leur servit d'argument pour réclamer une aide militaire supplémentaire de 300 millions.

Repli stratégique et élections

POUR tenter de prouver au Congrès que les 300 millions de dollars étaient nécessaires et qu'ils seraient utilisés à bon escient, des agents de la C.I.A. furent envoyés au Capitole à la mi-janvier. Exposant aux sénateurs la « politique du réduit », ils expliquèrent que les soldats de Saigon avaient bon moral, qu'ils étaient bien entraînés mais mal équipés et répartis de façon insuffisamment dense. Si les Vietnamiens du Nord décidaient de concentrer leurs attaques ponctuelles contre les forces de Saigon dans des zones périphériques telles que les Hauts-Plateaux du Vietnam du Centre, les forces de Saigon essuieraient sans nul doute des défaites qui auraient pour effet d'abaisser leur moral tout en fortifiant en Amérique l'hostilité à un renforcement du soutien au régime de Saigon. Ils laissèrent entendre qu'il y aurait un repli des Hauts-Plateaux vers les zones côtières pour préserver les forces de l'armée de Saigon. Un tel retrait contribuerait aussi à améliorer le contrôle des zones populeuses, ce qui permettrait à Saigon de mener à bien les prochaines élections présidentielles. On espérait pouvoir remplacer Thieu en douceur, grâce aux élections (dans le cas où il ne voudrait pas démissionner d'ici là), par un gouvernement de droite plus « acceptable » que les Etats-Unis pourraient soutenir sans trop risquer de dissensions domestiques.

Tandis que les agents de la C.I.A. s'efforçaient d'influencer les sénateurs, des dizaines de politiciens de Saigon se rendaient aux Etats-Unis où ils faisaient campagne pour un accroissement de l'aide américaine. Parmi eux se trouvait M. Tran Van Lam, président du Sénat de Saigon, qui tenta de persuader les membres du Congrès qu'une aide à Saigon ne signifiait pas une aide à Thieu. Il alla même jusqu'à répéter l'argument dans une conférence de presse au National Press Club de Washington.

C'est aussi dans le but de convaincre les dirigeants du Congrès du bon moral des troupes et de la nécessité d'une aide supplémentaire que le gouvernement Ford suggéra l'envoi d'une mission parlementaire d'enquête à Saigon. La tournée de la délégation avait été soigneusement préparée par l'ambassadeur américain à Saigon, M. Graham Martin, par des membres du conseil national de sécurité et de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants.

A Saigon, certains membres de la délégation furent informés par des agents de la C.I.A. et d'autres officiels de la possibilité d'avoir à abandonner certaines provinces des Hauts-Plateaux pour préserver le potentiel des troupes de Saigon et pour créer un *« équilibre des forces »* qui permettrait à Saigon de garder un contrôle effectif sur ses propres zones. M. Philip Habib, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires du Pacifique, qui accompagnait la délégation, fit valoir personnellement à Thieu cette possibilité de retrait des Hauts-Plateaux du Vietnam du Centre (1). A l'époque, Thieu n'était guère enthousiaste à l'idée de ce recul. Mais certains membres du Congrès se convainquirent de la sagesse de l'opération, tout comme du bon moral des troupes de Saigon et promirent publiquement, au Vietnam même, qu'ils recommanderaient une aide supplémentaire à Saigon. M. Pete McCloskey, une « colombe » de longue date sur la question vietnamienne, revint si impressionné de ce voyage qu'il a dit à plusieurs reprises qu'il soutiendrait encore trois années d'aide militaire au Vietnam.

Manipuler le Congrès

SENTANT peut-être que ce succès de relations publiques finirait par susciter de fortes réactions de la part du G.R.P., M. Kissinger chercha immédiatement à se donner les moyens de manipuler le Congrès afin d'avoir davantage les mains libres si une telle occasion se présentait. Selon des révélations récentes émanant du Congrès, avant d'entreprendre sa tournée diplomatique en Proche-Orient, M. Kissinger informa la commission des affaires étrangères du Sénat, au cours d'une session à huis clos, que l'Union soviétique lui avait promis que s'il pouvait obtenir qu'Israël se retire du Sinaï et de la rive occidentale du Jourdain, de son côté elle obtiendrait du Vietnam qu'il devienne un pays neutraliste...

Quelle que soit la part de vérité de cette confidence, M. Kissinger laissait entendre qu'un marché avait été passé et qu'un accroissement de l'aide à

* Journaliste et écrivain. Dirige actuellement le Vietnam Resource Center à Cambridge, Massachusetts.

(1) Cf. *Far Eastern Economic Review*, 4 avril 1975.

L'irrésistible chute de Nguyen Van Thieu

Par NGUYEN KHAC VIEN *

LE départ du président Nguyen Van Thieu a marqué l'échec d'un gigantesque effort, extrêmement onéreux, pour mettre sur pied un puissant appareil de répression politico-militaire. Après la chute de Ngo Dinh Diem (1963), tout se désagrégeait au Sud. Il ne restait plus que des factions que des ambitions personnelles poussaient à s'entre-déchirer. Lyndon Johson s'en plaignait amèrement : « Souvent, les Vietnamiens du Sud (1) semblaient avoir une forte propension au suicide politique. Ils avaient beaucoup de mal à se rassembler pour se gouverner eux-mêmes. J'avais des moments de grand découragement. Je trouvais que les Vietnamiens du Sud étaient leurs propres et pires ennemis (2). »

Pourtant, pour couvrir l'ensemble du pays, Washington avait entrepris, dès 1954, de créer un appareil militaire et policier qui devait devenir la pièce maîtresse de la politique américaine au Vietnam. Plus la guerre s'intensifiait, plus s'accroissait le nombre de réfugiés venant des villages détruits par les bombes ou par les produits chimiques. Cette masse de réfugiés constituait pour Saigon la principale réserve où se recrutaient soldats et policiers.

En effet, les réfugiés valides n'avaient même pas la possibilité de déserter, leurs villages et les cultures étant entièrement détruits. Pour subsister et entretenir leurs familles, ils n'avaient d'autre ressource que de s'engager dans l'armée ou la police. C'est ainsi que l'ensemble des forces régulières, régionales et locales a vu ses effectifs passer de 150 000 en 1954 à plus de 500 000 en 1965 et à plus de 1 million en 1972. Toutes ces forces étaient disséminées dans 5 000 postes à travers le pays littéralement quadrillé.

L'effort essentiel consistait ensuite à créer, pour cette armée, un corps d'officiers absolument fidèles, prêts à exécuter toutes les besognes. Les Français, tout en se servant des troupes autochtones, n'avaient pas permis aux Vietnamiens d'accéder aux postes d'officiers ; seuls y avaient droit ceux qui possédaient la citoyenneté française et dont les familles présentaient de sérieuses garanties de loyalisme. Puis la création de l'armée de Bao Daï avait poussé à la formation d'un corps d'officiers recrutés parmi les fils de familles riches, qui étaient envoyés dans des écoles militaires françaises pour recevoir une formation conventionnelle. Très peu de ces officiers, formés après 1950, pouvaient parvenir aux grades supérieurs.

A côté d'eux avait émergé une nouvelle génération d'hommes, issus de la guerre même. Plus la guerre progressait, perdant son caractère conventionnel pour prendre celui d'une guerre totale contre la population, plus se faisait sentir le besoin, pour commander les troupes, d'hommes de main capables de mener des opérations très peu conventionnelles : massacres de population, destruction de villages, tortures de prisonniers, rafles, arrestations en masse, concentrations de la population, le tout mêlé à quelques mesures démagogiques. Dans une société bouleversée de fond en comble par une guerre prolongée, il n'était pas difficile de trouver des déclassés, des aventuriers prêts à exécuter les pires besognes.

Les forces armées saigonnaises comptaient, au début de 1975, plus de 70 000 officiers, dont 10 000 officiers supérieurs et plus d'une centaine de généraux. L'appareil administratif était militarisé : les commandants des corps d'armée, des secteurs militaires à l'échelon de la province, et des sous-secteurs à l'échelon du district, étaient aussi chefs de province, de district, assumant en même temps les fonctions administratives. Dans les conseils provinciaux, ou municipaux, les militaires formaient la majorité ; chaque commune était couverte par un réseau de postes militaires et de police, les autorités civiles devant, pour toutes les affaires, se soumettre aux ordres des commandants militaires. A Saigon, un « Conseil militaire révolutionnaire » coiffait le gouvernement pour prendre toutes les décisions politiques importantes.

Occupant des postes à la fois militaires et politiques, les officiers s'emparaient également des rouages économiques pour s'enrichir le plus rapidement possible. Au bas de l'échelle, les pillages au cours des opérations militaires, les extorsions d'argent à des suspects ou prisonniers, les petits détournements de marchandises, de matériaux, d'équipements fournis en abondance par les Etats-Unis suffisaient à créer des fortunes estimables. On pouvait également présenter aux Américains des feuilles de solde d'unités fantômes : des centaines de soldats, las de la guerre, pouvaient quitter un bataillon pendant quelques mois, le chef de bataillon continuait à encaisser la solde des effectifs complets. On pouvait aussi déclarer deux à trois fois plus de camions et autres engins détruits au cours d'une embuscade et toucher ainsi le surplus. Comme la distribution de l'aide économique américaine passait aussi entre leurs mains, les officiers ne manquaient pas d'en profiter.

A l'échelon supérieur, les grosses opérations prédominaient : licences d'import-export, trafics de devises, de drogue, construction de buildings, de grands hôtels, affaires bancaires, pillage à grande échelle — comme celui des plantations de caoutchouc françaises lors de l'invasion du Cambodge en 1970. Avec leurs familles et leurs proches, les officiers supérieurs formaient à Saigon une nouvelle classe de compradores, bien plus riches que les compradores pro-français de l'ancien temps.

Ainsi s'était constituée une nouvelle caste, à la fois militaire, bureaucratique et trafiquante, dont les intérêts, le mode de vie et de pensée étaient étroitement liés à la politique américaine. A la différence du colonialisme ancien qui s'appuyait sur une classe féodale issue de la société vietnamienne traditionnelle, certes en décadence, mais enracinée dans le pays, le néo-colonialisme américain a créé, pour ainsi dire « ex nihilo » par sa puissance technique et financière, une couche sociale qui lui servait d'appui. Elle tirait sa force de la force américaine, mais était affligée d'une tare congénitale incurable, car sa survie dépendait du maintien de l'aide américaine. C'était le « parti kaki », ***comme on l'appelait à Saigon, qui remplaçait les mandarins et notables d'autrefois.***

AU début, les Américains ne pouvaient se servir que des instruments laissés en héritage par les Français, et le coup d'Etat de novembre 1963 avait été monté — avec l'assentiment de Washington — par les « vieux généraux » ***qui tenaient les postes principaux du*** « Conseil militaire révolutionnaire », ***avec Duong Van Minh à leur tête.***

Ces « vieux généraux » — Minh, Don, Kim, Xuan, — issus de riches familles pro-françaises, n'avaient pas l'entière confiance des services américains. Ils avaient reçu une formation militaire classique dans laquelle les méthodes et tactiques de contre-insurrection élaborées par les experts du Pentagone tenaient très peu de place. Et, surtout, leur fidélité politique à Washington restait douteuse, étant trop liés à la France pour ne pas subir une influence plus ou moins directe de leurs anciens « protecteurs ».

Or la France — de Gaulle en 1961 l'avait affirmé bruyamment — penchait vers une solution neutraliste ; le neutralisme gagnait aussi fortement les couches moyennes de la société saigonnaise, étroitement liées à ces « vieux généraux ». ***Dans son message du***

* Directeur à Hanoï de la revue *Etudes vietnamiennes* et du *Courrier du Vietnam*.

(1) Il s'agit, bien entendu, des Vietnamiens du Sud évoluant dans le sillage américain (N.D.L.R.).

(2) Cf. Lyndon Johnson, *Vantage Point*, page 35.

Saigon n'entraînerait pas de réaction majeure de la part du G.R.P. D'un autre côté, si le G.R.P. réagissait vivement, M. Kissinger aurait déjà créé l'impression que les activités du G.R.P. représentaient un reniement de foi de « l'autre côté », ce qui lui permettrait de réclamer un plus grand soutien du Congrès pour ses actions futures concernant le Vietnam.

Après un mois d'accalmie dans les combats, le G.R.P. multiplia à nouveau ses pressions militaires au moment où le président Ford accentuait sa pression sur le Congrès pour qu'il vote une aide supplémentaire à Saigon. En conséquence, Thieu se vit contraint d'appliquer en hâte la « politique du réduit », ce qui conduisit à la débandade que l'on sait. La crise au Vietnam coïncidait avec l'échec de M. Kissinger en Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat s'efforçait aussitôt de rejeter le blâme sur le Congrès, déclarant publiquement que son refus de fournir à Saigon une aide suffisante avait encouragé les « Nord-Vietnamiens » à passer à l'attaque. Cela, prétendait-il, avait eu des répercussions sur ses négociations en Proche-Orient. Il ajoutait qu'il n'aurait pas négocié les accords de Paris s'il avait su que le Congrès allait couper toute aide à Saigon.

Dès son retour aux Etats-Unis, M. Kissinger rencontra les dirigeants du Congrès et du Conseil national de sécurité. Lors de sa réunion avec ces derniers, il se fit l'avocat de la reprise des bombardements au Vietnam, faisant valoir que le refus de recourir à des actions énergiques au Vietnam se traduirait par une *« perte de crédibilité »* dans le monde. L'armée de l'air appuya sa demande, ses représentants déclarant qu'ils ne voyaient pas pourquoi ils devraient conserver des bases aériennes en Thaïlande s'ils n'étaient pas en mesure de s'en servir pour rendre crédible la menace américaine. Le débat qui suivit conduisit à l'envoi du général Weyand en mission d'information au Vietnam. Pendant ce temps, prenant une initiative inhabituelle, le Congrès essayait de circonvenir M. Kissinger en votant à l'unanimité une motion de félicitations pour ses efforts en Proche-Orient, tout en répétant publiquement que la situation au Vietnam n'avait rien à voir avec l'échec en Proche-Orient. M. Kissinger devait toutefois réaffirmer par la suite qu'il y avait un « lien » certain entre les deux problèmes. Tout cela donne le ton du débat qui se poursuivit non seulement entre M. Kissinger et le Congrès mais, plus généralement, entre jusqu'au-boutistes et pragmatiques.

Le discours de M. Ford devant le Congrès représente une victoire partielle pour les premiers. (Selon le *New York Times*, M. Kissinger participa à la rédaction du discours, mais M. Schlesinger n'en eut pas communication et ne fut même pas consulté.) Les jusqu'au-boutistes ne purent obtenir de M. Ford qu'il autorise la reprise des bombardements, mais ils obtinrent son soutien pour leur « politique cochinchinoise ». Cette politique, définie après la chute de Hué, consistait à replier rapidement les troupes de Saigon sur la zone que l'on appelait la Cochinchine du temps des Français et à édifier un solide périmètre de défense pour la protéger. Les points d'attache de ce périmètre de défense sont les provinces de Tay-Ninh et de Long-Khanh. Il ne s'agissait pas d'essayer de stabiliser la situation militaire afin de pousser les « Nord-Vietnamiens » à négocier un règlement pacifique comme l'a déclaré M. Ford dans son discours ; on se rendait bien compte à Washington que cet espoir était totalement illusoire. Il s'agissait, comme l'ont révélé des fonctionnaires du département d'Etat, de plus en plus déçus par l'attitude des extrémistes, d'amener les Vietnamiens des deux côtés à lutter jusqu'au bout. M. Kissinger ne se souciait guère de ses alliés vietnamiens ; ce qu'il voulait, c'est faire la preuve de la « ténacité » et de la « crédibilité » des Etats-Unis.

Tel est le contexte dans lequel le gouvernement Ford réclamait 722 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire pour Saigon. Il ne s'attendait nullement à ce que le Congrès accepte. Tout ce qu'il espérait, c'était un compromis. Et, dans le pire des cas, il pensait que si le Congrès rejetait l'aide militaire, il voterait l'aide économique. Tout supplément d'aide militaire autorisé, si minime soit-il, serait présenté comme une nouvelle marque de soutien au régime de Saigon, ce qui contribuerait à lui remonter le moral. Mais c'était l'aide économique qui intéressait le gouvernement Ford, car elle devait contribuer au financement des forces de police et des forces armées de Saigon. On espérait que, ne sachant plus où aller et bénéficiant encore de l'appui américain, Saigon finirait par faire face et par se battre. En outre, le gouvernement Ford, en dépit de toutes ses déclarations publiques, ne pensait pas que le G.R.P. lancerait l'offensive contre Saigon. Les avertissements pessimistes sur l'imminence d'une attaque des forces du G.R.P. ont été délibérément diffusés pour peser sur la décision du Congrès. On espérait également pouvoir faire passer un ralentissement des affrontements pour une indication de la capacité de résistance des forces de Saigon. La préoccupation principale était alors de savoir comment se débarrasser rapidement et sans histoire de Thieu pour obtenir un délai du G.R.P. et pour tromper l'opinion américaine afin que l'aide à Saigon puisse être augmentée.

L'autorisation, réclamée par le président Ford, d'utiliser des forces militaires pour l'évacuation éventuelle de ressortissants américains et vietnamiens était destinée à fournir des assurances aux collaborateurs vietnamiens qu'ils seraient protégés si les choses tournaient mal, afin qu'ils donnent leur maximum. Certains responsables américains favorables à une solution politique au Vietnam avaient récemment exprimé la crainte que, si une telle requête était acceptée, elle aurait pour effet d'encourager la droite vietnamienne à se débarrasser de ses opposants politiques. Cela aurait servi à merveille les objectifs des jusqu'au-boutistes, mais on craignait aussi qu'il n'en résultât nécessairement une réduction du nombre des options politiques encore ouvertes aux Etats-Unis.

Bien que M. Kissinger et ses « faucons » aient manifestement remporté le premier round, l'opposition à sa politique gagnait du terrain même parmi ses anciens sympathisants au Congrès. Le sénateur républicain du Massachusetts, M. Edward Brook, a prédit que M. Kissinger devra bientôt abandonner ses fonctions. Mais cette prédiction ne pouvait être d'un grand réconfort pour les millions de Vietnamiens et d'Américains qui voulaient que cette guerre prenne fin le moins péniblement et le plus vite possible. Si la victoire totale des forces révolutionnaires est venue mettre un terme à cette controverse à propos du Vietnam, les « faucons » sont encore en mesure d'inspirer la politique américaine en d'autres points du globe.

NGO VINH LONG.

Faucons

La longue lutte des militants de la paix en Amérique

Par ALEX KNOPP *

LA prolongation de la guerre en Indochine n'a pas épuisé la vitalité du mouvement contre la guerre en Amérique. Mais, il avait pris récemment des formes fondamentalement différentes des manifestations massives et des campagnes de résistance à la conscription des années 60 : les conditions politiques du problème indochinois avaient profondément changé en effet aux Etats-Unis par rapport à ce qu'elles étaient il y a trois, cinq ou dix ans.

Le mouvement contre la guerre a dû, finalement, se développer à l'intérieur d'un paradoxe peu commun parmi les mouvements politiques : avec des forces organisées excessivement modestes, il posait néanmoins de sérieuses menaces à la politique d'intervention en Indochine du gouvernement Ford.

Si la nature du mouvement est unique, c'est que la ténacité de l'intervention fut sans précédent. La France et le Portugal, après l'Indochine et l'Algérie d'une part, après la guerre coloniale prolongée en Afrique d'autre part, étaient trop faibles et trop divisés pour mener une politique d'intervention à la suite de la signature des accords de paix. Tandis que la présence américaine en Indochine venait d'entrer dans sa troisième décennie, dans sa quinzième année d'intervention militaire directe, et dans sa troisième année après la signature de l'accord de Paris en janvier 1973.

Le mouvement pacifiste s'est ainsi trouvé confronté à une tâche difficile et même étrange : depuis 1973, il a eu pour rôle principal de convaincre la population que la guerre n'était pas terminée. Tout récemment, il lui a fallu dénoncer l' « aide humanitaire » et le transport des orphelins. Si le Vietnam fut autrefois le champ d'essai des nouvelles armes antipersonnelles, il était devenu un laboratoire où s'inventaient les méthodes qui permettaient de maintenir au pouvoir un régime dépendant, contre les souhaits de la population métropolitaine.

Pendant un certain temps, l'expérience de la *« paix dans l'honneur »* a porté ses fruits. A la suite de la signature de l'accord de Paris, le mouvement contre la guerre a décliné de façon spectaculaire. Les manifestations organisées contre le « printemps de Thieu » et la tournée mondiale de 1973 ont pris davantage d'envergure en Europe qu'aux Etats-Unis : les reportages sur les tortures infligées aux prisonniers de guerre y menaçaient d'étouffement politique quiconque avait une attitude favorable aux Vietnamiens.

Pourtant le mouvement s'est régénéré depuis, car la formule nixonnienne de *« paix dans l'honneur »* était viciée : il n'y eut ni paix ni honneur. L'Indochine est demeurée la principale guerre de l'Amérique après la signature de l'accord de Paris. Elle a fait plus de morts en 1973-1975 que toutes les autres guerres menées ailleurs dans le monde pendant la même période. En 1974, les Etats-Unis ont fourni autant d'aide à l'Indochine — plus de 4 milliards de dollars — qu'au reste du monde dans son ensemble. Et comme cette assistance finançait 80 % du budget de Thieu et 90 % de celui de Lon Nol, le mouvement pour la paix a repris de la vigueur, car il était ainsi évident que la guerre restait sous la responsabilité de l'Amérique.

C'est dans ce contexte de guerre à long terme, parvenue à un nouveau stade, qu'il faut analyser l'action du mouvement contre la guerre. Il serait vain de se borner à déplorer l'absence regrettable de manifestations de masse. Différentes méthodes pouvaient être utilisées pour parachever l'œuvre entreprise. La question est de savoir quelle fut son influence réelle, étant données les conditions spécifiques du problème indochinois depuis la conclusion de l'accord de Paris, et de l'Amérique depuis le Watergate.

Phnom-Penh est tombée, puis Saigon, et cela grâce avant tout à l'action politique et militaire des mouvements d'indépendance du Cambodge et du Vietnam. Mais que faisait-on en Amérique contre la guerre ?

Pression sur le Congrès

LE mouvement contre la guerre avait fini par constituer un réseau national, petit mais soudé, de militants et d'organisations pacifistes lancés dans une action commune pour pousser le Congrès à mettre un terme à l'aide américaine à Lon Nol d'abord, puis à Saigon, et pour contraindre les Etats-Unis à honorer l'obligation souscrite dans l'accord de Paris de cesser toute ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud.

Les résultats de cette stratégie dirigée sur le Congrès sont impressionnants : les vols des B-52 ont cessé sur le Cambodge ; des restrictions militaires ont été apportées à l'utilisation des forces armées américaines en Indochine ; l'aide militaire et économique a été réduite de 1,5 milliard de dollars en 1974 par rapport aux demandes initiales de l'administration ; des obstacles politiques, enfin, ont été dressés pour empêcher une « ré-américanisation » de la guerre. Il est difficile d'apprécier le rôle exact du mouvement dans cette évolution, quoique les *Dossiers du Pentagone* aient témoigné du profond souci qu'inspira aux responsables politiques la campagne de protestation intérieure et internationale dans les années 60.

Ce qui est plus clair, en revanche, c'est que les limites imposées à l'effort de guerre et d'aide n'auraient pas été si rapides, ni si profondes ou durables, sans la pression politique exercée sur le Congrès à l'initiative du mouvement pacifiste à partir de 1973. Octobre 1973 fut un tournant pour ce mouvement. Depuis la signature de l'accord de Paris au mois de janvier, aucune stratégie bien définie n'avait vu le jour. La propagande autour de l'affaire des prisonniers de guerre avait été efficace, l'incertitude régnait encore sur le sort de l'accord de Paris, et l'attention était accaparée par le Watergate et la crise chilienne. Le premier effort national après l'accord de Paris se porta sur le Congrès, qu'il s'agissait d'amener à mettre un terme au bombardement du Cambodge. Puis on lança une campagne en faveur des prisonniers politiques détenus par Thieu, au moyen d'une « semaine d'intérêt » en septembre 1973, d'actions locales et d'une tournée d'information publique entreprise à l'échelon national par Jane Fonda et un ancien prisonnier politique.

Ces premiers essais furent laborieux, car les principales organisations contre la guerre avaient disparu. La Coalition populaire pour la paix et la justice (People's Coalition for Peace and Justice, P.C.P.J.), à vocation multiple, essaya de raviver la mobilisation des masses durant la « vietnamisation » en s'alliant avec des groupes luttant pour le bien-être social, le tiers-monde, la cause des femmes, ou appartenant à la contre-culture, au lieu de construire les fondements d'une organisation contre la guerre. Aux environs de 1973, il n'y avait plus aucune force qui se consacrât essentiellement au problème indochinois.

D'un autre côté, la Coalition nationale d'action pour la paix (National Peace Action Coalition, N.P.A.C.), à direction trotskiste, qui avait aussi organisé avec succès de vastes manifestations, condamna sévèrement la direction vietnamienne dénoncée comme *« staliniste »* et *« petite bourgeoise »* et refusa d'adhérer à la stratégie de réconciliation nationale et de gouvernement de coalition politique définie dans l'accord de Paris. Qui plus est, son programme limité axé sur le slogan *« U.S. Out Now »* (« Etats-Unis dehors, maintenant ») perdit de son mordant au fur et à mesure que les Etats-Unis semblaient se retirer du Vietnam.

L'une par incapacité, l'autre par refus conscient, ces deux organisations ne furent pas en mesure de lutter pour entreprendre la nouvelle tâche politique à mener en vue de l'application de l'accord de Paris.

En octobre 1973, à Germantown (Ohio), plus de deux cents militants appartenant aux principales organisations pacifistes et contre la guerre se réunirent pour mettre sur pied un mouvement plus unifié et pour adopter une stratégie et un programme politiques. La Campagne unie pour mettre fin à la guerre (United Campaign to End the War) fut ainsi établie, avec un programme intentionnellement limité visant à soutenir l'accord de Paris, à obtenir la libération des prisonniers politiques et la cessation de l'aide à Saigon et à Phnom-Penh. Le Congrès devenait la cible stratégique évidente : en interrompant le flux de l'aide, il avait le pouvoir de faire cesser la guerre. Il était en outre le foyer de la lutte contre le pouvoir de la présidence.

A ses débuts, la stratégie contre la guerre consistait à élever une protestation morale pour éveiller la conscience de l'Amérique. A Chicago en 1968, elle visa à provoquer une cassure dans le gouvernement en augmentant le prix à payer pour continuer la guerre. Plus tard, vint l'action de masse du Moratoire de 1969, puis la candidature de M. McGovern en 1971-1972 pour essayer d'isoler politiquement Nixon à propos de la guerre. Mais dernièrement cette stratégie se plaçait au-delà de la protestation morale ou des alliances électorales : c'était une tentative pour organiser une campagne de pressions politiques pouvant réellement mettre fin à l'intervention américaine et commencer à dessaisir l'exécutif de son monopole du pouvoir politique.

(Lire la suite page 12.)

* Militant du mouvement contre la guerre depuis 1965. Prépare actuellement un livre sur le mouvement de solidarité avec le Vietnam en Europe.

1er janvier 1964 *adressé au gouvernement de Saigon, peu après la chute de Diem, Lyndon Johnson les avait mis en garde contre toute velléité neutraliste. Et M. McNamara, dans son rapport présenté au président vers la même époque, précisait :*

« *La situation est très alarmante. Les tendances actuelles, si on ne les contenait pas dans les deux ou trois mois à venir, vont conduire, dans le meilleur des cas, à la neutralisation et, probablement, à un Etat contrôlé par les communistes. Le nouveau gouvernement est la plus grande source de soucis. Il est indécis et changeant (3).* »

Comme la situation militaire allait s'aggravant, Washington devait trouver des cadres plus résolus. Des hommes plus jeunes rongeaient d'ailleurs leur frein, prêts à assurer la relève. Le 31 janvier 1964, le général Nguyen Khanh, avec la collaboration du général Tran Thien Khiem, déposa Duong Van Minh lors d'un putsch effectué en douceur ; l'opération se fit sans fracas, la C.I.A. ayant déjà donné le feu vert. Nguyen Khanh, alors âgé de trente-sept ans, avait servi les Français, puis avait suivi des cours aux Etats-Unis, à Fort-Leavenworth ; après ce stage, il avait été promu à l'état-major général de Saigon et commandait une division opérant dans le delta du Mékong. Il avait surtout la confiance du général Harkins. M. McNamara l'appréciait en ces termes : « *Khanh avait prouvé sa connaissance approfondie des éléments psychologiques, politiques et économiques nécessaires pour remporter la victoire (4).* »

Nguyen Khanh intensifia les mesures de guerre, mit hors la loi les neutralistes, approuva publiquement les bombardements contre le Nord. Un commandement vietnamo-américain fut formé officiellement pour diriger les opérations. On adjoignit à Nguyen Khanh un fantoche civil, Nguyen Ton Hoan, du parti Daï Viet, pour éviter de trop montrer le caractère militariste du nouveau gouvernement. L'opposition des masses populaires ébranla fortement le gouvernement Nguyen Khanh, l'adjonction de fantoches civils n'y changeant pas grand-chose. Nguyen Khanh se révélant incapable de dominer la situation, il fut sacrifié, dut s'exiler en France.

En août 1964, le « Conseil militaire révolutionnaire » se réunissait à Vung-Tau. Cinquante-sept officiers firent adopter une « *charte* » ***affirmant que la*** « *tâche d'éclaireur à l'égard du peuple incombe à l'armée* ». ***Cette charte, considérée comme*** « *ayant valeur de Constitution* », ***plaçait les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire entre les mains de l'armée. En fait, derrière ces jeunes officiers nouvellement promus, c'était la politique américaine qui se précisait : pour gagner la guerre, il fallait une dictature militaire bien musclée, bien charpentée. Washington cherchait à éviter à tout prix un effondrement du gouvernement de Saigon, et les rapports officiels parvenant à la Maison Blanche faisaient état*** « *de l'aggravation des dissensions et de l'incapacité à Saigon, du défaitisme et des changements d'orientation qui gagnaient les officiels sud-vietnamiens, de la possibilité de l'entrée d'éléments gauchistes au gouvernement, voire de l'émergence d'un front populaire. (5)* ».

Les rivalités personnelles, les ambitions individuelles, les règlements de comptes (entre militaires et civils, et au sein de la caste des officiers supérieurs), ne pouvaient que nuire à la conduite de la guerre. Dans une séance mémorable, le général Maxwell Taylor, réunissant les généraux saigonnais, leur fit comprendre que le temps des querelles personnelles devait prendre fin.

Un « Comité directeur de l'Etat », composé de dix généraux, fut formé, avec Nguyen Van Thieu comme président ; un cabinet de guerre fut créé, avec Thieu comme chef d'Etat, et Nguyen Cao Ky comme premier ministre. L'état de guerre fut aussitôt proclamé, un échafaud dressé sur une grande place de Saigon en avertissement à tous les opposants. Les relations diplomatiques furent rompues avec la France. Saigon demanda officiellement aux Etats-Unis de renforcer leur corps expéditionnaire de deux cent mille hommes.

Le tandem Thieu-Ky concentrait tous les pouvoirs entre ses mains, épurait l'armée et l'administration, multipliait les déclarations bellicistes, réclamait des bombardements intensifs contre le Nord. En février 1966, à Honolulu, Lyndon Johnson rencontra en personne Thieu et Ky pour leur donner publiquement l'assurance de son soutien ; le vice-président Humphrey fut ensuite envoyé à Saigon pour réaffirmer cette position.

La dictature militaire ainsi instaurée se heurtait à une opposition violente des masses populaires, même dans les régions contrôlées par les troupes américaines et saigonnaises. Les rivalités personnelles continuaient entre généraux, colonels, politiciens. Nguyen Chanh Thi, qui commandait le 1er corps d'armée, stationné dans les provinces septentrionales, s'appuyant sur un mouvement de protestation bouddhiste, fit sécession avec une partie de ses troupes, provoquant une crise très grave en avril 1966. L'appui américain permit à Thieu et à Ky de mater la rébellion. Cette répression draconienne mit fin à l'illusion que le mouvement bouddhiste à lui seul pouvait mener le pays à sa libération. Un autre général, Nguyen Huu Co, qui complotait de renverser Thieu et Ky, fut expédié comme ambassadeur à Taiwan. A la conférence de Guam, en mars 1967, Johnson chantait à nouveau les louanges des deux hommes installés au pouvoir. Des élections législatives à la saigonnaise, c'est-à-dire sous l'égide d'une police omniprésente et prête à sévir, un prétendu élargissement du « Comité directeur de l'Etat » par l'adjonction de civils impuissants, donnèrent au régime une façade démocratique, toujours en vue de rassurer une opinion américaine mal informée.

Tout cela n'empêchait pas la rivalité entre Thieu et Ky de s'envenimer. Washington tenait à faire élire, au moins pour la forme, un « président de la République », ce qui exacerba les dissensions. Ce fut un véritable règlement de comptes entre Thieu et Ky à l'occasion de ces élections présidentielles de septembre 1967. La Maison Blanche s'émut : « *Une scission entre les forces militaires causée par un conflit de loyalisme envers les deux hommes aurait des conséquences désastreuses (6).* »

Bunker, ambassadeur américain à Saigon, dut intervenir et, réunissant les généraux saigonnais, déclara que Washington ne voulait qu'une seule liste de candidats pour l'armée. Thieu étant en tête de la liste, Ky dut s'incliner. Mais, en mars 1968, alors que les forces populaires déployaient leur offensive contre les villes, il complota de renverser Thieu, que la C.I.A. et Bunker alertèrent. Comme par hasard, un hélicoptère américain tira une roquette sur une résidence où des hommes importants du régime, parmi lesquels Nguyen Ngoc Loan, directeur général de la police, tenaient réunion ; il se trouvait qu'ils étaient tous partisans de Ky. Nguyen Van Loc, un civil nommé premier ministre, homme de Ky, fut limogé, remplacé par Tran Van Huong, plus docile envers Thieu.

Thieu et Ky étaient tous deux sortis des mêmes rangs, formés à la même école. Mais Ky n'était pas suffisamment « politique », tenait volontiers en public des propos malsonnants ; ses éloges de Hitler, ses manières de cow-boy, convenaient mal à un chef choisi, certes, pour aider à conduire une guerre mais aussi pour camoufler certains aspects trop voyants de la politique américaine. Issu d'une famille de petits propriétaires terriens, ancien officier d'ordonnance du général français Vanuxem, nommé par Diem directeur de l'Ecole militaire de Dalat, ayant effectué un stage aux Etats-Unis, remarqué par le général Maxwell Taylor en 1960, Nguyen Van Thieu offrait une image plus acceptable.

Seul l'appui de Washington assura la remarquable stabilité du régime Thieu depuis 1967, comme il avait auparavant assuré la stabilité du régime Diem entre 1954 et 1963. Mais la puissance de Thieu reposait sur l'appareil politico-militaire corrompu que nous avons décrit. C'est cette impressionnante machine qui vient de s'effondrer. L'ascension de Thieu n'était peut-être pas irrésistible. Sa chute, en tout cas, l'était.

NGUYEN KHAC VIEN.

(3) *Pentagon Papers*, page 271.
(4) In Theodore Draper, *les Pièges de la puissance*, page 59.
(5) *Pentagon Papers*, page 433.
(6) Johnson, op. cit., page 262.

RECTIFICATIF. — *Dans l'article de Daniel Leconte sur la « Difficile voie laotienne » paru le mois dernier, une erreur de transmission nous a fait écrire qu'une intense agitation s'était produite à Paksé « en février dernier ». C'est « en février 1974 » qu'il fallait lire.*

(Suite de la page 11.)

Agissant au sein de la Campagne unie, mais à partir d'un programme plus radical de « solidarité avec le peuple d'Indochine », la Campagne pour la paix en Indochine (Indochina Peace Campaign, I.P.C.), qui avait son siège en Californie, rassemblait une quarantaine de groupes locaux dans dix-huit Etats. Elle avait démarré au moment des élections en 1972. A la différence de la P.C.P.J., qui poursuit un programme « à vocation multiple » ou de la N.P.A.C., qui concentrait son action sur un « objectif unique », l'I.P.C. considérait que la guerre était le *« point central »* de la confrontation qui oppose l'Amérique aux mouvements de libération nationale et cherche à construire, selon ses propres termes, un « *front uni d'individus* », à forger une force activiste. Ce n'était pas une organisation immense, mais elle représentait la plus grande des forces militantes groupées au sein de la Campagne unie ; la présence de Jane Fonda à sa direction lui assurait une importante publicité.

Cette rapide description montre que, même si le nombre des militants a décliné après la signature de l'accord de Paris, de nouveaux types d'organisations ont vu le jour. Récemment, le mouvement en faveur de la paix était plus uni dans l'action qu'il ne l'avait jamais été dans le passé. De petites forces pouvaient ainsi se concentrer sur une action, en obtenant un plus grand effet. Les votes du Congrès sur l'aide à l'Indochine ont été acquis — ou perdus — par une poignée de voix seulement sur un total de plusieurs centaines — et cela confirma la nécessité de mener une action coordonnée et unifiée. Ici, un rôle-clé fut joué par la Coalition pour cesser le financement de la guerre (Coalition to Stop Funding the War), un groupe de pression appartenant à la Campagne unie, établi à Washington, et qui avait recours aux techniques de l'informatique pour organiser des campagnes de pression circonscription par circonscription.

Un terrain plus favorable aux Etats-Unis

AYANT ainsi réalisé une meilleure unité d'action et clarifié leur stratégie, ces organisations restaient modestes par comparaison avec les légions du passé. Pourtant elles avaient une influence considérable, comme le montra la réduction de l'aide : c'est que les conditions politiques avaient changé aux Etats-Unis. elles étaient devenues plus favorables à l'action dirigée contre l'intervention en Indochine et la moindre impulsion donnée par les groupes du mouvement en faveur de la paix trouvait un prolongement considérable.

La première de ces conditions nouvelles, c'est que l'immense majorité des Américains étaient hostiles aux tentatives de M. Kissinger pour prolonger la guerre. Des sondages d'opinion ont révélé que pour plus de 80 % le public n'approuvait pas les dernières demandes du président Ford sur l'aide militaire à Saigon et que seuls 11 % soutiendraient une nouvelle intervention militaire au Vietnam du Sud. M. Ford apparaissait donc aussi isolé que l'était Thieu, et il ne s'agissait pas seulement d'une opposition qui se développait à l'intérieur du parti politique adverse mais d'un vaste mouvement national qui ne connaissait pas de frontières de partis, de classes et de générations. En Amérique comme au Vietnam, telle était désormais la réaction du public devant une guerre longue, coûteuse, meurtrière et vaine.

Sur les neuf projets de loi auxquels le président Nixon avait opposé son veto en 1973-1974, celui qui était destiné à réduire le pouvoir présidentiel de mener une guerre de type vietnamien — la loi sur les pouvoirs de guerre — fut le seul que le Congrès a adopté en dépit du veto. Même un « faucon » de longue date comme le sénateur Henry Jackson avait compris qu'il lui fallait s'opposer aux demandes d'aide s'il voulait préserver les chances de sa candidature à la présidence. Il n'y avait plus personne pour soutenir MM. Ford et Kissinger dans l'engagement militaire en faveur de Saigon.

C'est ce qui donna au mouvement contre la guerre sa plus large audience dans les masses, et ce qui lui conféra une légitimité historique qui n'avait jamais connu cette ampleur. Quand la population change d'attitude envers le problème de la guerre, cela modifie évidemment les relations entre le mouvement pacifiste et cette population.

D'autre part, la crise du Watergate — qui fut la conséquence au plan domestique de l'échec de la politique américaine de contre-insurrection en Indochine — a offert une occasion spéciale au mouvement en faveur de la paix pour amener le Congrès à affirmer son rôle dans la politique indochinoise. Pour la première fois depuis le début de la guerre froide, les membres du Congrès ont réalisé qu'ils avaient quelque chance de relever le défi. La puissance du président Nixon avait reçu un coup fatal.

La politique de l'administration était aussi devenue particulièrement vulnérable puisque, en soutenant les violations par Saigon de la lettre et de l'esprit de l'accord de Paris, elle transgressait les vœux de l'opinion publique, désireuse de mettre fin à l'intervention américaine. Le régime Thieu était comme un arbre privé de racines, qui ne tenait que grâce à l'assistance américaine, et au fur et à mesure que la position de Thieu se détériorait, la politique de la « *paix dans l'honneur* » s'effondrait. Tôt ou tard, la bombe à retardement exploserait.

La politique de « détente », pour sa part, a contribué à relâcher les tensions engendrées par la « guerre froide » à l'intérieur des Etats-Unis et qui entravaient toute action politique pour réduire le contrôle qu'exerçait l'exécutif sur la politique étrangère. En particulier, la « détente » et l'évolution de l'opinion publique à propos de la guerre ont rendu la tâche par trop ardue à M. Nixon pour qu'il puisse attaquer et discréditer le mouvement contre la guerre comme il l'avait fait au début de la « guerre froide », à la fin des années 40, contre les libéraux démocrates. Il ne faut pas oublier que le premier argument invoqué par M. Nixon pour sa défense, dans l'affaire du Watergate, fut que la répression et la police secrète étaient nécessaires en raison des manifestations contre sa décision d'envahir le Cambodge.

Mais le vieux truc ne pouvait plus jouer



(Photo Gamma.)

EN EUROPE COMME AUX ETATS-UNIS, MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE
Les démonstrations de rue ne sont pas toujours les plus efficaces.

dans les années 70. Le vaisseau a sombré, entraînant avec lui tous les efforts faits pour créer un nouveau maccarthysme. Les tentatives de MM. Ford, Kissinger et Rockefeller pour imputer aux démocrates du Congrès la « perte » du Cambodge semblent aussi avoir échoué. Reste à voir, cependant, si l'effondrement du régime de Saigon ne va pas aboutir à une détérioration du climat politique en Amérique et au discrédit du mouvement contre la guerre. A cet égard, les cris d'alarme lancés contre le « *bain de sang* » étaient à usage interne.

Finalement, la crise économique est venue relayer celle du Watergate pour offrir une nouvelle opportunité d'action politique. Et ce pouvait être une occasion déterminante, incitant certains secteurs du monde du travail organisé à jouer un rôle plus actif dans l'opposition en se départant de leur actuelle passivité. Déjà, on pouvait lire dans *Newsweek* du 21 avril 1975 la relation suivante : *« De retour dans sa circonscription, le représentant du Michigan, Don Reigle, s'adressa à un groupe d'environ six cent cinquante membres du syndicat unifié des travailleurs de l'industrie automobile pour leur demander combien d'entre eux soutenaient la proposition du président* (de fournir une aide militaire de 700 millions de dollars à Saigon). *Un seul a levé la main.* »

Parmi cette conjugaison de facteurs favorables, le plus décisif pour l'opposition à la guerre était l'accord de Paris. Il était généralement analysé en fonction de sa portée sur les événements en Indochine et pourtant ses effets sur la politique américaine furent peut-être encore plus importants. Grâce à lui, la guerre étant officiellement « terminée », on put trouver de nouveaux moyens politiques et juridiques de faire obstacle à une nouvelle intervention militaire américaine. On put entamer une nouvelle dynamique de la paix. La guerre « terminée », les forces du Congrès et le mouvement pacifiste trouvèrent des arguments plus efficaces pour exiger qu'elle cesse réellement. Le mouvement contre la guerre se voyait doté d'une légitimité et d'une légalité qu'il n'avait jamais eues, particulièrement si l'on se souvient que les Etats-Unis n'avaient pas signé les accords de Genève.

Par exemple, le Congrès put imposer la cessation des bombardements sur le Cambodge, dans le sillage de l'action du mouvement contre la guerre car, pour la première fois, l'accord de Paris avait privé M. Nixon de son argument selon lequel il fallait procéder à ces bombardements pour protéger les soldats et les prisonniers de guerre américains au Vietnam. Après avoir échoué des douzaines de fois dans sa tentative, le Congrès est parvenu en 1973 à interdire toute action militaire en Indochine.

M. Kissinger a été mis dans l'incapacité de recueillir quelque soutien en faveur des prétendus « accords secrets » concernant une aide militaire à Saigon, et cela parce que l'accord de Paris ne contient aucune clause de cette nature. C'est l'accord de Paris qui est devenu l'instrument de référence juridique, politique et morale pour juger des obligations américaines. Et, à mon avis, cet accord était aussi devenu le principal facteur de médiation entre l'action du mouvement pacifiste et l'opposition massive de l'opinion publique à ce stade final de la guerre.

Le mouvement contre la guerre avait survécu aux difficultés extrêmes de la période 1973-1975 ; il avait acquis une position de force pour exercer une influence sur l'évolution qui s'était amorcée en février et en mars : les Américains réalisaient désormais que la guerre *n'était pas terminée.*

Au-delà du problème indochinois

DANS l'esprit de ceux qui l'animèrent, c'est une évolution décisive non seulement pour l'avenir de l'Indochine mais pour la société américaine elle-même.

Il y a deux ans, il semblait que la supercherie de la « *paix dans l'honneur* » pourrait marcher. Aujourd'hui, la doctrine Nixon n'a pas réussi à apporter la paix (stabilité) à l'extérieur, ni la paix (répression) à l'intérieur. Tom Hayden, l'un des principaux théoriciens de la gauche militante contre la guerre, écrivait déjà en 1973 : « *L'avenir de toute une génération de radicaux depuis 1960 pourrait se jouer dans les deux ou trois prochaines années... Nixon connaît parfaitement les enjeux. En tant que membre du Congrès et vice-président, au début des années 50, il vit les avantages politiques de l'apathie qui s'était instaurée à la suite de la guerre de Corée et du maccarthysme, et il ne fait pas de doute qu'il nourrit les mêmes visées pour les années 70. Mais il n'en sera pas nécessairement de même. Le Vietnam n'est pas la Corée ; jamais une lutte de libération nationale n'a reçu un appui aussi universel. Le peuple américain d'aujourd'hui n'est pas non plus le même que le peuple américain du début de la guerre froide... Nous avons une occasion unique dans l'histoire de l'Amérique de voir une guerre se terminer tandis que le mouvement contre la guerre deviendra une force sociale majeure à l'avenir.* »

ALEX KNOPP.

L'histoire du communisme vietnamien et les perspectives de " réconciliation nationale "

Par G. BOUDAREL, P. BROCHEUX et D. HEMERY

LES combats qui, pendant plus de deux ans après les accords de Paris, ont ensanglanté le Vietnam n'étaient pas pour déplaire à Washington. En effet, le soutien accordé par les Etats-Unis au régime de Saigon bloquait le passage à la solution politique prévue par les accords. La poursuite de l'affrontement armé réduisait considérablement le rôle qu'aurait pu jouer la « troisième composante », dont certains membres avaient perdu toutes illusions à propos des Etats-Unis mais s'interrogeaient sur les chances et les risques d'une action commune avec les forces révolutionnaires en vue de mettre un terme à la dictature de Thieu.

Peut-être les gouvernants américains regrettent-ils maintenant de n'avoir pas, lorsque c'était possible, tout mis en œuvre pour contraindre Saigon — avec ou sans Thieu — à jouer la carte, sans doute très difficile, de la « réconciliation nationale ». Mais les révolutionnaires vietnamiens, de leur côté, y étaient-ils réellement disposés ? Leur programme et leur pratique politique sont-ils crédibles ou ne sont-ils que pure « manipulation » ? Une vision plus exacte de certains aspects de l'histoire du mouvement communiste vietnamien, dont on a donné trop souvent une image stéréotypée, pourrait être utile pour comprendre le présent et déceler les perspectives d'avenir.

Un marxisme à deux versants

LES adversaires du parti communiste indochinois se sont toujours complu à souligner les aspects sectaires et les « excès » du P.C.I. et du Lao-Dông-Dâng : liquidation des leaders trotskistes dans le Sud en 1945 et erreurs de la réforme agraire dans la R.D.V. en 1956. Les faits ne peuvent être niés mais, situés dans leur contexte et dans une perspective historique, ils sont loin de représenter la ligne fondamentale du mouvement ; ils sont des conduites en discordance avec la ligne historiquement dominante du communisme vietnamien. La preuve en est dans les regrets exprimés par Ho Chi Minh sur l'exécution du trotskiste Ta Tu Thau, dans la dénonciation des excès de la réforme agraire qui eut pour conséquence importante le désaveu infligé à Truong Chinh, secrétaire général du Lao-Dông-Dâng, et son limogeage.

Le parti communiste vietnamien se présente avant tout avec une pratique politique d'ouverture dont on trouve les racines dans sa genèse même. L'adhésion des Vietnamiens au communisme part initialement du patriotisme. Mais on peut distinguer dans l'aile marchante du mouvement communiste deux démarches fondamentales. L'une, celle des premiers groupes marxistes de l'émigration en France vers 1930 et de certains dirigeants formés à Moscou, principalement tournée vers les modèles communistes extérieurs, donne priorité à la rupture avec le fond traditionnel, à la modernisation de la pensée et à la pratique révolutionnaire. L'autre, celle de Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) en 1920 et de la majeure partie des dirigeants de l'intérieur, en continuité avec la tradition patriotique, insère l'apport marxiste-léniniste dans le fond culturel et adapte cet outil d'analyse à la réalité spécifique du pays.

Aucune des deux démarches ne rejette le social et le national, mais chacune d'elles les pondère différemment : la première met l'accent sur les contradictions sociales internes de la société vietnamienne, la seconde sur le conflit qui oppose la nation vietnamienne à l'impérialisme étranger. Au niveau des masses populaires, l'adhésion s'effectue par cette double motivation sans qu'il soit possible de discerner laquelle l'emporte.

Dans les faits, deux situations peuvent se présenter : *a)* celle où le dominateur colonialiste s'identifie avec l'adversaire de classe : dans les grandes plantations, les principales exploitations minières et d'une façon générale toutes les entreprises économiques dont les dirigeants sont européens ; *b)* celle où les contradictions sociales internes mettent en relations conflictuelles les masses travailleuses avec des groupes sociaux qui sont partie intégrante des structures économico-sociales et / ou politico-administratives du régime colonial : les grands propriétaires fonciers, le mandarinat et de manière générale les fonctionnaires vietnamiens de l'administration coloniale. Même simplificateur, le mot d'ordre *« Luttons contre l'impérialisme et la cour d'Annam »* (Chong de quoc va Nam trieu) résumait avec exactitude la situation.

Mais alors, dans la définition de l'adversaire social, le critère de la position politique vis-à-vis de la puissance colonisatrice — collaboration ou résistance ou *même* neutralité — s'imposait davantage que la seule appartenance de classe.

Avant 1945, le parti communiste a été, à plusieurs reprises, tiraillé entre la priorité au national ou au social, mais dans l'ensemble sa pratique est avant tout, même si le mot n'est pas employé, celle du front unique : le Thanh Nien, les contacts avec le Tan Viet et le Viet Nam Quoc Dan Dang, le mouvement « la Lutte » (singulier rassemblement de staliniens, de trotskistes et de nationalistes marxisants), le congrès indochinois, le Viet Minh.

Le caractère constant de cette tendance souligne l'extrême originalité des relations entre le parti communiste indochinois, la III[e] Internationale et le mouvement national, aussi bien durant le cours « de gauche » du Komintern dans les années 30, que pendant la phase des fronts populaires de 1936 à 1938.

A l'intérieur du parti, les deux tendances, loin de se combattre et de s'éliminer, se succèdent parfois et en définitive se complètent. Le fait est sans doute unique dans le mouvement communiste mondial : le P.C.I. puis le Lao-Dong n'ont connu aucune purge, aucune « affaire » comme en U.R.S.S., dans les démocraties populaires et en Chine. La politique de l'union, « la grande union » préconisée inlassablement par Ho Chi Minh, se retrouve au sein du parti. Des tendances, des opinions contradictoires existent très certainement, mais si atténuées par le sens des réalités, par un empirisme dans la meilleure acception du terme, qu'il est souvent impossible de les discerner. La solidarité est présente au niveau du parti comme à celui de la nation.

L'insertion du marxisme dans le champ politique vietnamien est un fait acquis dès 1930. Elle a été favorisée tant par les changements structurels en cours au sein de la société colonisée que par la conjoncture politique des dix années antérieures. Les distorsions économiques inhérentes au rapport colonial et la crise historique du nationalisme créent la base sociale du communisme et facilitent son incubation idéologique au cours de cette décennie, caractérisée par l'inégal développement de l'économie indochinoise. L'expansion fiévreuse du secteur des activités exportatrices (mines du Nord, plantations et riziculture du Sud) a pour contrepartie l'atrophie des industries de transformation. Cette disparité explique que l'apparition d'un prolétariat, numériquement assez réduit (en 1931, on recensait deux cent vingt et un mille ouvriers dans les seules grandes entreprises privées appartenant à des Français), n'ait pas empêché l'extension du sous-emploi rural et urbain, que traduisent l'extrême mobilité des ouvriers vietnamiens et la permanence de leurs attaches avec le monde rural. La paupérisation frappe massivement les paysans sous l'effet de la progression du latifundisme dans le delta du Mékong et de l'alourdissement de la rente foncière comme prélèvement fiscal. La crise économique de 1930-1934 porte cette situation aux limites du tolérable : au tournant des années 30, l'impérialisme, en tant que mode d'exploitation socio-économique, est devenu une réalité vécue pour des millions de paysans et de coolies, désormais disponibles pour la protestation sociale autant que pour la lutte contre l'occupant.

Dans ce contexte, le marxisme apporte une analyse de l'ennemi principal (la colonisation française), une théorie sociale, un programme libérateur. Il se présente comme une solution de rechange au moment où s'ouvre la crise du nationalisme vietnamien. Celui-ci, incapable de rendre compte de la totalité du phénomène de dépendance, reste paralysé entre sa volonté de combattre le régime colonial et son impuissance à y parvenir. L'aile nationaliste modérée (les constitutionnalistes de Bui Quang Chieu au Sud, la tendance de Pham Quynh et de Nguyen Van Vinh au Centre et au Nord) s'attache à son programme de *« collaboration franco-annamite »* fondé sur l'espoir d'une décolonisation progressive, alors que les autorités coloniales se refusent à toute ouverture politique, et s'enlise dans la collaboration pure et simple. *« Il y a des moments dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière »* : cette formule d'un haut fonctionnaire français résume parfaitement l'état d'esprit des milieux coloniaux vers 1930 et souligne en même temps l'inanité des chances d'une décolonisation de type indien.

L'aile nationaliste révolutionnaire tente de transposer en Indochine le modèle politique du Kuomintang, au moment précis où en Chine ce dernier se métamorphose en contre-révolution. A partir de 1925, le nationalisme révolutionnaire, pour vigoureux qu'il soit — c'est l'époque où sont à l'œuvre dans la clandestinité les partis Tan Viet et Viet-Nam Quoc Dan Dang (ou V.N.Q.D.D.), — est atteint par la désertion de ses militants, ainsi que l'atteste l'itinéraire suivi par nombre de jeunes intellectuels de la génération de 1926-1927 qui ont participé au cours de ces deux années à l'agitation patriotique, notamment aux boycottages des écoles françaises. Pour Pham Van Dong, Ngo Gia Tu, l'un des fondateurs

du parti communiste indochinois, Tran Phu, son premier secrétaire général, Ha Huy Tap, Tran Van Giau, Von Nguyen Giap, exclu du collège Quoc-Hoc de Hué à la suite de grèves scolaires d'avril 1927, Truong Chinh (Dang Xuan Khu), exclu dans les mêmes conditions de l'école primaire supérieure de Nam-Dinh en 1926, Ta Thu Thau, le futur leader trotskiste du Sud et pour bien d'autres, l'épisode nationaliste révolutionnaire n'aura été qu'un prologue radical à leur adhésion au marxisme.

Dans sa version léniniste, ce dernier apporte aussi une structure et une pratique révolutionnaire nouvelles : le mode d'organisation bolchevique, la ligne de masse. Tandis que se déroule le corps-à-corps de la police politique française et des partis nationalistes traditionnels, il offre la possibilité d'engager un nouveau type de combat et, partant, de résoudre ce vieux dilemme hérité du nationalisme radical qu'un de ses leaders définissait en ces termes en 1925 : « *A une organisation moderne d'oppression, il faut une organisation moderne de résistance.* » A Canton, la même année, Ho Chi Minh parvient à transformer le petit groupe révolutionnaire Tam Tam Xa en Association de la jeunesse révolutionnaire vietnamienne (Viet-Nam Thanh Nien Dong Chi Hoi). Entre 1927 et 1930, ce groupe, formé d'étudiants et de révolutionnaires professionnels, entreprend d'organiser les coolies et les paysans — c'est le mouvement dit de « prolétarisation », les adhérents du Thanh Nien s'embauchent dans les mines, les usines ou les plantations. Cet « aller au peuple » amène, en retour, le Thanh Nien à dépasser sa structure de front national à direction communiste et à se transformer, après une brève crise interne (la scission de 1929), en « parti communiste vietnamien » le 3 février 1930, puis indochinois (P.C.I.) en octobre. Par la suite, la même démarche en direction des paysans, la « *recherche des racines* », se renouvellera à plusieurs reprises, notamment dans les maquis des années 40.

A la différence de bien des pays de la zone colonisée, cette pénétration du marxisme a déplacé l'axe du mouvement national. Au Vietnam, le mouvement communiste devient très tôt la force politique la plus dynamique. L'évolution comparée du P.C.I. et du V.N.Q.D.D. est à cet égard probante. En 1930, ils sont encore ex æquo. Mais à l'épreuve de la répression, ils s'avèrent inégalement résistants. Ce n'est pas le courage personnel des hommes qui est en question, mais bien la capacité historique des mouvements auxquels ils adhèrent. Le V.N.Q.D.D. a organisé la campagne terroriste de 1929 et la célèbre mutinerie des tirailleurs de Yen-Bay en février 1930, mais il est écrasé en quelques mois par la police. Ses rescapés prennent le chemin de l'exil vers la Chine pour aller se corrompre au contact du Kouomintang, ses militants emprisonnés se laissent politiquement ensevelir dans l'univers des bagnes : par l'émigration forcée ou par l'internement collectif, le parti a été mis en situation d'extériorité par rapport aux mouvements populaires ultérieurs dans lesquels il ne jouera aucun rôle important. A l'intérieur du Vietnam, le V.N.Q.D.D. n'est plus qu'un sigle.

Une cause nationale

LE développement historique du communisme est symétriquement inverse. L'action communiste suit Yen Bay mais, dépourvue de tout aspect spectaculaire ou romantique, elle entraîne les masses paysannes et ouvrières. Ce sont les soulèvements du Nghe-Tinh, les grèves et les manifestations du Quang-Ngai et de Cochinchine en 1930-1931. Il faut dix-huit mois pour les réduire. Défaits, les communistes s'accrochent au terrain, leurs cellules survivent en beaucoup d'endroits. A partir de leur base politique de la région de Saigon, ils parviennent à rétablir les liaisons avec l'Internationale et le P.C.F. et, surtout, à reprendre l'initiative politique en ouvrant, parallèlement à l'action souterraine, un nouveau front, celui de l'opposition légale, tenu à Saigon par le groupe de la Lutte (1933-1937), et un peu plus tard à Hanoï par celui du Travail (1936-1937). Cette nouvelle stratégie leur permet d'organiser solidement la classe ouvrière urbaine, de gagner la petite bourgeoisie patriote et d'engager la bataille des prisons, dont ils font de véritables universités rouges. C'est à Poulo-Condore que des dirigeants du V.N.Q.D.D. comme Tran Huy Lieu ou Pham Tuan Tai passent au communisme. Dans les deux cas, il s'agit de théoriciens du parti nationaliste, fondateurs de maisons d'édition à Saigon et à Hanoï. De même l'expérience de la prison aura été décisive pour Vo Nguyen Giap, ancien membre du parti Tan Viet, incarcéré de novembre 1930 à novembre 1931. En fait, le communisme, dissidences trotskistes incluses, détient désormais l'hégémonie à l'intérieur du mouvement d'indépendance, comme le montrent les grandes campagnes politiques et les grèves de 1936-1937. Au contraire, les partis nationalistes, quelles que soient les qualités personnelles de leurs membres, n'ont plus d'avenir national hors des fronts mis sur pied par les communistes. Communisme et cause nationale tendent à s'identifier.

Le même processus se renouvelle entre 1940 et 1945. Les nationalistes vont se divisant entre de multiples groupes très personnalisés, sujets aux sautes d'humeur de leurs chefs (comme les vieux leaders nationalistes réfugiés en Chine Nguyen Hai Thanh, Truong Boi Cong, Vu Hong Khanh), et spéculent avant tout sur les appuis étrangers dont ils disposent, appui chinois pour ce qui reste du V.N.Q.D.D. ou pour les petits partis d'émigrés coalisés dans le Dong Minh Hoi, appui japonais pour les sectes cochinchinoises ou les divers Dai Viet. Au contraire, les communistes créent le 18 mai 1941 un front de salut national, le Vietminh, et font passer l'action sur le terrain à Cao-Bang, mais aussi dans les villes et les campagnes du Nord, avant toute autre préoccupation.

Pourtant l'hégémonie n'est pas synonyme de monopole politique ; elle gagne en général — l'histoire du communisme vietnamien en témoigne — à ne pas méconnaître le pluralisme. La cohérence et la discipline rigoureuse de l'action communiste sont allées de pair, précisément dans les périodes de sa plus grande efficacité politique, avec la recherche de l'unité avec les milieux les plus larges. La pratique communiste n'exclut pas non plus une grande souplesse dans l'exécution ni l'acceptation du droit des alliés ou des organisations frontistes à l'initiative politique. Ainsi le mouvement pour le congrès indochinois en 1936 est-il une initiative autonome des leaders de la Lutte. Cette conception dynamique du front unique, dont les dirigeants communistes vietnamiens ont su à plusieurs reprises faire preuve avant 1945, n'est pas sans préfigurer leur politique présente.

Un combat sur plusieurs registres

LES contraintes de la conjoncture, la conscience de leur faiblesse initiale et le profond réalisme d'Ho Chi Minh ont amené, dès le départ, les communistes vietnamiens à tenir un compte exact des forces en présence et des problèmes posés par la lutte de libération nationale. Dès 1935, le Thanh Nien de Nguyen Ai Quoc se caractérise par le sens du possible et du concret. Le programme succinct du parti communiste vietnamien, unifié par lui en janvier 1930, met l'accent sur la lutte anti-impérialiste pour arracher l'indépendance par une très large union nationale, quitte à écarter momentanément certaines revendications sociales radicales qui ne sont pas pour autant perdues de vue. Sans renoncer à leur objectif à long terme, les marxistes vietnamiens du P.C.I. intègrent dans leur stratégie les revendications de la vie quotidienne dont on peut obtenir satisfaction dans l'immédiat. Le mouvement pour le Congrès indochinois, en 1936, leur permet de mener une certaine activité légale, sans tomber pour autant dans un réformisme à courte vue. Après la répression de 1939, le parti s'engage à partir de 1941 dans l'expérience originale de Front de libération vietminh qui attend, en le préparant activement, le moment favorable au déclenchement de la révolution de libération nationale. Dans l'ensemble, entre 1925 et 1945, l'action, légale et illégale, est menée dans tous les milieux, auprès de l'ethnie majoritaire comme parmi les nationalités montagnardes du Nord, dans les villes comme dans les campagnes et les hautes régions, et sur tous les plans, politique, social, économique, culturel et militaire. Il est symptomatique que jusqu'à sa mort, en 1943, ce soit un homme des minorités nationales, Hoang Van Thu, qui ait joué un rôle-clef dans le réseau clandestin du parti au Tonkin. Le mouvement déclenché par les communistes finit ainsi par s'identifier avec l'indépendance, à tel point qu'en août 1945 on retrouve au sein du gouvernement Ho Chi Minh toutes les tendances, toutes les confessions, et presque toutes les personnalités politiques du pays. Si certaines, comme Bao Daï ou Mgr Le Huu Tu, retournent assez rapidement vers la collaboration avec l'étranger, d'autres, qu'il s'agisse du vieux lettré Huynh Thuc Khang, du ministre des cultes Bui Bang Doan ou du délégué impérial Phan Ke Toai, demeurent fidèles à la R.D.V. Tous ces nationalistes ont compris à l'expérience que, pour un pays du tiers-monde, il ne saurait y avoir aujourd'hui une réelle indépendance en dehors de la révolution sociale.



HO CHI MINH EN 1955 *(Photo Keystone).*
Comment la guerre a conduit au durcissement.

Ce caractère profondément vietnamien du mouvement communiste se retrouve jusque dans sa conception de la guerre populaire qui n'est pas un pur décalque des idées de Mao Tse-toung, bien que celles-ci aient exercé une indéniable influence. Le modèle qui a inspiré initialement Ho Chi Minh n'est pas tant la révolution chinoise que l'insurrection paysanne de Bulgarie, qu'il a suivie de près à son arrivée à Moscou en 1923. Dès 1926, dans un texte de la III[e] Internationale paru sous le pseudonyme collectif de Neuberg, il souligne le rôle de la guérilla paysanne. Mais loin d'être axée sur le militaire, sa théorie de la lutte armée donne la priorité au politique. La mise en place du réseau clandestin précède le déclenchement de l'insurrection dans la région de Cao-Bang dans les années 40 et en 1944-1945 la propagande armée et l'action militaire s'accompagnent de négociations incessantes avec les forces de l'intérieur et de l'extérieur, qu'il s'agisse des généraux du Kouomintang, des services américains de Kunming qu'Ho Chi Minh a contactés en personne, ou d'éléments de l'armée française que le Vietminh contacte dans la région de Cao-Bang après le coup de force japonais du 19 août 1945. Ce sont les négociations de dernière minute, décidées sur l'initiative des instances locales, qui permettent d'obtenir des forces japonaises qu'elles demeurent neutres dans les événements insurrectionnels. Des contacts pris auprès des partis nationalistes Tan Viet et V.N.Q.D.D. vers 1927 à l'intense activité diplomatique de 1946, cette volonté de contact et d'ouverture est une composante du mouvement communiste vietnamien qu'on ne doit ni surestimer ni sous-estimer.

La démarche vers le communisme au Vietnam n'est pas externe, à l'inverse de ce qui s'est passé dans bien des colonies. Ce ne sont pas des Blancs qui introduisent le marxisme mais des Vietnamiens partis à la recherche d'une boussole et d'appuis comme Nguyen Ai Quoc entre 1911 et 1920. Dès le départ, la perception des facteurs mondiaux est donc très claire. A partir de 1925, la révolution se développe autour de plusieurs pôles extérieurs qui restent en contact étroit avec l'intérieur : la Chine de Sun Yat Sen et Borodine, Moscou et le P.C. soviétique, Paris et le P.C.F., sans parler du Siam.

Ce sens internationaliste va jouer un rôle-clef au niveau local avec la prise de conscience de la dimension « indochinoise » de la révolution. En 1930, Nguyen Ai Quoc et les militants acceptent sans aucune difficulté apparente de changer le nom du parti « vietnamien » en « indochinois ». Les communistes sont les premiers à s'attaquer aux chauvinismes locaux : on sait le tort que ce chauvinisme fera aux administrations de Lon Nol et Nguyen Van Thieu, en 1970, après le coup d'Etat au Cambodge.

Dès les années 30, le P.C.I. oriente son action en direction du Laos et du Cambodge, solidaires du Vietnam face à la même puissance impérialiste. Il se tourne également vers les minorités et fonde, en 1930, sa première cellule à Cao-Bang, futur tremplin du Vietminh. Peu après, en 1935, le congrès de Macao adopte une résolution très détaillée qui constitue un véritable programme de libération des ethnies pour la première fois en Indochine.

Cet esprit d'ouverture, cette volonté internationaliste n'ont jamais été synonymes de sujétion à l'étranger. Le communisme vietnamien ignore les divergences importées de l'extérieur qu'on retrouve à un moment donné soit dans le P.C. chinois, soit dans le P.C. indonésien, soit encore dans le P.C. coréen. L'émigration révolutionnaire demeure profondément liée aux forces de l'intérieur. Le principe « *compter sur ses propres forces* » est affirmé très tôt. En 1929, la scission du Thanh Nien, qui aboutit à la création du premier P.C.I., bien qu'inspirée par la III[e] Internationale, est d'abord un phénomène interne au parti, et cette scission ne dure que jusqu'en janvier 1930. En 1941, l'année des options décisives, c'est dans un état d'isolement quasi total et dans la plus complète autonomie que le P.C.I. analyse la situation et fixe la ligne qui conduira à la révolution d'août 1945.

La conjoncture est-elle aujourd'hui si différente de celle de l'immédiat après-guerre ? A cette époque, le Vietnam a été un des rares pays, avec la Yougoslavie et la Chine, à briser l'équilibre mondial prévu par les Grands. Un Etat indépendant fort du seul consensus populaire a pu s'instaurer là où les Etats-Unis envisageaient au départ une évolution placée sous la houlette d'un « trusteeship » international avec le « soutien » sans réserve du maréchal Tchiang Kaï-chek et du maréchal Staline (1).

Aujourd'hui, de même, la dynamique révolutionnaire vietnamienne s'insère comme un coin dans l'équilibre mondial à trois qui s'est instauré lors des voyages de Nixon à Pékin et à Moscou, en 1971. Et, comme en 1945, les forces vives du peuple vietnamien sont, en définitive, le gage de son avenir.

Tant vis-à-vis des autres peuples que du leur, les communistes n'étaient pas seulement les animateurs d'une guerre de libération dans le Sud et les dirigeants de la résistance à l'agression impérialiste dans le Nord. Ils étaient aussi à la tête d'un Etat (la République démocratique du Vietnam) qui s'est fixé comme dessein l'édification du socialisme. L'avenir du peuple vietnamien tout entier dépendra donc, en partie, du développement d'une démocratie socialiste qui évite les écueils internes sur lesquels elle a buté, jusqu'ici, un peu partout dans le monde.

G. BOUDAREL, P. BROCHEUX, D. HEMERY.

(1) CORDELL HULL, *The Memoirs of Cordell Hull*, t. II, p. 1587.

Les raisons de la débâcle d'un régime

(Suite de la première page.)

Un des « rangers » de Kontoum qui ont fini par atteindre le port de Vung-Tau, à l'est de Saigon, nous a déclaré : « *Notre commandant nous a dit qu'il fallait partir immédiatement en opération. C'est seulement après un peu moins de deux jours de marche que nous avons rencontré des réfugiés qui nous ont appris que nous abandonnions nos postes. Le lendemain, notre commandant a disparu. Le pense qu'il est parti en hélicoptère.* » En route vers Tuy-Hoa, son groupe a été intercepté par des forces du F.N.L. qui, dit-il, pilotaient des chars et des véhicules blindés pris aux gouvernementaux. « *Ils nous ont pris nos armes et nos uniformes puis nous ont laissé partir. Celle-ci,* dit-il avec un pauvre sourire en désignant sa tenue de camouflage neuve mais sale, *on me l'a donnée à Tuy-Hoa.* »

Ayant reçu du gouvernement l'ordre d'évacuer et sachant par expérience qu'une fois les soldats gouvernementaux partis l'endroit serait rasé par des bombardements, des milliers de civils — essentiellement des officiels et les familles des soldats — empruntèrent un chemin de terre en direction de la côte. Trois régiments de montagnards de l'armée sud-vietnamienne se mutinèrent quand ils apprirent qu'on voulait leur faire abandonner leurs terres pour descendre dans les plaines ; ils attaquèrent les colonnes de soldats et de civils en fuite, faisant parmi eux de nombreuses victimes. Ce qui devait être une retraite tactique devint une déroute stratégique.

Dans leur retraite précipitée, les Sud-Vietnamiens perdirent certes plus d'une division de troupes régulières, des milliers de soldats des forces régionales et de la milice et une quantité incroyable de matériel ; mais surtout leur moral déjà vacillant subit un coup formidable. Incapables de comprendre pourquoi Thieu, qui n'avait jamais cessé d'affirmer sa détermination de se battre « *jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'au dernier grain de riz* », leur demandait de tout abandonner sans se battre, les soldats étaient prêts à croire la rumeur qui s'était propagée comme une traînée de poudre dans tout le pays et selon laquelle leur commandant en chef avait conclu un pacte secret avec l'adversaire, l'évacuation faisant partie de cet accord. Ceux qui n'y croyaient pas étaient convaincus que les forces du F.N.L. étaient tellement supérieures aux leurs que toute résistance était inutile.

Dans les quinze jours qui suivirent la chute de Ban-Me-Thuot et l'abandon de Kontoum et de Pleiku, toute la zone côtière du Nord et du Centre, y compris la seconde plus grande ville du Sud, Da-Nang, s'effondrait d'elle-même, quasiment sans combat. Tandis que quelques milliers de « marines », la division d'élite de Saigon, parvenaient à s'échapper, près de cent mille soldats étaient capturés par le F.N.L., qui s'emparait également de chars, d'avions, d'hélicoptères et de canons d'une valeur estimée à 5 ou 10 milliards de dollars.

La fuite des unités d'élite

LES « analystes » du Pentagone qui découvrent aujourd'hui seulement, dans une pitoyable tentative de justification *a posteriori*, l'arrivée au Sud d'importantes divisions de réserve nord-vietnamiennes, ne sauraient toutefois faire oublier que l'effondrement du régime Thieu est plus social et moral que strictement militaire. Il ressort clairement des déclarations d'un certain nombre de personnes qui se trouvaient à Da-Nang pendant la « période de transition » que l'autorité de Saigon avait cessé d'exister au moins deux jours avant que le G.R.P. ne prenne pied dans la ville. Comme nous l'a déclaré un responsable d'un service de volontaires occidentaux : « *Le jeudi 27 mars, les rues étaient désertes. Les boutiques tiraient leurs rideaux, les soldats cherchant à les piller. De ma fenêtre, j'ai vu un groupe de « rangers » arroser de balles les trottoirs et les façades, comme ça, sans raison. Ils semblaient complètement saouls, sans doute après avoir mis à sac un bar. Pour ma propre sécurité, dans l'après-midi je me suis réfugié dans une pagode de quartier que je connaissais. La police avait complètement disparu des rues. Un certain nombre de gens réfugiés aussi à la pagode ne cachaient pas leur amertume. Ils disaient que tous les responsables gouvernementaux s'étaient enfuis et que la ville était à la merci des soldats pillards qui ne pouvaient fuir. Il était évident que ces gens priaient pour la venue des communistes, qui mettraient fin à l'anarchie et au désordre.* » Les forces de libération entrèrent dans Da-Nang dans l'après-midi du 29 mars.

La même histoire se reproduisit dans des dizaines d'autres capitales provinciales et chefs-lieux de districts. Au moins, dans le cas de Da-Nang, les forces du Front de libération nationale faisaient route vers la ville et bombardaient l'aéroport, mais dans des villes comme Dalat ou Nha-Trang, elles n'étaient même pas à proximité. Quand, dans le chaos et la confusion causés par les milliers de réfugiés, des traînards venus des Hauts-Plateaux du Centre se mirent à faire régner la terreur à Nha-Trang, pillant, violant et tuant, tandis que s'enfuyaient les chefs militaires et les responsables gouvernementaux, un citoyen connu de la ville, le Dr Nguyen Thach Thanh, se rendit en voiture au défilé de Rury pour adjurer des représentants du F.N.L. de venir prendre en charge la ville, il semble qu'au début ils aient refusé, alléguant qu'ils n'avaient pas reçu pour instruction d'occuper Nha-Trang !

Il n'y eut à aucun moment de combats autour de Dalat, à qui fut aussi épargnée le fardeau d'un flot de réfugiés. Officiels et militaires furent évacués uniquement de peur que la ville ne soit attaquée. Deux bonzes finirent par se mettre à la recherche de représentants du G.R.P. dans la jungle, près du barrage hydro-électrique, pour les inviter à prendre le contrôle de la ville.

(Lire la suite page 14.)

(Suite de la page 13)

Nombreux sont ceux qui ont été sidérés par la rapidité avec laquelle l'armée et le gouvernement de Thieu se sont désintégrés. Deux semaines encore avant la débâcle, Sir Robert Thompson, spécialiste britannique de la contre-insurrection, qui fut un des conseillers personnels de M. Richard Nixon, déclarait à l'issue d'une visite au Vietnam du Sud que la première et la deuxième division d'infanterie, ainsi que les « marines » de Saigon, étaient supérieurs aux meilleures troupes d'Europe. Or ce sont précisément ces unités qui se sont enfuies en désordre de Hué et de Da-Nang, sans prendre même le temps de chausser leurs bottes...

Que s'était-il passé ? Le président Ford veut faire porter la responsabilité au Congrès américain et au président Thieu. Le refus du Congrès de voter des crédits d'aide supplémentaires a sapé le moral de Saigon, a-t-il dit, ajoutant que *« la décision militaire unilatérale* (prise par Thieu) *du retrait a créé une situation chaotique au Vietnam qui semble avoir entraîné une formidable désorganisation »*. Thieu, de son côté, incriminait le tarissement de l'aide américaine, *« les commandants militaires qui se sont enfuis lâchement sans se battre »* et la presse étrangère qui est en grande partie *« achetée par les communistes pour saper notre moral »*.

Le soutien populaire

NUL, sauf peut-être l'ancien président sud-vietnamien, ne doute un seul instant que sa décision de replier ses troupes a eu l'effet le plus désastreux sur leur moral et a provoqué l'avalanche. Toutefois, la raison fondamentale de l'effondrement de son régime tient à sa nature même et au type de guerre qu'il a entrepris de faire. Sans la débâcle de Ban-Me-Thuot et le retrait des Hauts-Plateaux du Vietnam du Centre, la défaite du régime Thieu aurait pu être moins rapide, moins dramatique : elle était dans tous les cas inévitable.

Les Américains, pas plus que Thieu, ne se sont jamais tout à fait rendu compte que, dans le combat qu'ils menaient contre le F.N.L., la politique — et non les armes — était au cœur du problème. Comme le soulignait justement Ho Chi Minh au début de la lutte, *« une armée sans politique est comme un arbre sans racines »*. Si le F.N.L. a survécu à la tuerie des armes les plus destructrices et a pu tenir tête à une armée expéditionnaire américaine forte d'un demi-million d'hommes, c'est parce qu'il était engagé dans une guerre du peuple. L'aide militaire accordée par le bloc socialiste, si elle fut importante, restait cependant secondaire.

Le F.N.L. est sans aucun doute bien mieux équipé et dispose de bien meilleures facilités logistiques aujourd'hui qu'en 1972, mais ses capacités matérielles à la veille de la débâcle étaient de beaucoup inférieures à celles de Thieu. Ce fait vaut d'être souligné en raison de la campagne d'intoxication orchestrée par le Pentagone et par les services d'action psychologique de Saigon et qui faisait état d'un *« renforcement massif de la présence militaire nord-vietnamienne »* au Vietnam du Sud. En dépit de la prétendue infiltration de nouvelles troupes du Nord, l'armée sud-vietnamienne disposait, selon les statistiques officielles, d'une supériorité numérique triple et d'une puissance de feu de dix à quinze fois supérieure à celle de l'adversaire. Tandis que le F.N.L. se procurait quelques canons antiaériens et des missiles, Thieu disposait d'une aviation qui était la quatrième au monde par le nombre des appareils. Ce qui compensait largement l'infériorité numérique et matérielle du F.N.L., c'était évidemment le soutien dont il jouissait dans la population et la supériorité de sa stratégie.

La bataille de Ban-Me-Thuot, qui devait se révéler cruciale, est un exemple classique du recours réussi à la stratégie de la guerre du peuple. Sans la participation et le soutien actif des populations montagnardes locales, le Front ne se serait jamais emparé de la ville aussi aisément. Si le gros de cette population s'est rallié au Front, c'est en raison du mépris de l'administration de Saigon à son égard, qui l'a dépouillée de ses terres ancestrales, tandis que le F.N.L., à l'inverse, a garanti ses droits à l'autonomie. Gerald Hickey, un spécialiste des tribus montagnardes qui travaille pour la Rand Corporation et qui a passé plus de dix ans au Vietnam à tenter de rallier les montagnards au régime de Saigon, admettait récemment que *« le côté communiste a donné aux montagnards bien plus de postes importants que ne l'a fait Saigon. Ils ont un général de brigade dans leur armée, un* Jerai *appelé Rcom Briu et d'autres hauts responsables »*. Doit-on s'étonner que la nouvelle administration révolutionnaire mise en place dans la province de Darlac soit dirigée par un montagnard, le colonel Ybloc Ybham ?

Outre le soutien populaire, qui fournit aux soldats du Front nourriture et refuge et servit d'œil et d'oreille aux maquisards, l'autre facteur capital de leur victoire est la brillante stratégie des dirigeants du F.N.L. En combinant adroitement les tactiques de la guerre conventionnelle et les opérations de guérilla, en se servant de tous les moyens disponibles, des simples pièges de bambou aux missiles antiaériens les plus perfectionnés, en faisant la preuve de leur mobilité et de leur capacité d'attaquer par surprise, les combattants du F.N.L. ont réduit la supériorité initiale de Saigon. Pour prétendre contrôler l'ensemble du pays, le gouvernement Thieu devait créer et entretenir une énorme structure bureaucratique et militaire, forte de près d'un million et demi de personnes. Mais cet appareil monstrueux devait s'étaler dangereusement pour protéger tous les villages, toutes les villes et toutes les voies de communication. Le F.N.L., de son côté, avait le choix de la cible, pouvait y concentrer ses troupes et obtenir une supériorité tactique. Anticipant les réactions des forces de Saigon, les maquisards pouvaient alors dresser des embuscades et décimer les renforts envoyés au secours des postes menacés, comme ils l'ont fait pour les unités sud-vietnamiennes envoyées de Pleiku à Ban-Me-Thuot.

Du soulagement à l'effondrement

COMPAREE aux combattants hautement politisés et motivés du Front national de libération, l'armée de Saigon était un ramassis de mercenaires et de jeunes enrôlés de force. Souvent répressifs, coupés de la population, ces soldats avaient reçu un équipement et un entraînement qui les rendaient très dépendants d'une logistique sophistiquée et hautement mécanisée. Quand on considère que cette machine de guerre s'est imposée sur une économie totalement artificielle — dépendant des Etats-Unis pour 86 % de ses ressources, — il n'est pas difficile de comprendre pourquoi son moral et sa capacité de combat n'ont cessé de se détériorer depuis la signature de l'accord de Paris.

Pour des milliers de soldats, fatigués par une guerre interminable, l'annonce de l'accord de Paris avait été un grand soulagement. Ils n'en furent que plus démoralisés lorsqu'ils se rendirent compte que Thieu n'accepterait pas la paix et la réconciliation mais allait continuer sa politique d'extermination du F.N.L. Désabusés, les soldats qui devaient garder les milliers de « taches de léopard » gouvernementales — surtout dans les provinces de Binh-Dinh et de Tay-Ninh et dans le Delta — finissaient souvent par passer des arrangements avec l'autre côté, qui avait fait de la réconciliation la pierre de touche de sa politique.

La crise économique mondiale, la diminution de l'aide américaine, les problèmes inhérents à une économie non productive (19 % de la force de travail sud-vietnamienne étaient accaparés par l'armée et par le fonctionnariat, et 40 % n'avaient pas d'emploi) et la politique de blocus économique de la zone du G.R.P. ont conduit à une inflation galopante et à de graves pénuries alimentaires. Cette détérioration économique, jointe à une corruption généralisée dans l'armée (on devait payer non seulement pour obtenir une promotion ou un poste plus tranquille, mais même pour être évacué par un hélicoptère médical en cas de blessure ou pour obtenir une couverture d'artillerie dans les combats), sapaient considérablement le moral des soldats, déjà mis à mal par la lente disparition des privilèges auxquels ils étaient habitués. En effet, les Américains leur avaient enseigné à *« ne pas monter dans un camion quand il y a une jeep disponible et à ne pas prendre une jeep quand on peut prendre un hélicoptère »*.

De même, avec les munitions, ils leur avaient appris à ne pas lésiner dans les *« H & I fires »*, ou *« tirs de harcèlement et d'interdiction »*, au nom desquels on tirait sans raison sur n'importe quoi. Mais la hausse du prix de l'essence et la réduction de l'aide américaine (due en partie à une diminution de son montant total et en partie à la hausse des prix des munitions) devaient émousser ces privilèges. Les opérations aériennes furent aussi réduites, du fait de la crise du pétrole et de problèmes d'entretien. Pour un soldat habitué à obtenir sur demande un tir d'artillerie, un raid aérien ou une place dans une jeep, comment ne pas être affecté par de tels bouleversements ?

D'autre part, la propagande faite par Saigon sur le nombre fantastique de blindés et autres engins qu'était censé détenir l'adversaire faisait souvent l'effet d'un boomerang en suscitant l'effroi parmi ses propres troupes. Un des nombreux exemples de ce phénomène fut la chute de Tam-Ky, chef-lieu de district côtier du Vietnam du Centre. Les défenseurs sud-vietnamiens s'enfuirent à la vue des phares de camions du Front maquillés et chargés de haut-parleurs qui reproduisaient le bruit de chars d'assaut en marche ! Etant donnée la vigueur de ce moral d'acier dans l'armée sud-vietnamienne, il n'est guère surprenant que l'effondrement se soit produit aussi vite après une retraite soudaine, interprétée comme une acceptation de la défaite et comme la fin de la guerre.

NAYAN R. CHANDA.

LE NÉO-ISOLATIONNISME AUX ÉTATS-UNIS : CHANTAGE OU BLUFF ?

Un récent sondage d'opinion a montré que les Américains, dans une large majorité, sont hostiles à une intervention armée en Indochine, au Proche-Orient et même, éventuellement, en Europe. Les Etats-Unis seraient-ils disposés à se désintéresser du reste du monde et à se replier dans une politique isolationniste ?

Si l'argument a trouvé récemment une nouvelle force, il est utilisé depuis déjà plusieurs années, surtout depuis que le sénateur Mansfield a proposé une réduction importante des troupes américaines stationnées en Europe : que les alliés des Etats-Unis se montrent compréhensifs à l'égard de Washington s'ils ne veulent pas voir les Américains abandonner l'Europe à son sort et se retrancher dans une *« forteresse Amérique »*. Se montrer « compréhensifs » signifierait, pour les Européens, assumer une plus lourde part du *« fardeau de la défense commune »*, ouvrir plus largement les frontières de la C.E.E. aux exportations et aux investissements américains, soutenir toujours plus fermement le dollar, etc.

C'est cette attitude que M. Raymond Aron, dans *République impériale*, a qualifiée de *« chantage »*. Mais ne faudrait-il pas plutôt parler de « bluff » ? Les Etats-Unis, en effet, sont-ils disposés à aller jusqu'au bout de leur logique, à sacrifier leurs avoirs et leurs marchés à l'étranger, à retirer leur « parapluie nucléaire », offrant ainsi à l'U.R.S.S. tout le potentiel industriel et humain de l'Europe occidentale, ce qui détruirait en leur défaveur l'actuel équilibre international ?

On est en droit d'en douter sérieusement. Les firmes multinationales, qui ne sont pas sans influence politique, n'envisagent nullement de renoncer à leurs positions... Pourtant, dans un discours prononcé le 17 mars, le président Ford dénonce l' *« égoïsme superbe »* qui *« nous conseille de nous désolidariser du reste du monde et de faire cavalier seul »*.

Cette perspective sème l'inquiétude chez bon nombre d'Européens. Et, parlant le 25 février devant l'Association France-Amérique, M. Kenneth Rush, ambassadeur des Etats-Unis en France, jouait sur cette corde : *« Le risque le plus grave que nous courons consisterait à tomber dans un néo-isolationnisme. »* Il ajoutait : *« Nous sommes la seule grande puissance occidentale qui possède une longue tradition d'isolationnisme — au point que celle-ci est parfois élevée au rang de politique mondiale. »* Il revenait à la charge le 24 mars devant l'Association de la presse diplomatique en disant que le danger n'est pas de voir *« les Américains acquérir une trop grande influence en Europe, mais plutôt de les voir se réfugier dans l'isolationnisme »*.

L'Europe doit-elle céder à toutes les demandes de Washington, par crainte d'être privée — comme en 1914, comme en 1939 — de l'aide des Etats-Unis ? L'abandon des présidents Lon Nol et Thieu par le Congrès est-il un signe prémonitoire ? Ce qui s'est passé pour les régimes illégaux, dictatoriaux et corrompus de Phnom-Penh et de Saigon se passerait-il aussi pour des gouvernements européens dont M. Henry Kissinger a hautement déclaré qu'ils n'avaient pas de *« légitimité »* ?

Journaliste au *New York Times*, David Schneiderman éclaire ici les données fondamentales d'un problème auquel il a consacré de longues recherches.

Une attitude schizophrénique

Par
DAVID SCHNEIDERMAN

IL semble bien que les Américains ne se préoccupent plus guère de la politique étrangère. Le sénateur du Maine, M. Edmund Muskie, un candidat bien placé pour l'investiture du parti démocrate pour les élections présidentielles de 1976, vient de démissionner de la commission des affaires étrangères du Sénat, jadis pourtant si prestigieuse. M. Muskie a expliqué que les problèmes de ses électeurs étaient d'ordre économique et que ces derniers voulaient *« que leurs représentants s'occupent de leurs problèmes au lieu de perdre leur temps à spéculer sur la paix dans le monde »*.

Le sénateur William J. Fulbright, président de cette même commission des affaires étrangères du Sénat et opposant de longue date à la politique extérieure américaine, a quant à lui été battu aux dernières élections : son adversaire n'avait jamais manifesté le moindre intérêt pour les affaires internationales. Ce qui n'a rien d'étonnant d'ailleurs, puisque ces questions n'ont joué absolument aucun rôle dans les élections de novembre 1974.

Voici peu, un référendum a été organisé auprès des rédacteurs en chef de la presse américaine afin d'établir la liste des dix principaux problèmes des Etats-Unis : des cinq problèmes le plus souvent mentionnés, aucun n'avait trait à la politique étrangère.

Il ne faut pas pour autant en conclure que les Etats-Unis pencheraient vers l'isolationnisme. La population américaine se désintéresse des affaires étrangères, mais cela ne veut pas dire que l'on chôme dans les « hautes sphères ». Le département de la défense a soumis à l'approbation du Congrès un budget de 104,7 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 15,7 milliards de dollars par rapport à l'année dernière. Si l'on entend mener une politique étrangère isolationniste, il n'est nul besoin d'affecter 104,7 milliards de dollars à la défense.

En fait, l'isolationnisme est mort en tant que force légitime dans la politique extérieure américaine. L'attaque japonaise contre Pearl-Harbor et l'invasion de l'Europe par les nazis lui ont porté le coup fatal. Jusque-là, l'isolationnisme était une doctrine hautement respectée, qui exerçait une influence souvent déterminante sur la diplomatie américaine. C'est la force des idées isolationnistes qui a tenu l'Amérique à l'écart des guerres européennes du dix-neuvième siècle, et c'est à cause d'elle que le président Wilson a eu tant de peine à trouver un prétexte pour faire intervenir les Etats-Unis dans la première guerre mondiale. Au début de la deuxième guerre mondiale, l'éventualité d'une participation américaine au conflit suscitait encore l'opposition énergique d'une importante partie de l'opinion.

L'aviateur Charles Lindbergh, héros cher au cœur de tous les Américains, et des membres du Congrès avaient pris la tête de la campagne anti-interventionniste. Mais Hitler et Hiro-Hito changèrent tout et firent définitivement tomber l'isolationnisme en disgrâce. Depuis la deuxième guerre mondiale, on n'a pas vu une seule personnalité politique de premier plan faire état de sentiments isolationnistes : cela eût représenté un suicide politique. Même aujourd'hui, les partisans d'un désengagement généralisé de l'Amérique de la politique mondiale évitent soigneusement d'employer ce terme tabou. L'ex-président Nixon et M. Kissinger l'avaient fort bien compris, puisqu'ils se sont évertués à jeter le discrédit sur leurs opposants en les taxant de néo-isolationnisme.

En France comme en Amérique, on a souvent dit que les Etats-Unis ne pourraient jamais adopter une politique extérieure isolationniste parce qu'une nation aussi puissante ne peut plus se tenir à l'écart du monde. Or c'est justement leur puissance qui leur permettrait de se réfugier dans l'isolationnisme s'ils le jugeaient politiquement opportun. Les Etats-Unis sont plus proches de l'autarcie que n'importe quelle nation au monde : ils ont de quoi assurer leur défense, peuvent subvenir aux besoins essentiels de leur population et d'ici quelques années ils produiront eux-mêmes la plus grande partie de l'énergie dont ils ont besoin. Si l'isolationnisme est impossible pour l'Amérique, c'est que l'opinion publique ne veut pas s'y résigner.

LA mort de l'isolationnisme et le désarroi dans lequel l'Occident était plongé au sortir de la deuxième guerre mondiale ont frayé la voie à l'impérialisme américain. La doctrine impérialiste avait toujours été un des thèmes dominant de la politique extérieure américaine, mais c'était la première fois qu'elle recueillait l'approbation unanime de l'opinion publique et de la classe politique.

L'Amérique, en s'appuyant sur la puissance conjuguée du dollar et de l'arme nucléaire, a donc mené cette politique impérialiste, ne soulevant dans le pays et à l'extérieur que des protestations symboliques. Ce sont les coûts sanglants de la guerre du Vietnam qui ont jeté le discrédit sur l'impérialisme et ses tenants. Vint alors M. Henry Kissinger qui, tout en se déclarant opposé à cette politique, en conserva les éléments de base. Et la politique étrangère impériale se poursuivit, alors même que beaucoup pensaient à tort que M. Kissinger apportait quelque chose de nouveau.

On peut qualifier de schizophrénique l'attitude actuelle des Etats-Unis à l'égard de la politique étrangère. D'un côté, on voit se dessiner une prise de conscience de plus en plus nette du fait que l'après-guerre est une période définitivement révolue et que l'ère de l'impérialisme américain touche à sa fin. Le Congrès intervient d'une manière de plus en plus active dans la politique étrangère, passant au crible les propositions budgétaires du département de la défense, adoptant des lois qui limitent les prérogatives qui permettaient au président de faire la guerre et d'user de l'aide économique comme d'un moyen de pression. Au point que M. Kissinger parle de plus en plus fréquemment d'interdépendance globale, bien que ce soit en termes plutôt vagues.

Et, dans le même temps, les Etats-Unis font pleuvoir un véritable déluge d'armements sur le Proche-Orient et le golfe Arabo-Persique, refusent que soit modifié le caractère hégémonique de l'alliance atlantique, interviennent par C.I.A. interposée dans les affaires intérieures d'autres pays et soutiennent systématiquement tous les régimes anticommunistes répressifs du monde.

EN pratique, on constate donc que les Etats-Unis n'ont pas une ligne de conduite cohérente en politique extérieure. La bureaucratie des affaires étrangères, sauf rares exceptions, s'efforce de s'en tenir à la politique qui a si bien servi le pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. De leur côté, le Congrès et le reste de l'opposition se contentent de mettre des bâtons dans les roues à M. Kissinger, sans proposer aucune alternative valable à une politique étrangère qui n'a guère la faveur de l'opinion publique.

Faute d'une redéfinition globale, la politique extérieure américaine aboutira inéluctablement à l'impasse, et ultérieurement à la paralysie. Des deux démarches traditionnelles et contradictoires de l'isolationnisme et de l'impérialisme, aucune n'apporte de réponses adaptées à la situation mondiale actuelle. Ce qui est nécessaire ici, c'est une alternative claire et nette, au lieu des lambeaux d'un passé discrédité. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Américains se désintéressent de la politique extérieure : la politique extérieure n'a rien d'intéressant.

DES « MODÈLES » POUR SORTIR DES GUERRES SANS FIN ?

A l'école des « faiseurs de paix »

Par ALAIN-MARIE CARRON

UN ouvrage collectif sur le passage « de la guerre à la paix » peut paraître malencontreux à un moment où le premier expert en la matière, M. Kissinger, connaît dans ses entreprises une série de revers. Mais ses efforts, même infructueux, sont précisément ceux qui intéressent les auteurs de From war to peace, chercheurs de l'International Fellows Program de l'université de Columbia (1). De quoi est faite la période de transition qui va de la décision de cesser les hostilités à l'application complète d'un accord de paix ? Le maître d'œuvre du livre, le professeur Robert Randle, pense que l'on devrait pouvoir dégager, par l'étude des conflits passés, des « modèles » (patterns). Selon lui, les spécialistes pourraient s'entendre sur la définition et l'existence d'un certain nombre de ces modèles, et, à partir de là, « élaborer des hypothèses sur le comportement des parties dans les dernières phases d'une guerre ». Il voit là la possibilité d'une discipline nouvelle, qui pourrait s'intégrer aux études des relations internationales.

Le livre ouvre de multiples directions de recherche, illustrées par différents essais. Ainsi les différends frontaliers entre la Somalie et ses voisins, ou le problème récurrent des réfugiés. Le cas du Vietnam est regroupé avec celui de la Somalie dans la catégorie des « paix inachevées ». Il fait l'objet d'une étude de M. Randle sur les insuffisances des accords de 1954, 1962, 1973. Dans un autre chapitre, le même auteur revient à l'Indochine pour analyser l'influence de « la transformation du contexte international » dans le passage de la guerre à la paix, ou « peacemaking ». Une autre catégorie concerne les conflits qui s'achèvent sans règlement entre les parties, tel celui du Biafra.

D'autres contributions cherchent à évaluer l'incidence de la politique intérieure dans le peacemaking. L'intervention, aux Etats-Unis, des comités de citoyens pour la paix au Vietnam, les efforts antagonistes des « faucons » et des « colombes » israéliens sont étudiés, mais aussi le cas de la R.F.A. dans ses relations avec la R.D.A. et l'U.R.S.S. Cet essai, rédigé par M. Norman Graham, est un des plus solides du livre, tant par l'exposé des éléments du problème que par sa tentative pour trouver les formules théoriques susceptibles de rendre compte des faits. Il peut être utilement complété par la lecture du dernier ouvrage d'un universitaire britannique qui a beaucoup écrit sur l'Allemagne, M. Roger Morgan. Intitulé Les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest (1945-1973) (2), ce livre vaut d'abord par lui-même. Sans proposer d'interprétation originale, il rend compte avec clarté, à partir d'une abondante documentation, de l'histoire nuancée et fluctuante des rapports entre les deux partenaires. Mais, à l'interrogation sur le peacemaking, il répond par les enseignements tirés d'une situation presque inverse de celle choisie par M. Graham.

Nous ne sommes pas près pour autant de nous mettre à l'école des « faiseurs de paix ». L'intérêt de ce livre tient en définitive davantage aux sujets mêmes qu'il aborde — sur lesquels les monographies sont parfois peu nombreuses — qu'à son apport théorique. Il y a loin de l'analyse à la généralisation normative. Aucun des essais rassemblés n'apporte de « clé pour la paix » ni d'avertissements à ceux qui sont chargés de l'instaurer. Peut-être cette insuffisance vient-elle (en plus de la témérité du projet) de la méthode elle-même : études universitaires à partir de dossiers ouverts au public. Le nœud central, la négociation dans tous ses secrets, reste largement inconnu de l'analyse. L'idée d'interroger le passage entre la guerre et la paix est stimulante, mais seul sans doute M. Kissinger pourrait, aujourd'hui, écrire le manuel de base d'une telle discipline.

D'autres auteurs et universitaires américains et anglais ne sont pas moins ambitieux, si l'on en croit le titre de leur ouvrage : la Guerre dans la prochaine décennie (3). Fort heureusement, les douze études qu'ils proposent portent sur des cas précis (américains toujours) ou, lorsqu'il s'agit de problèmes généraux, sont présentés avec modestie et humour. Le lien qui les unit est une certaine idée des impératifs de la recherche contemporaine en matière de sécurité, et un certain état d'esprit vis-à-vis de tout ce qui touche à la guerre. Partant de l'idée, qui n'est pas tout à fait originale, que la politique entendue en un sens large est partout présente lorsqu'il s'agit de la guerre, les auteurs demandent que l'on développe systématiquement l'analyse des zones d'interférences, des chevauchements entre les affaires civiles et les problèmes de défense. Ils souhaiteraient que l'on puisse développer la prospective dans un champ d'étude ainsi élargi. Mais il leur est, à eux aussi, difficile d'en imaginer la formulation. Les études de cas (sur le fonctionnement des administrations dans lesquelles se prennent les décisions en matière de défense, sur le rôle potentiel de la milice, sur le coût budgétaire et le poids social des militaires en retraite), illustrent bien l'imbrication des problèmes, en même temps qu'elles apportent un grand nombre d'informations.

LES auteurs soulignent d'autre part, avec justesse, que la croissance de la force armée s'accompagne aujourd'hui d'une diminution de l'efficacité politique de la force. Ils déplorent la multiplication des études technocratiques et abstraites où se perd « le sens intuitif des dimensions humaines et tribales de l'activité militaire », alors que les conflits du vingtième siècle ont montré l'existence « d'une composante irrationnelle dans le mécanisme de la guerre ». Malgré son titre, ce livre, écrit sous la direction du professeur Roger Beaumont (université de Milwaukee, Wisconsin) est un prolongement de celui des chercheurs de l'université de Columbia. Mais il ne s'intéresse pas à la paix comme technique, mais pour elle-même.

(1) *From war to peace (essays in peacemaking and war termination)*, edited by David S. Smith with the assistance of Robert F. Randle, International Fellows Program Policy series, Columbia University, New-York, 1974, 311 pages.
(2) *The United States and West Germany 1945-1973. (A study in alliance policy)*, Roger Morgan. The Royal Institute of International Affaires, Oxford university press, 1974, 282 pages.
(3) *War in the next Decade*, edited by Roger A. Beaumont and Martins Edmond, Macmillan, 1975, 218 pages.

THAILANDE

Après des élections sans grande signification

Agitation sociale et situation économique explosive

Par RICHARD MORGAN

AUX dernières élections thaïlandaises, le 26 janvier, moins de 50 % des inscrits ont élu une Assemblée à 80 % réactionnaire. Le parti vainqueur, dit démocrate, n'a emporté que soixante et onze sièges sur deux cent soixante-neuf. Son leader, le prince Seni Pramoj, a été élu premier ministre le 13 février, mais un vote de défiance, le 6 mars, a fait tomber son gouvernement. Son frère Kukrit Pramoj, protégé de la C.I.A., féodal, président-directeur général de Coca-Cola, lui succède à la tête d'une coalition, liée aux industriels japonais et à la stratégie américaine, et où se côtoient les anciens membres du parti thaï d'union populaire (U.T.P.P.), parti du trio de dictateurs militaires Narong-Thanom-Prapat que les émeutes étudiantes d'octobre 1973 ont renversé (1).

La centaine de manifestants morts ce jour-là ne s'étaient pas jetés sans armes sur des chars d'assaut pour servir les tripotages électoraux auxquels on a dernièrement assisté en Thaïlande : on a même vu des votes s'échanger contre des liasses de billets de banque jusque dans les toilettes de l'Assemblée... Ainsi, il ne semble pas que le vieil appareil militaro-bureaucratique corrompu, qui avait été un instant ébranlé, soit désormais menacé. La Thaïlande rentre dans le rang sous la bienveillante tutelle de l'impérialisme étranger, qui détient les secteurs-clefs de l'industrie et accapare déjà l' « agribusiness », quand la plus grande part de la population, à 80 % agricole, demeure à un stade de production misérable, précapitaliste.

Mais le pays se trouve maintenant dans une impasse : les paysans, victimes de la croissance démographique galopante (8 millions d'habitants en 1914, 21 440 000 en 1960, 37 millions en 1973), en viennent à manquer de la terre nécessaire, et les phénomènes conjugués du morcellement des propriétés, de la rente, de l'endettement (les intérêts montent jusqu'à 50 %) comme des taxes très lourdes (le premium du riz sur les exportations atteint parfois 40 % des prix mondiaux) en font de véritables prolétaires au service du « landlord », de l'usurier ou de la bureaucratie.

Incapable d'amasser du capital, le paysan ne peut améliorer sa productivité. Et l'on en arrive à ce paradoxe que le riz, nourriture de base de la population, et l'une des principales exportations du pays, devra être importé d'ici quinze ans si aucun progrès n'est fait dans l'agriculture.

Le gouvernement, bien sûr, est conscient du problème. Utilisant les diverses « aides » étrangères, il a fait construire des barrages pour l'irrigation, des routes, etc. Mais, comme l'a déclaré en 1973 M. Ray Hill, directeur de l'United States Operations Mission (USOM), cela a profité aux promoteurs locaux ou aux industriels plus qu'aux petits paysans. On construit des barrages mais pas de canaux ! D'autre part, l'intime collusion des intérêts des riches et des officiels, du haut en bas de l'échelle capitaliste et bureaucratique, fait que tout progrès est, dans sa plus grande part, détourné au profit des classes supérieures. L'amélioration d'une terre par l'irrigation permet au « landlord » d'augmenter sa rente et d'acheter à son métayer sans cesse appauvri ce qui lui reste de terre pour une bouchée de pain. Depuis dix ans, dans la plaine centrale (la première région qui s'est consacrée à la culture d'exportation du riz), 60 % des paysans ont perdu peu ou prou de la terre qu'ils cultivaient ; 27 % n'en ont plus du tout. Par ailleurs, on pouvait lire dans le *Bangkok Post* du 15 mai 1974 que quatre millions de familles paysannes ont accumulé une dette de 16 milliards de bahts, soit plus du total du revenu familial pour une année.

En juillet 1974, pour la première fois dans l'histoire de la Thaïlande, des milliers de représentants paysans ont manifesté à Bangkok, protestant contre les expropriations, la corruption des autorités provinciales et le faible prix d'achat du riz au producteur. Quelles mesures a prises le gouvernement provisoire de Sanya (royaliste comme les princes Seni et Kukrit Pramoj) qui a succédé à la dictature militaire ? Une loi agraire dérisoire, obtenue d'ailleurs peu avant les dernières élections par les pressions étudiantes et populaires, qui autorise le gouvernement à redistribuer les terres qui excèdent une certaine surface par exploitant : mais cet exploitant a assez d'enfants, propriétaires virtuels, pour garder sa terre en la partageant entre eux.

Si selon ses déclarations, Seni Pramoj avait voulu favoriser une classe de paysans moyens en cherchant à promouvoir une certaine forme de coopératives et le crédit agricole, son frère et successeur Kukrit ne fera sans doute qu'aggraver le processus d'accumulation des terres en faveur des « landlords » locaux et des « agribusinessmen » étrangers qui commencent à se tailler la part du lion dans l'exploitation fruitière et les conserveries destinées exclusivement à l'exportation.

Ainsi, il ne semble pas du tout que le gouvernement ait l'intention de faire profiter la grande majorité des paysans des améliorations de l'agriculture. Et cela se comprend fort bien dès lors qu'on replace la Thaïlande dans la globalité du capitalisme international. Le premium, par exemple, s'il permet à toute une bureaucratie, principalement militaire, d'accumuler du capital sur la force de travail paysanne, a aussi pour fonction de maintenir à un niveau relativement bas le prix du riz (nourriture principale des Thaïlandais) à la consommation intérieure, ce qui abaisse la valeur de la force de travail industrielle : laquelle est d'autant moins payée que le phénomène des expropriations à la campagne fournit une armée de réserve misérable et inactive aux capitaux locaux et étrangers. La grande politique des divers gouvernements qui se sont succédé en Thaïlande, surtout avec le maréchal Sarit (année 60), qui a accru l'industrialisation, a été de séduire les capitalistes étrangers en leur offrant une main-d'œuvre à bon marché et d'autant plus passive qu'on ne s'est, bien sûr, pas empressé de promulguer des lois pour la protéger (ni sécurité sociale, ni syndicats, ni indemnités de licenciement, etc.). etc.).

TANDIS que l'industrie se consacre aujourd'hui plus intensivement à l'exportation, les ouvriers thaïlandais servent de main-d'œuvre sous-payée aux sociétés étrangères quand elles ferment leurs usines en Occident. Le prolétariat thaï ne compte pas un million d'individus mais, par sa concentration dans la capitale, où la plupart des entreprises sont établies (à 80 %) il y a une certaine force dont il est conscient. Malgré la dictature, il y a eu plus de grèves de janvier à décembre 1973 (deux cent soixante-quatorze) que dans les quinze années précédentes. Les ouvriers, qui ont obtenu pour la ville de Bangkok un salaire minimum de 25 bahts, n'ont fait que retrouver leur pouvoir d'achat diminué depuis des années par l'inflation mondiale. Mais beaucoup ne touchent encore que 15 bahts, quand une assiette de riz mal assaisonné dans une échoppe en coûte 5. Le gouvernement provisoire Sanya, qui a succédé à la dictature et a gouverné plus d'un an, avait promis d'autoriser les syndicats. Jusqu'à aujourd'hui, aucune loi du travail décente n'a été promulguée. Les ouvriers thaïlandais, comme l'indiquent de nombreuses déclarations de leurs leaders, ont désormais compris que la bourgeoisie cherchait à accroître son capital par tous les moyens, avec les grandes sociétés étrangères protégées par les bases militaires... Seni Pramoj, qui s'était prononcé pour la fermeture des bases américaines dans l'année, ne sera resté au pouvoir qu'un mois...

La relative victoire des démocrates à l'Assemblée (soixante et onze sièges sur deux cent soixante-neuf) signifie peu de chose. Moins de 50 % des électeurs ont voté. Et la grande majorité de ces votes ont été récolté par le vieux système des clientèles : on achète un chef de village ou « middleman », qui usera de son influence ou de son argent pour diriger le vote. Cependant, les démocrates ont emporté une majorité de sièges dans la capitale (vingt-trois sur vingt-six), comme cela avait été le cas en 1969. Cette victoire relative témoigne très nettement de l'opposition marquée de la moyenne et petite bourgeoisie à la dictature militaire. C'est principalement cette couche de la population qui était représentée par les étudiants qui ont renversé le trio Narong - Thanom - Prapat. Ne pouvant ramasser que les miettes du grand « banquet » où sont partagées les richesses du pays, la petite bourgeoisie manifeste sa colère par un national-royalisme étroit, xénophobe, confinant au fascisme. Mais si Seni Pramoj a voulu chercher l'appui de cette classe, il devait en assumer la contradiction. S'il devait s'opposer à l'armée, qui, jusqu'à présent, a fait la pluie et le beau temps dans le pays, il avait en même temps besoin d'elle : l'expropriation des paysans leur misère, l'accumulation dans la capitale de masses sans emplois, la montée des revendications ouvrières, sont un terrain propice à la propagande communiste... La bourgeoisie, grande ou petite, a peur.

(1) Voir l'article de Nayan R. Chanda, « Après le renversement du régime militaire, la révolte des étudiants annonce une lutte plus dure », dans *le Monde diplomatique* de novembre 1973 et le reportage de Marcel Barang et Nayan R. Chanda, « La Thaïlande ou la forteresse ébranlée », dans le numéro de février 1974.

Le carnet des ambassades

● A l'occasion de la visite officielle en France de M. Bohuslav Chnoupek, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Tchécoslovaquie, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont donné une réception le 4 avril.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont offert un cocktail le 10 avril pour marquer l'arrivée de M. Lubomir Moncol, nouveau conseiller culturel et de presse.

● Le film « la Fille des montagnes » a été projeté le 17 avril à la maison de l'UNESCO, à l'occasion d'une manifestation placée sous la présidence de M. Javer Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie.

● A l'occasion de la visite en France du premier ministre de Malaisie, M. Abdul Razak, M. Tan Sri Jamal bin Abdul Latiff, ambassadeur de Malaisie, a offert une réception le 24 avril.

● L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme J.A. de Ranitz ont donné une réception le 28 avril à l'occasion de la fête des tulipes.

● A l'occasion de leur visite officielle en France, le premier ministre, chef du gouvernement de la République populaire du Congo, et Mme Henri Lopes ont offert un cocktail le 29 avril.

● A l'occasion du trentième anniversaire de la victoire de la coalition antihitlérienne, l'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont donné un gala cinématographique le 29 avril au Théâtre des Champs-Elysées, au cours duquel le film tchécoslovaque « Sokolovo » a été présenté.

Nécrologie

● Nous avons appris le décès, survenu le 31 mars 1975 à Annecy, de M. Charles Rochat, ambassadeur de France, ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

● M. Louis Goffin, ambassadeur honoraire de Belgique, est décédé le 6 avril à Bruxelles.

● M. Emmanuel Lancial, ministre plénipotentiaire hors classe, est décédé le 25 avril.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55
Etranger 73

PAR AVION (Abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie 87
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles - Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 116
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 101
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 140
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal Paris n° 4207-23)
Tél Rédaction 770-91-29
Tél. Publicité . LAF 05-02
Télex : Le Monde 65.572 Paris
Adr. télégraphique : Journonde Paris

Calendrier des fêtes nationales

16-30 MAI

17 NORVEGE	Fête de la Constitution
25 ARGENTINE	Fête nationale (anniversaire de la révolution de 1810)
25 JORDANIE	Fête de l'indépendance
27 AFGHANISTAN	Fête de l'indépendance
31 AFRIQUE DU SUD	Fête nationale

1er-15 JUIN

1 TUNISIE	Fête nationale
2 ITALIE	Anniv. de la proclamation de la République
4 TONGA	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Anniv. de la proclamation de l'indépendance
13 GRANDE-BRETAGNE	Fête nationale

La " Junte démocratique espagnole "

DE L'IMMOBILISME A LA RUPTURE

Par SANTIAGO CARRILLO *

LES derniers événements politiques en Espagne ont montré l'incapacité du régime instauré par Franco de s'ouvrir et se modifier par ses propres mécanismes. Rien d'étonnant à cela : les loups font des petits loups mais pas des petites brebis. Dès qu'on a parlé de suffrage universel, M. Fraga Iribarne lui-même s'est vu refuser le droit d'association. C'est assez dire...

Mais, simultanément, devant l'évolution de l'ensemble de la société, le régime ne peut pas — non plus — se fermer davantage, retourner à ses origines fascistes terroristes, sans déclencher une commotion qui mettrait en danger trop de choses.

Le voilà cantonné dans un immobilisme dans lequel s'entremêlent de façon étonnante les faiblesses et les excès répressifs, les invocations à l'ordre et le désordre, la dictature d'en haut et les parcelles de liberté arrachées d'en bas par la lutte de masse. En fait, non seulement l'abîme se creuse chaque jour plus profondément entre le pays légal et le pays réel, mais même des secteurs de l'appareil d'Etat se détachent du régime politique.

L'immobilisme mène à des déchirements dramatiques à l'intérieur du *bunker*. Aujourd'hui, il paraît indéniable que le dernier remaniement ministériel a vu s'affronter le palais du Pardo et M. Arias Navarro, et que celui-ci s'est imposé au vieux Caudillo déclinant grâce à l'appui des chefs de l'armée. Par un de ces caprices coutumiers de l'histoire, le créateur du régime est devenu l'obstacle à sa survie. Pour que le régime se prolonge, il faut ravaler sa façade ; il faut proclamer l'*impeachment* de Franco et le remplacer par son successeur, le prince Juan Carlos. C'est là la tâche que se proposent M. Arias Navarro et tous ceux qui, d'une façon plus ou moins avouée, sont de connivence avec lui. Mais comment le faire sans que l'*impeachment* sonne le glas non seulement pour Franco mais aussi pour le régime politique ? Comment imposer à Franco un départ qui apparaisse comme décidé de son propre gré ? Pour nous et pour ceux qui ont déjà opté pour la démocratie, la succession de Juan Carlos est une tentative de survie de la « classe politique » franquiste, des privilèges qu'elle détient et de l'essentiel du régime. La seule *légitimité* de Juan Carlos en tant que successeur lui vient de Franco lui-même. Or cette source de légitimité rend justement impossible que Juan Carlos puisse être à la tête d'une démocratie. Il ne faut pas se faire d'illusions : dans l'Espagne démocratique nouvelle, tout ce qui ne sera pas une rupture avec le franquisme, une coupure politique avec ce passé serait enviable. Toute tentative d'imposer d'en haut, d'une manière plus ou moins « paternaliste », les formes politiques de l'Etat serait rejetée par *le peuple* qui exigerait d'être lui-même, par le moyen du suffrage universel libre, le créateur de ces nouvelles formes.

A la Junte démocratique d'Espagne revient le mérite d'avoir proposé et commencé d'articuler la solution qui peut permettre le passage de la dictature à la démocratie avec le moins de distorsions possibles. Il s'agit d'un accord entre les forces de gauche — et d'abord celles qui représentent la classe ouvrière — et celles du centre et de la droite civilisée. But de cet accord : offrir au pays une alternative démocratique au régime — qui se concrétiserait en un gouvernement provisoire de réconciliation nationale — qui puisse obtenir la confiance et l'appui actif des secteurs sociaux et politiques les plus larges. Ces forces au gouvernement dirigeraient le pays durant une période qui conduirait à l'élaboration d'une nouvelle Constitution par une Assemblée élue au suffrage universel, après avoir instauré pleinement et sans aucune discrimination ou restriction les libertés politiques.

L'ours court encore

LA tâche que se propose la Junte démocratique n'est pas facile, loin de là. Mais croire que les solutions *faciles* sont aujourd'hui *possibles* et *probables en* Espagne est un leurre. C'est justement pourquoi, aux yeux de beaucoup de témoins, la fin du franquisme apparaît si complexe et insolite et fait hésiter longuement certains qui sont appelés à jouer un rôle.

La difficulté essentielle, c'est qu'il s'agit de faire un accord entre des forces qui sont séparées non seulement par des différences politiques, historiques mais par des intérêts économiques très éloignés et opposés, et qui convergent exclusivement vers la nécessité de créer un cadre de démocratie politique mettant fin à la dictature.

Or quelques-uns des partenaires effectifs ou potentiels du parti communiste ont peur de nous. Ils avancent — même quand ce n'est pas essentiellement le fond réel de leurs réserves — des doutes sur la *sincérité démocratique* du parti communiste. Poser ainsi la question *en Espagne* est un non-sens. Parce que, sur ce terrain, nous communistes, qui avons souffert et peiné sous la dictature comme nul autre, en luttant pour la liberté, nous serions plus autorisés à suspecter la sincérité démocratique de certains. Le *label* de démocratisme peut avoir sa crédibilité aux yeux du peuple, de la majorité aujourd'hui forcée au silence, chez ceux qui ne dénient pas au parti communiste le droit d'occuper, parmi d'autres forces, la place qu'il a gagnée par sa lutte, dans une Espagne démocratique et pendant la transition vers celle-ci.

La dimension de cette place ne fait pas question aujourd'hui. Toutes les discussions au sujet de la distribution des futurs électeurs, c'est-à-dire les querelles pour le partage de la peau d'un ours qui court encore les monts et qu'il faut encore chasser, nous laissent indifférents. Nous ne luttons pas aujourd'hui pour un certain nombre de députés ou de ministres et moins encore pour une position de privilèges mais tout simplement pour la démocratie, pour notre droit et pour celui de tous de pouvoir agir dans la liberté.

Le programme de la Junte démocratique prévoit des élections au terme d'un an de gouvernement provisoire. Mais, en ce qui nous concerne, le parti communiste serait prêt à aller aux urnes même deux ou trois mois après le renversement de la dictature et le rétablissement des libertés ; juste le temps d'élaborer les nouvelles listes électorales. Cela veut dire que ce n'est pas nous qui retarderons la consultation populaire.

Il est clair que le parti communiste luttera pour un avenir socialiste de l'Espagne. Mais nous concevons la marche vers cet avenir comme un approfondissement et un élargissement de la démocratie aux terrains économique et social, et aussi politique. C'est la voie qui correspond à un pays déjà sorti du sous-développement, voie qui suppose le pluralisme politique et la libre confrontation des philosophies. Cela ne nous empêcherait pas de défendre la démocratie par les armes au cas où quelqu'un voudrait l'abattre par un coup de force.

Aujourd'hui, l'Espagne a la possibilité d'effectuer un passage essentiellement pacifique de la dictature à la démocratie. Ne nous y trompons pas : ce passage n'en est pas moins une rupture, une révolution politique. C'est cela que se propose de faire la Junte démocratique.

* Secrétaire général du parti communiste d'Espagne.

Créée au mois de juillet l'an dernier, la Junte démocratique espagnole a tenu, le 11 avril, une conférence de presse à Paris. Le même jour, elle donnait une autre conférence de presse, clandestine celle-là, à Madrid. A cette occasion, la junte a affirmé son intention de garantir un passage pacifique à la démocratie.

Les textes que nous publions ici révèlent bien, devant l'analyse de la situation politique en Espagne, les préoccupations profondes qui peuvent animer deux des principales personnalités de la Junte démocratique, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste d'Espagne, et M. Rafael Calvo Serer, monarchiste libéral, ancien conseiller de don Juan.

Un regroupement

Pour sa part, M. Tierno Galvan est considéré comme un représentant du courant socialiste.

La Junte démocratique développe son activité non seulement à l'échelon national mais aussi dans chacune des provinces et dans les villes, en suscitant un peu partout la création de groupes où se retrouvent les opposants, de plus en plus nombreux, au régime de Madrid. Sa volonté est d'assurer une transition politique par des voies pacifiques, mais elle rejette cependant tout compromis avec les institutions actuelles : c'est bien entendu une rupture totale avec la dictature qu'il s'agit d'effectuer dans le calme.

Mais l'action de la junte se heurte encore à certains obstacles

L'ALTERNATIVE

Par RAFAEL

LE général Franco a dominé, de façon pratiquement exclusive, la vie espagnole pendant plus de trente-cinq ans. Aussi les deux tiers des Espagnols d'aujourd'hui n'ont-ils pas connu d'autre Espagne que la sienne. Mais celle-ci, outre sa réalité physique (permanente) et culturelle (changeante), est un corps politique qui participe de cet être spirituel qu'est la patrie. Une partie de ce corps se sent solidaire de Franco et accepte volontiers la domination du Caudillo ; elle est disposée à ce qu'un tel régime se perpétue. Mais une fraction importante de la population n'accepte pas cette tutelle permanente de la dictature et désire participer au gouvernement du pays, aux niveaux local, régional et national. Et alors que certains Espagnols acceptent un régime autoritaire, plus ou moins fasciste, d'autres veulent un régime démocratique semblable à ceux qui existent au sein de la Communauté européenne et du monde anglo-saxon.

Le contrôle strict de l'opinion publique et le monopole ou la supervision de tous les moyens d'expression, ainsi que la suppression des libertés de réunion et d'association, ont toujours favorisé la situation privilégiée de ceux qui acceptaient le régime franquiste, en leur donnant l'impression qu'ils constituaient la grande majorité. Mais, grâce à la lutte incessante des forces démocratiques, perpétuellement poursuivies par Franco, et alors que ce contrôle rigide commence à s'affaiblir, il n'est plus possible de cacher la réalité des aspirations de cette grande partie des Espagnols opposés au régime et qui luttent pour le rétablissement de leurs libertés publiques. Ainsi, depuis la mort de Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, des signes de protestation se multiplient dans de nombreux secteurs sociaux, à un point tel qu'en Espagne même on a écrit — et dans un journal ultra-conservateur — que l'atmosphère politique « *sentait la décomposition* ».

Pendant trente-cinq ans, le Caudillo s'efforça de réaliser ses chimères — l'instauration d'une Espagne monarchique, catholique, anticommuniste, autoritaire et centralisée — en recourant à la force seule et sans jamais chercher à obtenir le libre consentement de ceux qu'il avait assujettis lors de la guerre civile. Mais le résultat obtenu est tellement opposé à la fin poursuivie que rares sont ceux qui doutent encore aujourd'hui qu'au sein des secteurs les plus dynamiques du pays — cadres, intellectuels, ouvriers, étudiants — se développe l'aspiration à une Espagne républicaine, sécularisée, socialiste, égalitaire, démocratique et fédérale. Ces Espagnols se trouvent confortés dans leurs positions par le fait que leurs aspirations sont en accord avec l'esprit du dernier tiers du XXe siècle, qui est démocratique comme il fut libéral dans la période précédente et dogmatique dans un passé plus lointain.

Conséquence, parmi d'autres, des illusions anachroniques de Franco : l'Espagne se trouve isolée dans le monde, tant au

L'Assemblée de Catalogne et les revendications des minorités

Par KARL MICHAEL *

L'ELARGISSEMENT de l'audience de la Junte démocratique d'Espagne (J.D.) se heurte à deux difficultés : la première est l'établissement de relations avec des courants antifranquistes à la base ; la seconde est l'intégration des formations politiques démocrates du centre et d'une partie de la gauche non communiste. La solution de cette dernière difficulté dépend en grande partie des discussions entre les dirigeants. Il en va autrement pour les rapports avec la base. Etant donnée la présence des minorités nationales dans l'opposition antifranquiste, la J.D. est obligée d'adopter d'autres moyens pour assainir sa relation avec cette base. Tout d'abord, elle doit clarifier sa situation par rapport à ces formations qui existaient préalablement à la déclaration qu'elle a faite en juillet 1974. Bien que cette déclaration se termine par un appel au peuple espagnol à **« former des juntes régionales, provinciales et municipales »**, la J.D. n'est pas entrée en contact, dans certaines régions, avec des courants antifranquistes de base déjà actifs.

La Catalogne et son « Asamblea de Catalunya » (A.C.) créée le 7 novembre 1971 fournissent un cas exemplaire de ce double problème de la relation de la J.D. avec les minorités nationales et avec l'opposition. Mais la différence historique qui la sépare de l'Euzkadi (Pays basque) et de la Galice ne permet pas de considérer la Catalogne comme modèle général (1).

Quatre événements ponctuent bien l'évolution de l'opposition en Catalogne. En décembre 1970, trois cents intellectuels catalans se réunissent au monastère de Montserrat pour faire une déclaration de solidarité avec les Six de Burgos ; cela marque une étape dans la lutte contre la répression. Le 28 octobre 1973, à Barcelone, dans l'église de la paroisse de Santa-Maria-Medianera, cent treize personnes sont arrêtées. Accusées d'appartenir à l'A.C., elles sont toutes condamnées à des peines de prison et à de très fortes amendes. Cela marque la reconnaissance publique de l'existence de l'A.C. Le 8 septembre 1974, dans le couvent des Escolapias de Sabadell, près de Barcelone, soixante-sept personnes sont arrêtées et accusées d'appartenir à l'A.C. et, de plus, « **de s'être réunies pour discuter de la récente déclaration de la J.D. et de leur possibilité d'adhérer à son programme** » (note officielle de la police). Le 6 octobre 1974, convoquées par le comité pour l'Assemblée démocratique, plus de trois mille personnes manifestent leur soutien à l'A.C. dans le village de Ripoll, dans la province de Barcelone. La garde civile et la police invitent les manifestants à se disperser, ce qui se produit sans incidents ni arrestations.

La volonté d'indépendance de l'A.C. se manifeste par des déclarations internationales de soutien comme celle adressée par le secrétariat de sa commission permanente à M. Mario Soares, alors ministre des affaires étrangères du Portugal, au début du mois de juillet 1974 (2). Dans ce même but, une proposition en deux points a été soumise à l'attention de la onzième commission permanente de l'A.C. Elle affirme que la Catalogne est une nation qui doit former son propre gouvernement et que l'A.C. est le seul organisme représentatif des forces démocratiques de la Catalogne. Ce texte apporte uniquement une précision à la plate-forme en quatre points déjà développée par l'A.C. et qui définissait ainsi les objectifs de la rupture démocratique avec le régime franquiste :

1. L'amnistie générale pour tous les prisonniers et exilés politiques ;

2. Les libertés politiques et syndicales ;

3. La création d'un gouvernement provisoire en Catalogne conforme aux statuts de 1932 ;

4. Le droit à l'autodétermination pour toutes les minorités nationales ibériques.

"Personnalité politique" ou "autonomie" ?

A première vue, cette plate-forme ne semble pas très différente du programme en douze points proposé par la J.D. La principale divergence réside dans la formulation du point 9 : « **La reconnaissance, dans l'unité de l'Etat espagnol, de la personnalité politique des peuples catalan, basque, galicien et de toutes les communautés régionales formées démocratiquement.** » Entre « **l'autodétermination** » et « **la reconnaissance de la personnalité politique** » d'un peuple existe un large champ de manœuvre à l'intérieur duquel la J.D. et l'A.C. tentent d'élaborer une stratégie commune.

Cependant, du point de vue de la Junte démocratique, cette question des minorités s'inscrit dans le contexte plus général de ses relations avec l'opposition antifranquiste. Sur ce point, nous trouvons de nouveau dans l'A.C. un cas exemplaire du fait de sa composition largement unitaire et ouverte. En effet, tous les secteurs de l'opposition antifranquiste (3) se trouvent représentés à l'Assemblée de Catalogne, de même que les organisations du mouvement populaire, les groupes professionnels et les partis politiques implantés en Catalogne. En outre, ces derniers ont formé la Comissio coordinadòra de forces politicas de Catalunya (la C.C.F.P.C.), qui travaille avec l'A.C. et permet la représentation de toutes les tendances politiques, quelle que soit l'importance de leur implantation. Plus récemment, l'A.C. a dû se prononcer sur la création d'un comité de liaison qui serait chargé de ses relations avec la Junte démocratique et d'autres instances démocratiques en Espagne.

Les diverses formations antifranquistes et démocratiques qui composent l'opposition au régime peuvent être représentées par les cinq secteurs suivants : les organisations populaires et ouvrières, les partis politiques, le grand capital, les groupes professionnels et l'Eglise (4). Chacun de ces secteurs joue deux rôles distincts : d'une part comme composante du mouvement antifranquiste **régional** (A.C.) ; d'autre part, au sein du mouvement antifranquiste **national** (J.D.). Au niveau régional, ces secteurs relient l'A.C. à la base au travers des tâches de coordination et de direction. Au niveau national, l'A.C. doit transmettre les revendications des divers secteurs et classes sociales et refléter les rapports de force existants. Tous les secteurs reconnaissent l'A.C. comme seul organisme politique représentatif de la Catalogne. Mais quel doit être leur type de représentation par-delà l'assemblée régionale ? Les mouvements populaires et les groupes professionnels doivent-ils être représentés directement à la J.D. comme ils le sont à l'A.C. ? En Catalogne, la solution adoptée a donné naissance à la formation de deux instances politiques, une générale, l'A.C., et une autre regroupant uniquement les partis politiques, la C.C.F.P.C. Dans un communiqué paru au début du mois de septembre 1974 (5), la commission exécutive du P.S.O.E. (6) qualifie la J.D. comme une C.C.F.P.C. mal achevée ; en d'autres termes, manque-t-il à la J.D. une instance générale comme l'A.C., où tous les secteurs de l'opposition antifranquiste sont représentés ? Il ne s'agit pas de substituer à un organe existant et reconnu de tous (la J.D.) une autre assemblée plus représentative, mais d'appliquer au mouvement antifranquiste une politique susceptible d'élargir son audience.

La seule existence de la J.D. a créé une nouvelle situation politique, obligeant tous les partis politiques à se définir par rapport à son programme. L'extrême gauche doit se prononcer sur l'ouverture offerte au niveau national par une alliance avec d'autres courants. Tout en appartenant à l'A.C., des partis tels que le P.T.E., l'O.C.E. Bandera Roja, le M.C.E. (7) et autres se sentent obligés de faire ce choix. En dehors de l'extrême gauche et des partis qui adhèrent à la J.D., des partis du centre et de la gauche non communiste (tels que des formations démocrates-chrétiennes et le P.S.O.E.) sont représentés à l'A.C. mais, invités à participer à la J.D., ils ont refusé en invoquant l' « **ambiguïté** » de sa position sur le problème des minorités nationales.

Pour concurrencer la J.D., certaines personnalités, parmi lesquelles MM. Garcia Lopez et D. Ridruejo, ont convoqué au début de septembre 1974 une conférence démocrate à laquelle ont assisté notamment le P.S.O.E. et une formation démocrate-chrétienne dirigée par M. Ruiz Jimenez. L'échec de cette tentative et de la formation d'un gouvernement clandestin avec MM. Areilza, Ruiz Jimenez et Diez Alegria a rejeté ces partis devant l'*alternative* suivante : négocier avec la J.D. ou se condamner à une passivité qui ne peut, actuellement, qu'affaiblir l'opposition. Jusqu'à maintenant, officiellement, ces partis ont refusé de prendre contact avec la Junte.

L'écart entre la Junte démocratique et l'Assemblée de Catalogne devient particulièrement manifeste à l'étude des types de représentation. L'Eglise, le grand capital et les groupes professionnels (juristes, médecins, etc.) sont représentés à la J.D. par des hautes personnalités qui n'ont que peu de liaison avec l'opposition à la base. Par contre, l'A.C. regroupe aussi bien des personnalités que des représentants démocratiquement élus à la base. Mais il y a toute raison de croire que les négociations et échanges entre la J.D. et l'A.C. vont conduire à une convergence politique réelle.

La seule voie possible

D'AUTRE part, les minorités nationales sont aussi différentes entre elles qu'elles le sont du système culturel-politique dominant. La Catalogne n'est pas l'Euzkadi. Une longue tradition d'antagonismes oppose les nationalistes aux formations de la gauche « espagnole » en Euzkadi. Leurs divergences ne sont masquées que par *la répression qui les frappe* sans discrimination ou dans de rares actions unitaires et ponctuelles. La grève générale du 11 décembre 1974, dont l'*ampleur a dépassé* toutes les prévisions, en a fourni un bon exemple. Mais ces actions ne peuvent en aucun cas remplacer une structure de coordination et de représentation. Etant donnée leur position très critique par rapport à la J.D., il est peu probable que des formations de gauche comme le M.C.E., l'O.R.T. (8) ou ETA-VI forment une junte régionale. D'autre part, les partis nationalistes comme ETA-V et le P.N.B. (9) n'ont pas l'intention de rejoindre la J.D. aussi longtemps que celle-ci ne garantira pas l'autodétermination des minorités nationales. En dépit d'un mouvement antifranquiste de grande envergure, l'Euzkadi reste un très grand problème pour la J.D. Pour les autres minorités nationales et régionales, la formation de juntes régionales est déjà une réalité dans le reste de l'Espagne, où le mouvement antifranquiste passe avant les revendications nationalistes.

Il est clair que la J.D. est une formation-clef qui sera déterminante dans la rupture démocratique avec le régime franquiste. Elle peut même devenir le noyau à partir duquel se développera l'instance politique qui supplantera ce régime. Mais cela n'est possible qu'à condition qu'elle élargisse sa ligne politique de manière à inclure d'autres formations antifranquistes et qu'elle reconnaisse le droit à l'autodétermination des minorités ibériques.

* Sociologue, diplômé de l'University of the Pacific (Californie), spécialisé dans les civilisations hispaniques.

(1) Voir *le Monde diplomatique*, février 1974.

(2) Agencia Popular Informativa (A.P.I.), 10 juillet 1974.

(3) Seule la Convergencia socialdemocrata n'adhère pas à l'A.C., bien que son éventuelle appartenance soit en cours de négociation.

(4) Voir *Els partits politicas en la Catalunya d'avui* (les Partis politiques en Catalogne aujourd'hui), livre en catalan, édité par le groupe des membres non alignés de l'A.C.

(5) Voir *El Socialista*, organe du P.S.O.E., 7-15 décembre 1974.

(6) Parti socialiste ouvrier d'Espagne.

(7) Parti des travailleurs d'Espagne (anciennement parti communiste espagnol international), Organisation communiste d'Espagne Drapeau rouge et Mouvement communiste d'Espagne.

(8) Organisation révolutionnaire des travailleurs.

(9) Parti nationaliste basque.

prépare une transition pacifique

qu'on ne saurait ignorer. Bien qu'elle représente déjà un éventail politique assez large, la junte souhaite encore obtenir l'accord de diverses formations. Il s'agit notamment du parti socialiste ouvrier espagnol et de personnalités démocrates-chrétiennes. D'autre part, le gouvernement de M. Arias Navarro tente une opération de diversion en préconisant une ouverture par le moyen de la création d' « associations politiques » (le mot « parti » est peu prisé...) dont la Junte démocratique estime qu'elle constitue un « échec complet ».

Enfin, l'attitude de la junte à l'égard des différentes provinces ne manque pas de susciter des débats assez vifs. La junte, en effet, est jugée trop « centraliste » par exemple par l'Assemblée

des oppositions

de Catalogne, au sein de laquelle se retrouvent des tendances politiques extrêmement diverses. L'article que nous publions sur ce sujet analyse en détail les difficultés qui peuvent surgir à ce propos, tout en laissant percevoir les bases éventuelles d'une solution donnant satisfaction à la fois au pouvoir central de demain et aux aspirations des diverses nationalités.

Il n'empêche que le développement de l'activité de la junte démocratique constitue d'ores et déjà un événement capital dans l'évolution politique de l'Espagne où la survie du franquisme devient de plus en plus anachronique, surtout après l'élimination du salazarisme au Portugal.

DÉMOCRATIQUE

CALVO SERER *

Vatican qu'à Washington, à Bruxelles qu'à Lisbonne. Plus grave encore est son conflit avec le Maroc. Symbole de l'isolement et de la solitude du franquisme, le pays a même des problèmes avec Andorre.

Face à cette situation, la responsabilité de Franco est absolue, si l'on se souvient que l'opposition démocratique (libéraux, socialistes, communistes, démocrates-chrétiens, nationalistes basques et autonomistes catalans, carlistes et juanistes) ne fut pas seule à condamner sa politique ; au sein même de la coalition nationale conservatrice, qui l'appuya depuis 1936, des voix s'élevèrent pour demander à Franco de renoncer à sa conception utopique d'une « *démocratie organique* » et d'accepter les réformes qui auraient, peu à peu, conduit à une certaine forme de démocratie.

Le pouvoir de Franco finit avec lui

FRANCO compta toujours sur une sorte de légitimité « charismatique » de façon tout aussi vraie que la résistance des forces démocratiques et que l'opposition du Caudillo aux réformes proposées ou sollicitées par ses alliés. Cette légitimité lui permit de gouverner, avec une collaboration plus ou moins large des conservateurs, sans avoir à recourir à la seule répression.

Ce n'est plus le cas avec le gouvernement actuel de M. Arias Navarro, qui tente de combler le vide de pouvoir provoqué par la vieillesse et la dégénérescence physique du Caudillo. En effet, la coalition nationale de 1969 s'est totalement disloquée depuis la disparition de Carrero Blanco ; M. Arias Navarro dispose seulement d'une bureaucratie disciplinée par un régime autoritaire, de la police et d'une force paramilitaire comme la garde civile. En dernière extrémité, c'est l'armée qui intervient comme force de répression, en imposant aux travailleurs une mobilisation de type militaire ; et les conseils de guerre — bien que l'Espagne soit en paix — continuent à fonctionner.

Ainsi, les prétentions « libérales » des franquistes, à l'approche de la mort du Caudillo, sont-elles maintenant tout aussi illusoires que l'absurde conception de la « *démocratie organique* ». Les « *réformistes* » entendent innover... dans le cadre d'un système monarchique imposé par Franco pour que son régime continue.

L'échec de Franco et du franquisme se manifeste enfin dans la situation lamentable de l'économie espagnole. Grèves multiples, taux d'inflation élevé, chômage grandissant : autant de preuves flagrantes de la crise économique.

Le régime franquiste a, bien malgré lui, créé une situation propice au développement d'un puissant parti communiste. Le mieux adapté de tous à l'action clandestine, le parti communiste ne cesse d'étendre son influence parmi les travailleurs soumis en permanence à l'oppression par les conceptions fascistes ou corporatistes qui régissent la politique sociale des franquistes, démocrates-chrétiens et technocrates. Cela n'a cependant pas empêché les « commissions ouvrières » de contrôler désormais la base de l'organisation syndicale étatique.

A ces données de la réalité nationale s'ajoutent la transformation industrielle du pays, qui n'est plus à prédominance agricole ; un plus haut niveau de richesse et de culture, un nouveau climat spirituel propice au dialogue et à la tolérance ; tous ces facteurs ont, peu à peu, constitué les nouvelles bases sociales, culturelles et économiques sur lesquelles pourra s'édifier un régime démocratique.

Se proposant d'offrir une réelle alternative au pouvoir franquiste, une junte démocratique d'Espagne s'est formée ; l'opinion internationale en fut avisée à Paris, le 30 juillet 1974, par Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, et par moi-même. En réponse, le gouvernement espagnol a entrepris une campagne de diffamation, qui s'ajoute à la répression. Le but est de présenter la création de la junte comme une manœuvre des communistes, destinée à bloquer le projet « *réformiste* » du régime : maintien d'un pouvoir fort d'allure démocratique, grâce au soutien de certains secteurs socialistes et de la démocratie chrétienne. Mais l'échec du gouvernement est patent : les juntes démocratiques ne cessent de se développer, un peu partout dans le pays, et dans la plupart des professions.

Leur large implantation permit à la junte démocratique, le 12 mars 1975, d'assister à la séance plénière du Parlement européen, à Strasbourg, en présence de son président, des ministres de la Communauté et de nombreux députés libéraux, socialistes, démocrates-chrétiens et centristes. Ainsi la junte fut-elle reconnue de fait comme l'alternative démocratique en Espagne.

Elle réunit divers groupes, partis et tendances politiques, depuis la droite « civilisée » — ou réellement démocratique — jusqu'au parti communiste, en passant par les libéraux, les socialistes, les démocrates-chrétiens, les républicains, les monarchistes. Dans le cadre du régime franquiste, le parti communiste se trouve au premier rang de la lutte pour les libertés, comme il le fut pendant la période de la résistance contre le fascisme et le nazisme en France et en Italie. Des forces sociales, professionnelles et économiques appuient également la junte ; de même, des personnalités des divers secteurs de la vie nationale, unies par le désir commun de construire la démocratie par un pacte qui rende possible cette révolution, y participent, aux côtés des représentants des forces régionales prêtes à rétablir sur le champ les autonomies détruites par le fascisme national et international en 1939.

Par ailleurs, la junte reste ouverte et poursuit un dialogue constant avec les partis qui ne l'ont pas encore rejointe.

La junte offre la seule alternative possible au vide politique dans lequel se trouve finalement le régime franquiste. Quand viendra son heure, le gouvernement provisoire rétablira les libertés publiques, autorisera les partis démocratiques sans aucune exception, et garantira l'expression sans équivoque de la volonté du peuple espagnol en ce qui concerne la forme définitive de l'Etat.

Il nous reste, enfin, à évoquer les moyens dont dispose la junte pour vaincre la résistance antidémocratique des intérêts établis pendant trente-cinq ans de fascisme et la traditionnelle mentalité autoritaire de la droite espagnole. Dans le contexte actuel de l'Europe, ni le coup d'Etat ni la grève révolutionnaire ne constituent des moyens adéquats pour rétablir la démocratie dans une société industrielle. La France nous a montré, en mai 1958 et en mai 1968, comment en finir sans effusion de sang avec les résistances féodales et l'autoritarisme d'un général. Au cours de ces deux moments historiques de la vie française, la réponse des tenants du pouvoir face à la pression militaire ou ouvrière fut la négociation. En Espagne aussi, on eut un exemple de passage pacifique d'un régime à l'autre, de la monarchie à la république, en 1931.

La junte démocratique s'inspire de ces méthodes pacifiques qui s'opposent à toute sorte de violence afin de préparer l'action nationale démocratique qui obligera le régime franquiste à céder le pouvoir. La grève des deux cent mille ouvriers dans le pays Basque, le 11 décembre dernier, les conséquences de la journée nationale de lutte, le 26 février 1974, et l'extension des protestations au cours de l'automne et de l'hiver dernier dans les secteurs sociaux, professionnels et régionaux les plus divers ; autant d'indices qui nous montrent que le franquisme devra céder le pouvoir dans un délai qui ne saurait être lointain.

La junte s'opposera à toute concession « *réformiste* » des milieux franquistes qui, comme leur chef, sont maintenant dans l'incapacité de gouverner, et exigera, dès que la situation politique s'y prêtera, la formation d'un gouvernement provisoire qui rendra possible l'avènement d'une authentique démocratie.

* Ancien professeur d'Université, ex-directeur du journal *Madrid*, ancien conseiller privé de Don Juan.

LA FIN DES CONTRADICTIONS

Par ENRIQUE TIERNO GALVAN *

LE régime dictatorial espagnol est arrivé à un point où il a besoin d'évoluer et où il prouve qu'une évolution est impossible. Cela signifie que les instances politiques, élaborées en accord avec la volonté du général Franco pour protéger les intérêts d'une minorité, sont cohérentes avec sa propre logique. En effet, les institutions ont été pensées comme réalisation juridico-politique de l'inamovibilité ; dans le sens qui les définit, il est donc contradictoire de prétendre qu'elles puissent se transformer par une évolution. Il y a une contradiction insurmontable dans les projets de ceux qui voudraient que les institutions conçues comme inamovibles deviennent la source d'un avenir politique différent de celui que ces mêmes institutions définissent. A l'heure actuelle, et ceci est très clair, toutes les tentatives de réforme sont vaines car les Cortès espagnoles ne peuvent pas aller plus loin, ni le Conseil national du mouvement, ni le Conseil du royaume, etc.

L'oligarchie, qui assiste à la fin du régime autoritaire espagnol, est réellement face à une situation difficile car son unique issue serait un changement ; or changer les structures du système se heurte, et c'est normal, à d'énormes difficultés. Il n'y a pas de secteur où les contradictions et les difficultés soient plus concrètes et plus profondes. Dans ce sens, c'est un exemple exceptionnel que celui de la bourgeoisie espagnole comprenant que ses intérêts seraient mieux protégés par une démocratie, désirant cette démocratie mais ne sachant pas quelle voie suivre pour la trouver. On pourrait dire la même chose de l'ordre international : les puissances qui ont aidé le régime espagnol à se maintenir et son économie à se développer, comptant sur une évolution politique du système, sont maintenant devant un résultat prévisible, mais qu'elles n'ont pas su prévoir : les institutions qu'elles ont soutenues sont absolument inaptes à défendre les intérêts économiques stratégiques qu'elles voulaient protéger en Espagne. Ces puissances penchent désormais vers la démocratie alors que, durant un certain temps, elles ont opté pour le chemin apparemment facile, mais, en vérité, irréalisable, d'une évolution du régime lui-même.

La classe dirigeante espagnole, le peuple espagnol et les puissances ayant des intérêts proches et concrets en Espagne sont conscients qu'une évolution est impossible et que toute tentative de l'imposer pousserait le pays vers la violence ou le chaos. Il semble donc évident qu'il ne reste qu'une seule voie : accepter un changement profond impliquant le remplacement du système politique actuel par un système démocratique. C'est la voie d'une révolution politique.

Révolution évidemment pacifique et non pas révolution sociale qui sauterait, de manière violente et à partir de données chimériques, de la société capitaliste à une société sans classes. Nous nous référons à un changement politique qui serait révolutionnaire car il nécessite un remplacement complet du système. Y parvenir requiert l'effort de tous les Espagnols et le concours des puissances intéressées à la démocratie, sans que cela implique une ingérence d'autres pays dans nos affaires intérieures.

Il serait difficile de parvenir à quelque chose de concret dans la pratique si l'effort de tous les Espagnols ne s'exprimait pas d'une manière ou d'une autre dans un accord pour établir la démocratie et la défendre. L'accord doit avoir la valeur d'un pacte politique auquel participent les forces sociales. Il serait très dangereux de lutter pour la démocratie (et de l'obtenir) dans l'illusion que sa simple existence résoudrait tous les problèmes : la démocratie n'est pas un pouvoir magique et suppose organisation, sécurité, ordre. Il est nécessaire de l'organiser en tenant compte des caractéristiques et des nécessités de chaque pays, aussi un accord est-il indispensable.

Une fois définies les lignes générales de la démocratie qu'on va établir, la démocratie sera réellement sécurité et ordre. On ne peut procéder d'aucune autre manière, mais d'autre part on ne peut trop attendre car le temps est compté. Entrer dans une période rénovatrice sans savoir exactement comment va se faire le changement et quel est son sens équivaudrait à entrer dans une période de désordre ou de répression maximale.

Le concours des Européens

LES forces sociales, dans leurs aspects les plus généraux, et les forces politiques qui vont de la « droite raisonnable » jusqu'à la gauche, admettant la démocratie pluraliste constituée selon les principes de l'Etat de droit, doivent se mettre d'accord. Ceci est une nécessité qui concerne non seulement les Espagnols mais aussi ceux qui interviennent dans le processus de la détente globale et de la détente partielle, car une perturbation, une altération profonde de l'équilibre politico-social espagnol se refléterait en une perturbation de l'équilibre européen et de l'équilibre mondial. C'est un processus dont personne en principe ne doit être exclu, au bénéfice de la paix, non seulement dans la Méditerranée, mais aussi dans des zones plus étendues. Il ne faut pas oublier non plus la défense des valeurs morales de la communauté qui a souffert tant d'années une dictature.

L'accord pour une démocratie, aujourd'hui concrétisé par la formation des juntes démocratiques, doit se constituer en une réalité. Il n'existe pas d'autre alternative qui offre à la fois une issue pacifique et une solution à la situation actuelle ; solution qui ne peut pas être le résultat de la défense des privilèges ou des intérêts d'un parti ou d'un groupe social mais de la nécessité pour toutes les classes, pour le peuple espagnol et pour l'équilibre occidental, d'instaurer la démocratie en Espagne.

Tout ce que nous avons dit a une importance particulière si on se réfère à l'Europe communautaire. L'Espagne ne peut pas continuer à être la dernière dictature de la Méditerranée, isolée de la Communauté européenne à laquelle elle appartient pour des raisons géographiques, historiques, culturelles et anthropologiques. Il ne semble pas non plus qu'un tel isolement convienne à la détente globale et que l'Espagne puisse se convertir en un « Porto-Rico » de la Méditerranée. Il est certain, et nous le répétons, qu'instaurer la démocratie en Espagne est l'affaire des Espagnols, mais sans oublier que le concours des Européens est nécessaire. Il convient que l'Espagne soit membre de plein droit de la Communauté européenne. Pour y parvenir, il faut que l'Etat espagnol se définisse par des institutions et des principes en accord avec le traité de Rome.

Parmi les nombreuses contradictions qui, en général, prédominent en Europe, il y a celle, et ce n'est pas la moindre, qui se dégage de l'attitude des Européens à l'égard de l'Espagne. Tout en étant théoriquement en complet désaccord avec les fondements idéologiques (et leurs conséquences pratiques d'ordre juridico-politique) de l'actuel Etat espagnol, dans la pratique, l'aide et les bonnes relations sont permanentes. Il semble que cette contradiction devrait se résoudre pour une plus grande clarté dans les relations internationales, au bénéfice des idées mêmes que les Européens prétendent défendre.

* Avocat, ex-professeur de l'université de Salamanque.

Correspondance

La critique des Nations unies

A la suite de l'article du professeur J.-W. Samuels intitulé « Les illusions de la majorité automatique » (le Monde diplomatique, *avril 1975, p. 20), M. Sylla Sali Fou, étudiant à Paris, nous adresse une longue lettre dont nous extrayons les passages suivants :*

Il serait excessif d'affirmer que l'ONU est dénuée de toute efficacité, comme la démonstration de l'auteur conduirait à le penser. Nous ne parlerons pas ici des actions de l'ONU dans des domaines aussi variés que le domaine économique, le domaine social, l'assistance technique, les droits de l'homme. Prenons plutôt la décolonisation, domaine hautement politique. On nous opposera peut-être des arguments tels que la détermination des super-puissances de mettre fin au colonialisme, du moins sous sa forme classique, ainsi que le dépassement du fait colonial, mais nul ne peut nier le rôle d'accélérateur que l'ONU a joué dans ce processus.

L'ONU a un rôle tout aussi considérable : celui de servir de tribune mondiale, de permettre à chacun, faible ou fort, de faire entendre sa voix. On nous objectera peut-être qu'il s'agit là de discours sans aucune conséquence. Nous demanderons alors pourquoi des accusations portées contre tel ou tel gouvernement du haut de cette tribune provoquent souvent de violentes réactions ? (...)

Mais (...) la question fondamentale est la remise en question par l'auteur du principe de la « souveraineté nationale », du principe « un Etat, un vote ». (...) L'auteur (...) préconise une pondération des voix. Sur quelle base va-t-on fonder cette pondération ? Militaire, économique, démographique ? La réponse est esquivée. On se contente de nous dire qu' « il n'est pas nécessaire qu'un Etat dix fois plus puissant qu'un autre dispose de dix fois plus de voix, il suffirait qu'ayant plus de poids réel, il dispose aussi d'un pouvoir de vote nettement plus grand ». (...)

Toute pondération est difficile à établir dans le domaine politique. L'auteur nous cite les exemples du F.M.I. et de la Banque mondiale ; hormis le fait qu'il s'agit d'organisations financières, où le vote est facile à pondérer puisqu'il tient à la part détenue par chacun, il y a lieu de signaler l'utilisation scandaleuse que certains ont faite de leur force dans ces organisations pour des raisons tout à fait étrangères aux buts visés par lesdites organisations.

Mais l'auteur cite le cas plus intéressant du droit de veto au Conseil de sécurité, exemple par excellence de pondération, puisqu'il permet à un seul Etat de paralyser la décision d'un organe entier, et même toute l'organisation internationale. Nous ne nous prononçons pas sur l'utilité du veto, mais nous voulons simplement remarquer que l'auteur remet en question ce droit en ce qui concerne la France et la Grande-Bretagne. La conclusion qu'on peut en tirer est qu'il faut, soit supprimer ce droit pour ces deux pays, soit l'accorder à des Etats qui ont une puissance économique à peu près semblable, et cela sur une base purement économique, car c'est la R.F.A. et le Japon qui sont cités en exemple. L'Inde n'est pas citée, car seul le critère démographique pourrait lui octroyer ce privilège. Cela résume parfaitement la situation instable où nous conduira la pondération, situation qui sera organisée jusqu'à l'intolérable par l'imprécision des critères déterminants. (...)

La vérité est que souvent l'idée de « majorité automatique » sous-tend un certain mépris : elle suppose souvent que les gouvernements du tiers-monde ont peu de sens de leur responsabilité, agissent souvent sans discernement, ce qui est loin d'être le cas. Ce qu'il faut dire, c'est que beaucoup de pays ne peuvent plus faire de l'ONU « leur chose » comme ce fut le cas auparavant. Ils sont agacés de voir ceux qui étaient perçus comme des clients potentiels ne pas entrer dans le cadre tracé.

C'est à ce niveau que doit s'opérer le changement fondamental qui doit permettre aux grandes puissances non pas de renoncer à dominer, ce serait trop leur demander, mais d'accorder plus d'attention et de respect aux impératifs des autres nations. Cela éliminera des attitudes de défi, les résolutions ne seront plus considérées comme des actes d'hostilité, mais comme des instruments de conciliation et de coopération. Car les difficultés de l'ONU ne tiennent pas tant aux insuffisances du mécanisme qui comportera nécessairement des lourdeurs, compte tenu de l'ampleur de l'organisation, mais elles proviennent du trop grand attachement des Etats à la notion de souveraineté, à leur répugnance à obéir à l'organisation, chaque fois qu'ils estiment leur intérêt lésé.

La survie et l'essor de l'ONU dépendront toujours de la foi que les Etats et les hommes auront en la cause de la paix. Si cette foi fait défaut, toutes les conclusions que le comité de révision dégagera seront vouées à l'échec. (...)

L'Occident et le tiers-monde

La lettre de M. Jean-Marc Chaumette (le Monde diplomatique, *avril 1975, p. 15) nous a valu un abondant courrier. La réponse que lui fait M. Pierre Yakété, étudiant en sciences économiques à l'université de Caen, nous paraît exprimer assez bien la réaction générale.*

Sans vouloir entrer dans le dédale de la problématique impérialiste, le progrès technique est et restera pendant longtemps un instrument de domination. M. Chaumette a peut-être l'excuse de penser le tiers-monde en termes abstraits, mais l'Occident, en y construisant des usines ou en y introduisant l'agriculture mécanisée (pour ne citer que ces deux exemples), y transfère bel et bien sa technique. Peut-être convient-il aussi d'ajouter que tout cela se fait pour le malheur des populations de ce pays et au grand profit de l'Occident ? (...)

Reste alors le cas de la formation des cadres et techniciens du tiers-monde. Là encore la réalité est étrangère aux fictions de M. Chaumette. (...) Croire que l'Occident ouvre ses universités aux étudiants du tiers-monde par abnégation serait faire preuve d'une naïveté infantile. A notre connaissance, la formation des cadres s'inscrit dans un ensemble plus vaste que sont les traités de coopération. Les motivations économiques sont de loin le facteur dominant ; la formation des cadres n'est qu'un élément secondaire. La question fondamentale, en fait, est celle de savoir à qui profite cette formation des cadres ?

Puisque le vin est tiré, il faut le boire : aliénés, corrompus, formés dans le mépris des masses populaires, ces « gestionnaires de la pénurie » ne sont autres que les fidèles serviteurs de demain pour l'Occident. Comme on le voit, l'Europe occidentale y retrouve son compte, pour ne pas parler des Etats-Unis.

Les inégalités des revenus

A propos du dossier consacré aux inégalités des revenus (le Monde diplomatique, *avril 1975), Mme Maechling, de Strasbourg, nous écrit :*

L'introduction me laisse perplexe : « Cette politique globale ne pourra être corrigée, renversée, que le jour où ses victimes se montreront capables de faire la synthèse des deux faces inséparables d'une même action : contre les injustices à l'intérieur de leur propre société, contre les injustices dont celle-ci se rend coupable à l'encontre d'autres sociétés plus pauvres. »

Je suis mariée à un homme, qui est routier T.I.R. (transports internationaux routiers) depuis deux ans ; avant il était routier dans le Haut-Rhin, la Haute-Saône, etc : ça fait quatorze années de vie commune dans la classe ouvrière, et je suis bien placée pour vous dire que cette phrase-là ne tient pas debout, ce sont des mots et des mots, et c'est un scandale. C'est trop facile de dire aux exploités : débrouillez-vous, c'est votre affaire, alors que c'est tout un système économique basé sur l'exploitation qui les maintient volontairement sous-développés et impuissants à réagir.

Telle que notre société française est constituée, les « victimes », comme vous dites dans votre revue, ne pourront jamais prendre leur vie en main. Renversez la situation.

POUR UNE SYNTHÈSE DU MARXISME ET DU CHRISTIANISME

La longue marche de Roger Garaudy

Par YVES FLORENNE

LE dernier livre de Roger Garaudy est une manière de testament. Non pas au sens de testament politique ou philosophique, mais au sens religieux, prophétique : témoignage essentiel, parole — cette « parole d'homme » est parole de Dieu dite par l'homme — acte de foi, annonce de la « bonne nouvelle » (1). Ce caractère qui marque le livre tout entier est contenu tout entier aussi dans les dernières lignes tracées comme des inscriptions sur la clef de voûte :

« Le socialisme et le communisme ont donné un visage à l'espérance des hommes.
» ...Ma tâche de communiste est de lui rendre ce visage.
» ...Vivre selon la loi fondamentale de l'être : l'amour.
» Je suis chrétien. »

Le communiste et le chrétien se rencontrent pour exceller dans l'exercice de la confession publique, mais, cette fois, le public est vaste. Ainsi brille à nos yeux, dans son ultime intensité, sans éclipses ni vacillements, cette « lumière » dont Roger Garaudy atteste qu'elle l'éclaire depuis quarante ans, et qu'il a reflétée dans une trentaine de livres. Et il est bien vrai qu'on retrouve à travers ces livres, avec cette « loi fondamentale » de l'amour, la dénonciation inlassable du dualisme, véritable péché originel, et l'affirmation d'une trinité : Foi - Poésie - Révolution, qui se manifeste dans la certitude que la création doit être continuée par les hommes ; ce qui s'exprime par un leitmotiv dont l'involontaire répétition est elle-même révélatrice : « l'émergence poétique de l'homme ». Conséquence : « J'appelle politique conservatrice toute politique prétendant apporter aux masses, du dehors et d'en haut, leur avenir et leur sens. (Sont explicitement visés « le parti et ses chefs ».) J'appelle révolutionnaire toute politique fondée sur les possibilités créatrices de chaque homme et de tout homme. »

Aussi, pour ce « militant de la création », « l'acte de création artistique est peut-être à la fois le modèle de l'action révolutionnaire et de la foi chrétienne ». Idées et convictions qui se trouvaient déjà dans ses romans de jeunesse, *Antée* et *le Huitième Jour de la création* (2), et se retrouvent naturellement dans ses essais d'esthétique et d'éthique (3).

TOUTEFOIS, ce militant et croyant du changement total, il serait étrange et même inquiétant qu'il n'eût pas lui-même changé. On peut saisir cette évolution, presque aux extrêmes de l'itinéraire, en un repère très ponctuel mais très actuel. Aujourd'hui, Roger Garaudy compte parmi les défenseurs de Soljenitsyne. En 1947, dans *Une littérature de fossoyeurs* (les trois autres étant Malraux, Mauriac et Sartre), il écrasait le menteur, mystificateur et imposteur Koestler. Or, ce que les orthodoxes reprochent à l'auteur du *Goulag* (et Garaudy n'est pas de ceux-là), c'est de ranimer une vieille vérité qu'il faut oublier au nom d'intérêts supérieurs à la vérité. Qu'est-elle, sinon la vérité même de Koestler ?

En ce temps-là, Roger Garaudy l'écrit (dans *Toute la vérité*, justement) : « Nous ne savions pas. » Mais : « Maintenant, nous savons. » Terrible savoir. Quelque chose comme si Garaudy, chrétien des premiers temps, apprenait soudain que Pierre a trahi toute sa vie le Christ mort, a perverti et déshonoré le christianisme et jeté les chrétiens aux bêtes. L'étonnant, c'est qu'il croie aussitôt, la mort dans l'âme, cette dénonciation par les propres acolytes de l'apôtre-traître. Révélation-choc, en tout cas, qui fut — qui est redevenue, avec le néo-stalinisme — le drame des communistes. De ceux, du moins, qui n'en ont pas pris, si j'ose dire, leur parti.

Après d'autres, avec d'autres, qui sont entrés dans les rudes et épineux chemins de la liberté, Roger Garaudy le déclare : « Je n'ai jamais rougi d'avoir été stalinien. » Ce qui va de soi, puisqu'il était communiste français. L'intéressant est de voir comment, non en surface mais au plus profond, il a cessé de l'être. Il est instructif de relire aujourd'hui *Pour un modèle français du socialisme* (4) parce que, — paru sous le titre *Peut-on être communiste aujourd'hui ?* (5), à la veille de mai 1968, republié dès le lendemain — ce livre marque pour son auteur la ligne de partage des eaux. C'est un exposé classique du marxisme et de son application encore pure quoique personnelle par Lénine (ce n'est pas chez Garaudy qu'on trouvera l'accusation de préstalinisme) (6) ; une défense et illustration du « modèle soviétique », où sont notées des « déformations » auxquelles le vingtième congrès a apporté « certains correctifs ». Immédiatement suivis, à Budapest, d'un correctif d'une autre sorte, auquel l'étude du « modèle » ne fait d'ailleurs aucune allusion.

Il en ira tout autrement du correctif de Prague, dont six mois nous séparent encore. Pour l'heure — après la description critique du « modèle chinois », « révolution pervertie » — l'enthousiasme se hâte de fleurir, en ce printemps, devant le modèle tchécoslovaque, « le plus beau visage humain du socialisme ». L'espérance qu'il a fait naître sera proclamée comme un défi dans la préface, à la seconde édition, malgré l'agression décidée par « les actuels dirigeants soviétiques » : l'expression significative apparaît et ne disparaîtra plus ; elle s'étendra d'ailleurs à d'autres dirigeants.

Il y a néanmoins dans ces pages l'expression conjuratoire d'une confiance dans le parti communiste français où l'on discerne une angoisse, un ultime appel. En contrepartie de ces positions déjà en flèche, on note plus d'un alignement : « l'utopie », qui sera tenue pour « nécessaire » dans *Parole d'homme*, est encore dénoncée au même titre que l'anarchisme. Et gauchisme et gauchistes sont très sévèrement traités, sous le couvert de Lénine.

C'est pourtant dans les divergences sur l'interprétation de Mai que va se révéler la fissure qui se creuse brusquement avec l'intervention en Tchécoslovaquie et ses suites, et ne peut plus aboutir qu'à l'exclusion : pour inopportunisme.

Le dossier édifiant de ce procès de Paris, avec toutes ses pièces, constitue *Toute la vérité* (7). Il ne restait plus à l'exclu qu'à entreprendre la *Reconquête de l'espoir* (8) : critique radicale de la « version soviétique » et projet d'une version authentiquement socialiste, dans l'autogestion, la démocratie directe, et nourrie par la préoccupation constante du mariage marxisme-christianisme.

L'EVOLUTION, les contradictions, les conflits intérieurs, sont plus sensibles pourtant chez le chrétien que chez le communiste. Chrétien surprenant, d'ailleurs, qui note comme négligemment, en 1971 encore : « matérialistes et athées, comme je le suis moi-même » ; et : « bien que ne partageant pas les perspectives de l'espérance chrétienne... ». Mais dès l'année suivante, dans *l'Alternative* (9), ce singulier athée qui ne concevait rien sans Dieu rejette « l'athéisme positiviste », puis professe : « Pendant toute ma vie, je me suis demandé si j'étais chrétien. Pendant quarante ans j'ai répondu non. Parce que le problème était mal posé : comme si la foi était incompatible avec la vie du militant. Je suis sûr désormais qu'elles ne font qu'un. Et que mon espérance n'aurait pas de fondement sans cette foi-là. »

Qu'on ne s'y trompe pas : le chrétien demeure aussi « hérétique » que le communiste. D'autre part, on ne peut le suivre sans être entraîné dans un long balancement : le royaume de Dieu est à créer sur la terre, il n'est nulle part ailleurs ; et : la terre n'est pas le royaume de Dieu ; — il n'y a pas d'autre monde, il y a un monde autre ; et : le « monde autre » est la condition de l'autre monde, etc. Le lecteur se trouve devant un curieux phénomène de ventriloquie, il se demande : « Qui parle ? ». La réponse finale de *Reconquête de l'espoir* était encore ambiguë : la révolution, « ce serait un malheur historique que nous ne la fassions pas ensemble ». Nécessairement ensemble, si « nous » ne fait qu'un. Mais manifestement c'est le communiste qui s'adresse ici au chrétien : ils sont encore deux.

Jusque dans la profession de foi de *l'Alternative*, jusque dans cette certitude déclarée, on croit sentir encore l'ombre d'une incertitude. Il faudra trois années et cette « parole d'homme » pour que le « Je suis chrétien » vienne tout sceller.

Et expliquer la lente séparation et la rupture. Quelle communicabilité peut-on imaginer entre les praticiens sur le tas du réalisme politique et cet intellectuel infecté de spiritualisme suspect et de lyrisme, malade de sa conscience et de ses espérances, imbu de certitude personnelle et, par exemple, de celle-ci, « obscure mais invincible, que le socialisme avait besoin, pour être lui-même, de cette dimension divine de l'homme ». Que faire d'un rêveur qui voit dans le monde socialiste la création divine continuée et qui, aux stéréotypes du socialisme « scientifique », répond : « Une révolution sociale ne sera pas le triomphe de la science mais de l'amour » : qui répudie le cogito, fût-il devenu « nous pensons », parce que « la première expérience vitale n'est pas « je pense », mais « nous aimons ».

Roger Garaudy prendrait probablement à son compte le mot d'un critique, d'ailleurs marxiste, à propos de Stendhal : « Dans un monde faussé, un amour vrai est le seul signe révolutionnaire vrai » (10). En étendant le sens « romantique » d'amour jusqu'au sens chrétien. On est ramené aux derniers mots du « testament » : communiste et chrétien, amour et révolution. Cette coexistence, cet accord enfin pleinement vécu, et bien davantage, cette consubstantialité, ne surprendront que ceux qui ne sont pas vraiment ou pas assez communistes, et ceux qui ne sont pas assez ou pas vraiment chrétiens. Il est vrai que ça doit faire beaucoup de monde. Roger Garaudy, pendant quarante ans, se sera ardemment efforcé d'être assez, et vraiment, ceci et cela. Ce n'aura pas été sans peine, doutes, déchirements, contradictions, prudences, souffrances et silences, jusqu'à la rupture douloureuse qui sera aussi libération : pour la pensée, la parole, la paix intérieure, le combat, la foi. Il apparaît comme un Lamennais de l'Eglise communiste. Sa « parole d'homme », c'est bien la parole d'un croyant, parvenu à cette croyance à la fois double et unique.

(1) *Parole d'homme*, R. Laffont, 1975, 270 p., 30 F.
(2) Edit. « Hier et aujourd'hui », 1945 et 1946.
(3) *D'un réalisme sans rivages*, Plon, 1963 ; *Esthétique et invention du futur*, 10/18, 1971 ; *Perspectives de l'homme*, P.U.F., 1961.
(4) Gallimard, septembre 1968.
(5) Grasset, avril 1968.
(6) Voir aussi *Lénine*, P.U.F., 1968.
(7) Grasset, 1970.
(8) *Ibid.*, 1971.
(9) R. *Laffont*, 1972.
(10) P. Barbéris, édition de Stendhal « selon un ordre politique ».

Dans les revues...

■ DOCUMENTS - QUESTIONS ALLEMANDES consacre son « dossier » du trimestre à « l'Allemagne et l'Europe », avec sept études, dont la plupart des auteurs sont Allemands : elles posent le problème de la politique agricole, ou s'interrogent sur la compatibilité avec l'Europe de l' « ostpolitik », voire de la réunification. Une « analyse française » de Léo Hamon évoque, pour l'exorciser, le « fantôme » de Rapallo. (Premier trimestre 1975, trimestriel, 9,50 F. - 50, rue de Laborde, 75008 Paris. Rédaction : D. 1 Berlin, 33 Postfach.)

■ Une nouvelle revue, ETUDES ET RECHERCHES POUR LA CIVILISATION EUROPEENNE, se donne ouvertement comme organe de « la droite universitaire » ; mais « ouverte », « libre », « tolérante ». Largement culturelle, d'ailleurs. On trouvera dans ce premier numéro une utile « Bibliographie celtique ». (N° 1, 3 numéros par an, abonnement : 25 F. - 130, rue de la Pompe, 75116 Paris).

■ Autre revue nouvelle, LES CAHIERS DE L'EST qui se donnent pour tâche de nous faire entendre la voix des écrivains contestataires. La plupart de ceux réunis dans ce premier numéro — il faut le souligner — vivent dans leur pays, y écrivent, et y publient quand ils le peuvent. Dans ce cahier très substantiel, on lira, outre ces textes, celui de Ionesco et la prise de position nettement politique d'Octavio Paz. (Janvier-mars, trimestriel, 18 F. - Editions Albatros, 14, rue de l'Armorique, 75015 Paris.)

■ PROMESSE, n° 38, elle poursuit depuis plusieurs années son effort de recherche et d'exploration qui lui a permis de publier des inédits en français de Marx, Engels, Reich, etc. Ce numéro « Hiver 74-75 » s'ouvre par un texte de Mao Tse-toung « sur la question de Staline ». On y trouvera un débat avec Ch. Bettelheim autour de son livre les Luttes de classes en U.R.S.S. 1917-1923. (Abonnement à 3 numéros : 36 F. - « Les Quatre Horizons », 67, rue P.-Brossolette, 92320 Châtillon.)

■ C'est à une réflexion sur les « mutations du métier d'historien » que s'attache François Furet, professeur à l'Ecole des hautes études, dans DIOGENE (n° 89). Il ne s'agit pourtant pas d'un passage brusqué de l' « Histoire-récit » à l' « Histoire-problème » : l'une s'ajoute à l'autre, et l'élaboration d'une connaissance scientifique ne retranche rien à l'art du récit. (Premier trimestre 1975, trimestriel, 20 F. - Gallimard, Paris.)

■ ECONOMIE ET HUMANISME (numéro 221) consacre un ensemble très élaboré aux travailleurs migrants, leur statut, leurs conditions de vie. (Janvier-février 1975, bimestriel, 12 F. - 99, quai Clemenceau, 69300 Caluire.)

■ C.F.D.T. AUJOURD'HUI (n° 12) publie un numéro spécial sur un problème très actuel : les rapports entre les syndicats et les partis politiques. (Mars-avril 1975, bimestriel, 11 F. - 26, rue de Montholon, 75439 Paris Cedex 09.)

■ ESPRIT commence la publication des deux premières parties de l'important essai de l'économiste brésilien Celso Furtado : le Capitalisme post-national, « analyse des formes du pouvoir ». Dans le même numéro, Monique Rivet rapporte son expérience du féminisme américain et, par là même, du statut — peu évolué — de l'Américaine. (Avril 1975, mensuel, 12 F. - 19, rue Jacob, 75006 Paris.)

■ Sous le titre « les Femmes : lutte de classes - Idéologie », la première partie de DIALECTIQUES (n° 8) réunit des textes féministes classiques de la fin du siècle dernier : E. Marx-Aveling, L. Lafargue, L. Kautsky (qui fut secrétaire d'Engels) et un entretien avec Luce Irigaray, auteur de Speculum de l'autre femme. (Trimestriel, 16 F. - 77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.)

■ La Nouvelle Revue des Deux Mondes (n° 4) publie la traduction d'un article signé deux étoiles, paru dans l'ECONOMIST, sur la « surabondance du pétrole » : surabondance qui se maintiendrait même si le prix tombait de 10 à 3 dollars le baril. L'auteur prévoit même que des producteurs marginaux vendront au vingtième du prix actuel ! C'est une critique incisive et ironique du « prix plancher » de M. Kissinger. (Avril 1975, mensuel, 10 F. - 15, rue de l'Université, 75007 Paris.)

■ La destruction systématique des forêts équatoriales, dont il ne restera plus en l'an 2000 « que quelques échantillons soigneusement préservés », est dénoncée par Robert Allen, spécialiste des problèmes de l'environnement, dans FORUM DU DEVELOPPEMENT (n° 18) que publie le Centre de l'information économique et sociale des Nations unies à Genève. L'auteur s'élève contre les méthodes d'abattage massif et les conséquences de ce massacre sur l'écologie et la société des régions équatoriales. (Avril 1975, mensuel, abonnement gratuit. - Palais des Nations, Genève.)

■ PERSPECTIVES POLONAISES, publiée à Varsovie, consacre un article dans son numéro 3 (dix-huitième année) au développement du commerce et de la coopération économique entre la Pologne et les Etats-Unis. En se fondant sur les prévisions de la commission gouvernementale polono-américaine, l'auteur conclut à la nécessité pour la Pologne d'adapter son offre aux besoins changeants des clients américains. Quelques précisions intéressantes sur la coopération qui s'est établie avec des firmes américaines. (Mars 1975, mensuel, 2,20 F. - Publié sous les auspices de l'Institut polonais des affaires internationales, 00-950 Warecka 1 A, Varsovie 1.)



Films et histoire

Images soufflées

« La vie est l'origine non représentable de la représentation. »

Jacques DERRIDA.

Naguère, les parents conservaient attendris les mèches de cheveux de leurs enfants dans des boîtes d'écaille, fragiles et parfumées. Ils préservaient ainsi de l'oubli une partie immutable des jeunes corps. L'invention de la photographie vint déranger ce goût presque macabre pour les reliques. La photo, en effet, ne prit pas la place, comme on l'a dit hâtivement, de la peinture, elle fut plutôt perçue comme une sorte de grattage à distance des corps, une trace, mieux : un reste qu'ils sécréteraient naturellement et que seule la caméra pouvait saisir, dérober, souffler. On constata que le corps *produisait* de l'image. On appela cette nouvelle qualité : la photogénie. On prit l'habitude de porter sur soi les photos de la famille ; conserver une photo revenait à préserver un vestige corporel. Ce nouveau fétiche avait le pouvoir magique de rendre présents les absents.

En immobilisant la fugacité, en arrêtant le temps, l'image photographique devenait le souvenir le plus fidèle, le témoignage le plus éloquent. Là où une confrontation de plusieurs versions eût été nécessaire pour garantir un fait, une seule photo suffisait. Avec le cinéma, c'est le mouvement même du temps qui était saisi, contrôlé, dominé ; le film sonore enfin, par une sorte de fascinant tamisage, permit de préserver les seuls déchets nobles du corps : l'image et la voix, longtemps considérés comme irrécupérables. La remontée dans le temps (projet fondateur de l'histoire) parut alors possible.

L'histoire crut tenir en effet les éléments définitifs qui devaient permettre son projet. On s'imagina que désormais l'histoire tomberait toute faite dans les caméras. Il fallut vite déchanter : les appareils de prise de vues n'étaient pas partout (et surtout pas dans les mains du prolétariat, ou des peuples colonisés) et l'histoire se faisait toujours ailleurs.

Il en resta cependant une puissante nostalgie, un regret d'une histoire cueillie naïvement et se déroulant linéairement sous nos yeux comme un film. L'affaire du Watergate nous a rappelé que cet espoir demeure chez ces historiens américains qui enregistraient absolument tous les mots prononcés par le président des Etats-Unis ; c'est également cette nostalgie qu'exprime l'auteur de *Dreyfus, ou l'intolérable vérité* lorsqu'il déclare : « *Le film est construit comme un travelling à travers l'histoire.* »

Dans l'impossibilité de parvenir à la réalisation de ce souhait, le *film d'histoire* (construit à partir de documents filmés préexistants, qui n'est pas à confondre avec le *film historique*, fiction à costumes d'époque) adopte plusieurs attitudes. En général il se résigne à être mystificateur puisqu'il ne comble pas l'écart de sens qui s'établit souvent entre l'image proposée et le commentaire. Il multiplie les « effets Koulechov », il propose l'image comme le garant irréfutable de l'assertion proférée par le commentaire. La réalité massive de l'image opère un coup de force qui authentifie, garantit et légitime le raisonnement. La même image supporte donc un nombre indéterminé de commentaires qui, bien entendu, pourront être contradictoires.

Les témoignages mystificateurs

LORSQUE les images manquent pour illustrer un événement, le film d'histoire a recours au témoignage. Celui-ci a la particularité d'être énoncé devant nous de manière inaugurale (de là le mythe de la réalité absolue qu'entretient le cinéma direct) ; ce témoignage fait de nous, spectateurs, des complices de l'analyse effectuée par le réalisateur ; il se donne comme une preuve irréfutable. Toutefois, bien souvent, il manque de sérieux ; le comble de la futilité est atteint dans le film de Marc Hillel *Au nom de la race ;* l'auteur est à la recherche des théoriciens et fondateurs des Lebensborn, il en localise un grâce à un annuaire téléphonique et l'appelle. L'image nous montre une cabine téléphonique de rue, vide, et le son nous restitue maladroitement une mince conversation où le personnage refuse l'invitation. Nous sommes loin de la démarche d'un historien et bien près du journalisme mystificateur pratiqué par certaines stations de radio.

Par le gonflage artificiel des images, par la sélection arbitraire de témoignages, le film d'histoire vise à faire de nous aussi des témoins ; il nous plaque contre l'événement, et souvent, paradoxalement, il nous empêche de comprendre le sens du film ; il oublie qu'un témoin ne *voit* jamais l'histoire. L'image est souvent choisie non pour son éloquence, sa richesse, mais pour sa rareté, son originalité ; ce n'est pas celle qui dit mieux, mais celle qui dit n'importe quoi scandaleusement. Il y a alors danger de nous égarer ; ainsi, dans *Au nom de la race,* le plan le plus fort, parce qu'il condense des fantasmes archaïques d'identité, est celui où l'on voit une grande table sur laquelle pêle-mêle se trouvent entassés des dizaines de nourrissons entièrement nus rampant les uns sur les autres, indistinctement, comme une portée gigantesque de jeunes chiots. Autour de la table s'affairent quelques puéricultrices qui talquent d'un geste précis et mécanique les fesses roses des enfants. Ce plan, qui revient à deux reprises, semble nous dire que les Lebensborn étaient des usines à produire des enfants, tous identiques et sans nom. Nous savons que c'est là une crainte très répandue, mais les Lebensborn n'étaient pas exactement cela ; le film, en se laissant aller à l'exploitation d'un document qu'il contrôle mal, ne fait pas œuvre d'histoire, car il ne détruit pas une fausse croyance (il la renforce même) et il n'explique pas le sens exact des Lebensborn dans l'Allemagne nazie. C'est encore une fois le sensationnel journalistique qui l'emporte ; à ce propos il est intéressant de constater que le déclin du magazine illustré de grand reportage coïncide avec l'épanouissement du film d'histoire, dont la télévision constitue la réserve actuelle d'archives.

Le document filmique est rarement soumis à une analyse historique, on oublie que les images sont, *elles-mêmes*, porteuses d'histoire. Dans le meilleur des cas on les commente ; mais en général on leur accorde essentiellement une fonction illustrative, elles viennent occuper des cases vides réservées, presque typographiquement, à illustrer un discours historique élaboré en dehors d'elles. L'ambition, bien mineure, du film d'histoire semble être de vouloir prendre la place du manuel d'histoire dont l'importance de l'illustration graphique n'a cessé d'augmenter. Le film devient une sorte de manuel saturé d'images. C'est toute l'entreprise de Pathé-Hachette dont Serge Daney analyse un aspect dans cette page, et qui convient parfaitement à la tentative de « déproblématisation » de l'histoire, matière scolaire, que souhaite la réforme Haby. Par son aspect irréfutable, par son ton assertif, le film *démontre* l'histoire et évite les discussions gênantes.

Un autre aspect fâcheux du film d'histoire est ce clivage qu'il établit entre une « grande histoire » qui serait politique, et le reste qui ne vaudrait guère, oubliant ainsi le conseil fondamental de Lucien Febvre : « *Aucun geste, si insignifiant soit-il en apparence, n'est indigne de la curiosité historique.* » L'histoire, en effet, naît de la mise en résonance de données très diverses, parfois de l'accumulation de micro-éléments non illustrables, comme par exemple les fluctuations de l'économie, ou les rapports de classes.

Cet engouement pour la « grande histoire » rend aujourd'hui le film d'histoire en grande partie responsable des confusions créées autour de la mode rétro ; en ne s'intéressant qu'aux aspects massifs, continentaux, de l'histoire des années 1930-1945, en faisant de manière irresponsable de Hitler et du nazisme les héros permanents de cette période, le film d'histoire a négligé de rendre compte d'une certaine vie quotidienne dont les restes (objets, photos des parents, vêtements, chansons, meubles...) nous entourent encore ; en culpabilisant une quotidienneté qui n'était pas forcément insouciante, il n'a pas su raccrocher à l'histoire ces restes qui demeurent pour nous inévitablement historiques ; il a été incapable de rendre compte du mental collectif à une époque pourtant cruciale ; il a laissé ce soin au cinéma commercial qui a exploité ce filon avec une grande mauvaise foi, à l'exception d'*Amarcord* de Fellini (1). Pourtant ces restes que le cinéma élabore et que le film d'histoire néglige sont souvent la source concrète du politique comme les travaux de Michel Foucault ne cessent de le prouver. Pour les restituer dans le *temps long* de l'histoire, certains cinéastes préfèrent le cinéma de fiction. C'est le cas de René Allio, auteur des *Camisards*, et surtout de Roberto Rossellini, dont toute l'œuvre récente *(l'Age du Fer, Pascal, la Vie des apôtres, Socrate,* et bien entendu *la Prise du pouvoir par Louis XIV)* s'applique à retrouver l'évolution des mentalités, la lente transformation des mœurs, l'apparition des coupures dans la longue durée historique. Comme des archéologues modernes pour qui le dessin vient après la photo, dans un deuxième temps plus complexe, plus élaboré, ces auteurs estiment qu'il convient de passer du document brut à la fiction ; la fausseté conventionnelle et franche de celle-ci permet, par un effet de distanciation, de mieux faire naître la vérité. Cette démarche prouve la naïveté de celle du film d'histoire qui espère, par l'accumulation d'images vraies, soufflées au réel, cueillir magiquement le sens de l'histoire (2).

IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. article d'Alain Bergala, dans la page « Mirages du Passé », *le Monde diplomatique*, août 1974.

(2) Cf. l'ensemble d'articles « Quand l'histoire agit dans le présent », *le Monde diplomatique*, avril 1975.



(Photo Marc Hillel.)

« AU NOM DE LA RACE »
Ce que le film n'explique pas :
le regard languide de la petite fille dans les bras de l'ogre.

L'ORDRE DU REGARD

EN 1931, dans un court texte intitulé *Petite histoire de la photographie*, Walter Benjamin note : « *Qu'on vienne de la gauche ou de la droite, il faudra bien qu'on s'habitue à être regardé, d'où que l'on vienne. Et, à son tour, on regardera les autres.* » En 1936, alors qu'en Allemagne le nazisme a gagné, en même temps que le pouvoir politique, le monopole du regard, du « droit de regard », de l'archive (donc du document), Benjamin ajoute — prophétiquement — qu'il se produit « *une nouvelle sélection, une sélection devant l'appareil ; ceux qui en sortent vainqueurs sont la vedette et le dictateur* ». Il devine alors une chose qu'on s'est empressé d'oublier par la suite : qu'une image n'est pas donnée, qu'elle se prend (ne dit-on pas « *la prise de vue* », ne parle-t-on pas de « *chasseurs d'images* » ?) et que cette prise implique un rapport de pouvoir, un rapport au pouvoir. Vu du haut d'un B-52, le champ vietnamien qui est, dans le même temps, filmé et bombardé a ceci de particulier qu'il n'existe pas, de son point de vue, de contrechamp.

Un tel rappel, même abrupt, n'est pas inutile si l'on veut situer l'entreprise de Marc Ferro et de Pathé-Hachette, la situer dans l'histoire, mais aussi dans l'histoire de la réflexion sur les documents filmés. Cette réflexion est peu avancée, dominée encore par des conceptions idéalistes, obscurantistes de l'histoire aussi bien que du cinéma.

Dans ces conceptions (encore fort répandues, à la télévision, par exemple) un « document historique filmé » est le résultat (fantasmatique) d'une sorte de *desquamation* (desquamation : chute de la partie superficielle de l'épiderme par lambeaux, squames). Le document, c'est l'objet chu d'une histoire qui, d'elle-même, tombe, si l'on peut dire, en pellicules. Le film serait la peau de l'histoire. Celle-ci non seulement se ferait toute seule (divinité ravageuse et qui tranche) mais s'enregistrerait naturellement sur le support filmique. Dans cette conception, on voit ce qui est refoulé. D'une part, ce fait que, comme le rappelle Marx « *L'histoire n'accomplit rien, ne fait rien.* » D'autre part, que ce sont les hommes — et les hommes en lutte — qui décident de la prise de vues. Et qu'ils le font toujours d'un point de vue déterminé.

Prise de vues/point de vue — inséparables. Double « référent » qui vient s'inscrire dans les images comme ce qui les signe, les historise, les politise. Donner aujourd'hui un sens aux images prises hier (et par d'autres), c'est tenir compte de ce double référent. N'oublions pas que les événements de la première partie de ce siècle ont été, le plus souvent, filmés du point de vue des détenteurs de caméras (donc de pays industrialisés, impérialistes souvent). Ceux qui avaient le monopole de la prise de vues criaient (au moyen aussi de la « théorie ») que les vues prises (par eux) étaient objectives puisque l'œil de la caméra *ne* pouvait mentir. En fait, il leur fallait décourager les autres — les filmés — de chercher qui, quel point de vue, quels intérêts, se cachaient derrière l'objectif.

Mais voilà que les choses changent. L'idée de Benjamin est plus que réalisée : tout le monde regarde, tout le monde filme. Tout le monde : ceux qui hier encore n'étaient que comparses, ombres, figurants exotiques ou érotiques dans les films des maîtres. Lorsque, par exemple, les Palestiniens prennent en main la constitution de leur propre mémoire filmée (archive pour leur propre compte), ils ne se retrouvent pas dans les images des autres. Les voilà qui deviennent cinéastes, monteurs (1). Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres mais il veut dire ceci : on ne pourra pas éternellement intimider avec l'idée qu'un document est toujours objectif, vrai, neutre, etc. Il n'existe pas de document « brut ». Un document renvoie toujours à deux réalités, à celle du filmé et à celle du filmeur : *Idi Amin Dada* nous en apprend autant sur la conception que se font ses auteurs de l'Afrique, de la politique et du cinéma que sur le chef de l'Ouganda.

De tout cela Marc Ferro ne peut pas ne pas tenir compte. Il sait qu'un document, comme toute image, ne dit jamais rien de précis, que c'est une surface projetée, mouvante, offerte à l'œil le temps d'un clin et à ce qui, derrière l'œil, veut lire, un lecteur historiquement situé et qui désire. Autrement dit, toute l'image est manipulable pour un autre point de vue, même adverse. Face à cette manipulation, Ferro réagit en utilisant la bande-son pour compléter expliciter, voire critiquer l'image (tombant un peu dans cette idée qu'une image peut être *niée).* Mais ce n'est pas assez.

Reprenons l'image du B-52. Le champ bombardé-filmé, lorsqu'il est devenu d'une part un bourbier éventré et de l'autre un peu de pellicule impressionnée, nous fournit bien un peu de savoir (et c'est là que Ferro l'historien peut toujours intervenir, décrire les bombes et les rizières, les appeler par leurs noms, etc.), mais cette image — donnée en pâture à l'œil — c'est aussi l'indice, la preuve visible d'un pouvoir, celui de filmer-détruite. Ce pouvoir-là, on doit plus que jamais en tenir compte. Ici, c'est politiquement qu'un spécialiste (historien comme Ferro, mais aussi bien théoricien de cinéma) doit intervenir.

SERGE DANEY.

(1) Cf. l'article de Serge Le Peron, *le Monde diplomatique*, janvier 1975.

" La Prise de pouvoir par Louis XIV "

Comment être didactique ?

DANS ce ballet bien réglé qu'est le repas du roi arrive sur une table un plat couvert cadenassé. Celui-ci est ouvert prestement avant d'atterrir près de Sa Majesté.

Voilà un des mille détails qui **lestent** le film de son poids historique. Mais ce détail, comme b e a u c o u p d'autres, demeure pour moi flottant. N'étant pas « au parfum », je ne vois pas bien la fonction du cadenas : pratique ? symbolique ? Est-ce une nouveauté inaugurée par Louis XIV en ce début de règne ? Tous les plats royaux étaient-ils cadenassés ? D'autres plats que royaux l'étaient-ils aussi ? Autrement dit, quelles sont l'ère d'usage et l'aire d'extension de cette petite chose qui accroche le regard ? Et, finalement, quelle est sa raison d'être ?

Obéissant à la loi du récit, le film de Roberto Rossellini ne saurait, bien sûr, livrer de chaque chose les tenants et les aboutissants. L'écran a beau être savamment **saturé** d'éléments d'époque, je ne puis, assez souvent, à partir de ce qu'on me montre, qu'**induire** certaines articulations. Ces dernières, relevant de mon imaginaire, sont forcément hasardeuses.

Les dialogues, cependant, m'éclairent sur maints comportements. Il y a même parfois, parmi les courtisans, comme un **délégué du spectateur** qui, ignorant quelque usage, s'en informe auprès de son voisin.

SOIT un autre détail : l'un des deux médecins appelés au chevet de Mazarin à l'agonie, après avoir humé la pièce en entrant et senti la sueur de Son Excellence, demande à renifler son pot de chambre. Tiens, me dis-je, dans ce temps-là, on flairait les pots de chambre pour diagnostiquer telle maladie ? Cet apport de **savoir**, maigre, insulaire, vaut surtout comme effet de réel : on ne nous montrerait pas cela si ce n'était pas attesté quelque part. Et ce détail, en fin de compte, entretient plutôt chez moi la **croyance** que j'ai bien affaire, pour une fois, à un vrai film historique, sérieux, documenté.

Une saignée suit ce reniflement. Elle semble s'imposer, bien qu'elle soit loin d'être la première. Nous avons appris, un peu plus tôt, que des gens du peuple, quand ils étaient mal en point, ne trouvaient même pas un barbier pour les saigner. Les médecins, au sortir de la chambre du cardinal, se concertent à nouveau, évoquent sans conviction deux autres traitements : le lait de nourrice et les pierres précieuses. Je reste sur ma faim, mais tous ces détails additionnés commencent à **faire système**.

L'EPISODE de la mode lancée par Louis XIV s'avère, lui, particulièrement fécond. Le doux souci vestimentaire du roi est **en fait** une tactique politique, une manœuvre de diversion. Il s'agit d'occuper la noblesse, d'occuper son temps, sa tête et sa bourse. En un sens, si Sa Majesté en passe par là, c'est qu'elle n'est pas si souveraine que ça. Il lui faut calculer au mieux pour se maintenir en place. Certes, nous sentons bien qu'elle méprise les nobles, mais également qu'elle les redoute : le mauvais souvenir de la Fronde n'est pas si loin.

Cet épisode a le mérite de ne pas couper du reste ce qui est, d'habitude, reçu comme légèreté. Enfin, quand Louis XIV passe son petit monde en revue, son nouvel habit ampoulé et sa démarche raide nous font peut-être rire, mais, outre que nous savons bien qu'il se doit de donner le ton, son calcul politique, que nous tenons de sa propre bouche, casse notre **réflexe ethnocentrique**. Au milieu des autres nobles, qui portent tous perruque longue, dentelles et rubans, nous voyons d'ailleurs un retardataire, de retour à la cour après une éclipse, s'aplatir devant une remontrance du roi tout-puissant, se dire ridicule faute d'avoir pris le train de la dernière mode.

Au total, la force et la motivation de l'imposition transparaissent très bien sous la forme du costume, et c'est ce qui importe.

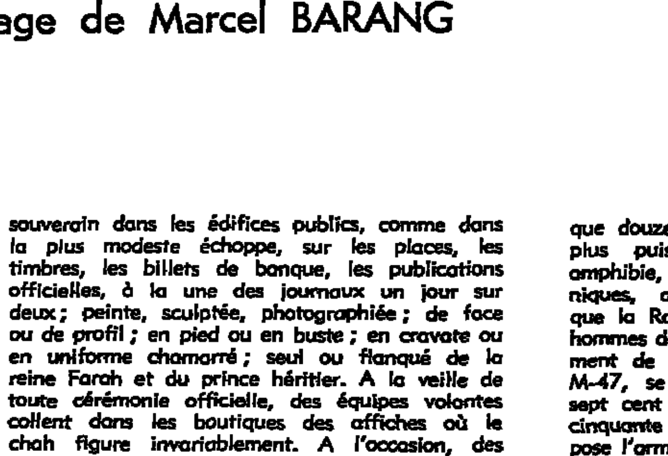
DANIEL PERCHERON.

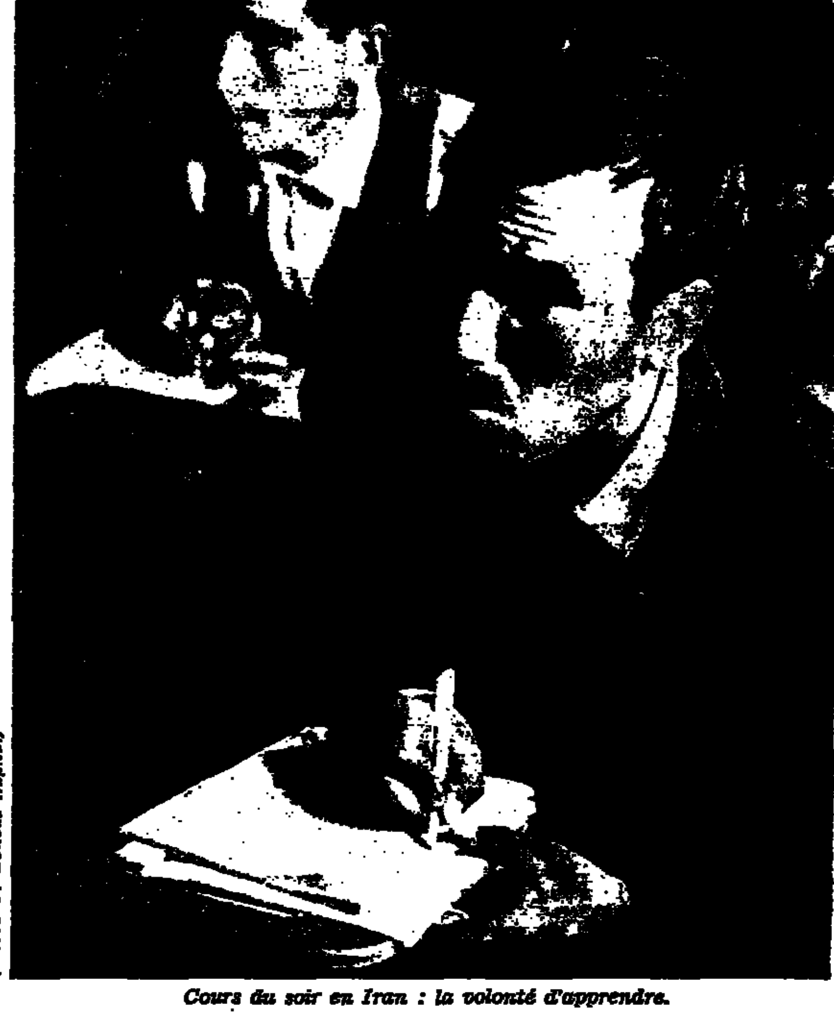
L'IRAN

Renaissance d'un empire

Imposante et pourtant fragile, l'œuvre d'un homme, bâtie sur la richesse pétrolière et sur un appareil répressif

Reportage de Marcel BARANG





(Photo P. Bouaas-Rapho.)

Cours du soir en Iran : la volonté d'apprendre.

DE son pays, S. M. impériale Mohammed Reza Chah Pahlevi a une certaine idée. Soucieux d'asseoir la légitimité d'une dynastie fondée par son père en 1921, au hasard des armes, il entretient le dessein d'une « grande civilisation » qui rendrait à l'Iran la splendeur de la Perse millénaire. Arraché au sous-développement, plongé d'emblée dans ce que le premier ministre, M. Hamir Abbas Hoveida, n'hésite pas à appeler déjà « le XXIe siècle », l'Iran serait demain le Japon ou l'Allemagne du Proche-Orient, le Brésil du Golfe, un des Cinq Grands au tournant de ce siècle. Les performances attendues sont à la mesure des bouleversements en cours. « **Impossible n'est pas iranien** », nous a-t-on répété. Mais où finit la réalité, où commence le rêve ? Le pari iranien peut-il être tenu ? Et à quel prix ?

Téhéran, ville témoin, est la vitrine des plus ostentatoires fortunes comme de la misère la plus crue. La stratification sociale est d'abord géographique. Au nord, vers les hauteurs enneigées des premiers contreforts des monts Elburz, quartiers résidentiels, villas nichées dans la verdure, hôtels internationaux et résidences privées avec piscine et terrain de golf. Tout en bas, au sud, lacis de ruelles étroites et crasseuses, linge qui sèche, marmaille qui joue ou vit déjà de petits métiers, femmes affairées et furtives, revêtues de l'antique **tchador** noir ou à fleurs. Pas de centre (pas de fleuve, ni d'égouts — ceux-ci seront construits avec le métro — un contrat pour la France), mais un vaste damier d'avenues.

Chassés des beaux quartiers, les mendiants se sont rabattus sur les rues populaires et commerçantes du sud, aux abords des mosquées et du bazar. L'an dernier encore, dans la lointaine banlieue, les ouvriers d'une briqueterie vivaient en troglodytes ; ils ont été relogés plus au sud. La population de l'agglomération, estimée aujourd'hui à quatre millions trois cent mille habitants, s'est accrue d'un million d'âmes en cinq ans. L'afflux, s'il se ralentit aujourd'hui, demeure substantiel. Spéculation sur les terrains, urbanisation anarchique.

Sur tout cela, où que l'on aille, l'effigie du souverain dans les édifices publics, comme dans la plus modeste échoppe, sur les places, les timbres, les billets de banque, les publications officielles, à la une des journaux un jour sur deux ; peinte, sculptée, photographiée ; de face ou de profil ; en pied ou en buste ; en cravate ou en uniforme chamarré ; seul ou flanqué de la reine Farah et du prince héritier. A la veille de toute cérémonie officielle, des équipes volantes collent dans les boutiques des affiches où le chah figure invariablement. A l'occasion, des gens viennent quémander un exemplaire pour l'emporter chez eux...

A l'approche de Dezfoul, au nord d'Abadan, la route est bordée, sur plus de cinq kilomètres, d'une rangée de barbelés, ponctuée de loin en loin par des miradors. A gauche, un terrain vague ; à droite, un terrain vague, qu'un bulldozer aplanit. Ce que nous traversons, affirme notre guide, est une base aérienne. En construction ? Non, toutes les installations sont souterraines, y compris les rampes de décollage de Phantom ! Seule apparaît, en coin de « base », à l'orée de la ville, une imposante et belle giclée de béton : le complexe social des employés de la base...

Le pays se couvre d'installations militaires, plus ou moins accessibles à la curiosité du visiteur. Une trentaine de bases et de centres logistiques sont disséminés le long des côtes iraniennes, du golfe Arabo-Persique à l'océan Indien. Près de Bandar-Abbas finit de s'édifier le nouveau quartier général de la marine ; la base navale est la plus importante du pays ; la base aérienne proche pourra accueillir, en l'an 2000, une flotte de chasseurs bombardiers plus puissante que celle de tout membre de l'OTAN, Etats-Unis exceptés. Les travaux engagés représentent des dépenses de 200 millions de dollars. Le triple de cette somme est affecté à l'édification d'installations aéronavales à Chahbahar, près de la frontière pakistanaise...

Cet énorme effort infrastructurel va de pair avec l'expansion et le suréquipement d'une armée qui doit devenir « **la cinquième du monde** ». La marine de guerre iranienne (quelque douze mille hommes) est d'ores et déjà la plus puissante du Proche-Orient. Sa force amphibie, entraînée et équipée par les Britanniques, a plus d'hydroglisseurs lance-missiles que la Royal Navy (1). Les cent soixante mille hommes de l'armée de terre, qui disposent notamment de huit cents chars américains M-60 et M-47, se font livrer, par la Grande-Bretagne, sept cent soixante « Chieftain » et deux cent cinquante « Scorpion » : c'est plus que n'en dispose l'armée britannique du Rhin.

Mais c'est pour l'aviation (quarante mille hommes) que l'effort d'équipement est le plus spectaculaire et le plus onéreux. A la flotte de C-130, la plus importante du Proche-Orient, aux quelque cent quarante F-4 « Phantom » en fin de livraison, s'ajouteront bientôt cent cinquante F-5 E « Tiger II » (version améliorée du F-5 A), ainsi que trente F-14 (avion à géométrie variable) équipés de missiles « Phoenix » et cinquante-trois F-15 « Tomcat », coûtant respectivement 30 et 18 millions de dollars pièce (2). En outre, l'Iran s'est aussi porté acquéreur d'hélicoptères de combat AH-IJ, capables d'opérations de nuit avec une visibilité très réduite : ils lui seraient livrés deux ou trois ans avant d'être en service aux Etats-Unis, pour lesquels ils ont été mis à l'étude...

Téhéran aurait passé pour 4 milliards de dollars de commandes à l'industrie militaire américaine en 1973, pour plus de 2 milliards en 1974, et négocierait actuellement la fourniture d'équipements de communication à des fins militaires pour un montant estimé à 4 milliards de dollars (3). Sur les 36 milliards de dollars du prochain budget annuel (mars 1975-mars 1976), dix milliards de dollars iront à la défense, soit deux fois plus que dans le budget précédent.

A quoi correspond cet intense effort de militarisation ? Orchidée à la boutonnière et pipe en main, le premier ministre, M. Hoveida, nous explique : « **C'est très bien d'être membre d'un pacte militaire. Ça ne fait ni bien ni mal. Mais une politique d'indépendance nationale exige que l'on puisse la défendre en position de force (4).** »

Le poumon et la veine jugulaire



C'est que l'Iran occupe, en effet, une position stratégique cruciale. Pays de monts et de déserts pierreux, bordé à l'est par le Pakistan et l'Afghanistan, à l'ouest par la Turquie et l'Irak, le pays a plus d'un millier de kilomètres de frontière commune, au nord, avec l'Union soviétique, et il surplombe, au sud, les émirats du Golfe et l'ensemble de la péninsule Arabique. La Perse antique était la voie de passage obligée entre l'Occident et l'Extrême-Orient — d'où la prospérité de ses bazars, mais aussi les grandes invasions...

Mais depuis la première concession arrachée, au début du siècle, par l'Anglo-Iranian Oil Company, c'est l'or noir qui donne à l'Iran son importance stratégique actuelle. 85 % du brut du monde non communiste actuellement exploité proviennent de la périphérie du Golfe, le « **lac du chah** », selon l'expression d'un diplomate américain. Depuis que les Britanniques ont fait connaître leur intention de replier leurs forces à l'est de Suez, Londres et Washington, inquiets de voir des puissances rivales s'engouffrer dans ce vide, n'ont cessé d'encourager la volonté du souverain iranien de prendre la relève.

« **Le golfe Persique est notre poumon et le détroit de Hormouz notre veine jugulaire** », se plaît à répéter le premier ministre. Notre intérêt, dit-il en substance, est aussi celui du monde occidental. En défendant nos côtes et l'acheminement de notre pétrole, nous assurons le ravitaillement régulier de l'Occident.

C'est surtout par l'occupation, depuis 1971, de trois îlots à l'entrée du Golfe, que s'est manifestée clairement la volonté de l'Iran de jouer un rôle de « gendarme » dans la région. « **Cette occupation, indispensable à la libre circulation de part et d'autre du détroit, a été très bien acceptée par les pays arabes voisins** », assure-t-on à Téhéran. On souligne aussi que c'est à la demande du sultan Qabus que des forces iraniennes participent, à Oman (aux côtés de troupes britanniques), à la lutte contre la guérilla du Dhofar, « **soutenue par Aden et Moscou** ».

Toujours est-il que les forces iraniennes ont trouvé là terrain à leur mesure. Face aux maquisards du Front populaire pour la libération d'Oman, le corps expéditionnaire (actuellement évalué à mille cinq cents combattants, non compris les services logistiques, qui formeraient l'équivalent d'un petit bataillon) s'entraîne à une « **guerre de guérilla moderne** » ; les formations d'élite iraniennes s'y succèdent à tour de rôle. Les conditions étant particulièrement difficiles, les militaires au-dessus du rang de sous-officier perçoivent une prime spéciale de 3 000 rials (200 F) par jour, ce qui double ou triple leur solde (5). Fin janvier, les troupes iraniennes ont remporté d'importants succès à Oman, mais les milieux diplomatiques de Téhéran doutent, en général, qu'elles puissent venir rapidement à bout de cette résistance populaire.

Une diplomatie équilibrée

CES interventions à la périphérie de l'Iran continuent d'alimenter la méfiance des pays voisins, arabes en particulier. Téhéran a, certes, entrepris depuis quatre ans de normaliser ses relations avec le monde arabe, Syrie et Egypte en particulier, et plus récemment l'Irak, où les Kurdes sont abandonnés à la répression. En dépit de la solidarité qui s'est renforcée sous le double étendard du pétrole et des Etats-Unis, les antagonismes historiques qui opposent les Persans aux Arabes restent vifs et lourds de tensions futures. Le chah n'avait jamais de mot trop dur pour Fayçal d'Arabie, ce « **laquais de l'Amérique** ». La dynastie saoudienne ne voit pas sans inquiétude contester son ambition de faire de Ryad le centre de gravité de la région.

Les relations de l'Iran avec Israël restent particulièrement étroites. Téhéran fournit à l'Etat juif plus de la moitié de ses importations de pétrole, et les Israéliens, qui disposent d'une importante mission diplomatique à Téhéran, sont particulièrement actifs en Iran, où la communauté israélite compte quelque quatre-vingt mille personnes : tailleurs, marchands de soierie, etc. Des experts israéliens animent de coûteux projets pilotes pour l'agriculture et l'industrie, des instructeurs encadrent des corps d'élite de l'armée et la garde impériale — tandis que des officiers iraniens effectuent des stages de formation militaire en Israël.

Le chah équilibre sa diplomatie en l'étoffant à l'est en direction des pays riverains de l'océan Indien, auxquels il propose une « association » dont, bien sûr, l'Iran prendrait la tête. « **Idée intéressante au niveau de la coopération économique** », nous a prudemment déclaré un interlocuteur soviétique, évitant de rappeler que l'U.R.S.S., pour sa part, propose un « **pacte de sécurité collective** » à ces mêmes pays. Ce problème a soigneusement été laissé de côté — ainsi que celui de la « dénucléarisation » du Proche-Orient, soutenue à l'O.N.U. par l'Iran — dans le communiqué publié à l'issue de la visite du chah à Moscou en novembre dernier.

C'est que les relations avec l'Union soviétique traversent actuellement une phase sereine — ce qui n'a certes pas toujours été le cas. En 1972, Moscou a signé, avec le gouvernement iranien, un accord de coopération à long terme. Après l'énorme aciérie d'Ispahan, construite en 1970 avec des capitaux et l'aide soviétiques, l'U.R.S.S. va entreprendre l'édification d'une centrale électrique, pour un montant de 147 millions de dollars. L'U.R.S.S., qui reçoit la totalité des exportations actuelles de gaz naturel iranien, vient d'accepter sans protester une majoration de 86 % des tarifs.

Les égards des Soviétiques pour le chah sont d'autant plus grands que les Chinois, de leur côté, entretiennent, selon le mot du premier ministre iranien, des « **relations exemplaires** » avec Téhéran. « **Lors des Jeux asiatiques de septembre dernier**, note un diplomate occidental, **la délégation chinoise s'est montrée fort active dans les ambassades, surtout asiatiques. Plus récemment, une délégation commerciale iranienne s'est rendue à Pékin et M. Li Chiang, ministre chinois du commerce extérieur, est venu proposer un accroissement des échanges et des investissements iraniens dans l'industrie pétrolière et pétrochimique chinoise.** »

La rivalité sino-soviétique suffit-elle à expliquer le soutien de Pékin à l'empire des Pahlevi dans sa « **politique d'indépendance** » et sa lutte contre l' « **expansionnisme** » des superpuissances ? Pékin veut encourager, à travers le régime iranien, un facteur d'affaiblissement de l'hégémonie des deux Super-Grands. Mais ce régime ne va-t-il pas plutôt renforcer le capitalisme mondial et l'aider à surmonter ses contradictions ? Quoi qu'il en soit, Téhéran bénéficie du prestige de ces collaborations chinoise et soviétique, si contradictoires que soient leurs mobiles, et sa politique d'équilibre sur la scène internationale n'empêche pas le chah de s'appuyer d'abord et, semble-t-il, de plus en plus sur les Etats-Unis.

Un partenaire privilégié

LES relations entre Téhéran et Washington n'ont, à vrai dire, pas cessé d'être excellentes depuis 1953, date du renversement du premier ministre Mossadegh par un coup d'Etat fomenté par la C.I.A. (6). Le leader nationaliste avait eu le tort de faire voter par le Majlis (Chambre basse du Parlement) la nationalisation du pétrole iranien. Ce gouvernement élu jeté bas, nationalistes et communistes éliminés, le chah rentré d'exil à Rome, les grandes compagnies occidentales — et plus seulement britanniques — se répartirent l'exploitation du pétrole iranien, au sein d'un consortium. La production de brut se mit à monter en flèche. Aujourd'hui, l'Etat iranien a pris en charge entièrement l'industrie des hydrocarbures. Toutefois, le consortium continue de commercialiser les sept dixièmes du brut extrait.

Si le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, ose qualifier publiquement le chah de « **dingue** (nut) **irresponsable et imprudent** » (7) qui mettrait en péril l'économie mondiale par sa soif de pétrodollars, le Pentagone et le département d'Etat ont tout lieu de se féliciter des initiatives du chah : celui-ci est à même de jouer un rôle précieux d'intercesseur ; par son intermédiaire, Washington a pu — en court-circuitant le Congrès — faire parvenir des chasseurs F-5-A à Saigon en 1972 et, plus récemment, vingt-quatre F-5-E au roi Hussein de Jordanie ; enfin, l'Iran met une importante fraction de ses revenus pétroliers au service des économies occidentales, à commencer par l'achat massif d'armes sophistiquées et onéreuses, essentiellement, on l'a vu, auprès des industries d'armement américaines.

Au demeurant, la coopération entre militaires américains et iraniens ne date pas d'hier. Plus de douze mille officiers iraniens ont reçu un entraînement aux Etats-Unis au cours des vingt dernières années. Selon l'ambassade américaine à Téhéran, le Military Assistance Group

---

(1) Elle doit recevoir prochainement un sous-marin et un porte-hélicoptères, ainsi que six destroyers de type « Spruance » en cours de construction aux Etats-Unis.

(2) Ces commandes, passées à la firme américaine Grumman, n'ayant pas suffi à écarter pour celle-ci la menace de la faillite, l'Iran lui a consenti une avance d'un montant non précisé.

(3) Les pays européens n'accaparent qu'une part relativement réduite du marché d'armement iranien : la Grande-Bretagne fournirait du matériel antiaérien (missiles « Rapier » et radars, pour 160 millions de dollars) et étudierait la proposition faite à Hawker Siddeley de développer une version maritime de l'avion à décollage vertical « Harrier ». L'Italie aurait fourni vingt-deux hélicoptères de transports « Chinook » (100 millions de dollars). La France, outre trois « Mirage » livrés, a reçu commande de douze vedettes.

(4) L'Iran est membre du CENTO (traité de l'organisation du centre).

(5) Un simple soldat perçoit 500 à 600 rials par mois ; la solde d'un capitaine est d'environ 30 000 rials ; celle d'un colonel, de 60 000 rials ; celle d'un général, de 70 000 à 100 000 rials. Dans le « civil », le salaire d'une infirmière est d'environ 3 000 rials ; 25 000 rials en moyenne pour un chauffeur de taxi ; 6 000 rials pour un garçon d'hôtel, etc.

(6) Cf. Claude Julien, *l'Empire américain*, Grasset, 1968 ; nouvelle édition, Le Livre de Poche, 1973, pp. 400 et sq.

(7) « Iran : standing on the threshold of grandeur », *Time*, 4 novembre 1974.

(M.A.G., Groupe d'assistance militaire) comprendrait mille deux cents hommes en uniforme et deux mille civils. Les premiers représentent 24 % du personnel militaire américain détaché auprès des états-majors étrangers (8). Les seconds seraient, pour la plupart, des officiers démobilisés travaillant sous contrat pour les industriels américains de l'armement.

La communauté américaine en Iran est estimée, à l'heure actuelle, à quelque vingt mille personnes et devrait atteindre cinquante mille personnes dans vingt-cinq ans : ces chiffres, avancés par Hugh Stephenson, correspondant d'Associated Press, n'ont pas été démentis, à notre connaissance. Ce correspondant précise que **« mille employés contractuels américains, dont la plupart sont d'anciens combattants du Vietnam, dirigent à Ispahan la plus grande école d'hélicoptères du monde, où ils apprennent aux Iraniens à entretenir et à piloter leur flotte »** (9) : la « Sky Cavalry Brigade » iranienne a été modelée par eux sur la « First Cav » de l'armée américaine qui s'est illustrée au Vietnam.

Cette coopération entre militaires américains et iraniens est-elle plus étroite encore ? Un industriel occidental nous a assuré tenir d'une **« source proche du roi »** que quelque huit cents Américains travailleraient dans une base près de la ville sainte de Ghom, au sud de Téhéran, et que des vecteurs nucléaires seraient entreposés dans cette base — à quelques centaines de kilomètres de la frontière soviétique. D'autre part, le Pentagone disposerait, dans l'île d'Abou-Moussa (une des trois îles du Golfe occupées en novembre 1971 par l'Iran), d'un important centre d'écoutes téléphoniques permettant de surveiller les mouvements de la flotte soviétique et de l'aviation irakienne (10), ainsi que de facilités dans le complexe aéronaval en cours de construction à Chahbahar. Lorsque nous avons abordé ce sujet avec un diplomate américain, l'entretien a, évidemment, tourné court (11)...

Irruption dans le monde occidental



A l'évidence, le chah, utilisant au mieux la position stratégique de l'Iran et une conjoncture mondiale exceptionnellement favorable, entend asseoir son pouvoir à travers des liens de plus en plus poussés avec le dispositif stratégique américain. Le même choix détermine les options de la politique économique du régime sur la scène internationale : le « recyclage des pétrodollars » vient compléter la puissance militaire. En 1974, plus de trente pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique ont bénéficié de son aide, d'un montant global de 7 milliards de dollars — soit 6 % du P.N.B. iranien.

L'assistance financière s'adresse, en premier lieu, aux pays islamiques non producteurs de pétrole. **« Le chah,** nous explique un diplomate, **ne veut pas laisser des nations comme l'Egypte, la Syrie ou l'Afghanistan dépendre uniquement des producteurs de brut arabes. Mais la pierre angulaire du programme iranien d'aide au tiers-monde, c'est l'effort accompli en direction des pays riverains de l'océan Indien. »**

Si Téhéran reste prudent vis-à-vis d'Islamabad, des accords de coopération substantiels ont été conclus avec l'Inde. L'instauration d'une république plus ou moins prosoviétique en Afghanistan en été 1973 n'a pas empêché une normalisation des relations avec ce pays au début de 1974, suivie d'importants contrats d'investissement et d'aide. Enfin, des contacts ont été pris en direction du Bangladesh et du Sri-Lanka.

Il ne s'agit pas seulement de desserrer le jeu des alliances tissées par l'Union soviétique : l'Iran entend aussi s'acquérir marchés et main-d'œuvre. Cependant, là encore, en dépit des apparences, les initiatives iraniennes servent plutôt qu'elles ne menacent les intérêts des économies capitalistes occidentales : comme le fait valoir un observateur, **« si l'Iran peut être un généreux bâilleur de fonds, il ne sera sans doute pas en mesure, avant sept ou huit ans, de fournir l'ingénierie, les équipements lourds, voire le génie civil nécessaires à la réalisation des projets annoncés. Une telle situation représente, pour les pays industrialisés, une source non négligeable de nouveaux et très gros marchés ».**

En outre, une forte proportion des pétrodollars est recyclée directement en faveur des pays industrialisés. Les prêts et les dépôts auprès des pays occidentaux dépassent un milliard et demi de dollars pour l'exercice en cours, soit trois à quatre fois l'aide bilatérale et les facilités financières accordées aux pays du tiers-monde. Les prises de participation dans des entreprises industrielles ou immobilières des pays industrialisés avoisinent le demi-milliard de dollars. Si l'Iran participe pour 380 millions de dollars au Fonds spécial de secours aux trente-deux pays les plus pauvres, créé par les Nations unies (12), le gros de l'aide multilatérale iranienne transite par les organismes internationaux : 350 millions de dollars d'achats d'obligations de la Banque mondiale ; 700 millions de dollars au titre d'accords d'emprunts avec le Fonds monétaire international.

L'opinion a surtout été frappée par les prises de participation dans des entreprises prestigieuses telles que Krupp Kuttenwerke en juillet dernier ou, plus récemment, la Pan American Airways. Les autorités iraniennes expliquent qu'elles s'acquièrent ainsi des réseaux commerciaux et le savoir-faire technologique indispensable à leur propre développement : **« Nous participons dans les industries où nous pouvons acquérir le « know-how »,** souligne M. Hoveida, qui ajoute aussitôt : **« Nous ne voulons pas investir contre le vœu des gouvernements concernés. »**

Brûler les étapes

TEHERAN entend ainsi jouer sur tous les tableaux : solidarité avec les pays pauvres mais collaboration avec les pays riches ; revendications pétrolières mais **« sens des responsabilités mondiales »...** Au total, 40 à 45 des 100 milliards de dollars de revenus que doit tirer l'Iran du pétrole de mars 1973 à mars 1978 doivent être directement « recyclés » à l'étranger.

« Nous ne pourrons pas continuer l'aide internationale au rythme actuel », nous a prévenu le premier ministre. L'inflation mondiale, les dépenses en armements, le plafonnement des recettes pétrolières rendent cette évolution inévitable. En janvier dernier, les exportations de brut iranien ont baissé de 11 % par rapport à 1974, fléchissement qui devrait se poursuivre dans les mois qui viennent, étant donnée la réduction de la demande mondiale. Au total, les revenus pétroliers escomptés par l'Iran en 1975 devraient être amputés de 2,6 milliards de dollars. **« Le manque à gagner pétrolier cette année risque de compromettre nos engagements »,** reconnaissait plus récemment M. Yeganeh, directeur de la Banque centrale. Au demeurant, les milieux officiels n'excluent pas de devoir, à terme, recourir à nouveau aux emprunts internationaux pour financer le développement national (13).

La politique suivie va dans le sens d'une interdépendance au sein du système capitaliste international, bien plus que de la création des bases d'une « indépendance nationale » dont se réclame le régime. L'Iran ne remet nullement en cause le mode de croissance occidental : il se contente d'essayer d'en brûler les étapes. De fait, le régime n'a pas intérêt à saper un système au sein duquel il espère bien un jour se trouver en position de force, grâce à une redistribution du marché international du travail et à la redéfinition des rapports de production à l'échelle mondiale.

« Nous sommes au début de l'expansion, nous assure M. Mahdavi, ministre iranien du commerce. **La croissance va s'accélérer. L'Iran va devenir un pays exportateur de produits industriels. L'Europe va commencer de sortir de certaines industries. Elle a trop longtemps vécu sur une énergie et une main-d'œuvre bon marché. Aujourd'hui, la vérité économique vient à la surface. Il en résulte une redistribution industrielle : je suis convaincu que nous allons jouer un rôle important. »**

Exporter des produits finis

« OUI, bien sûr, ma cravate est française, je fume des américaines, je roule en Mercedes, mes chaussures sont italiennes. Mais tout cela, demain, sera iranien, fabriqué en Iran.

— Sous licence ou en « joint venture »...

— Pourquoi pas ? » Ce jeune cadre dynamique, préposé aux relations publiques à la raffinerie d'Abadan, ne doute de rien. Inutile de lui faire remarquer qu'au lieu d'américaines, il pourrait fumer des cigarettes iraniennes et se chausser iranien... Pour lui, l'avenir est tracé. Demain, l'Iran n'exportera plus de brut, mais... de l'aspirine.

« Arrêter les exportations de pétrole brut, développer l'industrie pétrochimique et n'exporter que des produits semi-finis ou finis, c'est la première priorité du Vᵉ Plan révisé, nous a assuré M. Madjidi, responsable de la planification. **La seconde va au développement de la sidérurgie, à la création d'une gamme d'industries lourdes, au développement de l'industrie automobile en particulier. »**

A un jet d'obus du territoire irakien (l'outre rive du Chatt-el-Arab), une grappe de cheminées effilées et une demi-douzaine de torchères : la raffinerie et le complexe pétrochimique d'Abadan. **« La raffinerie fonctionne presque à pleine capacité et traite quatre cent quatre-vingt mille barils de brut par jour »,** soulignent avec fierté les techniciens. Depuis le blocus du Chatt-el-Arab, il y a six ans, la dizaine de produits raffinés est acheminée par quatre pipe-lines jusqu'à Bandar Mahshar, à 170 kilomètres au sud et, de là, exportée. Le complexe pétrochimique, par contre, fonctionne pour la seule consommation intérieure : vingt mille tonnes par an de chloride de polyvinyle, dix mille tonnes de détergents, vingt-quatre mille tonnes de soude caustique. C'est le plus modeste des centres pétrochimiques qui ont poussé ces dix dernières années : Abadan, Chiraz, Bandar Chahpour... D'autres sont prévus ou en cours de construction : à Tabriz, Neka, Ispahan, Ahwaz... A Bandar-Chahpour, une firme japonaise installe un complexe pétrochimique d'un milliard de dollars, qui entrera en opération en 1977. A Aghadjari, on construit ce qui sera la plus grande usine de liquéfaction de gaz du monde. A l'heure actuelle, la production de gaz est de 8,7 milliards de mètres cubes par an, tandis que les raffineries traitent en moyenne dix-huit millions de barils par mois (14). Le secrétaire au plan, M. Madjidi, annonce, pour la durée du Vᵉ Plan, une croissance moyenne de ces activités de l'ordre de 51,5 %.

Les ambitions, dans le domaine de la sidérurgie, sont aussi importantes. L'Iran devrait produire 6 millions de tonnes d'acier en 1978 et 15 millions de tonnes à la fin du VIᵉ Plan (en 1983). Mis en service en 1971, le complexe Aryamehr, à Ispahan, orgueil du régime, produit 700 000 tonnes d'acier par an ; il devrait en produire 6 millions avant 1980...

Le régime mise également sur les richesses minières. L'Iran est le principal exportateur de soufre de la région ; il compte aussi développer l'extraction du chrome et, surtout, du cuivre, dont il posséderait un des plus grands gisements du monde (15).

« Nous voulons transformer notre société en une société industrielle », répète M. Madjidi. L'industrialisation est incontestable. Dans la période 1963-1974, le taux de croissance industrielle a été proche de 20 %. Le nombre d'ateliers et d'usines est passé de 112 000 à 235 000 (dont il faut, cependant, remarquer que beaucoup sont de très petite taille). Le nombre de personnes employées dans l'industrie a doublé par rapport à 1963 et dépasse deux millions aujourd'hui. Toutefois, l'industrie non pétrolière ne contribue encore que faiblement à l'activité économique du pays (à la fin du Vᵉ Plan, elle ne représentera que 16 % du P.N.B.). Cette industrie, en outre, est tournée de façon croissante vers la production de biens de consommation : postes de télévision (250 000 en 1974), climatiseurs (300 000 unités), réfrigérateurs (340 000), etc. L'industrie automobile (60 000 voitures assemblées en 1974) est elle aussi destinée à une expansion rapide : dans trois ans, l'Iran devrait produire 600 000 véhicules et 2 millions à la fin du VIᵉ Plan.

Des investissements massifs

L'EXEMPLE de l'automobile éclaire d'ailleurs la volonté du régime non seulement de **« répondre à la consommation courante de la population »,** comme nous l'a indiqué M. Madjidi, mais aussi de promouvoir des **« industries tournées vers l'exportation ».** (Déjà, Téhéran fournit 1 000 autobus à l'Egypte et a pénétré sur le marché est-européen, en Yougoslavie notamment.) Il s'agit, en fait, de favoriser la fabrication sur place, en taxant lourdement les importations (dans l'automobile, 250 % sur les modèles importés). Les sociétés étrangères (la firme britannique Hillmann pour la « Peykan », la « voiture du peuple ») qui implantent des usines « clés en main » en Iran se voient ainsi assurer un quasi-monopole du marché intérieur et une participation à la conquête du marché international.

M. Najmabadi, ministre de l'industrie et des mines, est formel : **« Les investisseurs étrangers,** nous dit-il, **ne doivent pas venir en Iran pour le marché intérieur, mais pour le marché international ; ils doivent se servir des capacités de l'économie iranienne pour se servir dans le marché mondial. »**

Pour atteindre les objectifs prévus par le Vᵉ Plan, il est prévu de procéder à des investissements totaux de 12,6 milliards de dollars. C'est le secteur public qui prend en charge les grands investissements de base (sidérurgie, pétrochimie, transformation des métaux, etc.). L'Etat intervient, en outre, pour un cinquième dans les investissements destinés au secteur privé, qui couvre un tiers des ressources et plus du tiers du marché.

Le secteur bancaire, en cours de réaménagement, connaît une expansion remarquable. Il comprend aujourd'hui dix-huit banques commerciales (les deux banques gouvernementales, Melli Iran et Sepah, contrôlent plus de la moitié du marché bancaire), onze banques spécialisées (dont cinq gouvernementales) ainsi qu'une banque internationale d'investissement établie à Londres. En dix ans, le nombre des succursales est passé de 1 345 à près de 7 500. Les crédits bancaires ont augmenté de 620 % dans la même période. L'an dernier, plusieurs créations de banques ont été autorisées, ce qui a permis l'introduction de grands établissements bancaires étrangers (la Chase Manhattan et la Société Générale en particulier) en association avec des intérêts locaux. Une banque immobilière a également vu le jour.

Un spécialiste financier constate : **« Les « grandes familles », qui ne peuvent plus supporter seules le poids d'investissements industriels sans cesse croissants, acceptent désormais les participations croisées, des délégations de responsabilité, s'associent pour investir, en même temps qu'elles recourent largement aux souscriptions du public. »** Les petits épargnants répondent au-delà de toute attente. Les titres sur le marché sont placés en quelques heures. Ce recours à l'épargne public n'est pas désintéressé : une cotation en Bourse se traduit, pour les sociétés, par un abattement de l'impôt sur les bénéfices.

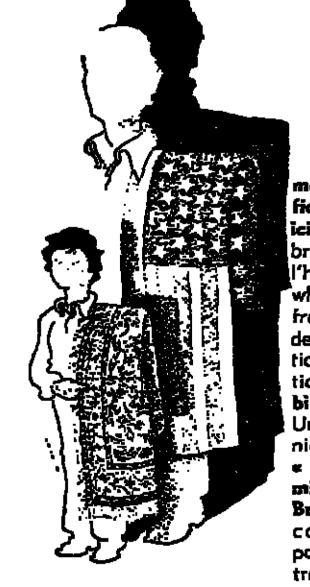
Le régime accepte désormais **« une certaine libéralisation des contrôles de tous ordres qu'il exerçait par le passé »,** note ce même spécialiste. L'achat et la vente d'or et d'argent sont autorisés dans certaines limites, tant pour les banques que pour les particuliers. Le rial, convertible depuis septembre 1974, n'est plus rattaché au dollar mais aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Cette mesure de défiance envers le dollar devrait, logiquement, être suivie de la décision de ne plus compter les exportations pétrolières en dollars mais en D.T.S.

En effet, le maître mot en Iran, dans les milieux industriels et financiers, reste celui de **« joint venture »,** qui désigne les entreprises à capitaux mixtes, locaux et étrangers. Dans la pétrochimie en particulier, après la Kalingas (50 % Compagnie nationale du gaz iranien, 20 % I.S.C. Corporation of Huston ; 7,5 % Chicago Bridge, le reste allant à des capitaux japonais et norvégiens), Dow Chemicals, Union Carbide et des consortiums américains négocient d'énormes projets avec la compagnie pétrochimique nationale... Sur les 4 milliards de dollars que le gouvernement entend investir directement au cours du Vᵉ Plan, près du tiers le sera dans des entreprises à participation étrangère.

« Bien qu'il puisse parfaitement se permettre de financer ses nouveaux investissements avec du capital entièrement iranien, le régime continue d'encourager les prises de participation étrangères », note une publication de l'ambassade américaine à Téhéran (16), qui poursuit : **« Les accords de « joint venture » pour les nouveaux investissements demeureront la règle dans la plupart des cas, la part du ou des partenaires étrangers n'excédant pas 49 %. (...) Les sociétés étrangères forment des « joints ventures », passent des accords de collaboration technique ou des contrats de licence avec les entreprises tant du secteur public que du secteur privé. »** La même brochure constate : **« Les données statistiques sur les nouveaux investissements font défaut ; toutefois, les sociétés américaines semblent obtenir leur part (...) et l'Iran demeure probablement le marché le plus attrayant du Proche-Orient pour les exportateurs américains. »**

Pas de limitation aux transferts de bénéfices, cinq ans d'exemption d'impôt pour les industries qui s'implantent hors de Téhéran, une main-d'œuvre relativement peu onéreuse et très docile, les matières premières sur place : toutes les conditions paraissent réunies, en effet, pour une implantation étrangère maximum.

Ombres sur l'industrie et sur l'agriculture



« Savez-vous, monsieur, quel bénéfice net je réalise ici ? nous demande, à brûle-pourpoint, à l'heure du premier whisky, un représentant français qui « place » des usines de fabrication de produits plastiques : **55 %. Je dis bien net, monsieur. »** Un démarcheur britannique confirmera : **« Je fais 40 % de mieux ici qu'en Grande-Bretagne. »** Trois conditions, paraît-il, pour réussir : de l'entregent, de la patience et un certain sens des réalités. Quand plusieurs industriels étrangers se rencontrent, une des premières questions qu'ils se posent réciproquement est : **« Combien leur faites-vous ? »** Les pourcentages varient. **« Quatre pour cent pour le signataire du contrat et jusqu'à 25 % d'un bout à l'autre de la ligne »,** nous assure-t-on.

« Aucune importance : nous majorons les prix en conséquence. Et notez bien qu'à l'échelon supérieur on est moins gourmand ici que dans les autres pays du Golfe. 10 %, 12 % et jusqu'à 14 % au Koweït par exemple. Bakhchich est un terme persan, c'est vrai, mais il a beaucoup circulé... »

Toutefois, d'autres industriels étrangers considèrent le marché iranien comme particulièrement difficile : outre l'intense concurrence que se livrent les investisseurs dans certains secteurs, leurs interlocuteurs iraniens sont des négociateurs redoutables. **« Dans ce pays,** dit-on dans certains milieux étrangers à Téhéran, **la parole donnée n'engage que celui qui l'écoute. »**

« Voici comment ça se passe, nous explique un industriel français : **un contrat est signé, généralement très généreux pour tous. Mais il y a loin de la signature à l'exécution. Dans l'intervalle, il est fréquent de voir l'Iranien revenir à la charge, exiger telle amélioration, sans modification de la facture évidemment. Certaines compagnies finissent par lâcher pied ou bien travaillent pratiquement à perte si le contrat est en cours d'exécution. »** Il n'est pas rare de voir certains des plus hauts personnages de l'Etat lancer une grande entreprise étrangère sur un projet uniquement pour disposer de contre-propositions à soumettre à une entreprise concurrente avec laquelle ils vont, de toute façon, s'entendre... Est-ce cela qui poussait un conseiller commercial à nous dire : **« Prévenez de ma part les industriels qui vous lisent qu'ils n'investissent plus en Iran. »** Boutade ? Pas seulement.

M. Hoveida reconnaît que **« la croissance rapide a suscité des « goulets d'étranglement » dans l'économie ».** En premier lieu, l'insuffisance des infrastructures. En mars dernier, mille camions sont restés bloqués à la frontière irano-soviétique, faute de liaisons ferroviaires suffisantes (le réseau ferré n'est que de 5 229 kilomètres). Les ports sont engorgés. Une multitude de poids lourds encombre et détériore le maigre réseau routier, sur l' « axe utile » Abadan-Téhéran.

Chômage et inflation

PLUS grave est la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui se double d'un important chômage déguisé (17). La croissance industrielle réclamerait la création d'un million huit cent mille emplois au cours du Vᵉ Plan, mais il s'agit surtout de techniciens et d'administrateurs compétents dont le nombre est encore très insuffisant. Pour résoudre ce problème, déclare M. Hoveida, **« toutes les industries doivent être automatisées au maximum. Nous voulons former, autant que possible, de la main-d'œuvre qualifiée, quitte à ce que sa formation professionnelle soit rudimentaire ».** Mais une telle formation, outre qu'elle se heurte à d'importantes résistances sociales, voire à des impossibilités d'ordre technique, ne risque-t-elle pas de nuire à la qualité et à l'efficacité des travaux entrepris ? C'est pourquoi, outre l'envoi à l'étranger pour des stages de formation d'un nombre croissant de jeunes Iraniens, le régime fait appel à des milliers de spécialistes étrangers, (on cite parfois le chiffre de cinq cent mille sur dix ans...) ce qui ne va pas sans problèmes financiers (émoluments supérieurs aux salaires iraniens) et psychologiques (xénophobie).

(Lire la suite page 22.)

(8) 24 % en Iran, 24 % dans les autres pays du Golfe, 40 % en Asie du Sud-Est et 12 % dans le reste du monde, cité in *International Herald Tribune*, 20 février 1975.

(9) Hugh Mulligan, dépêche *Associated Press*, Téhéran, 12 janvier 1975.

(10) Eric Rouleau, « l'Iran à l'heure de l'embourgeoisement », *le Monde*, 4 octobre 1973 et sq.

(11) De son côté, le journaliste américain Jack Anderson a affirmé que Téhéran permettrait à la C.I.A. d'espionner l'Union soviétique à partir de son territoire, tandis que le sénateur démocrate de Californie, Alan Cranston, déclarait, pour sa part, que l'Iran figurerait parmi les pays qui auraient « apparemment » contribué au financement de la C.I.A.

(12) L'engagement total à long terme étant de 1 570 millions de dollars, alors que l'engagement de l'ensemble des quarante et un pays donneurs est de l'ordre de 2 400 millions de dollars.

(13) Si l'Iran a entrepris le remboursement anticipé d'une partie (1,2 milliard de dollars) de sa dette extérieure (près de 6 milliards de dollars en mars 1973), on sait moins qu'il continue de recourir à des emprunts à faible taux d'intérêt, notamment auprès de la Banque mondiale (400 millions de dollars environ, à 7,25 %).

(14) *Iran Petrole*, SNIP, Téhéran, novembre 1974.

(15) 425 millions de tonnes « prouvées » de minerai à teneur de 1,1 % et des réserves probables de 1 milliard de tonnes. L'Iran doit, cependant, importer aluminium et minerai de fer : un accord vient d'être conclu avec l'Inde pour la livraison de 7,5 millions de tonnes de minerai de fer.

(16) *Foreign Economic Trends and their Implications for the United States*, ambassade américaine, Téhéran, décembre 1974.

(17) Les statistiques officielles font apparaître un taux de chômage de l'ordre de 2,5 % de la population active. Toutefois, elles sont établies à partir de questionnaires « volontaires » et ne tiennent aucun compte du chômage déguisé ni du sous-emploi.

(Suite de la page 21)

En troisième lieu, l'inflation : officiellement évaluée à 18 % pour la période de mars 1973 à mars 1974, elle serait, en fait, plus proche de 20-25 %. Elle est due non seulement au renchérissement des denrées importées mais surtout à l'injection massive des pétrodollars qui ne correspond pas à un développement parallèle de l'appareil productif. Les ressources financières se dirigent en priorité vers les secteurs spéculatifs (logement) ou à forte rentabilité immédiate (import-export, opérations boursières, etc.).

Une autre faiblesse tient au déséquilibre des échanges commerciaux. Le déficit de la balance commerciale pour les produits non pétroliers s'accroît : en 1974-1975, l'Iran a exporté pour 600 millions de dollars de tapis, de coton brut, de fruits secs, de caviar et de minerais, essentiellement, ainsi que de voitures et de produits manufacturés vers les pays de l'Est. Le montant des importations est plus de dix fois supérieur (6,5 milliards de dollars). Il s'agit avant tout de biens d'équipement et de consommation, ainsi que de pièces détachées destinées aux chaînes de montage (18)...

En outre, comme l'admet M. Madjidi, responsable de la planification, **« la demande de produits agricoles importés va s'accroître ; nous n'arriverons pas à l'autosuffisance ».**

Pénuries alimentaires

EN dépit de récoltes exceptionnelles en 1973-1974, le ministre du commerce, M. Mahdavi, reconnaît : **« Nous avons dû acheter, cette année, à l'étranger, 2 millions et demi de tonnes de blé (pour une consommation intérieure totale de 6 millions de tonnes) ; 50 000 tonnes de sucre (consommation : 1,1 million de tonnes) ; 70 000 tonnes de viande, 250 000 tonnes d'huiles dérivées du soja... Nous vendons ces denrées à des prix subventionnés. Ces achats supplémentaires sont dus à l'augmentation rapide de la consommation, liée à l'accroissement des revenus pétroliers : 40 % d'augmentation de la consommation d'huile végétale, plus 20 % pour le sucre... »**

Pourtant, l'Iran reste un pays largement agricole, bien que 12 % seulement des terres soient arables (7 millions d'hectares cultivés). Plus de la moitié (53 %) de la population est paysanne, mais l'agriculture ne contribue que pour 13 % au P.N.B. Les autorités prévoient un taux de croissance de 7 % du secteur agricole (**« si les conditions atmosphériques le permettent »**, reconnaît un ministre), ce qui devrait ramener la part de celui-ci à 8 % seulement du P.N.B. à la fin du Ve Plan.

La réforme agraire entreprise en 1962 sur les conseils d'experts américains a été un succès politique : elle a permis de casser la grande propriété foncière tout en introduisant le pouvoir central dans les campagnes. Les tribus nomades ont été désarmées et sont en voie de sédentarisation, même si, encore aujourd'hui, les fonctionnaires de l'Etat sont parfois accueillis à coups de fusil par leurs « administrés » de certaines régions... Mais le démembrement et la distribution de terres aux paysans se sont faits au prix d'une chute de la rentabilité. Le système ancestral des **khanates** est aujourd'hui, en grande partie, détruit ; le manque d'entretien et le forage anarchique de puits ont fait s'écrouler les galeries par lesquelles circulait l'eau d'irrigation.

Dirigisme et passivité se combinent à l'insuffisance des crédits et des moyens techniques pour paralyser le fonctionnement des coopératives. Il en est de deux sortes : les « sociétés coopératives rurales de production » (il y en aurait 2 800, regroupant 2 300 000 paysans) et les « sociétés agricoles par actions » (au nombre de 65, elles touchent moins de 23 000 « actionnaires »). Dans ces dernières, les paysans sont devenus des salariés agricoles qui nomment un « conseil d'administration » de cinq à sept personnes, dont le président est désigné parmi les ingénieurs agricoles employés par le ministère. (Toutefois, un expert international nous assurera que **« les directeurs sont appointés par le gouvernement ; tout est décidé à Téhéran ».**)

Le régime a décidé de consacrer 60 milliards de rials au développement de l'infrastructure dans les zones rurales ; il a aussi entrepris de rembourser les dettes contractées par les paysans auprès des usuriers — ce qui lui donne des moyens de pression supplémentaires sur la population rurale. Il projette également de regrouper terres et populations en « connurbations villageoises » : autour d'un bourg où seraient implantés coopératives et services sociaux essentiels graviteraient tous les hameaux dans un rayon de 6 à 8 kilomètres.

Le barrage de Dez, près de Dezfoul, ne fonctionnait qu'à un dixième de sa capacité. Pour le « rentabiliser », on a entrepris, voilà cinq ans, de développer en aval une exploitation agricole modèle, après avoir indemnisé (et chassé) les quelque 25 000 villageois qui vivaient dans le secteur. Cinq sociétés multinationales, à capitaux américains, britanniques et iraniens (publics et privés), font pousser aujourd'hui, sur 68 000 hectares irrigués, fraises, abricots, asperges, cacahuètes, coton, etc. Les rendements sont exceptionnels (70 tonnes à l'hectare pour les betteraves, 25 tonnes à l'hectare pour les prunes), à la mesure des investissements, qui dépassent 1 000 dollars l'hectare ; les gestionnaires sont souvent formés aux États-Unis ; le matériel perfectionné est d'origine américaine ou japonaise.

Il y a ainsi une quinzaine d' « agrobusiness », opérant sur des surfaces variant entre 1 000 et 40 000 hectares et développant des activités hautement rémunératrices et intégrées : élevage pour la boucherie, produits laitiers, conditionnement des fruits et légumes... L'essentiel de la production est destiné à l'exportation.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le déficit alimentaire de l'Iran soit considéré comme inévitable et que l'accroissement réel de la consommation, dans les années à venir, ne puisse être satisfait autrement que par un recours accru aux importations. Ainsi le pays devient-il tributaire de ses fournisseurs et de ses marchés. En outre, comme le suggère une sociologue de l'université de Téhéran (19), l'autoritarisme teinté de paternalisme est source de passivité et d'attentisme, ce qui n'est guère compatible avec l'esprit d'initiative qu'il faudrait susciter pour surmonter les comportements traditionnels.

« Nous voulons changer la structure démographique et abaisser en vingt ans la population rurale à 45 %, nous a dit M. Nojmabadi. **Il nous faut réduire le nombre des familles rurales si nous voulons leur donner un revenu suffisant et répondre aux besoins de main-d'œuvre industrielle du pays. »** A l'exode rural organisé correspond l'urbanisation sauvage. Le rythme d'accroissement annuel de la population dépasse 5 % à Téhéran, à Ispahan, à Mashhad, à Ahwaz et à Rezaiyeh. En trois ans, la population d'Ahwaz est passée de 300 000 à près de 500 000 habitants.

L'énorme pression provoquée par l'afflux de population vers les villes ne peut qu'encourager toutes les formes de spéculation, qui fleurissent sur une réelle crise du logement. A Téhéran, les loyers ont doublé en quatre ans, plus que décuplé en quinze ans. Ils sont souvent aussi élevés qu'à Paris. Ce chauffeur de taxi vit avec sa femme et leur enfant de sept mois dans un « deux pièces cuisine » de l'est de la ville qu'il loue 10 000 rials par mois (666 F). Un « trois pièces » dans le nord de Téhéran se loue 15 000 rials par mois (1 000 F) et 8 000 rials (533 F) un « quatre pièces » dans le « centre ».

Spéculations immobilières

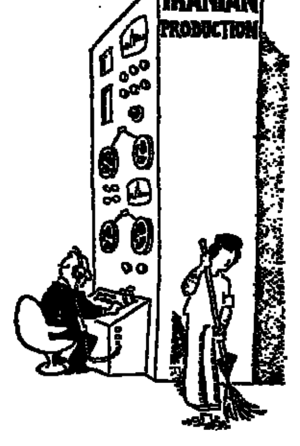
LE Ve Plan prévoit bien la construction, en cinq ans, de 810 000 logements urbains et de 240 000 logements ruraux. 200 000 unités devraient être bâties en 1975, 300 000 en 1978. Or la capacité actuelle de l'industrie du bâtiment ne dépasse guère 80 000 unités par an... Les entrepreneurs sont déjà mobilisés pour les grands projets civils ou militaires. Si bien que la construction est confiée à des entreprises mixtes : 200 000 logements à construire par des sociétés françaises, 100 000 par des sociétés britanniques, etc., etc.

Les promoteurs préfèrent se tourner vers les logements de standing ou les réalisations somptuaires : ainsi pouvait-on lire, récemment, dans la presse iranienne : **« Une ville ultra-moderne, destinée à devenir le principal complexe touristique d'Iran, va être construite sur la Caspienne. Namak-Abroad, à une douzaine de kilomètres de Sari, accueillera, dans les cinq ans, une population évaluée à vingt mille personnes. Deux mille villas et appartements (...), routes modernes, égouts souterrains, centres commerciaux, écoles, mosquées, églises, restaurants, casinos, buttes de plage, court de golf... Le projet, dont le coût total est estimé à 6 milliards de dollars, sera financé par la fondation Pahlevi et la banque Omran. Le contrat a été attribué à des ingénieurs ouest-allemands. Un projet similaire, appelé Farah Zad, est simultanément entrepris dans le voisinage de Téhéran... »** (20).

Comme en contraste, une étude quelque peu antérieure, effectuée en 1969-1970 pour le schéma directeur de la ville d'Ispahan, établissait que plus de 60 % des ouvriers dont la famille comptait plus de huit enfants vivaient dans une seule pièce. Les maladies dues à une telle promiscuité contribuaient à la mort de près de huit sur dix des enfants décédés avant leur cinquième année, c'est-à-dire un enfant sur trois dans la région d'Ispahan...

La condition ouvrière est une réalité qu'il faut garder à l'esprit quand on examine l'expansion économique : les responsables de la raffinerie d'Abadan l'ont bien compris, qui nous ont permis d'interroger un ouvrier « représentatif ».

Le poids social de l'expansion économique



L'homme nous attend depuis un moment dans les bureaux de la direction. L'entretien se déroule en présence de trois de ses supérieurs et d'un interprète. Assis très raide sur un coin de siège, mains sur le giron, mince moustache barrant des traits anguleux, ce menuisier de cinquante et un ans a trente-six ans de métier. Il travaille quarante heures par semaine et dit gagner 560 rials par jour (260 pour un apprenti). Mais il dit aussi ne disposer que de 8 600 rials par mois, le reliquat étant retenu pour le logement, l'électricité et l'assurance ; il verse 990 rials par mois pour les « frais d'entretien » du logement que lui prête son employeur, la Société nationale iranienne des pétroles (S.N.I.P.), à qui il rembourse, en outre, à raison de 2 600 rials par mois, un emprunt de 300 000 rials contracté pour s'acheter une maison pour ses vieux jours à Chiraz.

Il a trois filles (dont deux sont mariées) et quatre petits-fils. On lui donne 10 kilos de sucre et 90 kilos de farine par mois : il n'en dépense pas moins 200 rials par jour pour sa nourriture (soit 6 000 rials environ par mois). Où trouve-t-il de quoi se vêtir ou se distraire ? Il est ou il n'est pas représentant syndical : le point sera controversé. Cela n'a guère de signification, puisque **« la Société prend soin de nous »** et que les problèmes mineurs qui peuvent se poser **« sont réglés par la direction »**. Il n'y a, bien entendu, jamais eu de grève dans la raffinerie.

Représentatif, ce menuisier ? Une série de rapports confidentiels, rédigés par un « comité du bien-être des ouvriers » et présentés en février 1974 lors d'un séminaire national sur le bien-être social, patronné par l'organisation du plan et du budget, en collaboration avec le Madlin Institute et l'université de Stanford, donnent un aperçu tout différent des conditions d'existence des ouvriers en Iran.

L'enquête préalable, portant sur 2.779 entreprises industrielles privées (2 475) ou publiques employant plus de 50 ouvriers, tant à Téhéran (1 025) que dans le reste du pays, concerne 223 516 ouvriers (des hommes à 82 %) et près de 800 000 personnes si l'on tient compte de leur famille. 185 600 de ces ouvriers travaillent sur des chaînes de production. Plus de 56 % d'entre eux ont entre vingt et trente-neuf ans et 35,5 % sont analphabètes.

Neuf familles étudiées sur dix ne disposent que d'un salaire unique. Le revenu (21) horaire d'un manœuvre (13,5 % de l'échantillon étudié) est de 16 rials (à peine plus de 1 F) ; celui d'un ouvrier spécialisé (78,4 % de l'échantillon) de 21 rials ; celui d'un contremaître (9,5 %) de 43 rials ; enfin, celui d'un technicien (0,1 %) atteint 69 rials (4,60 F).

Les chiffres révèlent l'existence d'une « aristocratie » ouvrière : si, pour plus de la moitié des familles, le revenu hebdomadaire par tête est inférieur à 100 rials, 34,5 % d'entre elles ont à leur disposition plus de 501 rials par personne. Ces moyennes cachent d'énormes disparités régionales (22) ainsi que d'importantes différences par secteur d'activité (23).

Dans les provinces les plus reculées, les dépenses moyennes correspondent au tiers seulement du minimum vital légal, alors qu'elles sont à peu près équivalentes au minimum légal en vigueur à Téhéran. Les auteurs établissent que la population ouvrière, pour 73 %, perçoit un revenu inférieur au minimum vital légal.

Le régime est pourtant fier des mesures sociales prises dans le cadre de la « révolution blanche », en particulier pour le bien-être des couches laborieuses. Toutefois, 8 % seulement des entreprises étudiées ont établi une société coopérative de consommation, 11 % une coopérative de crédit et 31 % une coopérative pour l'habitat.

En ce qui concerne la participation des travailleurs aux bénéfices, on constate que, si un tiers des ouvriers interrogés ont perçu, à ce titre, entre 3 000 et 6 000 rials (200 à 400 F) dans l'année, la moitié ont reçu 300 rials (20 F) ou moins.

En 1971, moins de trois millions et demi de personnes bénéficiaient des assurances sociales. Le rapport établit, deux ans plus tard, que 21,22 % des ouvriers n'en bénéficient toujours pas, la proportion étant plus élevée pour les salaires les plus modestes.

« 77 % des ouvriers interrogés ont déclaré qu'ils étaient mécontents du manque de médecins dans les centres gouvernementaux et de l'inefficacité des soins », note le rapport. Dans l'ensemble du pays, il y a un médecin pour 3 700 assurés, un lit d'hôpital pour 7 700 personnes. Là encore, il s'agit d'une moyenne : la moitié des médecins sont concentrés à Téhéran.

L'"armée de la santé"

ENTRE 1966 et 1970, le nombre de médecins iraniens qui ont émigré aux Etats-Unis est passé de quatre-vingts à cent trente par an, soit environ le quart des promotions sortant des facultés iraniennes, déclaraient de leur côté trois spécalistes iraniens dans une récente communication devant l'association médicale américaine (24). L'Iran, ajoutent-ils, est le cinquième fournisseur de médecins des Etats-Unis (25). **« Le gouvernement iranien estime qu'il perd 53 000 dollars chaque fois qu'un médecin s'expatrie. »** Une enquête a été menée par questionnaire à l'université Pahlevi, de Chiraz, pour déterminer les raisons d'une telle « fuite de cerveaux » (qui ne concerne pas seulement, tant s'en faut, la médecine).

Les autorités s'efforcent de former une version iranienne des « médecins aux pieds nus ». Les internes sont tenus d'effectuer dix-huit mois de leur service militaire dans l' **« armée de la santé »**. En outre, quelques jeunes gens et jeunes filles, recrutés localement, commencent à recevoir soit une formation de base de six mois leur permettant de donner les premiers soins, soit un enseignement plus poussé de deux à quatre ans. Les difficultés auxquelles se heurte ce programme nouveau-né en disent long. **« Dès que le chef de village se rend compte que le travailleur de la santé sera un personnage important,** racontent des promoteurs de ce programme (26), **il désigne son fils ou son frère, quand il ne se choisit pas lui-même. Quand elle a le choix, la structure de pouvoir villageoise choisit presque invariablement un de ses propres membres ou un proche parent. »** De retour dans leur village, les nouveaux travailleurs de la santé sont parfois mal reçus. **« L'un d'eux était le frère du chef de village, mais il existait dans ce village une faction rivale, qui fit valoir que le travailleur de la santé allait l'empoisonner en ne lui donnant ni les bonnes doses ni les bons remèdes. Le jeune homme devint si furieux de ces accusations que nous sentîmes qu'il était bien prêt de faire ce dont on l'accusait... Finalement, plutôt que de se retrouver sans travailleur de la santé dans le village, la faction rivale nous donna sa promesse écrite qu'elle cesserait ses accusations. Ce qu'elle fit. »**

« Les hôpitaux, nous a dit un petit fonctionnaire de Téhéran, **sont dans un état déplorable, vétustes et sous-équipés. Les gens préfèrent aller en clinique, quitte à payer dix fois plus cher. L'année dernière, j'ai dû consulter un médecin : nous défilions devant lui dix par dix, de quart d'heure en quart d'heure, à 200 rials la visite chacun. »**

Le cinquième plan révisé, s'il a porté de 24 à 43 milliards de rials les crédits affectés au programme hospitalier, n'a pas modifié ses objectifs quantitatifs (vingt-quatre mille lits supplémentaires en 1978 — contre moins de quarante mille disponibles aujourd'hui). Mais, à vrai dire, il est douteux que ces objectifs mêmes puissent être atteints, malgré le recours aux entreprises étrangères pour la livraison d'hôpitaux clés en main et personnel en sus.

Un parent pauvre

CE qui choque peut-être le plus, toutefois, ce sont les perspectives concernant l'éducation, **« parent pauvre »** du Ve Plan, alors que, compte tenu de la volonté de développement de l'Iran, ce secteur eût dû avoir la priorité. Plus de la moitié de la population (54 %) a moins de vingt ans. Le souverain a, certes, décidé voilà un an, la gratuité de l'enseignement primaire et des repas gratuits aux écoliers, et prévu la création d'un réseau de télévision scolaire... Mais, faute d'écoles et d'enseignants en nombre suffisant, ces décisions ne sont que partiellement appliquées, et assurément point dans les campagnes reculées. Une vingtaine de milliers de mobilisés au titre de l' « armée du savoir » assurent, tant bien que mal, les cinq années d'enseignement primaire où se retrouvent trois millions et demi d'écoliers. Le cycle d'orientation de trois ans et le cycle secondaire sont suivis par un million et demi d'élèves. Universités et centres d'enseignement supérieur comptent quelque 125 000 étudiants et forment quelque 60 000 diplômés par an. Cet enseignement supérieur progresse de 16 à 17 % l'an.

« Tout candidat peut avoir des bourses et des études gratuites s'il prend l'engagement de servir l'Etat pendant le double de la durée de ses études », nous a précisé un des vice-recteurs de l'université de Téhéran. La proportion de boursiers varie de cinq à huit étudiants sur dix selon les branches. **« Si nous tâchons d'orienter les études en fonction des besoins du pays, beaucoup d'étudiants, à la sortie, sont happés dans des secteurs qui ne répondent pas toujours à leurs qualifications mais où on leur fait des « ponts d'or ».**

C'est que, malgré une récente revalorisation de la fonction publique, les salaires payés dans le privé sont cinq fois supérieurs en moyenne à ceux du secteur public, ce qui, précisera le recteur, M. Nahavandi, **« renforce la tendance inflationniste... et la tendance à pantoufler ».**

Les capacité d'accueil, là comme ailleurs, sont encore insuffisantes. **« Nous manquons de personnel d'enseignement et nous ne pouvons accepter plus de dix mille nouveaux étudiants par an, soit moins d'un candidat sur dix à l'examen d'entrée. »** L'université accueille les étudiants par roulement : un premier lot du matin à 17 heures, un second de 17 à 21 heures. Outre les étudiants réguliers, elle assure la formation continue d'employés des municipalités et du ministère de l'agriculture, des officiers de l'armée.

Quand l'opposition, écrasée, resurgit...



Tout cela, bien sûr, quand l'Université n'est pas fermée pour fait d'agitation politique — comme ce fut le cas, récemment, à la suite de grèves et de manifestations étudiantes au lendemain des examens de fin de semestre. Selon la presse locale, un étudiant a été tué à Téhéran à la mi-février **« en tentant de désarmer un policier »**. L'agitation, qui avait gagné l'école normale supérieure, s'est étendue à certaines villes de province. A Ispahan, des heurts ont eu lieu à la faculté de pharmacie...

« Nos étudiants sont de plus en plus instables et déterminés, nous disait, quelques jours auparavant, un professeur de sociologie. **Si, à l'étranger, on peut être sensible au caractère anti-impérialiste du régime, il n'est pas perçu comme tel par nos étudiants — au contraire ! »**

« Il y a, certes, de petites minorités activistes, mais nous avons beaucoup moins de problèmes que la plupart des pays occidentaux », affirmait, en revanche, M. Nahavandi.

S'ils veulent bien reconnaître qu'il puisse y avoir des problèmes, les responsables iraniens semblent ne le faire que pour mieux affirmer qu'ils les ont repérés et que la solution est affaire de patience... et de conviction. **« Nous avons rompu, voilà douze ans, l'équilibre social pratiquement immuable,** nous a dit l'un d'eux. **Il est normal qu'il y ait des distorsions dans cette phase de réadaptation. Dans dix ans, peut-être dans cinq, la plupart de ces problèmes que nous évoquons maintenant seront révolus. »**

Communistes en exil

DANS les années qui ont suivi le renversement, en 1953, du Dr Mohammad Mossadegh, une intense répression a éliminé physiquement l'opposition, tant nationaliste que communiste. On parle de vingt-cinq mille morts.

---

(18) L'Allemagne fédérale, premier acheteur (13 % des exportations iraniennes), est aussi le principal importateur (19,5 % des importations en 1974). Les Japonais viennent en second (14,7 % des importations), les Etats-Unis (13 %), la Grande-Bretagne et la France (4,81 %). Les échanges avec l'Union soviétique varient considérablement d'une année sur l'autre.

(19) Cf. notamment Jacqueline Rudolph Touba, « The family and social development », communication à la conférence sur les sciences sociales et les problèmes de développement (Chiraz, juin 1974).

(20) *The Tehran Journal*, 22 janvier 1975.

(21) Par revenu, il faut entendre le salaire, les heures supplémentaires, l'aide en espèces ou en nature, ainsi que les droits de sécurité sociale que l'employeur déclare payer (et ne paie généralement pas).

(22) Un ouvrier non spécialisé qui gagne 1 160 rials par semaine à Téhéran toucherait 297 rials dans le Sistan ou le Baloutchistan ; pour l'ouvrier qualifié, les chiffres sont, respectivement, de 1 515 et 673 ; et 2 858 et 1 279 pour le contremaître.

(23) L'indice du salaire d'un ouvrier du tapis varie entre 4,6 et 8,1 (Baloutchistan-Téhéran) ; celui d'un ouvrier d'une briqueterie, entre 7 et 20,4.

(24) Hossain A. Ronaghy, Kathleen Cahill, Timothy D. Baker, « Physician Migration to the United States », in *Journal of the American Medical Association*, 4 février 1974.

(25) Les Etats-Unis ont 15,4 médecins pour 10 000 habitants ; l'Iran, 2,6 médecins pour 10 000 habitants.

(26) Hossain A. Ronaghy, Steven Solter, « Is the Chinese « Barefoot Doctor » Export able to Rural Iran ? », in *Medical Alliance*, 1974.

Interdit depuis 1947, semi-clandestin jusqu'en 1953, le parti communiste Toudeh sera quasiment éliminé d'Iran en 1958-1959 (il installera son comité central en Europe de l'Est en 1963), bien que l'on découvre encore quelques réseaux clandestins à intervalles réguliers. L'affaiblissement de ce parti (qui garderait, néanmoins, des sympathies au sein de l'intelligentsia) est certes lié à la répression, mais aussi au rapprochement irano-soviétique depuis 1965. A l'étranger, une scission s'est opérée cette année-là, parallèlement à la scission sino-soviétique. Mais les maoïstes ne constitueraient pas l'élément principal de l'opposition clandestine ; déçus à leur tour par le rapprochement sino-iranien, certains d'entre eux auraient pris leurs distances vis-à-vis de Pékin.

Quant au Front national, constitué d'une demi-douzaine de partis hétéroclites aux positions politiques et idéologiques diffuses, il essaiera de se donner des formes d'organisation clandestine après 1953, mais sera rapidement décimé. Pourtant, à partir de 1959-1960, avec la crise économique, avec l'accession de Kennedy au pouvoir à Washington, de nouvelles possibilités semblent s'ouvrir : le Front national II tente de s'organiser à nouveau ouvertement et de participer au jeu parlementaire. Il réclame la libération de Mossadegh, alors en prison. Cette expérience s'arrêtera en 1963-1964. Mais, dès 1960, des sections en Europe et aux Etats-Unis avaient fait scission et formaient le Front national III : d'orientation fermement marxiste, elles continuent, néanmoins, de revendiquer l'héritage politique de Mossadegh. Depuis 1970, une section s'est constituée au Proche-Orient.

« **A l'intérieur, toutefois, on peut distinguer,** nous a-t-on dit, **l'opposition intellectuelle, malaisément tolérée, et l'opposition clandestine, intolérable.** » La première s'est développée considérablement ces dernières années : cinéastes, écrivains, artistes — une intelligentsia radicale, qui pratique une courageuse « résistance passive ». Ses livres sont censurés, ses films interdits (27), ses écrivains jetés en prison, ses militants parfois exécutés (28).

Des attaques sélectives

TOUTEFOIS, depuis l'arrêt des activités du Front national en 1964, des groupuscules s'organisaient dans la clandestinité. Le nombre des arrestations croissait. En 1971, deux organisations révolutionnaires émergeaient : la première, les « Combattants du peuple » (Mujaeddin Khalgh), avait détourné un avion iranien transportant, de Dubaï à Téhéran, neuf personnes arrêtées pour usage de faux passeports. L'affaire fut connue quelques mois plus tard, lors de l'arrestation de cent trente personnes, parmi lesquelles figuraient les auteurs du détournement. Selon les milieux d'opposition à l'étranger, jusqu'à présent, quelque soixante-dix militants de cette organisation auraient été exécutés ou tués au cours d'accrochages avec les forces de l'ordre ; plusieurs milliers d'autres auraient été arrêtés... Les « Combattants du peuple » disposeraient d'une quinzaine de publications — dont une revue intitulée **Jungle** — diffusées sous le **ghaba** en Iran, puis à l'étranger. Ils cherchent à concilier les principes de l'islam chiite et du marxisme. « **La moyenne d'âge des militants tués ou arrêtés est de vingt-quatre ans,** nous a-t-on précisé. **Intellectuels, cadres, médecins, ingénieurs, très peu d'ouvriers et de petits commerçants, bien qu'ils semblent avoir des liens avec la petite bourgeoisie commerçante du bazar.** »

L'autre organisation, les « Guérilleros du peuple » (Tcherik Fedayi Khalgh), s'est signalée par l'attaque, en février 1970, d'un poste de gendarmerie au nord de Siahkal. A la veille du Nouvel An iranien, le 21 mars, les autorités annonçaient que « **treize personnes avaient été exécutées après l'attaque du poste** », d'abord imputée à des « **bandits** ». Six jours plus tard, leurs noms étaient publiés : des instituteurs, des ingénieurs, des médecins — des militants politiques connus. Les services de sécurité reconnaissaient que « **des saboteurs cherchaient à créer un foyer de guérilla dans les forêts au nord de Téhéran** ». Toutefois, depuis lors, les actions armées se sont concentrées sur les villes. Près de cent trente militants de cette organisation auraient été tués ou exécutés. A l'aide de tracts, de brochures, d'une revue (**la Lutte du peuple**), ils expliquent le sens de leurs actions. Ils veulent, par des attaques sélectives, « **faire voler en éclat le mythe de l'invincibilité de l'appareil de répression, pour permettre la lutte spontanée des masses** ». L'objectif ultime est de « **créer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière** ».

L'une et l'autre organisations se sont ralliées des femmes : plusieurs « combattantes du peuple » seraient aujourd'hui en prison. Quelle est l'importance de ces mouvements ? Il est quasiment impossible de le dire. Ils fonctionneraient par petits groupes, n'entretenant de rapports que le temps de préparer et d'effectuer une opération. Pour les autorités, il ne fait pas de doute qu'ils sont des « **agents du communisme international** », des « **séides de Bagdad** »...

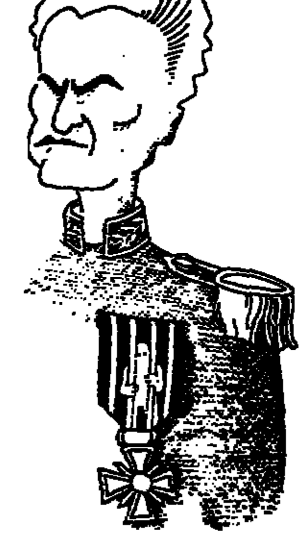
Incontestablement, une partie au moins de ces militants s'appuient sur le courant religieux. Le chiisme iranien a une tradition progressiste et surtout d'hostilité au pouvoir établi : pour lui, le pouvoir légitime est détenu par l'**iman**, descendant du prophète, dont le représentant mandataire est choisi par consentement parmi les **ulémas**.

Dès le début de ce siècle, le clergé chiite se dresse contre la pénétration coloniale en Iran. Dans les années 60, le début du processus de désagrégation du bazar, la militarisation de la société, l'intervention de l'Etat dans les villages et l'occidentalisation accélérée des couches dirigeantes poussent le clergé, menacé, à radicaliser son opposition. Il se rapproche du mouvement contre la dictature. En même temps, la communauté se donne un nouveau chef, l'ayatollah Khomeini, jeune et dynamique, qui va jouir d'un grand prestige. Arrêté en 1963, il vit aujourd'hui en exil en Irak (29).

Contrôlé, infiltré, le clergé chiite, dont les effectifs ont diminué (entrer dans les ordres n'est plus une façon d'échapper au service militaire), « **vit moins dans le siècle et, en tout cas, reste en retrait par rapport au régime** ». Pourtant, la ferveur religieuse du peuple n'est pas feinte. Lors de l'**ashura**, fin janvier à Téhéran, des dizaines de milliers d'Iraniens ralliaient de leur banlieue les mosquées centrales, jeunes et moins jeunes en colonnes, dans une parodie de flagellation accompagnée de formules scandées déplorant la mort de Hussein, troisième descendant du prophète et iman des chiites. Toutes les boutiques étaient fermées.

Ce jour-là, il y eut une brève manifestation. Une centaine de jeunes gens se mirent à scander : « **A bas le régime de Yazid !** » (C'était le tyran de l'époque de Hussein.) L'allusion devait être transparente pour tous puisque, aussitôt, les uniformes éparpillés dans la foule se regroupèrent et foncèrent sur les jeunes gens.

Un formidable appareil de répression



Dans les imposants bâtiments du quartier général de la Savak, dans la banlieue est de Téhéran, ce n'est pas le chef de ces services de sécurité, le général Nassiri, qui nous reçoit, mais son second, un civil qui nous demande de ne pas mentionner son nom. La voix est douce, mais le propos est ferme.

« **Exécutions sommaires, disparition de prisonniers, tortures ? Où sont les preuves ? Les exécutions avant jugement ? Nous n'en n'avons pas besoin. Les condamnations à mort sont annoncées dès que le verdict est prononcé. La torture est interdite par la loi. Quant à la garde à vue, elle ne dépasse pas vingt-quatre heures.** »

Mais notre interlocuteur mentionne de lui-même le fait que le Dr Chariati, selon lui « **dirigeant marxiste islamique** » (30), est en prison depuis plus d'un an dans l'attente d'un jugement. « **C'est un cas particulier : nous attendons l'arrestation d'un de ses amis, qui serait en Irak et qu'il charge pour se disculper. Voulez-vous lui rendre visite en prison ?** »

« **Voyez-vous, il y a dix-huit ans que la Savak existe ; c'est seulement depuis deux, trois ans que la presse nous attaque** », nous dit-il encore, n'hésitant pas à mettre en cause « **certaines compagnies pétrolières et certains pays pétroliers** » (31). « **L'opposition parle de trente mille à quarante mille prisonniers politiques. En fait, il y en a peut-être trois cents, y compris les espions, les agents à la solde des pays étrangers. Oui, quelque cent cinquante trafiquants d'héroïne ont été exécutés. A part ces exécutions, il n'y en a pas eu plus de cinquante en cinq ans : c'étaient des gens à la solde de l'Irak qui avaient commis des sabotages.** »

" Bourrage de crâne "

L'OPPOSITION à l'étranger détient pourtant des listes détaillées faisant état de plus de deux cent cinquante exécutions ces trois dernières années, « **après jugement par des tribunaux militaires** ». Des rescapés de prisons iraniennes ont porté témoignage sur les multiples tortures qui s'y pratiqueraient, notamment cette « spécialité » iranienne que serait une table chauffante sur laquelle on attache le prisonnier...

« **On vous a bourré le crâne à Paris,** s'exclame de son côté un ancien chef de la Savak, aujourd'hui « **simple général en retraite** », selon sa propre expression. **Il y a dans tout cela, la répression, etc., une part énorme d'intoxication. Bien sûr qu'il y a répression — quel régime n'en a pas ? — mais il y a une différence : je crois que la grande majorité de la population y est favorable. Dites-vous bien que l'Iran n'est pas un Etat policier : les gens parlent très librement.** »

« **Les gens parlent très librement...** » En s'assurant que nous ne pouvons être entendus, un étudiant, pas même extrémiste, nous glisse : « **Nous avons peur, et nous avons même peur de le reconnaître.** » Notre propre expérience allait nous permettre de comprendre tous le sens de cette remarque.

Une mésaventure

LORSQUE nous arrivons à Ahwaz, nous téléphonons de l'aéroport à un volontaire de l'UNIDO, M. Stoneback, qui se propose de venir nous prendre en voiture dans le quart d'heure suivant. En l'attendant, nous sommes appelés au bureau d'Iran Air. Deux représentants des relations publiques de la SNIP, MM. Doorandish et Moalémi, nous y attendent. « **Voici votre programme** », nous disent-ils, s'excusant de ne pas nous avoir accueillis dès notre descente d'avion.

Surprise : il était convenu avec le ministère de l'information que cette journée à Ahwaz serait... improvisée. Nous faisons valoir que nous avons déjà pris des dispositions personnelles et que nous souhaiterions disposer de la matinée. Certes ! M. Stoneback arrive, nous conduit au « centre industriel » où il est conseiller. A peine avons-nous le temps d'apprendre que cette entreprise emploie une quarantaine d'ouvriers à des travaux de fonderie, de tréfilage et de charpente métallique que nous sommes dérangés puis convoqués devant un certain M. Khameshi, « project manager », qui se livre à un véritable interrogatoire : qui nous a donné l'autorisation de venir dans son usine ? Pourquoi avons-nous faussé compagnie aux deux personnes qui nous attendaient à l'aéroport ? Comment avons-nous fait la connaissance de M. Stoneback ?

Nous avons discrètement enregistré cette discussion sur minicassette. Un peu plus tard, nous laissons notre sac de voyage à l'hôtel. Nous constaterons, en fin d'après-midi, qu'il a été fouillé. Las ! le système d'enregistrement du magnétophone a cessé de fonctionner...

La première base du pouvoir est assurément la Savak (**Sazemane Amniyate va Ettelaat Keshvar**, ou Organisation nationale de renseignement et de sécurité). Selon son porte-parole, il s'agit d'une organisation dépendant directement du premier ministre (son directeur, le général Nassiri, a rang de vice-premier ministre) et chargée du contre-espionnage et de la répression de toutes les actions contre la sécurité intérieure et extérieure. « **Le budget de la Savak, voté par le Parlement, est de l'ordre de 1 à 1,2 milliard de rials. Elle emploie à temps complet moins de trois mille personnes** », affirme notre interlocuteur qui qualifie d' « **excessifs** » les chiffres de trente mille à soixante mille permanents avancés récemment par **Newsweek**.

Petits vendeurs sur les trottoirs, gardiens de nuit, gardiens de voitures, éboueurs, concierges, commerçants, etc., une multitude de « mouchards » occasionnels, non rémunérés mais à qui l'organisation fera, à l'occasion, « une fleur » s'ils se montrent efficaces. « **Dans les quartiers,** nous a affirmé un résident étranger, **les « chefs d'îlots » ont les doubles des clés de tous les logements, ce qui leur permet de surveiller les allées et venues des habitants de leur secteur. La Savak a des « antennes » partout, dans tous les corps de métier, et ce ne sont pas toujours des Iraniens.** »

Mais la Savak n'est pas le seul organisme qui renseigne le souverain. Il faut aussi compter, selon certains, avec l'inspection impériale (cent cinquante à deux cent cinquante employés) dirigée par le général Fardoust. Elle est chargée d'enquêter au sein des administrations, sur plainte ou dénonciation, en cas de fraude ou d'abus de pouvoir. Cet organisme travaille « ouvertement » et, selon notre interlocuteur de la Savak, « **n'a aucune compétence pour intervenir dans nos affaires** ».

Garde impériale et " Immortels "

EN fait, il semble que l'on confonde l'inspection impériale tantôt avec la garde royale (« garde impériale » et « garde des Immortels »), tantôt avec le Bureau spécial de Sa Majesté.

La « garde des Immortels », véritable garde prétorienne du souverain, est composée de quelque deux mille officiers et sous-officiers triés sur le volet et dont la fidélité est acquise à prix d'or. Depuis l'attentat manqué de 1965 contre le chah, les hommes de troupe sont exclus de ce corps d'élite.

La division de la garde impériale et les « Immortels » forment un corps d'armée qui serait intégré dans la IIIe armée, laquelle comprend aussi les forces aéroportées de Téhéran, parachutistes d'élite et **rangers** : au total, soixante-dix mille hommes environ, qui constituent une force d'intervention extrêmement rapide. Leur formation et leur entraînement seraient assurés par des experts israéliens et américains. Bien que dépendant de l'état-major, les chefs de ce corps d'armée sont contrôlés directement par le chah et par les officiers de son Bureau spécial. Les renseignements généraux de la police (province et capitale), le 2e bureau de la gendarmerie la Savak et le 2e bureau de l'armée (responsable de la surveillance au sein même des forces armées et des activités d'espionnage) seraient tous sous la coupe du Bureau spécial de Sa Majesté.

Ce Bureau, dirigé actuellement par M. Moïnian, est indépendant du ministère de la Cour et n'en réfère qu'au souverain. Réparti en sections par branche d'activité, il aurait droit de regard sur tout y compris la Savak.

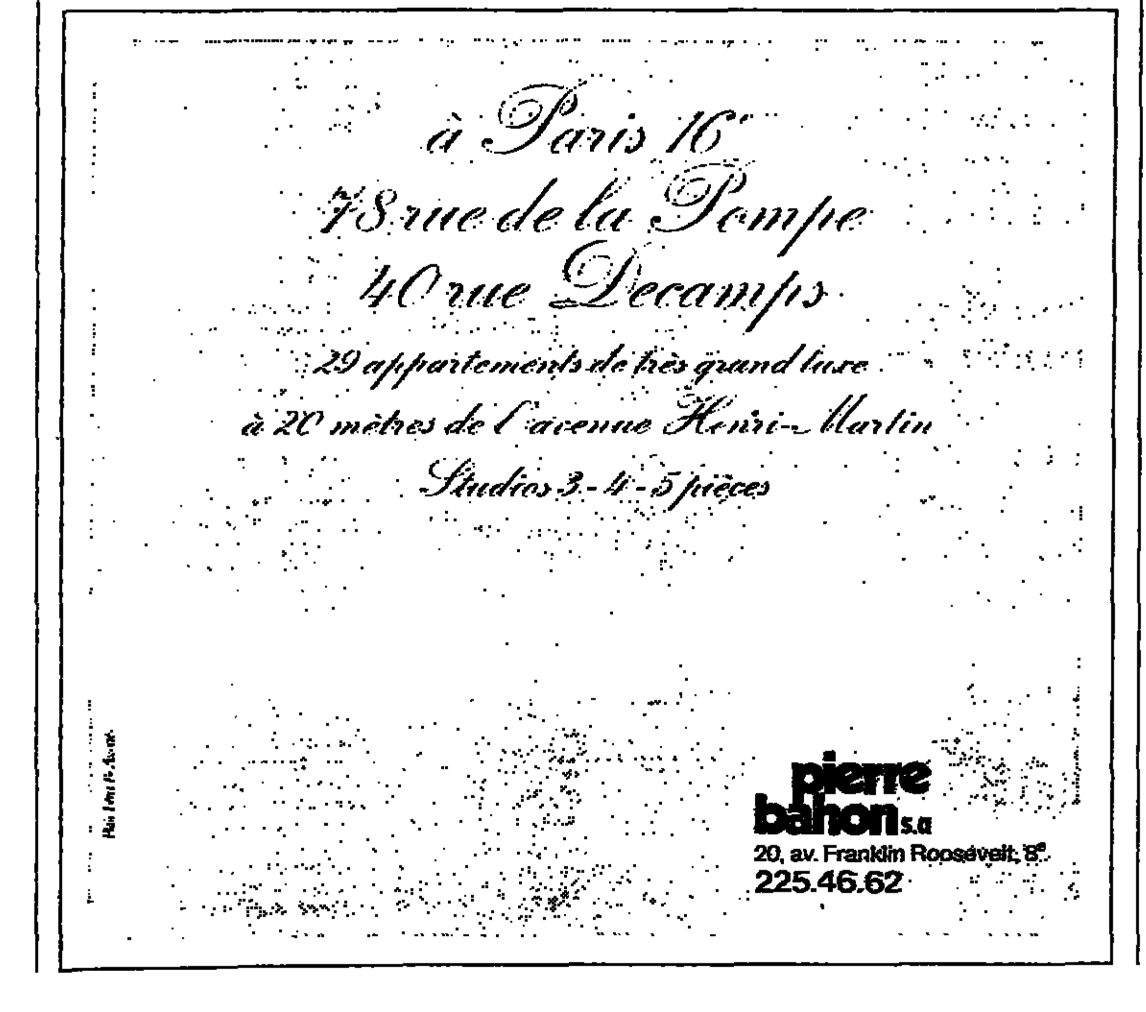
Depuis l'apparition de nouveaux groupes d'opposition clandestine, un « comité d'action antisubversive » de six personnes a été créé pour la coordination des différents services : il comprendrait, sous la direction d'un représentant de la 2e section du Bureau spécial, un représentant du parquet militaire et de chacun des quatre services mentionnés plus haut (renseignements généraux de la police, 2es bureaux de la gendarmerie et de l'armée et Savak). Les locaux du « comité » sont les anciens locaux des renseignements généraux de la police, à l'intérieur de la maison d'arrêt de la préfecture de Téhéran, au centre de la ville. Pour les militants, la « prison du comité » est synonyme de centre de tri pénitentiaire et de maison de torture.

Cet appareil de répression aux multiples tentacules, dont seule une faible partie est visible, est donc hautement centralisé autour de la personne même du chah, par l'intermédiaire du Bureau spécial. Le monarque sait jouer subtilement des concurrences qui opposent ses divers services pour mieux asseoir son contrôle

L'armée, autre pilier de l'empire avec les services de sécurité, est l'objet de toutes les attentions du régime. Outre qu'ils perçoivent des soldes confortables (voir note 5), les militaires ne paient quasiment pas d'impôts, bénéficient d'allocations-logement, de réductions dans les « magasins-coopératives » (supermarchés pour les militaires) et leurs officiers disposent fréquemment de voitures de fonction... La banque privée Sepah, conçue dès 1925 comme caisse de retraite des officiers, a pris une extension considérable depuis les années 60.

Si un diplomate nous a affirmé que « **l'armée n'a pas de rôle politique** (32) », d'autres observateurs voient en elle une force avec laquelle il va falloir compter. Etant donnée l'origine sociale modeste de la majorité des militaires, surtout du rang, et les mutations socio-économiques en cours, peut-on être sûr de la fidélité sans faille de cette force en expansion ?

(Lire la suite page 24.)



(27) Extraits d'une lettre adressée par le Dr Kheradmand, secrétaire d'Etat du ministère de la culture et des arts, à Sohrab Shahid Saless l'informant, de la saisie de son dernier film *Mossibat (Commémoration)* : « *...Selon le rapport communiqué à notre Bureau de contrôle, votre nouvelle réalisation (...) développe des problèmes sociaux aigus, notamment religieux. D'après vos propres propos (...) ce film comprend bien un thème religieux. Or, la note expresse n° 503/07/180 émanant de la Cour impériale nous impose, sur ordre de Sa Majesté, de nous opposer violemment à la diffusion et au développement des films religieux. (...) Si vous exprimez votre penchant pour le cinéma commercial en signant l'engagement proposé par notre ministère, vous pourrez profiter, à tous les niveaux, du soutien financier et moral nécessaire. Si vous refusez de coopérer avec nous, il sera fait obstacle à vos futures réalisations, le séjour en Iran sera refusé à votre épouse [celle-ci est Allemande], il sera fait en sorte que vous vous retrouviez dans une situation financière lamentable et, avec l'accord de Son Excellence, le ministre Mehrdad Pahlbod, votre dernier film sera mis sous séquestre...* »

(28) Les milieux d'opposition à l'étranger font état de l'exécution, en 1973, du poète Golsoghi et du cinéaste Danechian, ainsi que de l'arrestation, fin 1974, de l'écrivain Tunekaboni et, quelques mois plus tôt, de Saedi, scénariste, notamment, du film iranien *la Vache*, récemment primé à Paris.

(29) Lors des fêtes de Persépolis en 1971, qui devaient marquer le 2 500e anniversaire de l'empire perse (douze ans après la date effective), Khomeini avait lancé, de Bagdad, un appel en faveur du boycottage des festivités. Les correspondants de la presse étrangère avaient pu constater que les rues des grandes villes étaient demeurées désertes pendant toute la durée de la cérémonie.

(30) Diplômé de sociologie à la Sorbonne, Chariati est un des nouveaux doctrinaires du chiisme combatif, mais il ne se réclame nullement du marxisme.

(31) Pourtant, la plus ancienne accusation précise de torture en Iran qui soit parvenue à Amnesty International est datée du 23 décembre 1963. (*L'Unité*, 10-16 janvier 1975.)

(32) Toutefois, l'armée intervient pour la répression des délits politiques par l'intermédiaire des juridictions militaires dont la compétence semble s'accroître, notamment pour les affaires de drogue, les agressions à main armée, la contrebande d'armes, les sabotages d'installations industrielles et, tout récemment, les délits économiques (sabotage du système de contrôle des prix).

Seul au sommet de la pyramide

L'édifice est d'autant plus à la merci d'un « accident » que tout repose, en dernière analyse, sur la personne du souverain — même si ce dernier a pris la précaution de conférer à la reine le titre de régente. L'Iran est une monarchie constitutionnelle parlementaire, mais les députés du Majlis (Chambre basse) et les sénateurs (dont la moitié sont nommés par le souverain) n'ont aucun pouvoir réel. L'Iran est peut-être le seul pays au monde où, cinq mois avant les élections législatives, le nouveau chef de l'opposition officielle peut se réjouir de la victoire future du parti au pouvoir, comme l'a fait, fin janvier dernier, M. Fazaeli, le nouveau secrétaire général du parti Mardom. Depuis, le régime a d'ailleurs décidé de se passer d'opposition parlementaire...

S'il entend rester seul maître des destinées de son empire, le chah se repose, bien sûr, pour leur exécution, sur quelques hommes de confiance. Dans son entourage immédiat, trois personnalités semblent jouer un rôle éminent : M. Hoveida, premier ministre depuis dix ans (33) ; le Dr Eghbal, ancien premier ministre, ancien ministre de la Cour, aujourd'hui président de la société nationale des pétroles ; enfin, M. Assadolah Alam, ancien premier ministre lui aussi et actuel ministre de la Cour, fondateur de l'ancien parti d'opposition Mardom. « Eminence grise » du souverain, on le dit proche des Britanniques. « **Il a certainement accès au Bureau spécial**, note un diplomate. **En tout cas, il est très bien renseigné. Humainement remarquable, il assure, en quelque sorte, la liaison entre le chah et la Cour, entre la Cour et le pays.** »

Si le contrôle d'une armée puissante et d'une police redoutable crée les conditions matérielles de l'exercice du pouvoir, le chah est soucieux d'élargir les bases sociales de son régime. La réforme agraire a réussi à briser le pouvoir des féodaux et des grands propriétaires fonciers, sans pour autant améliorer sensiblement le sort des masses paysannes. Dans les villes, le renversement de Mossadegh a marqué le retrait durable de la bourgeoisie nationale de la scène politique. Le monde commerçant du bazar reste toutefois un des points d'ancrage de la contestation. Sans doute les militants « marxistes » ou « marxistes islamiques » y trouvent-ils appui, aide matérielle et refuge occasionnel.

Le développement de la bureaucratie, lié au poids relatif de l'industrie pétrolière dans l'économie et à la volonté centralisatrice du régime, a permis de « récupérer » la vieille classe politique traditionnelle ; le « satrapisme » est une réalité d'aujourd'hui (les charges officielles sont encore vénales), avec son cortège d'inefficacité, de népotisme et de corruption qui n'est pas sans gêner le développement économique, en particulier dans le secteur agricole.

Corrompus dociles ou trublions intègres ?

La corruption est toutefois un excellent moyen de « tenir » les hommes, fait-on remarquer. « ***Mieux vaut des corrompus dociles que des trublions intègres*** », nous glisse un diplomate occidental. Ce travers n'épargnerait pas l'entourage « **le plus proche et le plus cher** » du souverain, selon la formule d'un hebdomadaire américain. Commerçants et industriels, dit-on, abandonnent fréquemment 10 à 20 % de leur chiffre d'affaires aux puissants du « sérail »...

Quarante-cinq familles contrôlent, aujourd'hui, 85 % du capital des sociétés ayant un capital supérieur à 10 millions de rials. Ces gros industriels et commerçants, ces financiers et affairistes côtoient hauts fonctionnaires et officiers supérieurs et se livrent à d'âpres luttes d'influence pour orienter à leur profit les décisions politiques et économiques du souverain.

« ***Tout ce monde-là vit en file indienne derrière le chah, de qui procèdent tous les avantages et toutes les décisions importantes ou moins importantes. Les licences d'import-export sont un peu l'équivalent des prébendes de jadis.*** » L'industriel européen qui nous explique cela a cette formule : « **Le chah est le Guizot du pétrole ; « enrichissez-vous », sa formule de gouvernement.** »

Par-delà le sérail, cet appel s'adresse à une nouvelle bourgeoisie qui ne cesse de s'étendre : celle des « technocrates », souvent formés à l'étranger, techniciens et cadres supérieurs de l'industrie, officiers, membres des professions libérales ; mais aussi celle, florissante, des affairistes, des spéculateurs, des intermédiaires en tous genres (les activités d'« ingénierie », comme on les appelle en Iran). Ce sont eux qui forment les 4 % de la population qui disposent de plus de 4 500 dollars par an et par ménage ; eux qui ont voiture, téléphone, télévision, climatiseurs, qui vivent à l'européenne et qui, issus des couches populaires, étalent, pour mieux se distinguer d'elles, un luxe ostentatoire. Concentrés à Téhéran et dans les grandes villes, ils profitent de multiples avantages fiscaux ou matériels quand ils sont fonctionnaires ou militaires.

L'écart entre ces « privilégiés de l'expansion » et la petite et moyenne bourgeoisie rurale ou urbaine (commerçants, fonctionnaires, employés du secteur tertiaire, enseignants, intellectuels) s'élargit sans cesse, bien que le niveau de vie de celle-ci se soit nettement amélioré. L'éventail des salaires continue de s'élargir (34).

Tout cela ne va pas sans créer des tensions. Privilégiée par rapport à la masse des ouvriers et des paysans, cette petite bourgeoisie est loin d'être pleinement satisfaite de son sort. Bloquée à la porte de la « société de consommation », elle éprouve, semble-t-il, une frustration croissante.

Pas de soupape de sûreté

Les mécontentements ne trouvent, dans le système actuel, aucun débouché politique ; aussi n'est-il guère étonnant que ce soit dans cette petite et moyenne bourgeoisie que se recrutent une bonne partie des militants révolutionnaires clandestins... L'absence quasi totale de possibilité de vie politique et la nature autoritaire du régime sont porteuses à terme d'explosions et de violence. L'« enrichissez-vous » peut-il être le ciment durable d'un « consensus » autour du régime autocratique du chah ? Il suppose, en tout cas, une poursuite indéfinie et régulière de l'expansion exceptionnelle de ces dernières années — ce que rien ne garantit.

« ***Pour les cinq à dix ans qui viennent, les revenus pétroliers sont tels que le régime pourra se tirer de toutes les difficultés***, estime un journaliste économique qui réside depuis plusieurs années en Iran. ***Ensuite viendra le temps des échéances. Les entreprises devront s'étendre au-delà du marché national. Le pourront-elles ? Si certaines d'entre elles sont déjà concurrentielles (notamment pour le sucre), la base industrielle du pays sera-t-elle assez forte pour leur permettre d'affronter le marché international ? Il y a deux points de vue : pour les uns, il y aura tellement de ressources naturelles exploitées ou transformées que l'économie passera ce cap. Pour d'autres, le pays est si peu en mesure de satisfaire son besoin de main-d'œuvre, l'infrastructure est si faible, les disparités économiques et sociales si grandes, qu'il en résultera une perte de confiance peut-être fatale. Tout cela, bien sûr, en écartant l'hypothèse de la disparition subite du souverain.*** »

En outre, la prolétarisation d'un nombre croissant de paysans, l'exode rural, l'urbanisation forcée et la misère populaire qui sont le prix de cette expansion laissent prévoir des tensions — et des ruptures — que la puissance de la Savak et de l'armée ne pourra peut-être pas indéfiniment contrôler. L'année 1974 a déjà vu éclater plusieurs conflits sociaux importants qui, bien que violemment réprimés, n'en sont pas moins significatifs.

Ainsi, en septembre dernier, à Téhéran, les ouvriers de l'usine Irana (fabrique de mosaïques) ont occupé leur lieu de travail pour protester contre le licenciement de quatre d'entre eux ; selon Newsweek (35), l'intervention des agents de la Savak aurait fait quatorze morts parmi les ouvriers. En octobre, l'usine de montage Land Rover a connu à son tour une grève, elle aussi brutalement réprimée. Presque au même moment, les deux cent cinquante employés de l'usine de Varamine (production de graisse végétale destinée à l'armée) débrayaient pour exiger des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail...

La volonté d'intégration totale de l'économie iranienne au système capitaliste et son corollaire, la dépendance accrue à tous les niveaux (financiers, technologiques, etc.) à l'égard des pays étrangers, font que l'édifice ambitieux érigé par le chah-in-chah repose en fait sur les sables d'une conjoncture internationale particulièrement mouvante, même si elle doit être encore, pendant un certain temps, favorable à l'Iran.

(Copyright Marcel Barang et le Monde diplomatique.)
(Dessins de PLANTU.)

(33) M. Hoveida vient de prendre la direction du parti Iran Novine, parti au pouvoir. Cette formation détenait, avant la suppression des partis d'opposition, 229 des 268 sièges du Majlis et 27 des 30 sièges éligibles du Sénat.

(34) Les salaires d'un ingénieur varient désormais entre 100 000 et 450 000 rials par mois ; ceux d'un chef d'entreprise ou d'un contremaître entre 40 000 et 60 000 rials.

(35) « The Master Builder of Iran », *Newsweek*, 14 octobre 1974.

Au Tchad, les causes de la rébellion subsistent

(Suite de la première page.)

En fait, si l'organisation de l'armée tchadienne (équipement moderne, entraînement intensif, création d'une école militaire...) a effectivement permis un dégagement français dans les opérations régulières, la France a maintenu toute sa capacité opérationnelle en créant en plus de la base 172 de N'Djamena trois bases permanentes à Sahr au sud, à Mongo au centre, et à Largeau au nord. Celles-ci disposent chacune de compagnies d'intervention héliportées qui sont prêtes à venir en aide aux troupes tchadiennes en difficulté. De plus, l'essentiel de l'encadrement de ces troupes est assuré par plus de quatre cents officiers et sous-officiers français servant sous uniforme tchadien au titre de la coopération.

Tout mouvement au sein de l'armée ne pourrait donc échapper à la connaissance de l'assistance militaire française étant donné son rôle central dans l'appareil répressif du pays. Les nouveaux dirigeants n'auraient pu mener à terme leur action sans disposer au moins de l'accord tacite du gouvernement français. Le coup d'Etat du 13 avril apparaît ainsi comme un simple « remaniement présidentiel », sans changement notable de la politique mise en place au moment de l'indépendance.

Celle-ci caractérise bien une situation néo-coloniale qui n'a pas modifié les structures socio-économiques héritées de l'administration française. L'obligation de cultiver dès 1926 une « corde » de coton (environ 40 ares), associée à la nécessité de payer un impôt en monnaie, a contraint le paysan à délaisser les cultures vivrières. Quant au cheptel bovin, unique richesse des populations nomades, il n'est considéré par le gouvernement que comme un moyen d'obtenir des recettes budgétaires permettant de faire vivre la classe dirigeante.

En conséquence l'équilibre alimentaire est devenu de plus en plus fragile, transformant la récente sécheresse (phénomène climatique) en famine (phénomène politico-économique) (2).

Bien avant les dernières années de sécheresse, des révoltes paysannes spontanées avaient éclaté dans le centre du pays contre les agents de cette politique. Créé le 22 juin 1966, le FROLINAT s'est donné pour tâche d'organiser la lutte du peuple tchadien contre le régime de Tombalbaye et l'impérialisme français. L'intervention massive du corps expéditionnaire français porta de durs coups à la résistance populaire, qui avait gagné les deux tiers du pays. Habitués à combattre une armée mal équipée, mal entraînée, les combattants du FROLINAT furent surpris par l'utilisation d'un armement moderne (hélicoptères anti-guérilla, aviation, etc.) par l'armée française.

Jusque-là, les guérilleros circulaient dans la brousse en troupes importantes et stationnaient dans des bases fixes. L'attaque aérienne surprise de l'une d'entre elles dans le Moyen-Chari fit trois cents morts. Les forces populaires de libération durent entamer un long travail de réorganisation politique et militaire ; le soutien des masses paysannes permit au FROLINAT de tenir tête à des troupes matériellement et numériquement supérieures et de rester implanté dans la plupart des régions.

Aujourd'hui, malgré le renforcement du potentiel militaire et administratif franco-tchadien, le FROLINAT est parvenu à contrôler une grande partie du pays. Cependant, les forces au service du pouvoir de N'Djamena sont en mesure d'intervenir sur l'ensemble du territoire. C'est ainsi que, selon le communiqué militaire n° 33 du 7 décembre 1974, officiellement démenti par la France, de violents combats se sont déroulés à Am-Djarass, dans le nord, où dix-huit « conseillers » français et cent cinquante soldats tchadiens ont été tués pendant l'attaque d'un des camps d'entraînement du FROLINAT. La stratégie du Front s'est adaptée à ce rapport de force.

« *Un mouvement de libération ne dispose pas d'autant de moyens qu'un gouvernement. Qu'est-ce que nous sommes en mesure de faire ? C'est d'abord d'éduquer les forces combattantes, d'éduquer les comités populaires, de façon à ce que ces forces-là comprennent la lutte que nous menons. Mais cela ne signifie pas du tout, parce que nous pouvons circuler librement d'une zone à l'autre, que nous avons le contrôle ou bien que nous avons libéré telle ou telle zone, parce que la libération d'une zone implique la prise en charge de toutes les demandes d'une zone déterminée : l'économie, l'administration, la politique, la transformation des structures, ce que nous ne pouvons pas faire pour le moment* », déclarait il y a un an le Dr Abba Siddick, secrétaire général du FROLINAT (3).

Un bon indice de cette action politique du Front est donné par le fait que certains impôts ne sont pratiquement plus payés par la population. Ainsi, pour l'année 1974, la taxe perçue sur le bétail n'a atteint que 1 à 2 % des prévisions budgétaires.

Lutte armée, répression et difficultés économiques n'ont pas été sans aiguiser la lutte pour le pouvoir au sein de la classe dirigeante. Catalysée par la famine et les malversations, détournements et enrichissements par la répartition des céréales importées, cette lutte avait conduit Tombalbaye à procéder dès 1972 à de nombreuses arrestations parmi ses propres soutiens politiques. La tentative de coup d'Etat de 1973 lui a fait accentuer cette répression par la dissolution de son parti unique et par la création du M.N.R.C.S. (Mouvement national pour la révolution culturelle et sociale), outil d'une politique de « *retour à l'authenticité* » qui, sans remettre en cause la présence culturelle française, visait à donner au régime un vernis nationaliste.

Un des aspects de cette « *révolution culturelle* » fut de remettre à l'honneur l'initiation Sara (le Yondo) en instituant l'obligation de s'y soumettre. Cette pratique, que l'ancien président avait lui-même qualifiée d'archaïque et de rétrograde quelques années plus tôt, a contribué à isoler de plus en plus l'ancien chef d'Etat. De même, la nécessité de contrôler la population et de renflouer les caisses de l'Etat a entraîné le projet délirant de multiplier par sept en une seule année la production de coton (!), ce qui n'aurait pu qu'accentuer le large déficit de la situation vivrière. La commande de 50 000 postes de radio pour mobiliser les paysans montre bien le caractère essentiellement politique de cette opération. Enfin, l'enlisement des négociations pour libérer un membre de la M.R.A., la femme de son ex-dirigeant, et un commandant de l'armée française (4) prisonniers d'un groupe toubou dirigé par Issene Habre, dissident du FROLINAT, n'a fait qu'accroître la mauvaise presse que l'ex-président Tombalbaye connaissait en France.

Dans cette situation, l'armée tchadienne, qui avait vu son rôle s'intensifier considérablement au cours des dernières années (triplement des effectifs, exercice du pouvoir administratif dans plusieurs provinces...) et qui voyait ses dirigeants emprisonnés les uns après les autres, s'est décidée à assumer l'ensemble des responsabilités du pouvoir.

Le fait que la majeure partie des membres de l'ancien gouvernement ait été intégrée dans les commissions créées par le nouveau régime montre qu'au-delà de la mort d'un homme les dirigeants actuels de N'Djamena ne peuvent ni ne veulent changer fondamentalement la situation qui a donné naissance à la lutte armée.

PIERRE BELL.

(2) Cf. *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?* Comité information Sahel, Editions Maspero, 1974. Voir *le Monde diplomatique* de février 1975.

(3) Interview du Dr Abba Siddick, citée dans *Tchad 74*, Fronts africains, nos 10 et 11, septembre-octobre 1974, p. 53.

(4) M. Combes, Mme Claustre, commandant Galopin.

Politique et littérature

L'itinéraire de la contestation en Afrique noire

Par JACQUES CHEVRIER

LORSQU'EN 1953 parut *l'Enfant noir*, l'admirable roman du jeune écrivain guinéen Camara Laye, son auteur fut accusé du péché d'apolitisme par une fraction notoire de l'intelligentsia nègre. L'irritation des intellectuels africains trouva en Alexandre Biyidi (*alias* Mongo Beti) son meilleur interprète dans un article significativement intitulé « *Afrique noire, littérature rose* » (1) par lequel l'auteur de *Ville cruelle* reprochait à son compatriote de s'être laissé aller à un « *pittoresque de pacotille* » et d'avoir négligé la réalité du monde nègre. « *Car*, enchaînait-il, *la réalité actuelle de l'Afrique noire, sa seule réalité profonde, c'est avant tout la colonisation et ses méfaits... Il s'ensuit qu'écrire sur l'Afrique noire, c'est prendre parti pour ou contre la colonisation. Impossible de sortir de là.* »

Dès son émergence, la littérature africaine de langue française a donc été mise en demeure de prendre position sur un problème spécifiquement politique et elle s'est ainsi trouvée engagée dans une contestation plus ou moins radicale du système colonial.

Quand on examine l'ensemble de cette littérature des cinquante dernières années, on est frappé par un double phénomène : d'une part l'importance considérable accordée à des problèmes qui touchent à la vie de la « cité », et d'autre part le caractère volontiers agressif, voire polémique, de cette littérature, qu'elle emprunte la voie du lyrisme, de l'essai théorique ou du roman. Trois thèmes essentiels semblent structurer les œuvres majeures de cette époque : la dénonciation des abus du colonialisme, la contestation du système colonial et enfin l'expression de la révolte souvent accompagnée de la revendication de la négritude.

La dénonciation des abus du colonialisme éclate dans un livre que l'on peut considérer comme le premier grand roman nègre, *Batouala*, écrit par le Guyanais René Maran à la suite d'un long séjour en Oubangui-Chari et couronné en 1921 par le prix Goncourt. Dans ce roman, l'auteur, qui se défend d'attaquer le principe de la colonisation en lui-même, n'en dresse pas moins un sévère réquisitoire contre les abus dont elle se rend coupable et il ne craint pas de dénoncer dans sa préface vengeresse « *tout ce que l'administration désigne sous l'euphémisme d'errements* ». *Ville cruelle*, du Camerounais Mongo Beti, révèle pour sa part les exactions dont sont victimes les planteurs de cacao du pays Bulu et souligne bien la responsabilité des commerçants grecs soutenus par les autorités françaises dans l'exploitation scandaleuse du petit peuple africain.



"Nous débarrasser de nos vêtements d'emprunt"

SI on franchit un degré de plus, on aborde des œuvres comme *Une vie de boy*, de Ferdinand Oyono, et *les Bouts de bois de Dieu*, du Sénégalais Ousmane Sembene, dont on peut dire qu'elles constituent, chacune à sa manière, une véritable remise en question du système colonial français. Dans *les Bouts de bois de Dieu*, l'auteur, qui a été pendant longtemps un militant syndicaliste actif, retrace un événement historique de nature éminemment politique puisqu'il s'agit de la grève des cheminots du Dakar-Niger en 1947-1948. Ousmane Sembene part donc d'une situation vécue pour dénoncer un certain nombre de maux liés à la colonisation et réclamer une indépendance qui apparaît de plus en plus inéluctable. Avec *Une vie de boy*, la contestation du système se fait plus insidieuse encore. Dans ce bref récit, Oyono raconte en effet la vie de Toundi, pauvre boy persécuté et acculé à la mort par la sottise et la méchanceté de ses employeurs blancs, et cette histoire tragique lui permet de révéler la cruauté et l'iniquité de l'administration coloniale.

Ce constat d'asservissement, d'exploitation et d'aliénation du monde noir par l'Europe débouche naturellement sur un sentiment de révolte auquel le lyrisme des poètes donne sa meilleure expression. Tandis que Léopold Senghor s'écrie : « *...Je déchirerai les rires banania sur tous les murs de France* » (2), Aimé Césaire entreprend dans le *Cahier d'un retour au pays natal* de rejeter trois siècles d'esclavage aux Antilles et proclame bien haut le soulèvement de l'homme noir, prélude à l'aube des temps nouveaux :

« *Et elle est debout la négraille*
« *la négraille assise*
« *inattendument debout*
« *debout dans la cale*
« *debout dans les cabines*
« *debout sur le pont*
« *debout dans le vent*
« *debout sous le soleil*
« *debout dans le sang*
« *debout*
« *et*
« *libre.* »

Enfin il n'est pas jusqu'à l'idéologie suspecte du colonisateur qui ne soit remise en cause et l'on voit alors se dresser contre l'Occident ceux-là mêmes qui avaient été formés aux moules de la pensée occidentale. Dans *l'Aventure ambiguë*, Cheikh Hamidou Kane s'emploie à démontrer les effets destructeurs de l'école française sur son héros Samba Diallo, poussé au suicide par l'impossibilité de faire coexister en lui deux systèmes de pensée antagonistes. Simultanément, le mouvement de la négritude, né sur les rives de la Seine en 1934, s'amplifie et Senghor devient le champion d'une négritude depuis lors fort contestée, mais dont le programme a servi longtemps de bannière aux intellectuels négro-africains francophones. Rejetant le surréalisme et le marxisme, Senghor n'affirmait-il pas dès 1945 : « *Les jeunes nègres d'aujourd'hui ne veulent ni asservissement ni assimilation. Ils veulent l'émancipation.* » Résolution qu'il agrémentait quelques années plus tard du commentaire suivant : « *Pour asseoir une révolution efficace, il nous fallait d'abord nous débarrasser de nos vêtements d'emprunt, ceux de l'assimilation, et affirmer notre être, c'est-à-dire notre négritude.* »

D'entrée de jeu, la littérature africaine s'est en quelque sorte cristallisée autour d'un certain nombre de problèmes à caractère politique intéressant aussi bien la rencontre brutale des civilisations africaines avec un Occident conquérant et triomphaliste que la situation du nègre dans une société disloquée où le statut d'homme à part entière lui était refusé.

Cette obligation de radicaliser et de formuler le combat en termes politiques se traduit également par la création de la revue *Présence africaine* (1947) et par l'incontestable retentissement du premier et du deuxième Congrès internationaux des écrivains et artistes noirs réunis respectivement à Paris en 1956 et à Rome en 1959.

L'écrivain et le pouvoir

ON est ainsi tout naturellement conduit à s'interroger sur la situation de l'écrivain, à la fois par rapport au pouvoir qu'il conteste de manière quasi unanime, et par rapport au public auquel il prétend s'adresser.

Sur le premier point, il faut évidemment introduire une distinction selon qu'on se place dans le contexte colonial ou dans la période qui a succédé aux indépendances. La première remarque qui s'impose, c'est que la quasi-totalité des œuvres littéraires écrites par des Africains dans la période qui nous intéresse ont été publiées et diffusées par des éditeurs français, ce qui a évidemment beaucoup limité leur impact sur des lecteurs africains, au demeurant très peu nombreux compte tenu du taux d'analphabétisme qui, dans les années 50, devait avoisiner les 90 %.

Les romans, poèmes et manifestes consacrés à la dénonciation du colonialisme ont donc fort peu gêné les autorités administratives d'outre-mer qui se sont bornées à censurer quelques textes trop retentissants. Ce qui était, au fond, de peu de conséquences dans la mesure où le phénomène contestataire représenté par cette littérature demeurait à la fois marginal et extérieur. Car le premier objectif des écrivains africains était de sensibiliser la conscience européenne aux abus et aux scandales de la colonisation française. René Maran ne tenait pas un autre langage quand il dédiait *Batouala* à ses « *frères de France, écrivains de tous les partis* », et les exhortait à « *combattre pour un idéal juste et noble* ». Quant à Senghor, il justifiait naguère le choix du français par sa vocation de métis culturel dont le message s'adressait « *aussi aux Français de France* ». En fait, on peut dire que si Maran, Senghor et combien d'autres écrivaient en français, c'était afin de s'adresser non pas aussi mais *d'abord* aux intellectuels français, dont ils espéraient sans doute aide et compréhension. Ce en quoi ils ne se trompaient pas totalement, comme on le vit en 1948 avec *l'Orphée noir* de Jean-Paul Sartre.

Avec l'accession des Etats africains à l'indépendance, on allait paradoxalement assister à un phénomène de raréfaction de la production littéraire africaine, qui restait néanmoins très engagée, dans le temps même où le rapport de l'écrivain au pouvoir aboutissait dans certains cas à l'épreuve de force tandis que le rapport au public continuait à se poser en termes problématiques. Il est en effet curieux qu'à la grande floraison lyrique puis romanesque des années 50 ait succédé une relative stagnation. Alors que le taux d'alphabétisation augmentait dans des proportions sensibles, bien qu'insuffisantes, et qu'on semblait s'acheminer vers une société plus libre et plus digne, la plupart des grandes voix africaines se sont tues. Si Léopold Senghor est dernièrement sorti de sa réserve (3), Césaire, après avoir bifurqué vers le théâtre, est absent de la scène littéraire depuis 1969 ; Cheikh Hamidou Kane n'a toujours pas donné de suite à son admirable *Aventure ambiguë*, Camara Laye se terre, Ferdinand Oyono est ambassadeur du Cameroun aux Etats-Unis. D'autres, et non des moindres, ont prudemment choisi l'exil — Mongo Beti enseigne dans un lycée français mais continue d'écrire, — à moins que leur talent n'ait été anesthésié ou étouffé par le confort feutré des organisations internationales... Certains, enfin, victimes de leur engagement politique, et pour des raisons qui nous échappent en partie, ont connu l'enfer des prisons — Seydou Badian, Koffi Gadeau, Maxime N'Debeka — quand ils n'ont pas succombé aux mauvais traitements dans des conditions encore mystérieuses — Fily Dabo Sissoko, Kéita Fodéba...



« LE MANDAT », FILM DE OUSMANE SEMBENE
« *Et elle est debout la négraille, debout et libre* » (*Aimé Césaire*).

Il semble que le rapport des écrivains avec les nouveaux maîtres de l'Afrique se réduise dans la plupart des cas à un affrontement plus ou moins violent, ce qui pourrait contribuer à expliquer le ralentissement de la production littéraire. A bien des égards, tout se passe comme si l'irruption soudaine des indépendances, dont Amadou Kourouma dit qu'elles s'abattirent sur l'Afrique « *comme une nuée de sauterelles* », avait en quelque sorte privé l'écrivain de son objet. L'ex-colonisateur réembarqué avec armes et bagages, il lui faut en effet affronter une situation nouvelle, parfois complexe, souvent confuse, et prendre l'exacte mesure d'une désillusion rigoureusement proportionnelle à l'impuissance et à l'iniquité des nouveaux pouvoirs africains qui ont pris la succession des Blancs.

Enfin il faut remarquer que l'hiatus entre intellectuels et politiques constitue un phénomène relativement récent puisque, jusqu'à l'accession à l'indépendance, les romanciers et les poètes se confondaient souvent avec les militants et les futurs leaders.

Une acerbe satire des nouveaux maîtres

AUJOURD'HUI le grand souffle des années immédiatement antérieures à l'indépendance est retombé, et la décolonisation a engendré une littérature du désenchantement dont l'objectif principal semble être d'instruire le procès du néo-colonialisme et de ses fondés de pouvoir. La voie de la nouvelle contestation avait d'ailleurs été frayée par les écrivains anglophones puisque, dès 1961, les grands auteurs nigérians Cyprien Ekwensi dans *Jagua Nana*, Wole Soyinka dans *The Interpreters* et Chinua Achebe dans *Man of the People* avaient mis en scène des personnages d'arrivistes douteux portés au pouvoir par les événements consécutifs à l'effondrement du Commonwealth (4).

Avec *le Devoir de violence*, de Yambo Ouologuem, *les Soleils des indépendances*, d'Amadou Kourouma, ou *Remember Ruben*, de Mongo Beti, les auteurs francophones ont entrepris de dresser à leur tour, et à des degrés divers, un réquisitoire sévère et une satire acerbe à l'encontre des mœurs politiques de l'Afrique contemporaine. Corruption, népotisme, vénalité, despotisme ou incurie des dirigeants et de leurs complices y sont dénoncés sans ambages.

Couronné en 1968 par le prix Renaudot, *le Devoir de violence* s'attaque au mythe d'une Afrique pré-coloniale idyllique. Pendant tout le temps de la lutte politique pour l'indépendance, les leaders intellectuels africains ont en effet exalté l'image d'une Afrique fraternelle, ignorant les luttes de classes et dans laquelle l'oppression ne pouvait procéder que des Blancs. Or, aux villes magnifiques chantées par les griots, aux fabuleuses cités de Soundjata ou à la prestigieuse Tombouctou des historiens, Yambo Ouologuem oppose avec une rare verve iconoclaste une capitale barbare, siège d'un pouvoir oppressif et despotique, ceci à seule fin de dénoncer l'imposture d'une négritude qui ne dit pas son nom et cherche à étouffer dans l'œuf toute tentative révolutionnaire.

Peut-être moins systématique que Ouologuem, en tout cas aussi ironique, Amadou Kourouma nous rappelle opportunément, dans *les Soleils des indépendances*, que toute mutation politique importante s'accompagne inéluctablement d'injustices et d'échecs humains, mais il n'en réserve pas moins ses traits les plus acerbes pour stigmatiser l'assurance et la cupidité des gens en place. Ce roman superbe et foisonnant, dont l'action se situe quelque part en Côte-d'Ivoire, nous raconte en effet les déconvenues de Fama Doumbouya, lésé dans ses espoirs d'obtenir la direction d'une coopérative ou le secrétariat général d'une sous-section du parti (« *les deux plus viandés et gras morceaux des indépendances* ») puis arrêté, emprisonné et condamné sur ordre du président à vingt ans de réclusion pour avoir omis de confesser au secrétaire général du parti (unique bien entendu) un rêve prémonitoire mettant en danger la sécurité du territoire ! Mongo Beti, pour sa part, évoque dans *Remember Ruben* et *Perpetue* le destin malheureux de deux orphelins-voyageurs, sortes de héros picaresques venus de la brousse et évoluant dans la jungle d'une nouvelle Afrique où règnent en maîtres absolus l'hypocrisie, le cynisme et l'ivresse bureaucratique de despotes parfaitement ubuesques.

Quant à Ousmane Sembene qui, depuis bientôt trente ans, a entrepris d'écrire (et de filmer) la chronique de la société sénégalaise contemporaine, il démontre une nouvelle fois à quel point il est impossible d'évoquer un destin individuel sans décrire en même temps l'architecture du groupe social au sein duquel il évolue. En frappant son dernier héros d'impuissance (c'est le « *xala* », qui donne son titre au récit) l'auteur du *Mandat* a voulu prouver à quel point l'échec de ce personnage d'homme d'affaires dérisoire était lié au parasitisme d'une pseudo-bourgeoisie. Le malheur qui affecte El Hadji Abdou Kader Beye au soir de son troisième mariage est donc pour Ousmane Sembene non seulement l'occasion de dénoncer ironiquement le caractère archaïque de la polygamie en milieu urbain, mais il est aussi symbolique de l'incapacité où se trouve actuellement la société sénégalaise de prendre son destin en main. Constat auquel pourraient faire écho trois œuvres également assez subversives, *Tribaliques*, d'Henri Lopes, *le Président*, une pièce satirique du Congolais Maxime N'Debeka, et *Vive le Président*, un pamphlet du Camerounais Daniel Ewande dans lequel on peut lire des propos aussi évidemment ironiques que celui-ci : « *Dans nos pays d'Afrique, souvent qualifiés à tort de sous-développés, il n'y a que de bons présidents. C'est une opinion tout à fait erronée de penser qu'il pourrait en être autrement. S'ils n'étaient pas bons, nos présidents ne pourraient pas se maintenir au pouvoir...* »

Les grandes orgues poétiques de la négritude se sont désormais éteintes et l'on est en droit de se demander quelle est aujourd'hui la part de la littérature dans le combat politique que mènent les Africains pour une libération réelle de leur continent. S'il n'est pas possible de répondre à cette difficile question autrement que par des hypothèses, on peut néanmoins formuler à ce propos trois remarques.

La première sera pour faire observer que la littérature africaine d'expression française des années 50 apparaît à bien des égards comme dépassée, dans la mesure où elle était la résultante et le produit du régime colonial mis en place par la France.

Seconde remarque : à l'heure actuelle les conditions matérielles et morales susceptibles de favoriser le renouveau, le développement et la diffusion d'une littérature africaine authentique ne semblent nullement réunies et ceci pour des raisons d'ordre essentiellement économique et politique : pas ou peu de maisons d'édition africaines, très peu de revues culturelles (et encore celles qui existent sont-elles le plus souvent moribondes), une absence quasi totale de vie culturelle, enfin des structures scolaires et universitaires longtemps réticentes à l'introduction des littératures africaines dans leurs programmes d'études.

Cette constatation nous conduit à la troisième et dernière remarque : dans l'Afrique actuelle, l'écrivain ne remplit pas la fonction politique qui devrait être la sienne. Coupé de son public réel avec lequel il entretient un dialogue de sourds, s'exprimant en général dans une langue qui n'est pas celle du peuple, il n'est nullement en mesure de jouer le rôle de témoin, de conseiller et de régulateur de la vie sociale qui était celui du conteur ou du griot dans les sociétés traditionnelles.

Devant cette situation provisoire d'impasse, les hommes réagissent selon leurs convictions et leur tempérament propre, et les deux témoignages que nous citons en conclusion sont là pour illustrer la gravité du dilemme de l'écrivain africain :

TCHICAYA U TAM'SI (poète congolais) : « *La révolution ne se fait pas sur la place publique, pour l'écrivain... Je crois que la participation de l'écrivain, puisqu'il s'adresse chaque fois, individuellement, à la personne, c'est individuellement qu'il doit atteindre la personne dans son tréfonds, dans sa plus stricte intimité, et s'il y arrive et qu'il lui a été possible d'atteindre une seule intimité, il a fait une très grande œuvre... Je pense que l'écrivain que je pourrais être militerait plutôt pour trouver l'intimité la plus stricte auprès de deux cents lecteurs et leur communiquer ce que je pense être le message, plutôt que d'aller le dire sur une place publique...* »

KATEB YACINE (écrivain algérien) : « *Personnellement, je n'aime pas le mot* engagement... *Je préfère le mot* écrivain révolutionnaire, *c'est-à-dire l'homme qui marche coûte que coûte, quelles que soient les contradictions, qui marche, qui continue, qui avance puisqu'il faut qu'il avance... Bien sûr, les hommes politiques représentent une espèce de pot de fer et nous sommes une espèce de pot de terre. Chaque fois qu'ils se heurtent aux hommes politiques, les écrivains perdent : ils sont congédiés, ils sont humiliés, ils sont réduits à l'obéissance. Pourtant, ce contact, nous ne devons pas le fuir ; de la même façon que nous voulons avoir des contacts avec le peuple, il faut aussi que nous ayons des contacts avec le gouvernement, et des contacts francs, des contacts bruts, des contacts de conscience et de classe. Il faut que nous puissions dire au gouvernement « merde » et il faut que nous puissions être aussi associés à ce qui se passe chez nous...* » (5).

(1) *Présence africaine*, n°s 1-2, avril-juillet 1955.
(2) Poème liminaire d'*Hosties noires*.
(3) Il a publié *Lettres d'hivernage* en 1973.
(4) Cf. l'article de Gerald Moore dans *le Monde diplomatique* de décembre 1973.
(5) African-Scandinavian Writers' Conference, Stockholm, 1967.

OUVRAGES CITÉS

— BATOUALA, par René Maran, Paris, 1921 (Albin-Michel, 1969).
— VILLE CRUELLE, par Mongo Beti, Paris, 1954 (Présence Africaine, 1971).
— UNE VIE DE BOY, par Ferdinand Oyono, Paris, 1956 (Press-Pocket, 1971).
— LES BOUTS DE BOIS DE DIEU, par Ousmane Sembene, Paris, 1961 (Press-Pocket, 1971).
— HOSTIES NOIRES, par Léopold Senghor, Paris, 1956 (Le Seuil, 1974).
— CAHIER D'UN RETOUR AU PAYS NATAL, par Aimé Césaire, Paris, 1959 (Présence Africaine, 1971).
— L'AVENTURE AMBIGUE, par Cheikh Hamidou Kane, Paris, 1952 (10/18, 1972).
— PEAU NOIRE, MASQUES BLANCS, par Franz Fanon, Paris, 1952 (Le Seuil, 1965).
— ORPHEE NOIRE, par J.-P. Sartre. Préface à l'anthologie de la nouvelle poésie nègre procurée par L. Senghor, Paris, 1948 (P.U.F., 1969).
— LE DEVOIR DE VIOLENCE, par Yambo Ouologuem, Le Seuil, Paris, 1968.
— LES SOLEILS DES INDEPENDANCES, par Amadou Kourouma, Le Seuil, Paris, 1970.
— REMEMBER RUBEN, par Mongo Beti, 10/18, Paris, 1974.
— XALA, par Ousmane Sembene, Présence d'Afrique, Paris, 1974.
— TRIBALIQUES, par Henri Lopes, CLÉ, 1971.
— LE PRESIDENT, par Maxime N'Debeka, P.J. Oswald, Honfleur, 1970.
— VIVE LE PRESIDENT, par Daniel Ewande, Albin-Michel, Paris, 1968.

les livres du mois

« Les sciences sociales, sorcellerie des temps modernes » ? de Stanislav Andreski

Par YVES FLORENNE

PRECISONS tout de suite que le titre original ne comporte aucun point d'interrogation. Ce signe de prudence, en appelant lui-même la réponse, tente de l'amortir et neutralise l'affirmation. Peut-être les « sorciers » français sont-ils plus irritables que les anglo-saxons et le terrorisme intellectuel plus tranchant de ce côté-ci de l'eau ? Quoi qu'on pense de l'auteur, professeur à l'université de Reading, son livre est un pavé lancé sans aucune précaution dans la mare universitaire et qui éclabousse à peu près tout le monde. Du moins — puisqu'il s'y limite — le monde des sciences sociales. Il ne vise donc guère que sociologues et psychologues, puis, un peu en retrait, économistes et politologues ; il ne dit rien, par exemple, de la linguistique que nombre de ses griefs ne laisseraient certes pas de côté. Sans parler de la littérature, ce qui serait à peine sortir du champ : de valeureux efforts ne tendent-ils pas aujourd'hui à constituer en « science » — sociale par excellence — tout ce qui est de l' « écriture » ?

Le livre est donc franchement et même allègrement polémique, son humour tournant au sarcasme et le sarcasme à la colère. « Un tract plutôt qu'un traité » : on peut en croire l'auteur. Mais ce tract est aussi un acte : de dénonciation et de désolidarisation. Dénonciation de la « sorcellerie » à quoi se « réduit une part importante de ce qui est considéré comme une étude scientifique du comportement humain » ; désolidarisation d'avec les « sorciers » contre lesquels est prononcé un véritable réquisitoire. Car il va de soi que les sciences n'existent et par conséquent ne sont véritables ou prétendues, utiles ou nocives, éclairantes ou obscurcissantes, que par les hommes qui les font ou les enseignent.

Et ceux-là en prennent pour leur grade. A la lettre, car ils sont d'abord accusés de fonder leurs titres, leur audience, leur réputation, leur carrière, et même leur goût de l'argent, sur une imposture, dont Stanislav Andreski convient d'ailleurs qu'elle peut être inconsciente. N'est-il pas constant que les sorciers croient ou finissent par croire à la sorcellerie ?

LE sacro-saint savoir universitaire est donc fort mal traité. Notre professeur, tout en constatant et admettant qu'il n'y a plus guère d'autre lieu pour la recherche que l'Université, observe que celle-là peut tourner à la routine du fait de celle-ci, et souligne le danger d'enseigner qui porte à « pérorer au lieu de penser ». Peu importe, puisque « le subterfuge et la duperie sont (...) plus profitables que la révélation de la vérité ». Simple conséquence, d'ailleurs, car « la stérilité et la supercherie dans l'étude des affaires humaines résultent des orientations générales, culturelles, politiques et économiques de notre époque ». Aussi bien, l'ouvrage ressortit à la sociologie du savoir, ou plus exactement, dit l'auteur, à la « sociologie du non-savoir ».

On pourra, bien entendu, trouver de l'outrance et même de l'injustice dans cette dénonciation féroce et caustique. Encore que l'auteur, étant d'ailleurs orfèvre, ne vise qu'une « part » — il est vrai « importante » — de son domaine, où, Dieu merci, fleurit aussi, avec modestie, la vraie science. Même si les orientations de Stanislav Andreski paraissent s'éloigner de celles du lecteur (elles sont d'ailleurs nuancées et balancées), à travers la vigueur de l'attaque et la verdeur du langage, sous l'excès même, comment ne pas voir bien des vérités ? Comment ne pas trouver un fondement solide, touchant le jargon, à l'accusation de répandre la « brume verbale » et d'interposer un « verre fumé » pour cacher, sinon toujours le vide ou le peu de poids de la pensée, du moins son absence d'originalité ? C'est une expérience que tout lecteur fait souvent, et pas seulement en matière de science sociale : le déchiffrement et la réduction du « jargon » l'amènent à constater qu'il n'y a rien, là-dessous, que de fort simple, évident, et souvent déjà dit, parfois depuis longtemps et beaucoup mieux. Mais combien sont étourdis, subjugués, intoxiqués par la « brume » et la « fumée » ?

CAR l'hermétisme, les vapeurs opaques, l'incantation autoritaire et tout ce qui caractérise, précisément, la sorcellerie, n'ont-ils pas d'autres raisons, et n'encourent-ils pas un soupçon plus grave ? Ils permettent l'utilisation insidieuse ou le conditionnement, au profit de telles idéologies, telles structures socio-économiques, tels intérêts. L'auteur le note à propos du fonctionnalisme ; on se reportera aussi aux pages incisives sur le « crypto-conservatisme » et le « crypto-totalitarisme ».

La critique, si elle est la plus voyante, n'est pourtant que l'envers de propositions constructives. Et l'auteur se veut optimiste malgré tout. D'un optimisme qui apparait, dans la conclusion, comme le corollaire du pessimisme, l'un et l'autre ayant en commun de tenir pour inséparables le destin des sciences sociales et celui de l'humanité.

P.U.F., Paris, 1975, 280 pages, 39 F.

MÉTHODES ET INSTRUMENTS DU NÉOCOLONIALISME

Le remodelage de l'Asie, les activités du Fonds monétaire

POUR les Etats-Unis, une époque s'achève en Asie : la défaite en Indochine conduit à un retrait militaire partiel et à une réduction des forces stationnées dans la région ; la normalisation des relations avec Pékin marque la fin du credo politico-diplomatique de l'encerclement de la Chine : les difficultés du dollar s'ajoutent aux doutes idéologiques qu'inspire une rhétorique anticommuniste qui n' « accroche » pas plus que la défense de valeurs impliquant la promotion et le soutien de dictatures militaires. Une époque s'achève, certes, mais une oppression se perpétue, s'organise sous d'autres formes plus élaborées.

Les Etats-Unis ne se sont jamais montrés enclins aux formes classiques de domination coloniale ; leur mode d'intervention s'accommode plus volontiers d'une internationalisation, par le biais d'un système global d'institutions multilatérales — de la BIRD à l'OTASE, de l'ONU à telle ou telle organisation industrielle ou commerciale, régionale ou mondiale. Cela va de pair avec l'essor des sociétés multinationales, institutions typiques d'une suprématie économique et, spécifiquement, du mode de pénétration économique américain. En fait, loin de marquer le retrait des Etats-Unis de cette partie du monde, la débâcle américaine d'Indochine a plutôt précipité une nécessaire rationalisation de l'exploitation néo-coloniale à laquelle ils se livrent en Asie.

« Le génie du néo-colonialisme, la perpétuation de la domination étrangère dans une ère d'indépendance politique nominale, tient précisément à une réduction des servitudes politiques et des coûts de l'empire par le transfert des fardeaux de l'administration et de la pacification à des groupes dirigeants locaux qui ont un intérêt au maintien du *statu quo*. » *Telles sont, sommairement résumées, les thèses qu'expose Mark Selden dans la présentation de son* Remaking Asia (1), *nouveau recueil d'* « études sur l'exercice du pouvoir américain » *en Asie. Après* Open Secret (2), *la doctrine Kissinger-Nixon en Asie et* America's Asia (3), *essais « non conformistes sur les relations américano-asiatiques, cet ensemble de contributions associe une demi-douzaine d' « asiatologues » anglo-saxons qui ont, au moins, en commun leur refus de l' « américanocentrisme » des spécialistes américains classiques. La diversité des contributions enrichit plutôt qu'elle ne dessert la qualité de cet ouvrage, dont le premier tiers est particulièrement intéressant, avec des développements consacrés à l'* « impérialisme pétrolier en Asie du Sud-Est » *(Malcolm Caldwell), aux menées du Fonds monétaire international en Indonésie (Cheryl Payer) et à la Banque asiatique de développement (Richard de Camp), enfin aux liens entre la C.I.A. et l'*establishment *financier dans le contexte de la guerre du Vietnam (Peter Dale Scott) : la force militaire est le plus apparent mais non pas nécessairement le plus efficace instrument de l'impérialisme.*

C'EST ce que montre pour sa part Cheryl Payer dans The Debt Trap (4), *où elle s'attache à cerner les activités du F.M.I.,* « le gouvernement supranational le plus puissant du monde » *qui fut l'* « instrument choisi au lendemain de la seconde guerre mondiale pour imposer la discipline financière impérialiste aux pays pauvres derrière une façade d'aide multilatérale et de compétence technique ». *Car les institutions internationales sont loin d'être politiquement neutres. L'objectivité de la technique économique derrière laquelle se retranchent les experts du Fonds masque mal des choix politiques à sens unique. L'analyse de cas d'espèce en Asie (Indonésie, Philippines, Indochine, Inde), en Amérique latine (Brésil) et en Europe (Yougoslavie) permet à Cheryl Payer de montrer par quels procédés l'institution financière internationale s'attache à frustrer les efforts des pays pauvres qui tentent de (re)gagner quelque contrôle sur leur économie nationale. Economique et politique étant interdépendants, on peut à bon droit rendre responsable le F.M.I., parmi d'autres institutions au-dessus de tout soupçon, du maintien des militaires au pouvoir en Indonésie par exemple ou de l'aggravation des disparités régionales au Brésil ou en Yougoslavie — phénomènes qui, à première vue, sembleraient relever davantage de la politique intérieure des pays concernés. Quant au Chili ou au Ghana, également étudiés ici, on sait de quel prix ils ont dû payer leur tentative de se défaire des* « requins du crédit international ». *Chemin faisant, c'est à l'autopsie d'un rêve que se livre Cheryl Payer : celui d'un tiers-monde non aligné qui aurait su esquiver les écueils du capitalisme et du socialisme totalitaire. Le rêve était illusion. Il n'y a pas de troisième voie. Le danger était de faire du F.M.I. et des autres institutions internationales l'* « ennemi principal », *la cause première des maux du tiers-monde. L'auteur rappelle justement qu'ils ne sont que les instruments des* « gouvernements capitalistes et des sociétés multinationales, les ennemis naturels de l'indépendance du tiers-monde ». *Ce livre est un excellent complément à celui de Teresa Hayter, qui instruisait, voilà quatre ans, le même procès, mais à propos de la Banque mondiale et de ses activités en Amérique latine (5).*

M. Bg.

(1) *Remaking Asia, Essays on the American Uses of Power*, sous la direction de Mark Selden, Asia Library, Pantheon Books, New-York, 1974, 381 pages, 3,45 dollars.

(2) *Open Secret, The Kissinger-Nixon Doctrine in Asia, Why we are never leaving*, sous la direction de Virginia Brodine et Mark Selden, Perennial Library, Harper & Row, New-York, 1972, 218 pages, 1,50 dollar.

(3) *America's Asia, Dissenting Essays on Asian-American Relations*, sous la direction d'Edward Friedman et Mark Selden, Vintage Books, Random House, New-York, 1971, 458 pages, 2,45 dollars.

(4) *The Debt Trap, The IMF and the Third World*, Cheryl Payer, Penguin Books, Londres, 1974, 251 pages, 60 pence.

(5) *Aid as Imperialism*, Teresa Hayter, Penguin Books, coll. « Pelican », Londres, 1971.

PROCHE-ORIENT

ARABIA WITHOUT SULTANS. — Fred Halliday

★ Penguin Books, Pelican Books, Londres, 1975, 527 pages, 1 livre.

Fred Halliday, un des animateurs de la nouvelle gauche britannique, s'attaque ici à toute une mythologie. A travers une analyse de classe des différents régimes de la péninsule Arabique (avec, en prime, un chapitre pertinent sur l'Iran), il montre la communauté d'intérêts qui existe entre les couches dirigeantes des pays pétroliers arabes et celles des nations impérialistes occidentales : si les premières cherchent à « maximiser » leurs profits, rappelle-t-il, elles n'ont « aucune intention d'affaiblir le capitalisme mondial et sont des concurrents, plutôt que des ennemis, des intérêts dominants aux Etats-Unis, en Europe et au Japon ». Fred Halliday, qui s'est rendu par deux fois au Dhofar aux côtés des militants du Front populaire de libération d'Oman et du golfe Arabique, s'attache en outre à rendre compte des mouvements révolutionnaires en Oman, au Yémen du Nord et au Yémen du Sud, de ces « guerres révolutionnaires qui font rage en Arabie depuis 1962 (et) constituent la face cachée de la crise de l'énergie ». Dans toute la région, des peuples, des minorités se révoltent pour s'affranchir de leurs rois et de leurs cheikhs et pour vivre enfin dans une « Arabie sans sultans ». Excellente étude d'ensemble d'une région qui demeure très mal connue en Europe, et en France en particulier.

M. Bg.

UN CHRETIEN FACE A ISRAEL. — Michel Riquet

★ Robert Laffont, Paris, 1975, 304 pages, 30 F.

Le livre est d'abord une histoire de l'antisémitisme, du sionisme et de l'Etat d'Israël. Mais une histoire vue — vécue aussi — par un chrétien et à laquelle sont étroitement mêlés les chrétiens. Depuis toujours, mais tout près de nous, particulièrement dans leur attitude face à l'hitlérisme et à la « solution finale ». Certains plaidoyers, que le R.P. Riquet ne pouvait guère ne pas prononcer, prêteront à la contestation, notamment sur les silences du Vatican.

Pour le présent, le philosémitisme et l'amitié pour Israël n'empêchent pas les jugements sur le « drame palestinien ».

Y. F.

LA GAUCHE ISRAELIENNE. — Peretz Merhav.

★ Anthropos, Paris, 1974, 498 pages, 52 F.

L'un des dirigeants du Mapam et auteur d'une Histoire du mouvement ouvrier international, P. Merhav avait toute autorité pour écrire une histoire plus particulière : celle du mouvement ouvrier israélien. Marxiste fidèle à la stricte méthode dialectique, et exprimant le point de vue de la gauche israélienne, il s'efforce à une présentation objective des idées et positions différentes ou opposées.

Y. F.

MAGHREB

LA VOIE ALGERIENNE. — Kader Ammour, Christian Leucate, Jean-Jacques Moulin.

★ Maspero, Paris, 1974, 178 pages, 8,50 F.

Les auteurs de ce livre au ton polémique présentent d'abord la situation économique de l'Algérie en 1962 et la politique économique menée depuis lors : industrialisation, planification, valorisation des hydrocarbures, problèmes agricoles et révolution agraire. Ce bilan révèle un projet industrialiste « bourgeois », et l'Algérie ne possède donc la maîtrise ni de son développement économique, ni de sa démographie, ni de son émigration. Une seconde partie s'ouvre alors, qui analyse les insuffisances en termes de lutte des classes, soulignant la nature (petite) bourgeoise de l'Etat dont le chef, Boumediène, est assimilé à un Bonaparte algérien.

Les analyses des limites de la politique industrielle « industrialisante », des dangers de la technocratie, du poids de la dépendance économique, du rôle politique limité des masses populaires dans la direction de la lutte de libération sont intéressantes, quoique connues.

Mais la présentation économique reste fragmentaire alors qu'une telle entreprise exigeait qu'aucun élément ne soit négligé, en particulier la politique des prix et des salaires, les circuits de distribution, la fiscalité, et surtout la structure de l'Etat, dont le bouleversement radical est pourtant en cours. L'étude des classes est souvent escamotée, la plupart des conflits étant situés à l'intérieur d'une classe « bourgeoise » divisée en couches sociales successivement qualifiées d'agrarienne, de jeune, de moderne, de techniciste, d'industrialiste.

R. W.

AFRIQUE

L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947. — Jacques Tronchon

★ François Maspero, « Textes à l'appui, Histoire », Paris, 1974, 399 pages, 45 F.

Mars 1947 : une insurrection éclate dans les campagnes malgaches, gagne rapidement une large partie de l'île. Le gouvernement Ramadier de l'époque (M.R.P., S.F.I.O. et P.C.F.) tente d'abord de minimiser l'événement, puis de le supprimer : « procès des parlementaires » (l'île, dirigée par un haut commissaire français, a trois représentants à la Chambre, dont l'immunité est levée) ; répression sanglante sur place. Il faudra plus d'un an d'opérations policières et militaires pour ramener la « grande île » à l'ordre colonial.

Jacques Tronchon ressuscite opportunément cet épisode dont on a voulu faire une « révolte malheureuse », dernier sursaut d'une civilisation condamnée, mais qui frappe au contraire par sa vitalité et son élan et qui trouvera un aboutissement dans les événements de mai 1972 (chute du régime Tsiranana en place depuis 1960 et révision des rapports privilégiés avec la France).

A partir de témoignages et de documents solides et souvent inédits, ce « premier essai d'interprétation historique » s'efforce de débroussailler les mensonges officiels par lesquels la IVe République a couvert un de ses actes les plus honteux. La politique d' « Union française » — défense des intérêts des plus gros colons et ancrage d'une certaine présence française dans l'océan Indien — trouve ici une illustration exemplaire. Mais tout aussi importante est la restitution à ce peuple de son histoire, dans sa richesse et dans sa vigueur contestataire.

M. Bg.

POLITIQUE

LES MARXISTES ET LA POLITIQUE. — F. Chatelet, E. Pisier-Kouchner, J.M. Vincent.

★ P.U.F., collection « Thémis », Paris, 1975, 730 pages, 68 F.

Manuel plutôt qu'anthologie, cet ouvrage présente la pensée de théoriciens et militants marxistes par rapport à l'axe fondamental du marxisme, la politique en tant que lutte de classes visant à prendre ou à conserver le pouvoir.

A l'aide d'une sélection de textes de Marx, d'Engels et de Lénine, les auteurs posent d'abord dans toute son extension le problème-clé de l'Etat : des raisons de sa naissance à sa fonction apparente (Etat neutre au service de tous les citoyens) et réelle (Etat servant au maintien de la domination d'une classe, ou d'une alliance de classes, sur d'autres), de la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois à la disparition de l'Etat prolétarien au fur et à mesure que la construction du socialisme permettra la réintégration de la politique dans le politique. Tous ces problèmes majeurs se trouvent clairement exposés par un intelligent montage de textes.

La seconde partie enrichit la première tout en la développant : le marxisme est devenu l'un des principaux organisateurs du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. C'est l'époque de la révolution bolchevique, des conseils ouvriers en Allemagne, en Italie ; c'est bientôt celle de la montée du fascisme, du triomphe de Staline ; c'est aussi le début de la Longue Marche. Enrichie par les expériences diverses de la classe ouvrière, la pensée marxiste voit apparaître de nouveaux courants : Trotsky devient le contre-théoricien du stalinisme, Gramsci, Rosa Luxemburg tentent de donner son parti à la classe ouvrière tandis que Mao établit la jonction avec le monde paysan.

Viennent enfin les problèmes qui animent une grande partie de la vie politique d'aujourd'hui : à la base, ce sont toujours les mêmes, mais les modes de résolution sont multiples. D'un continent à l'autre, les vérités semblent diverger, voire s'opposer, de nouveaux foyers de luttes apparaissent : le tiers-monde entre en scène. Ici, les auteurs de l'ouvrage reproduisent, avec un éclectisme certain, la confusion que semble présenter la réalité d'aujourd'hui : ainsi, Nkrumah et Fanon — marxistes ? — exposent-ils les problèmes de la « révolution » africaine, tandis que Dubcek explique comment allier « socialisme et démocratie », et que *le Quotidien du peuple* ne voit là que « révisionnisme ».

W. Rochet, J.-P. Sartre, Carlos Marighela, R. Debray, ainsi que de nombreux autres écrivains ou leaders politiques tout aussi connus sont présents à cette exposition de mode. Elle nous donne cependant un désir : celui de mieux savoir ce qu'il en est du marxisme aujourd'hui.

D. M.

● HISTOIRE DES GAUCHES EN FRANCE 1940-1974, par *François-G. Dreyfus* (Grasset, Paris, 1975, 378 pages, 39 F).

● LA REPUBLIQUE RADICALE ? 1898-1914, par *Madeleine Rebérioux* (Le Seuil, coll. « Histoire », Paris, 1975, 253 pages, 10,40 F).

● LA PROTECTION INTERNATIONALE DE LA LIBERTE SYNDICALE, par *Démètre C. Yiannopoulos* (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Pichon et Durand-Auzias, Paris, 1973, préface de Michel Virally, 274 pages, 45 F).

● LES FEMMES FRANÇAISES FACE AU POUVOIR POLITIQUE, par *Albert Brimo* (Editions Montchrestien, Paris, 1975, 129 pages, 20 F).

EUROPE

HISTOIRE DE LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE. — Gabriel Jackson

★ Editions Ruedo Ibérico, Paris, 1975, 212 pages, 33 F

En 1965 déjà, l'historien G. Jackson (professeur à l'université de Californie) publia une étude sur la guerre d'Espagne intitulée The Spanish Republic and the Civil War, qui reçut le prix de l'Association des historiens américains au meilleur livre d'histoire européenne. Toutefois, le linguiste Noam Chomsky, l'ayant lu, accusa Jackson de donner une version trop libérale de la guerre, présentée comme une lutte frontale entre la République démocratique et le fascisme, et de négliger ainsi l'aspect social de la révolution.

C'est parce qu'il admit cette critique et pour réparer que G. Jackson entreprit l'ouvrage qui paraît aujourd'hui, où il parvient à tresser la description fine des événements militaires et l'analyse approfondie de la révolution sociale dans la zone républicaine et de la contre-révolution dans la zone nationaliste.

L'auteur dispose en tableau tous les aspects qui caractérisent la guerre civile espagnole : ses origines dans les oppositions sociales et religieuses et dans les luttes des minorités nationales ; ses répercussions internationales ainsi que le rôle ambigu du comité de non-intervention.

Un des aspects sur lequel G. Jackson apporte un éclairage définitif est celui de l'intervention étrangère ; il chiffre avec quasi certitude la participation allemande et italienne, mais aussi portugaise, jusqu'à présent peu connue. Il donne également des précisions extrêmement intéressantes sur l'aide américaine au général Franco (la compagnie Texaco assura durant toute la guerre les livraisons de pétrole à l'armée franquiste ; Ford, Studebaker et General Motors livrèrent plus de douze mille camions).

Par ailleurs, l'ouvrage est illustré d'une très grande quantité de photos et surtout de reproductions d'affiches qui permettent de comprendre que cette guerre fut la première où la participation des « media » fut aussi massive et brutale que celle des nouveaux armements.

I. R.

هكذا من الأصل

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité renouvelle pour trois mois le mandat de la Force d'urgence dans le Sinaï

PAR une résolution votée le 17 avril, le Conseil de sécurité a décidé de prolonger pour trois mois, jusqu'au 24 juillet 1975, le mandat de la Force d'urgence des Nations unies (FUNU) dans le Sinaï. Treize des quinze membres du Conseil ont voté pour, l'Irak et la Chine ne prenant pas part au scrutin.

La résolution exprime l'inquiétude du Conseil devant l' *« état de tension »* en Proche-Orient et demande aux parties en cause d'appliquer immédiatement sa résolution de 1973 sur le Proche-Orient. M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, devra présenter un rapport sur l'évolution de la situation à l'expiration du nouveau mandat, comme il venait de le faire le 14 avril avant le vote du Conseil de sécurité. Dans son rapport, M. Waldheim rappelait que les effectifs actuels de la FUNU dans le Sinaï étaient d'environ quatre mille deux cents hommes, ce qui lui semblait suffisant pour permettre à la Force de s'acquitter de ses tâches. Il notait cependant les restrictions apportées à la liberté de mouvement de certains contingents, malgré les efforts déployés pour le régler.

La coordination de l'aide à l'Indochine

Après consultation avec les directeurs exécutifs du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) et du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (qui avaient des activités des deux côtés du conflit vietnamien), le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel le 31 mars réclamant une aide humanitaire en faveur des *« millions d'êtres qui se trouvent dans une situation tragique due aux privations et à la souffrance »*. Il a invité les gouvernements à contribuer aux deux organismes d'assistance. Un bureau de coordination de l'assistance à toute l'Indochine a été établi à New-York le 4 avril, sous la direction de Sir Robert Jackson, et un fonds spécial a été ouvert pour recevoir les contributions.

Le secrétaire général de l'ONU estimait à 100 millions de dollars les sommes nécessaires pour faire face aux besoins essentiels des populations de l'Indochine, besoins alimentaires exclus, mais les sommes réunies ne dépassaient pas 17 millions de dollars au 28 avril, date à laquelle on attendait de nouvelles contributions.

L'UNICEF et le haut commissariat pour les réfugiés se sont entendus pour combiner leurs opérations sur le terrain. Des avions ont apporté leurs cargaisons de secours à Hanoï et à Saigon. Un fonctionnaire de la F.A.O., M. Raymond Aubrac, avait été envoyé à Hanoï pour conférer avec les autorités nord-vietnamiennes et les représentants du G.R.P. sud-vietnamien.

PROBLEME DE CHYPRE. — *Le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel aux Etats membres le 2 avril, leur demandant de donner les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYP). Le déficit cumulatif s'élevait à 21,5 millions de dollars au 15 décembre dernier, et, sur les 13,7 millions de dollars nécessaires pour couvrir les dépenses des six mois se terminant le 15 juin prochain, une seule contribution avait été reçue à la date du 2 avril.*

Chargé d'autre part d'une mission de bons offices entre les représentants des deux communautés chypriotes, le secrétaire général a annoncé le 8 avril, à l'issue de ses premiers entretiens, que les négociations entre les deux parties intéressées reprendraient le 28 avril.

DECOLONISATION. — *Devant le comité de la décolonisation, une mission rentrée du Cap-Vert a préconisé le 25 mars une assistance internationale sur une vaste échelle, pour éviter une situation catastrophique dans ce territoire. Un appel a été lancé en ce sens le 26 mars par le secrétaire général des Nations unies. Le Comité a décidé de se réunir à Lisbonne en juin et, sur l'invitation du gouvernement espagnol, d'envoyer une mission au Sahara occidental en mai.*

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE. — *Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa onzième session à New-York du 31 mars au 18 avril. Il a d'abord supprimé de son ordre du jour la question de la discrimination raciale dans les territoires administrés par le Portugal. Il a aussi examiné les rapports présentés par les Etats parties à la convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale sur l'observation des dispositions de cette convention.*

SANCTIONS CONTRE LA RHODESIE. — *Dans un appel lancé le 8 avril, le comité chargé par le Conseil de sécurité de veiller à l'application des sanctions économiques contre le régime rhodésien a demandé au gouvernement américain de faire cesser l'importation illégale de différents minerais en provenance de la Rhodésie.*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le Conseil économique et social a ouvert sa cinquante-huitième session le 8 avril. A son ordre du jour figuraient l'étude des activités de la commission du développement social, l'adaptation de la stratégie du développement aux objectifs du « nouvel ordre économique international », la sécheresse en Afrique, les violations des droits de l'homme au Chili, etc.*

PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECONOMIQUE. — *Le conseil des gouverneurs du fonds spécial des Nations unies pour les pays les plus touchés par la crise économique a siégé du 31 mars au 8 avril à New-York. Il a mis au point son règlement et le programme de ses opérations financières.*

DESARMEMENT. — *La conférence du comité du désarmement, qui a tenu sa soixante-sixième session plénière à Genève le 25 mars, a mis sur pied un groupe spécial d'experts gouvernementaux pour étudier la question des zones exemptes d'armes nucléaires dans tous ses aspects.*

D'autre part, le comité ad hoc pour la conférence du désarmement a siégé à New-York du 1er au 4 avril. Il se réunira à nouveau le 20 juillet.

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — *Le sous-comité scientifique et technique du comité de l'espace extra-atmosphérique a tenu sa douzième session à New-York du 21 avril au 2 mai. Il a envisagé la possibilité d'établir, sous les auspices de l'ONU, un centre international où seraient réunies les informations obtenues grâce à la télédétection. Autre thème de ses travaux : la télédétection des ressources terrestres.*

RESSOURCES NATURELLES. — *Réuni à Tokyo du 24 mars au début d'avril, le comité des ressources naturelles s'est notamment consacré aux problèmes de l'énergie et à la préparation d'une conférence sur l'eau qui se tiendra sous l'égide des Nations unies à Buenos-Aires en 1977.*

● COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — *Le 27 mars a expiré le délai fixé par le président de la Cour internationale de justice (C.I.J.) pour la remise d'exposés écrits au sujet de la demande d'avis consultatif sur le Sahara occidental présentée à la Cour par l'Assemblée générale des Nations unies. Onze Etats ont adressé à la Cour des communications écrites : le Chili, l'Espagne, la France, le Guatemala, le Maroc, la Mauritanie, le Nicaragua, Panama, la République Dominicaine, le Costa-Rica et l'Equateur.*

● ENFANCE. — *Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a annoncé fin mars son intention de lancer un programme spécial de réinstallation dans les régions éprouvées par la sécheresse en Somalie... si les fonds nécessaires (2 millions de dollars) peuvent être trouvés.*

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

● REFUGIES. — *Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a lancé un appel le 12 mars en vue du financement d'un programme de 4 millions de dollars destiné au rapatriement et à la réinstallation de quelque cent cinquante mille réfugiés et personnes déplacées en Guinée-Bissau.*

● COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — *La trentième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) s'est tenue à Genève du 15 au 25 avril. L'une de ses préoccupations essentielles fut d'envisager le nouveau rôle qu'elle pourrait jouer dans l'organisation de la coopération économique sur le continent, à la suite de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Comme d'habitude, le rapport annuel qui lui était présenté portait sur la situation économique actuelle de l'Europe, à l'Ouest et à l'Est. Selon ses auteurs, si l'on peut s'attendre à une reprise de l'activité économique, de graves problèmes resteront encore à régler.*

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

La conférence de Lima adopte une déclaration et un plan d'action présentés par le « groupe des 77 »

LA deuxième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), réunie à Lima (Pérou) depuis le 12 mars, s'est terminée le 27 mars par l'adoption d'une déclaration et d'un plan d'action sur le développement industriel et la coopération. Ces documents, qui reprennent l'essentiel du texte mis au point à Alger au mois de février par le « groupe des 77 », ont été adoptés par 82 voix contre une (Etats-Unis) et avec 7 abstentions (Belgique, Canada, Allemagne fédérale, Israël, Italie, Japon et Grande-Bretagne). Ils énoncent les principes de base et les objectifs de l'industrialisation en tant que moyen de parvenir à l'indépendance économique et préconisent que la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale passe, dans la fin du siècle, des 7 % actuels à 25 %.

La déclaration définit les principes concernant le rôle de l'industrie, la nécessité de mesures concertées aux niveaux national, régional, interrégional et international, la souveraineté sur les ressources nationales, les besoins des pays les plus pauvres et la révision du système monétaire.

Aux termes du plan d'action, les pays en voie de développement devraient élaborer des plans généraux d'industrialisation, encourager les moyennes et petites industries et promouvoir leurs exportations. De leur côté, les pays industrialisés devraient réduire les obstacles tarifaires, transférer certaines industries dans les pays en voie de développement, contribuer au financement de l'industrialisation et empêcher les sociétés multinationales de porter préjudice aux pays hôtes. Le plan d'action énonce en outre les mesures à prendre en faveur de la coopération entre pays en voie de développement et entre ces pays et les pays industrialisés : il recommande notamment l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays sans littoral et des pays insulaires.

Enfin le plan d'action préconise, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations unies, la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée et la création d'un fonds du développement industriel qui augmenterait les ressources de l'Organisation et renforcerait son autonomie.

CONTRATS PASSES EN 1974. — *En 1974, l'ONUDI a commandé du matériel et négocié des contrats pour un montant total de 6,5 millions de dollars, soit environ le double du montant dépensé au cours de l'exercice 1973.*

Santé

Les conséquences de l'apartheid en Afrique du Sud

L'ORGANISATION mondiale de la santé (O.M.S.) a annoncé le 20 mars la publication d'un rapport préliminaire sur les conséquences de l'apartheid sur la santé. Le document révèle que les conditions sanitaires de l'Afrique du Sud sont telles que *« le niveau de vie et la qualité des soins médicaux sanitaires offerts aux Blancs sont élevés, tandis que le reste de la population, c'est-à-dire la majorité, est plus ou moins vouée à la pauvreté, à la misère et à la maladie »*. Selon les auteurs, si le rapport médecin-nombre d'habitants est de un pour quatre cents chez les Blancs, il est de un pour quarante-quatre mille quatre cents dans la population noire. D'autre part, les taux de mortalité infantile étaient à Johannesburg en 1970 de 20,26 0/00 chez les Blancs, et de 95,48 0/00 chez les Noirs.

BILAN DE L'ANNEE 1974. — *Dans un rapport à l'intention de l'Assemblée mondiale de la santé, qui doit s'ouvrir à Genève le 13 mai, l'O.M.S. indique que, malgré l'instabilité économique qui a caractérisé l'année 1974, elle a poursuivi ses efforts dans le cadre de son programme général concernant six grandes activités : développement des services et des personnels de santé publique, amélioration de la santé de la famille et de la salubrité de l'environnement, luttes contre les maladies et coordination des recherches médicales.*

AIDE A L'AFRIQUE. — *Le 26 mars, l'O.M.S. et les Etats-Unis, représentés par l'Agence internationale pour le développement, ont signé à Brazzaville un accord d'assistance financière destiné au renforcement des systèmes de prestation des services de santé publique en Afrique centrale et occidentale.*

F.A.O.

Sept candidats pour le poste de directeur général

SEPT candidats ont été officiellement proposés par leurs gouvernements pour le poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), dont le titulaire actuel, M. Addeke Boerma (Pays-Bas), doit prendre sa retraite à la fin de l'année. Il s'agit (par ordre alphabétique) de MM. Francisco Aquino (El Salvador), W. David Hopper (Canada), Eric M. Ojala (Nouvelle-Zélande), Josef Okuniewski (Pologne), Edouard Saouma (Liban), Samuel Sey (Ghana) et Bukar Shaib (Nigéria).

En 1971, la conférence générale de la F.A.O. avait décidé que les directeurs généraux seraient désormais nommés pour un unique mandat de six ans, non renouvelable. Elle se prononcera sur les candidatures en novembre prochain, lors de sa prochaine session ordinaire.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *A l'issue de la session qu'il a tenue du 17 au 25 mars, le comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (PAM) a fait savoir qu'une aide alimentaire globale de plus de 129 millions de dollars avait été approuvée. Compte tenu de nouveaux engagements de contributions, le programme pourra dépasser son objectif de 440 millions de dollars d'aide en espèces, en aliments et en services pour 1975-1976.*

Le 6 avril, le PAM a décidé en outre d'expédier pour 6 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence en Indochine.

AGRUMES. — *Des mesures internationales ont été recommandées pour relancer le commerce mondial des agrumes, au terme de la troisième session du sous-groupe directeur du Groupe international sur les agrumes de la F.A.O., réuni à Rome du 18 au 21 mars.*

GRAINES OLEAGINEUSES ET MATIERES GRASSES. — *Pour 1975, la production mondiale des principales matières grasses, de même que celle des tourteaux et des farines, devrait accuser une certaine baisse par rapport aux niveaux records atteints l'an dernier : cette prévision correspond à une réduction de 20 % de la récolte de soja aux Etats-Unis à la fin de 1974, due à de mauvaises conditions météorologiques. En revanche, on enregistre une expansion marquée dans les pays en voie de développement, notamment pour le soja au Brésil, l'huile de palme en Malaisie et l'huile de coco aux Philippines. Telles sont les conclusions du groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et matières grasses qui a tenu sa neuvième session au siège de la F.A.O. à Rome fin mars.*

ENGRAIS. — *Le Comité consultatif de la F.A.O. et de l'industrie des engrais, qui s'est réuni à Rome du 17 au 21 mars, s'est préoccupé de la pénurie d'engrais dans les pays pauvres, due en partie aux prix élevés sur le marché.*

Les représentants de l'industrie au sein du comité ont promis pour 1975 une contribution en espèces de 235 000 dollars. Ils ont également promis d'augmenter leur contribution en engrais pour un montant qui sera déterminé plus tard.

PESTICIDES. — *Une réunion gouvernementale ad hoc sur l'utilisation des pesticides en agriculture et dans le domaine de la santé publique, s'est tenue le 7 avril à Rome sous les auspices de la F.A.O., de l'ONUDI et des industries des pesticides. La conférence, qui traitait des multiples aspects des pesticides en agriculture, de leur usage, de leurs bienfaits et de leurs dangers, avait été recommandée par la conférence mondiale de l'alimentation, tenue à Rome en novembre.*

NOMINATION. — *M. Moïse Mensah, représentant régional pour l'Afrique de la F.A.O., a été nommé le 14 avril vice-président et secrétaire exécutif du groupe consultatif sur la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement. Ce groupe de création récente est parrainé à la fois par la F.A.O., la Banque mondiale et le PNUD.*

● ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — *L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé au début d'avril qu'elle va consacrer 1 967 000 dollars à l'amélioration ou à l'établissement de services de documentation et d'information scientifique et technique dans cinq pays : Bulgarie, Colombie, Guinée, Inde et Soudan.*

— Le Comité américain pour Borobudur, organisation privée chargée de recueillir des fonds, a remis, le mois dernier, à l'UNESCO, un chèque de 1 275 000 dollars à titre de participation à la sauvegarde du sanctuaire de Borobudur, en Indonésie.

● TRAVAIL. — *Plus de trois cents délégués, conseillers gouvernementaux et syndicaux, ont participé à Genève, du 7 au 16 avril, à une conférence technique sur la fonction publique, organisée par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). La conférence a recommandé l'adoption d'une norme internationale garantissant la liberté syndicale des fonctionnaires et leur assurant une protection efficace contre la discrimination antisyndicale en matière d'emploi. Les conclusions de la conférence ne mentionnent pas directement les grèves dans les services publics.*

● AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — *Deux cent vingt spécialistes venus de quarante pays membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) ont participé à un colloque international sur la fiabilité des centrales nucléaires, organisé à Innsbruck (Autriche) du 14 au 18 avril. Les débats ont porté sur l'accroissement de la sûreté des centrales par l'analyse systématique des causes des défaillances de matériel et leur élimination dans la conception, la construction et l'exploitation des centrales.*

— L'A.I.E.A. a réuni à Vienne, du 14 au 18 avril, un groupe consultatif chargé de mettre au point les recommandations relatives à la protection physique des matières nucléaires qui avaient été établies en 1972. Vingt-sept experts ont ainsi mis au point de nouvelles définitions des objectifs des systèmes nationaux de protection, ainsi que des propositions pour limiter les possibilités de retrait non autorisé et de sabotage dans les installations nucléaires.

● NAVIGATION MARITIME. — *L'Autriche est devenue, le 2 avril, le quatre-vingt-neuvième membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.).*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Les nouvelles conditions de l'accès à l'aide du « mécanisme pétrolier »

LE Fonds monétaire international a annoncé le 6 avril les conditions dans lesquelles les pays membres pourront avoir recours en 1975 à son « mécanisme pétrolier » (mis en place en 1974, grâce surtout à la contribution des pays producteurs de pétrole). On sait que le mécanisme est destiné à aider certains pays à faire face aux difficultés de balances des paiements provoquées par la hausse du prix du pétrole.

Désormais, les emprunts seront fonction du jugement porté par le Fonds monétaire sur les politiques suivies par les emprunteurs pour résoudre à moyen terme leurs problèmes de balances des paiements. En outre, chacun devra faire état des mesures qu'il aura prises pour la conservation du pétrole ou de ses efforts en vue de développer d'autres sources d'énergie. Les pays membres pourront emprunter au maximum 125 % de leur quote-part au F.M.I., ou jusqu'à 85 % de l'augmentation du coût de leurs importations pétrolières.

La durée des emprunts demeure inchangée : de trois à sept ans. Les intérêts prélevés seront les suivants : 7,5/8 % les trois premières années, 7,3/4 % la quatrième année et 7,7/8 % de la cinquième à la septième année.

Le montant des ressources dont disposera le Fonds en 1975 au titre de ce mécanisme a déjà fait l'objet d'entretiens avec les bailleurs de fonds éventuels, en particulier les pays pétroliers, dont la contribution pourrait être moins forte que le Fonds ne l'escomptait. Ce fut aussi le thème des discussions qu'a eues le Dr Witteveen, directeur exécutif du F.M.I., avec les représentants des principales banques centrales à Bâle le 8 avril. On envisagerait de créer un fonds spécial de subvention des intérêts au profit des Etats les plus pauvres.

EMPRUNTS AU TITRE DU « MECANISME PETROLIER ». — *Entre le 6 mars et le 8 avril, sept pays membres du F.M.I. ont eu recours au « mécanisme pétrolier » : le Burundi a emprunté pour 1 200 000 D.T.S. ; le Pakistan : 27 080 000 D.T.S. ; la République centrafricaine : 645 000 D.T.S. ; le Sri Lanka : 9 500 000 D.T.S. ; la Turquie : 113 200 000 D.T.S. ; le Nicaragua : 12 190 000 D.T.S. et la République populaire démocratique du Yémen : 2 494 000 D.T.S.*

Banque mondiale

Sept prêts de la BIRD

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a récemment approuvé plusieurs prêts en faveur des pays et organismes suivants :

— République de Corée, trois prêts : 100 millions de dollars, le 27 mars, pour le financement d'un programme de développement du secteur industriel privé du pays ; 22 500 000 dollars, le 27 mars également, destinés à favoriser le développement des établissements spécialisés dans la formation professionnelle (agricole, technique, maritime) ; le 10 avril : 100 millions de dollars qui permettront d'augmenter la capacité du réseau national des chemins de fer coréens pour faire face à l'accroissement du trafic ;

— Société indienne de crédit et d'investissement industriels, le 3 avril : 100 millions de dollars pour le développement des grandes et moyennes entreprises, surtout dans les secteurs non traditionnels de l'industrie ;

— Indonésie, le 3 avril : 65 millions de dollars pour la réalisation de réseaux d'irrigation dans la partie orientale de Java ;

— Philippines, le 10 avril : 25 millions de dollars pour financer un programme de développement destiné à augmenter la production et les revenus des exploitants agricoles dans l'île de Mindoro ;

— Guatemala, le 16 avril : 26 millions de dollars pour le financement partiel d'un projet de développement des télécommunications.

CREDITS DE L'IDA A L'AFGHANISTAN ET A L'INDE. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a consenti le 16 avril un crédit de 13 millions de dollars à l'Afghanistan pour l'aider à augmenter sa production de céréales vivrières. Le même jour, l'Inde a reçu de l'IDA un crédit de 75 millions de dollars pour le financement partiel d'un programme de crédit agricole.*

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué le 28 mars un investissement d'un montant de 3 200 000 dollars dans la Société jordanienne industrielle des engrais pour l'aider à augmenter sa capacité de production. Autres opérations réalisées par la S.F.I. en avril :*

— Une participation de 5 600 000 dollars (le 2 avril) au capital de la Société coréenne de financement des valeurs mobilières, spécialisée dans le financement des opérations de négociants en valeurs mobilières et d'investisseurs individuels ;

— Un prêt de 6 900 000 dollars (le 17 avril) à la Tong Yang Nylon Company de la Corée du Sud et une prise de participation de 2 100 000 dollars au capital de cette société, au titre d'un projet de développement visant à augmenter la capacité de production de toile cordée pour pneumatiques de la principale usine de cette société située à Ulsan.

Banque africaine de développement

Six prêts

LA Banque africaine de développement a effectué au cours des dernières semaines une série d'opérations de prêts :

— Gabon, le 28 février : 4 millions d'u.c. (1) (pour quinze ans), pour le financement du coût en devises du système de télécommunications et de signalisation du premier tronçon du Transgabonais ;

— Autorité du développement intégré de la région du Liptako-Gourma, le 28 février : 400 000 u.c. pour financer les études de factibilité et d'exécution de la route Dori-Téra-Niamey en Haute-Volta et au Niger ;

— Sierra-Leone, le 6 mars : 1,4 million d'u.c.

(1) 1 u.c. = 1,20 dollar, ou 278 francs C.F.A.

(pour neuf ans), qui s'ajouteront à un prêt initial de 3,1 millions d'u.c. accordé pour le même projet : la plantation de palmiers à huile et la construction d'une huilerie dans la région de Gambia-Mattru ;

— Zaïre, le 1er avril : 1,636 million d'u.c. (pour dix ans), pour financer le coût en devises de la construction d'un pont sur la rivière Inkisi ;

— Côte-d'Ivoire, le 1er avril : 5 millions d'u.c. (pour douze ans), pour un projet d'adduction d'eau dans cinq centres urbains ;

— Libéria et Sierra-Leone, le 1er avril : 1,3 million d'u.c. (pour quinze ans), pour la construction d'un pont frontalier sur le fleuve Mano à la frontière des deux pays.

Les prêts de la Banque portent intérêt au taux de 6 % l'an, plus une commission statutaire de 1 % et une commission d'engagement de 0,75 % sur les soldes non décaissés commençant à courir quatre-vingt-dix jours après la signature de l'accord du prêt.

Opérations du Fonds africain de développement

De son côté, le conseil d'administration du Fonds africain de développement a approuvé au cours de ses réunions des mois de février et de mars les cinq prêts suivants :

— République Centrafricaine, le 17 février : 5 millions d'u.c. (pour quarante ans), destinés à l'assainissement de la ville de Bangui ;

— Lesotho, le 1er mars : 5 millions d'u.c. (pour quarante ans), qui contribueront à la réalisation d'un projet d'irrigation dans la région de Phuthiatsana ;

— Togo, le 25 mars : 4,480 millions d'u.c. (pour cinquante ans), qui financeront le coût en devises des travaux d'amélioration de la route reliant les villes de Sokodé et Bassar ;

— Lesotho, le 25 mars : 900 000 u.c. (pour dix ans), pour financer les études d'un projet routier ;

— Tanzanie, le 25 mars : 5 millions d'u.c. (pour cinquante ans), pour la réalisation d'un programme qui comprend, d'une part, les études de préinvestissement pour la construction de huit ponts et, d'autre part, la construction de deux ponts, l'un sur la rivière Mara et l'autre sur la rivière Ruvuvu.

Les crédits du Fonds africain de développement sont accordés sans intérêt, seule est perçue une commission administrative de 0,75 %.

Trois prêts au titre du Fonds spécial arabo-africain

Le Cameroun et la Guinée-Bissau ont reçu des prêts du fonds spécial algérien créé au titre du Fonds spécial arabo-africain de 200 millions de dollars (que les pays arabes producteurs de pétrole ont mis à la disposition des pays africains, à des conditions privilégiées, pour atténuer les conséquences de la hausse des prix du pétrole), dont la gestion est assurée par la Banque africaine de développement.

Un accord de prêt a été conclu le 5 mars avec le Cameroun pour un montant de 2 565 000 dollars. Quant à la Guinée-Bissau, deux accords signés les 17 janvier et le 6 mars lui ont assuré respectivement des crédits de 250 000 et 750 000 dollars, soit au total 1 million de dollars.

AUGMENTATION DES RESSOURCES DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *La troisième réunion consultative en vue de mobiliser des ressources supplémentaires pour le Fonds africain de développement a terminé ses travaux le 10 mars à Marrakech. Outre les représentants de la Banque africaine de développement et des Etats participant au Fonds africain de développement (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Yougoslavie), des observateurs représentant l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Autriche, la France, l'Italie et le Fonds de développement d'Abou-Dhabi ont également assisté à cette réunion consacrée au problème de l'augmentation des ressources du Fonds africain de développement pendant la première période d'activités (1973-1976) et au-delà.*

Les représentants des Etats participants suivants : Brésil, Canada, Danemark, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Espagne ont annoncé, au cours de cette session, la décision de leurs gouvernements de participer à la reconstitution extraordinaire des ressources du Fonds. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse avaient déjà décidé d'augmenter leurs souscriptions initiales.

La réunion a également enregistré certains progrès en vue de l'adhésion de nouveaux participants, en particulier l'Italie, l'Agentine et l'Arabie Saoudite. Les ressources du Fonds passeraient ainsi de 80 millions à 125 millions d'u.c.

REUNION DES DIRECTEURS GENERAUX DES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE. — *La troisième réunion des banques de développement et des institutions africaines qui se consacrent au financement du développement s'est tenue du 4 au 7 mars à Abidjan, sous l'égide de la Banque africaine. Les discussions ont porté en particulier sur la création éventuelle d'une association panafricaine de ces institutions.*

Banque asiatique de développement

Emissions d'obligations et de bons

LA Banque asiatique de développement a annoncé le 26 mars une émission d'obligations d'un montant équivalant à 70 millions de dollars placées auprès de vingt-neuf banques régionales et non régionales de pays membres. Ces obligations, intitulées « Emission à deux ans de 1975 venant à échéance le 1er avril 1977 », ont été vendues au pair ; elles portent intérêt à 6,65 % l'an, payable deux fois l'an, les 1er avril et 1er octobre. Le premier versement sera réalisé le 1er octobre 1975.

D'autre part, le 10 avril, la Banque a effectué une émission publique de bons aux Etats-Unis d'un montant de 75 millions de dollars. Ces bons portent intérêt à 8,75 % et ont été offerts à 99 % du pair ; ils viendront à échéance le 15 avril 1980 et ne peuvent être remboursés par anticipation. L'opération a été réalisée par la First Boston Corporation and Kuhn et Loeb and Co.

REUNION ANNUELLE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — *La huitième session annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque asiatique s'est tenue à Manille du 24 au 26 avril, sous la présidence de M. Tizzard (Nouvelle-Zélande).*

PRET AU BANGLADESH. — *Un prêt de 30 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans) a été attribué par la Banque le 20 février au Bangladesh pour financer un programme de développement de la production d'engrais.*

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA BIRMANIE, AU LAOS ET A LA SAMOA-OCCIDENTALE. — *La Banque asiatique a annoncé le 13 mars sa participation, sous la forme d'un don d'assistance technique, dans l'étude d'un projet de développement des industries forestières en Birmanie. Il s'agit du don d'assistance technique à ce pays membre depuis avril 1973.*

D'autre part, la Banque a accepté le même jour d'agir en qualité d'intermédiaire du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en dressant pour le Laos une liste des projets socio-économiques d'extrême urgence qui seront financés par des pays donateurs et des organismes internationaux. Enfin elle a accordé le 18 mars un don d'assistance technique de 1 million de dollars au gouvernement de la Samoa-Occidentale, considérée encore comme un des pays membres les moins développés, pour aider à financer le coût en devises étrangères que nécessiteront le financement de projets agricole et industriel prévus pour 1975 et 1976.

AUGMENTATION DU TAUX D'INTERET DES PRETS. — *Le conseil d'administration de la Banque a décidé le 19 février de porter le taux d'intérêt des prêts financés à l'aide des ressources ordinaires de 8,25 % à 8,75 % par an, y compris la commission de 1 % l'an.*

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a octroyé à l'Italie, le 1er avril, cinq prêts d'une contre-valeur totale de 72,2 milliards de lires (soit 89,8 millions d'u.c.) au taux d'intérêt de 9 7/8 % :

— Un prêt de 24,1 milliards de lires (30 millions d'u.c.), d'une durée de douze ans, à l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL) pour sa centrale nucléaire en cours de réalisation à Caorso, près de Plaisance ;

— Deux prêts, d'un montant total de 39 milliards de lires (48,5 millions d'u.c.), consentis pour douze ans à l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI) qui en rétrocédera le produit à la Società Italiana per lo Sviluppo Telefonico (SIP), pour l'extension des réseaux téléphoniques dans le sud de l'Italie ;

— Un prêt de 1,5 milliard de lires (1,9 million d'u.c.) attribué pour dix ans à la Cassa per il Mezzogiorno, pour contribuer au financement par ISVEIMER (Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale) de l'agrandissement d'une usine pharmaceutique du Gruppo Lepetit S.p.A. à Anagni (Frosinone) ;

— Un prêt de 7,6 milliards de lires (9,4 millions d'u.c.), d'une durée de douze ans, à la Società Italiana per il Traforo Autostradale del Frejus (SITAF), pour aider cette société à financer sa quote-part du nouveau tunnel du Fréjus.

• BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — *Réunis le 7 avril à Bâle pour leur session mensuelle, les gouverneurs des banques centrales ont envisagé l'association éventuelle de la Suisse au « serpent » monétaire européen. Approuvant les conclusions de leurs experts, ils auraient recommandé une suite favorable aux demandes helvétiques.*

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque interaméricaine de développement (BID) a eu recours à l'emprunt à deux reprises le mois dernier. Le 2 avril, une ligne de crédit de 12 millions de dollars lui a été ouverte par l'Ufficio Italiano dei Cambi pour dix ans, au taux de 8,1/4 %. Le 16 avril, la Banque a placé en dehors des Etats-Unis pour 55,6 millions de dollars d'obligations à court terme, qui ont été achetées par des banques centrales ou agences gouvernementales de seize pays membres. Appelées « Obligations à court terme en dollars, dixième émission », ces obligations viennent partie à échéance en avril 1977 (avec un intérêt de 6.3/4 %) ; le reste, à cinq ans d'échéance, porte intérêt à 7,50 %.*

— *La Banque interaméricaine a accordé le 10 avril un don d'assistance technique au Honduras d'un montant de 370 000 dollars pour financer les études préliminaires en vue de la préparation d'un projet d'irrigation de la vallée du Quimistan, au Honduras, ainsi que la restructuration du bureau des études sectorielles du secrétariat aux ressources naturelles.*

Conseil oléicole international

Bilan de la trente-deuxième session

LES travaux de la trente-deuxième session du Conseil oléicole international (C.O.I.), qui se sont déroulés à Madrid du 14 au 17 avril, ont été consacrés aux problèmes relatifs à l'amélioration de la production oléicole et à la normalisation du marché mondial de l'huile d'olive. Le C.O.I. a adopté une résolution sur la mise en œuvre, à partir du 1er janvier 1977, d'un projet régional d'amélioration de la production pour l'ensemble des pays oléicoles du Bassin méditerranéen et du Proche-Orient, mais qui pourrait être étendu à certains pays d'Asie et d'Amérique latine.

Le Conseil a d'autre part procédé à l'établissement du bilan oléicole pour la campagne 1973-1974 et du bilan prévisionnel pour l'actuelle campagne 1974-1975. Il a constaté à ce propos que le marché de l'ensemble des huiles végétales fluides alimentaires (y compris l'huile d'olive) se caractérise par une hausse importante des prix internationaux : le Conseil a donc adopté une résolution définissant un programme d'action en vue de la normalisation du marché international de l'huile d'olive et qui recommande la conclusion de contrats à moyen et à long terme entre producteurs et consommateurs.

Marché commun centraméricain

Reprise du commerce intracommunautaire

AU cours d'une réunion consacrée à l'examen de l'économie des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), le 12 avril, le secrétariat de l'intégration a annoncé la reprise des échanges commerciaux intracommunautaires, qui ont dépassé pour la première fois en 1974 le seuil de l'année 1968 : les exportations intrarégionales ont en effet représenté 25,50 % de l'ensemble des exportations des cinq pays membres. Les balances commerciales du Guatemala et d'El Salvador restent largement excédentaires, celle du Nicaragua s'est encore détériorée, tandis que les soldes négatifs du Honduras et du Costa-Rica sont en légère diminution.

Quant à la structure du commerce, on constate la part croissante qui revient aux produits finis et semi-finis (80 % du total) ; celle de l'agriculture et de l'élevage continue de s'amenuiser. En revanche, les exportations des pays membres vers l'extérieur restent largement tributaires de l'agriculture (85 % du total).

REUNION DES VICE-MINISTRES DE L'ECONOMIE. — *A Guatemala, les 25 et 26 mars, les vice-ministres de l'économie du M.C.C.A. ont débattu des mesures d'encouragement fiscal au développement industriel, et de la renégociation des tarifs douaniers dont l'adoption avait été différée par le conseil exécutif. Les vice-ministres se sont aussi appliqués à régler une série de problèmes techniques, comme les contingents ouverts par le Guatemala et El Salvador aux exportations de produits textiles et de la chaussure en provenance du Nicaragua et du Costa-Rica (qui bénéficient d'un régime particulier au sein du M.C.C.A., en raison de la situation de leurs marchés intérieurs). Les quotas d'importation de lait en poudre ont été assignés à chaque pays pour 1975. Enfin les prix du coton brut sur le marché régional ont été fixés.*

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Groupe andin

L'évolution des échanges intérieurs

REUNI le 1er avril à Lima, le comité (la junta) du Groupe andin a analysé les résultats du commerce entre les six pays membres cinq années après la signature de l'accord de Cartagena.

La valeur des échanges, calculée sur la base des exportations, est passée de 148 millions de dollars en 1968, à 603 millions de dollars en 1974. Mais, si les exportations à l'intérieur de la sous-région se sont multipliées par quatre, elles ne représentent, cependant, que 2,8 % environ du total des exportations (toutes zones comprises) du Groupe andin. En ce qui concerne les importations, on note la même évolution : dans la période considérée, leur valeur est passée de 91 millions de dollars à 270 millions de dollars. Mais dans ce cas aussi leur part dans le total des importations (toutes zones comprises) reste très modeste : 5,3 % (1).

Les échanges à l'intérieur de la sous-région restent entravés par l'insuffisance de l'offre de certains produits, la complexité des mécanismes du commerce extérieur des six pays, le manque d'information et les insuffisances de l'infrastructure.

Du point de vue de la structure des échanges, on note un développement significatif du commerce de produits finis et semi-finis, moins important en ce qui concerne les produits pétroliers et les minerais. Les progrès dans ces secteurs s'accompagnent d'une baisse relative de la part des produits agricoles.

La ventilation par pays des échanges intérieurs fait ressortir la progression assez spectaculaire, en pourcentage, des ventes de la Bolivie et de l'Equateur (+ 70 % et + 40 % respectivement) et l'aggravation du solde déficitaire du Chili et du Pérou.

TRAVAIL ET EMPLOI. — *L'importance du chômage et du sous-emploi a été longuement évoquée par les ministres du travail du Groupe andin rassemblés à Lima du 14 au 18 avril. Selon le comité du Groupe andin, en effet, la population en âge de travailler a atteint dans l'ensemble de la sous-région en 1974 le chiffre de 38 millions. Or la population active totale ne dépasse pas 24 millions, dont 50 % environ de travailleurs (soit 12 millions) sont sous-employés.*

EDUCATION. — *La sixième réunion des ministres de l'éducation du Groupe andin s'est tenue à Vina-del-Mar du 7 au 11 avril. Les ministres ont fait le point des activités récentes et poursuivi l'étude des mesures d'harmonisation des systèmes d'enseignement dans les six pays.*

PRET DU CANADA. — *Le Centre de recherche sur le développement international du Canada a attribué un don de 988 500 dollars au Groupe andin le 15 mars pour financer un projet de développement technologique dans le domaine de l'exploitation des forêts tropicales. Un prêt du gouvernement canadien de 480 000 dollars complète cette opération.*

(1) Ces chiffres s'entendent sans le Venezuela, qui est resté à l'écart de l'accord pendant les quatre premières années de son fonctionnement.

O.C.D.E.

Signature de l'accord créant le fonds de soutien financier de 25 milliards de dollars

LES ministres des finances des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) ont signé, le 9 avril à Paris l'accord conclu le 16 mars sur la création du fonds de soutien financier dont le principe avait été fixé au mois de janvier au cours des rencontres monétaires de Washington. Seul le représentant de la Turquie n'avait pas signé l'accord.

Ce fonds, d'un montant de 25 milliards de dollars, est destiné à accorder des prêts aux pays membres qui connaissent des difficultés de financement de leurs déficits de balance des paiements, à condition qu'ils s'engagent à suivre des politiques économiques appropriées (et notamment des politiques de coopération visant à favoriser l'accroissement de la production et les économies d'énergie). La part des pays dans le financement des prêts ainsi que le montant de leurs éventuels emprunts sont déterminés à partir des quotes-parts respectives des pays. Les prêts du fonds seront financés de deux manières : 1) les Etats pourront assurer un financement direct ou donner une garantie individuelle aux emprunts du fonds sur les marchés de capitaux ; 2) le fonds pourra emprunter sur les marchés de capitaux avec une garantie collective des Etats membres. L'accord entrera en vigueur lorsque quinze pays représentant au moins 60 % des quotes-parts auront déposé leur instrument de qualification.

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — *Le montant total de l'aide publique fournie en 1974 aux pays en voie de développement par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) est évalué à 11,3 milliards de dollars, contre 9,4 milliards en 1973 ; ce chiffre représente 0,33 % du P.N.B., contre* 0,30 % en 1973. De leur côté, les pays membres de *l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) auraient consacré, en 1974, 2,5 milliards de dollars à l'aide au développement, soit environ 1,8 % de leur P.N.B.*

RECENTES PUBLICATIONS

• *Royaume-Uni*, dans la série « Etudes économiques ».

• *Les rues piétonnes : études de cas de limitation de la circulation dans les zones urbaines et de création de zones réservées aux piétons*, 137 pages, 1975.

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

Réduction de 15 % de la production et des exportations

LA conférence des ministres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), réunie en session extraordinaire du 9 au 11 avril à Paris, a décidé une réduction de 15 % de la production et des exportations de cuivre des quatre principaux pays producteurs (Chili, Pérou, Zaïre et Zambie). Cette mesure, qui a pris effet le 15 avril, intervient après une première réduction de 10 % décidée en novembre 1974. La conférence des ministres a d'autre part poursuivi l'examen des moyens à mettre en œuvre pour le contrôle à long terme du cours du cuivre.

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — *Le groupe d'experts du crédit à l'exportation de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a tenu sa première session à Genève, du 14 au 18 avril, pour préparer un rapport sur l'établissement d'un système international de garantie du crédit à l'exportation, sous l'égide d'institutions financières internationales et régionales et des banques régionales de développement.*

• COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — *Les chefs d'Etat des pays membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), qui se sont rencontrés à Niamey au début du mois d'avril, ont examiné les possibilités de création d'un ensemble régional plus vaste que l'actuelle Communauté. Sur le plan économique, les chefs d'Etat ont institué une taxe de coopération régionale qui, prélevée sur les recettes à l'importation, à partir de janvier 1976, devra alimenter le Fonds de développement communautaire (904 millions de francs C.F.A. pour 1975). Ils ont également examiné le conflit frontalier qui oppose le Mali à la Haute-Volta : une mission de bons offices composée de quelques chefs d'Etat a été chargée de proposer un projet d'accord acceptable par les deux parties.*

• COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *Le bureau de l'éducation de la Communauté des Caraïbes a siégé à Georgetown, le 16 mars, pour examiner certains aspects du programme de coopération régionale dans le domaine de l'éducation et de la culture, qui doit entrer en application cette année, avec l'assistance du PNUD.*

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — *Face à la réduction de la demande internationale et à la baisse des cours de l'étain, le Conseil international de l'étain, réuni du 15 au 18 avril à Londres, a décidé de fixer à 26 580 tonnes le montant maximum total des exportations des pays producteurs d'étain pour la période allant jusqu'au 30 juin.*

• ASSOCIATION DES PAYS EXPORTATEURS DE FER. — *Onze pays exportateurs de minerai de fer ont paraphé, à Genève, le 3 avril, un accord créant une association dont le siège sera à Londres et qui regroupera l'Algérie, l'Australie, le Brésil, le Chili, l'Inde, la Mauritanie, le Pérou, la Sierra-Leone, la Suède, la Tunisie et le Venezuela. Le Canada, les Philippines et le Libéria, qui participaient aux négociations, n'ont pas signé l'accord qui entrera en vigueur après ratification par sept pays.*

• ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — *La commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie à Vienne le 1er avril, a recommandé l'abandon du dollar comme monnaie de compte dans le calcul des prix du pétrole et son remplacement par les droits de tirage spéciaux ou par un « cocktail de monnaies ». Cette proposition sera soumise à la réunion ministérielle prévue pour le 9 juin à Libreville (Gabon). Les experts économiques de l'OPEP ont également examiné les conséquences de la baisse de la demande mondiale de pétrole et de la réduction consécutive de la production.*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Accord sur le vin

LES ministres de l'agriculture des Neuf se sont mis d'accord le 15 avril sur le financement par le Fonds agricole européen d'une nouvelle tranche de distillation des excédents de vins français et italiens.

La distillation pourra être effectuée à un prix voisin de celui du marché (1,56 unité de compte par degré hecto) durant une période de cinquante-cinq jours. En outre, la France a été autorisée à financer le stockage de 1,5 million d'hectolitres d'excédents pendant trois mois.

A la suite de cet accord, la France a annoncé qu'elle autoriserait immédiatement la reprise des importations de vin italien.

Les ministres étaient réunis à Luxembourg à la demande de l'Italie, qui n'avait pas accepté, fin mars dernier, la décision française de ne plus importer de vin italien. Les recettes qui leur ont été proposées par la Commission de Bruxelles pour remédier aux difficultés du marché du vin ont reçu un accueil favorable de la plupart des délégations, mais elles posent des problèmes de financement ardus :

1) A court terme, il s'agit de l'élimination, par distillation, d'environ 5 millions d'hectolitres d'excédents de vin de basse qualité ;

2) A plus long terme, des changements à apporter à l'organisation du marché européen du vin devraient avoir pour effet de rationaliser la production et d'éviter la formation de nouveaux excédents.

Les observateurs notent que, dans le cas du poisson comme dans celui du vin, la situation du marché fait apparaître l'inadéquation des règlements européens. Ces règlements ont été conçus lorsque la C.E.E. était déficitaire pour ces deux productions. Or, actuellement, le monde occidental fait face à une surproduction accidentelle de poisson congelé (qui pèse sur le marché du poisson frais) et la C.E.E. a enregistré en 1973 et 1974 deux récoltes de vin pléthoriques alors qu'aucune précaution n'avait été prise pour décourager la production des vins de mauvaise qualité.

Le budget du Fonds régional européen

Le Royaume-Uni a apposé son veto le 15 avril à Luxembourg à l'adoption d'un accord entre le conseil des ministres des Neuf et le Parlement européen sur la nature de la procédure budgétaire qu'il convient d'appliquer aux dépenses du Fonds régional européen.

L'absence d'accord est sans conséquences financières pratiques, puisque le Fonds régional européen ne commencera à distribuer de l'argent qu'à l'automne prochain. Elle pose cependant des problèmes institutionnels et politiques aux ministres des Neuf, qui devront, si leurs représentants permanents ne trouvent pas une solution rapidement, tenir une nouvelle session consacrée à cette question.

Le Royaume-Uni considère que, puisque le « sommet » de Paris, en décembre 1974, a arrêté le montant du Fonds régional (1,3 million d'unités de compte, soit 7,15 millions de francs français) pour trois ans, le Parlement européen n'a plus à revenir sur ce type de dépenses.

L'embargo sur l'uranium américain

La Commission du Marché commun n'est pas parvenue jusqu'à présent à obtenir des Etats-Unis que s'ouvre le dialogue sur les besoins prioritaires des centrales nucléaires européennes, qui risquent d'être à court d'uranium enrichi provenant des Etats-Unis.

Selon les services officiels d'information des Etats-Unis, la commission américaine, qui a décidé de soumettre à un réexamen les licences d'exportation de combustible nucléaire afin de faire respecter les règles de sécurité en matière de transport, a tenu compte des besoins prioritaires de certaines centrales européennes, notamment en Allemagne fédérale et au Danemark.

Huis clos à Dublin

Réunis près de Dublin au cours du week-end des 12 et 13 avril, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont notamment parlé en comité restreint des finalités de la construction européenne.

« Le débat s'est déroulé sans qu'on envisage que la Grande-Bretagne puisse quitter le Marché commun », a indiqué M. Tindemans, premier ministre belge. M. James Callagan, le ministre britannique des affaires étrangères, *« y a participé très largement »*, a-t-il ajouté.

LES MARGES DES COMPAGNIES PETROLIERES. — *Les marges bénéficiaires des compagnies pétrolières opérant sur le marché européen, « n'ont pas été exagérées en 1974 », constate une étude réalisée par la Commission de la C.E.E. sur l'évolution pour la Communauté européenne des conditions d'accès au pétrole brut et des prix des produits pétroliers à la consommation en 1974.*

Cette étude estime notamment que les bénéfices nets des compagnies pétrolières ont été en 1974 largement inférieurs à 50 cents par baril. Les experts de la Commission reconnaissent toutefois qu'il existe d'importantes différences entre les compagnies de divers pays.

PREPARATION DE LA CONFERENCE SUR L'ENERGIE. — *Les Neuf étaient tombés d'accord le 4 avril pour adopter une position de conciliation lors de la conférence préparatoire sur l'énergie qui a eu lieu en avril à Paris.*

Quant au nombre des participants, les « Neuf » avaient estimé qu'il ne devait pas être trop important mais que, d'autre part, la conférence devait être représentative des producteurs et consommateurs de pétrole. Ces efforts n'ont pas réussi, on le sait, à sauver la conférence de l'échec.

CECA

Bruxelles refuse de déclarer la sidérurgie en « état de crise manifeste »

PEUT-ETRE l'appel de M. Jacques Ferry, président de la sidérurgie française, à Bruxelles, pour que la Commission européenne déclare cette industrie en « état de crise manifeste » n'était-il qu'un ballon d'essai, destiné à sonder la C.E.E. et à attirer l'attention de Paris sur la gravité de la situation (voir notre précédent numéro). Les autorités de Bruxelles ont en tout cas refusé de le suivre dans sa démonstration.

Si la situation est jugée mauvaise, elle ne l'est cependant pas au point de déclarer la sidérurgie en crise. Jusqu'à — ce que prévoit le traité de Paris qui régit la CECA — instituer des quotas de production d'acier à faire respecter par les forges des Neuf et à fixer des contingents d'importation d'aciers étrangers. Les services communautaires suivent de très près l'évolution du marché mais écartent, au stade actuel, le recours à des mesures protectionnistes que l'état du marché ne rend pas indispensables. Celles-ci seraient, pense-t-on à Bruxelles, attaquées par les pays tiers devant le GATT. Les contraintes qui résulteraient à l'intérieur de la Communauté de la mise en place du dispositif de « crise manifeste » seraient en outre mal accueillies au Royaume-Uni.

L'analyse de la situation que l'on fait à Bruxelles n'est pourtant pas optimiste. En mars, la production d'acier a été inférieure à celle de l'an dernier de 26 % en Allemagne, de 22 % au Luxembourg, de 18 % en France, de 16 % en Belgique, de 14 % aux Pays-Bas et de 3 % en Italie. Seule la Grande-Bretagne fait mieux que l'an dernier (+ 18 %), mais c'est parce qu'en mars 1974 la grève ralentissait sensiblement l'activité des forges anglaises. Ce recul européen est maintenant beaucoup plus fort que celui des Etats-Unis (— 7 %) ou du Japon (— 11 %).

L'espérance d'une « reprise de printemps » envolée, on se demande maintenant si le « nouveau départ » aura lieu avant l'été, à l'automne ou... plus tard. La chute actuelle des recettes des aciéries inquiète fort les dirigeants des entreprises qui se sont entretenus le 28 avril avec M. Spinelli, membre de la Commission européenne. Le patronat ne s'attend pas à une amélioration significative de la demande avant six mois au moins. Dans ces conditions, les taux d'utilisation des capacités de production d'acier brut tomberaient sensiblement en dessous du niveau de 1974 : 85 % en moyenne dans la CECA. En dehors de la diminution sensible de la production effective d'acier, il faudra tenir compte, en effet, de l'accroissement de l'ordre de 11 millions de tonnes des capacités de production en 1975. Le taux d'utilisation des capacités de production tomberait sensiblement en dessous de 80 %.

Aussi les services communautaires, hostiles à la médecine brutale des quotas, s'orientent-ils vers une thérapeutique plus souple :

- intervention auprès des gouvernements pour qu'ils stimulent et régularisent la demande d'acier ;
- fixation éventuelle de prix minima, pour éviter l'effondrement des tarifs.

EXPORTATION DE FERRAILLES. — *Les Neuf ont décidé l'octroi, pour le deuxième trimestre, d'un contingent d'exportation de ferrailles d'un volume global de 340 000 tonnes, ainsi réparti : Allemagne : 100 000 tonnes ; Danemark : 20 000 ; France : 80 000 ; Benelux : 80 000 ; Royaume-Uni : 60 000.*

CONCENTRATIONS AUTORISEES. — *Bruxelles a autorisé l'achat par les aciéries Krupp (4,3 millions de tonnes d'acier par an) de la majorité des aciéries Sudwestfalen (d'Huttental-Geisweid), important producteur d'aciers fins et spéciaux, dont le capital social se trouvait à concurrence de 96 % entre les mains de la AGRICOLA Verwaltungsgesellschaft de Munich. La concentration permettra au groupe de produire environ 10 % des aciers spéciaux de la Communauté. Pour les laminés marchands en aciers alliés, F.K.H. et S.S.W. formeront le plus important producteur de la Communauté ; pour les feuillards en aciers alliés et les tôles fines laminées à froid, ils seront le deuxième.*

La Commission européenne a autorisé également le groupe lorrain de Wendel (C.L.I.F.) à prendre le contrôle de Marine-Firminy. L'autre groupe qui s'était mis sur les rangs, Empain-Schneider, devra se contenter d'une participation de 10 % dans Marine (contre 32 % naguère). En revanche, Bruxelles a réservé sa position en ce qui concerne la réunion, sous l'égide de Marine-Firminy, des deux producteurs français de fer-blanc, J.-J. Carnaud et Forembal : la constitution d'un tel ensemble serait jugé peu compatible avec le maintien d'une concurrence normale.

UN NOUVEL EMPRUNT DE LA CECA *a été placé en Allemagne, pour 150 millions de DM, à 10 ans et 8,5 %. Il porte le total des emprunts lancés par le « pool » charbon-acier à 1 190 millions d'unités de compte européennes.*

AIDE A LA RECONVERSION. — *Le Conseil des Neuf a autorisé l'octroi d'un prêt de reconversion industrielle de 4,6 millions de florins à la société néerlandaise Ornatex pour faciliter l'extension de l'usine de Kerkrade Kest, spécialisée dans le traitement des fibres synthétiques.*

DIMINUTION DE L'AIDE AUX CHARBONNAGES. — *L'enchérissement du charbon communautaire, consécutif à la hausse des prix du pétrole, a permis de réduire en 1974 l'aide aux houillères de la CECA. Celle-ci est tombée de 855 à 800 millions d'unités de compte pour les Six et de 517 à 180 millions pour la Grande-Bretagne (—5 % et —7 % respectivement).*

Parlement européen

De la recherche à la « guerre du vin »

LE Parlement européen a consacré une séance le 8 avril à la recherche communautaire. Les parlementaires, réunis pour une session de cinq jours au Centre européen de Luxembourg, ont approuvé un certain nombre de propositions de la Commission et sévèrement critiqué l'indécision du conseil des ministres en ce qui concerne le Centre commun de recherche (C.C.R.).

Le Parlement européen a ensuite examiné le problème de la protection des travailleurs en cas de fusion des sociétés qui les emploient. L'Assemblée a approuvé les propositions de la Commission au conseil des ministres en la matière.

Mais c'est surtout le débat d'urgence engagé à la suite du blocage des importations de vins italiens en France qui a retenu l'attention. Il s'est déroulé sous le signe de la modération. M. Pierre Lardinois, membre de la Commission européenne, a notamment déclaré que la décision française constituait « *l'une des infractions les plus sérieuses qu'ait connues l'histoire du Marché commun agricole* » et a exprimé l'espoir de voir le conseil des ministres de l'agriculture prendre les mesures adéquates de telle sorte que la frontière française puisse de nouveau être ouverte.

En outre, M. Lardinois attend de la part du conseil un engagement sur la révision, avant les vacances d'été, des règlements régissant le marché commun du vin.

● ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — *Le déficit commercial de l'ensemble des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) a doublé en 1974, indique le bulletin mensuel de l'A.E.L.E. publié le 3 avril à Genève. Le déficit des opérations visibles s'est élevé l'année dernière à 10 milliards 26 millions de dollars contre 5 milliards 540 millions en 1973.*

Une croissance plus rapide des importations, due essentiellement à l'augmentation des prix du pétrole et de plusieurs matières premières, est, note le bulletin, à l'origine de l'accroissement du déficit commercial.

En 1974, les importations des pays de l'A.E.L.E. ont totalisé 58 milliards 874 millions de dollars, soit une augmentation de 37,7 % par rapport à 1973, et les exportations ont atteint 48 milliards 848 millions de dollars, en hausse de 31,3 %.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation de l'unité africaine

Réunion extraordinaire sur la situation en Afrique du Sud

LA conférence des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), réunie en session extraordinaire à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) du 7 au 11 avril, a adopté une déclaration sur l'Afrique méridionale et deux résolutions séparées sur la Namibie et l'Afrique du Sud, qui seront soumises à la conférence annuelle des chefs d'Etat prévue pour la fin du mois de juillet à Kampala.

La déclaration stipule que « *l'Afrique accepte de contribuer à de véritables négociations pour faciliter le transfert de pouvoirs à la majorité africaine* », mais « *doit rester à tout prix vigilante et se préparer à l'intensification de la lutte armée, si les moyens politiques échouaient* ». Les débats de la conférence ont été dominés par les interventions de la Tanzanie, du Botswana et de la Zambie qui, avec l'appui du FRELIMO (Mozambique), sont parvenus à convaincre la conférence du bien-fondé des initiatives prises depuis la fin de 1974 pour tenter d'aboutir à un règlement en Rhodésie sur la base de l'accession au pouvoir de la majorité africaine.

En revanche, les ministres des affaires étrangères ont recommandé un durcissement de la politique visant à isoler l'Afrique du Sud et la création au sein de l'O.U.A. d'une commission spéciale chargée de promouvoir de nouvelles sanctions économiques et commerciales contre l'Afrique du Sud : les ministres ont souhaité le renforcement de l'embargo arabo-africain sur le pétrole à destination de ce pays, l'interdiction à tous les pays membres de l'Organisation d'autoriser l'entrée sur leur territoire des touristes sud-africains, et le refus de toutes facilités aux navires sud-africains ainsi qu'aux navires et avions étrangers qui font escale en Afrique du Sud ; ils proposent également que les Etats frontaliers de l'Afrique du Sud limitent progressivement l'émigration de leurs travailleurs vers les mines sud-africaines.

CONFERENCE DES MINISTRES DU TRAVAIL. — *Les ministres du travail des pays membres de l'O.U.A., réunis à Libreville à la fin du mois de mars, ont décidé de présenter à la conférence « au sommet » de Kampala une proposition visant à transformer la conférence des ministres du travail en une institution spécialisée de l'O.U.A. Ils ont, d'autre part, estimé que les compagnies multinationales exerçant leurs activités en Afrique devraient désormais intégrer leur action dans les plans locaux de développement.*

Ligue des Etats arabes

Médiation dans le différend irako-syrien

LE conseil de la Ligue des Etats arabes, réuni au Caire du 22 au 27 avril, a décidé de former une commission technique de médiation dans le différend qui oppose la Syrie et l'Irak à propos des eaux de l'Euphrate. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le conseil lance un appel pressant pour le règlement du conflit et invite les deux pays à cesser leurs campagnes de propagande.

Les ministres n'ont pu se mettre d'accord sur le lieu et la date de la prochaine conférence « au sommet » des pays membres de la Ligue arabe. Ils se sont contentés de demander à la Somalie — où la rencontre devait se tenir à l'origine — de prendre contact avec les autres Etats de la Ligue pour régler le problème.

Mais le 1er mai, la Syrie s'est retirée des négociations organisées par la Commission de médiation de la Ligue arabe pour tenter de résoudre le conflit.

Conseil de l'Europe

Réunion des ministres des affaires étrangères et de l'Assemblée

LES ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis à Strasbourg le 17 avril pour examiner la situation au Portugal, l'état des travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les progrès de la coopération européenne (notamment sur la base de rapports des présidents des Communautés européennes, de l'Association européenne de libre-échange et du secrétaire général du Conseil de l'Europe).

De son côté, l'Assemblée parlementaire a tenu la première partie de sa vingt-septième session à Strasbourg du 21 au 25 avril. Les principales questions politiques à l'ordre du jour concernaient la crise du Proche-Orient et la situation au Portugal et à Chypre.

M. Karl Czernetz (Autriche) a été élu président de l'Assemblée en remplacement de M. Giuseppe Vedovato.

DROITS DE L'HOMME. — *Au cours de la session qu'elle a tenue du 13 au 21 mars, la commission européenne des droits de l'homme a examiné l'argumentation écrite présentée par les parties dans l'affaire Chypre contre Turquie. Elle a également pris note qu'une deuxième requête a été introduite le 21 mars par le gouvernement requérant : Chypre allègue en effet d'autres violations par la Turquie de la convention européenne des droits de l'homme depuis le 19 septembre 1974, date d'introduction de la première requête.*

D'autre part, la commission a déclaré recevable l'affaire qui oppose le Sunday Times *au gouvernement britannique.*

— Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a décidé que, dans l'affaire Kamma contre les Pays-Bas, il n'y avait pas eu violation de la convention européenne des droits de l'homme, se conformant ainsi à l'avis de la commission.

ANNEE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL. — *Dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine architectural 1975, le Conseil de l'Europe a organisé du 21 au 24 avril à Krems (Autriche), un congrès sur la revitalisation de la ville qui réunissait environ deux cents urbanistes, architectes, conservateurs et responsables politiques.*

Recherche spatiale

Création de l'Agence spatiale européenne

LES ministres européens chargés des questions spatiales, réunis en conférence spatiale le 15 avril à Bruxelles, ont approuvé le texte de la convention de l'Agence spatiale européenne (ESA), dont ils avaient décidé la création en juillet 1973. L'Agence, qui succède à l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO) et à l'Organisation européenne pour la construction de lanceurs (ELDO), entrera en activité à la date d'ouverture de la convention à la signature (une conférence se réunira à cet effet à Paris à la fin du mois de mai).

Les ministres sont parvenus à un accord sur le choix du directeur général de la nouvelle agence en la personne de M. Roy Gibson (Grande-Bretagne), ainsi que sur la participation des Etats membres de l'Agence au financement des frais du centre spatial de Kourou (Guyane) : la France fournira les trois quarts des 30 millions de francs annuels.

Croix-Rouge

Activités en Indochine

FACE à l'accroissement du nombre des personnes civiles en besoin d'assistance au Vietnam du Sud et au Cambodge, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge ont lancé un appel le 3 avril pour obtenir 30 millions de dollars correspondant à des programmes de secours pour les trois prochains mois. Cet appel s'ajoute à celui du 25 mars qui avait permis de réunir 5 millions de dollars et d'acheminer des secours de première urgence dans l'ensemble du Vietnam du Sud.

Répondant à une demande d'assistance émanant du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud pour une aide aux populations civiles sous son contrôle, la Croix-Rouge internationale avait déjà engagé plus de 6 millions de francs suisses à cet effet. Des délégués de la Croix-Rouge internationale se sont rendus, le 19 avril, à Hanoï pour mettre au point, avec les autorités nord-vietnamiennes et celles du G.R.P., les modalités pratiques relatives à l'expédition des secours.

Au Cambodge, la Croix-Rouge internationale maintenait en République khmère au début du mois d'avril un effectif d'une quarantaine de personnes : six équipes médicales travaillaient à Phnom-Penh et en province. Vers le 15 avril, le C.I.C.R. a établi dans la capitale une zone sanitaire et de sécurité pour les blessés, les malades et le personnel médical à l'hôtel Royal-Phnom. Le Comité a porté ces dispositions à la connaissance des deux parties, en leur demandant le respect de cette zone sans objectif ni personnel militaires.

AU KURDISTAN IRAKIEN. — *Le C.I.C.R. a annoncé le 3 avril qu'à la demande du gouvernement irakien il avait dû se résoudre à mettre un terme à l'action de secours entreprise en faveur des victimes du conflit dans le Kurdistan irakien. Il a également renoncé à superviser les rapatriements vers l'Irak des réfugiés kurdes en Iran.*

Transport aérien

Modification de l'accord sur les tarifs transatlantiques

LES représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) se sont réunis à Genève du 7 au 9 avril à la suite d'une demande du Bureau américain de l'aviation civile (CAB) visant à modifier l'accord conclu le 27 janvier au sein de l'IATA sur les tarifs applicables à partir du 1er avril pour les vols au-dessus de l'Atlantique nord ; le CAB ne donnait son approbation à l'accord du 27 janvier que jusqu'au 1er mai et demandait une révision de certains tarifs entre le continent américain et l'Europe.

Le 10 avril, les compagnies aériennes portugaises et espagnoles refusaient l'augmentation des tarifs de groupe entre l'Amérique et la péninsule Ibérique. En revanche, les compagnies acceptaient la demande américaine de baisse de certains tarifs entre les aéroports européens d'une part, et Seattle et Miami (via New-York) de l'autre.

● ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — *A la demande du gouvernement américain, la date d'ouverture de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A., prévue à Washington le 16 avril, a été reportée au 8 mai. L'Assemblée devra élire le successeur de M. Galo Plaza, secrétaire général de l'Organisation. A la date du 8 mai, le fauteuil présidentiel du conseil permanent sera occupé par le représentant de la République Dominicaine.*

— Les responsables de l'agriculture des pays membres des différents groupements économiques latino-américains faisant en même temps partie de l'O.E.A. se sont réunis le 7 avril à Bogota. A leur ordre du jour : l'agriculture régionale, les organismes étatiques de commercialisation, le rôle des accords par produits dans l'accroissement des échanges, etc.

● ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — *Le vice-amiral J. D. Treacher remplacera l'amiral Sir Terence Levin au poste de commandant en chef de la Manche et de la zone orientale de l'Atlantique, à dater d'octobre 1975, avec grade et prérogatives d'amiral. Il occupe actuellement le poste de sous-chef d'état-major de la marine au ministère de la défense à Londres.*

● ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — *La commission militaire de l'Organisation du traité central (CENTO), qui s'est réunie les 2 et 3 avril à Rawalpindi (Pakistan), a examiné les problèmes de défense de la zone, les activités de l'Organisation dans le domaine militaire en 1974 et les projets de programmes pour 1975, 1976 et 1977. A l'issue de ses travaux, la commission a élaboré un rapport sur les activités militaires du CENTO, à l'intention de la réunion du conseil des ministres qui se tiendra à Ankara au mois de mai.*

De son côté, la commission économique, réunie à Londres du 8 au 10 avril, a passé en revue le programme économique de l'Organisation en 1974 et a examiné les propositions de développement de ses activités présentées par ses diverses sous-commissions.

● ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — *L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, qui composent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est asiatique (ASEAN), ont présenté, le 18 avril, une déclaration commune portant reconnaissance du nouveau gouvernement cambodgien.*

LE MONDE DIPLOMATIQUE

MADAGASCAR

Secousses politiques et contradictions de la bourgeoisie

Par FRANCIS PARTANT

LE procès qui se déroule à Tananarive devant un tribunal militaire, à la suite de l'assassinat du colonel Ratsimandrava, chef de l'Etat pendant six jours seulement (du 5 au 11 février 1975), ne peut que contribuer à alourdir un climat politique qui s'est considérablement dégradé depuis trois ans (1). Certaines déclarations des prévenus, faisant état de sévices qui leur auraient été infligés par les gendarmes chargés des enquêtes, sont déjà de nature à bouleverser l'opinion publique. Aux deux cent quatre-vingt-seize personnes traduites en justice — parmi lesquelles les principaux responsables du parti socialiste malgache (P.S.M.), en particulier l'ancien président Tsiranana et M. André Resampa — vont demain se joindre quelques personnalités éminentes de la bourgeoisie tananarivienne, traditionnellement hostiles au P.S.M. Toutes les révélations mettent en lumière non seulement l'instabilité profonde du pays depuis le soulèvement populaire de mai 1972, mais de troublantes alliances de fait entre forces organisées et idéologiquement opposées.

Paradoxalement, la nocivité de ce procès tient au fait qu'il n'est pas « politique ». Les juges ont pour mission de découvrir et de punir des coupables, non de démasquer les nombreux groupes de pression qui, du seul fait qu'ils pouvaient utiliser politiquement un attentat contre le chef de l'Etat, rendaient cet attentat vraisemblable. Aucun assainissement du contexte politique n'est donc à espérer. Le directoire militaire qui a pris le 12 février un pouvoir laissé vacant est idéologiquement beaucoup plus éloigné de la victime que des divers groupes de pression qui se trouvent, virtuellement, sur le banc des accusés. Reflétant les divisions qui existent dans le pays comme au sein des forces armées elles-mêmes, le directoire est condamné à l'immobilisme. Mais s'il ne peut pas utiliser le procès pour asseoir une politique, ce dernier peut faire éclater ses propres divisions, donner une dangereuse dynamique à des tendances qui, aujourd'hui, se neutralisent. Or ces tendances s'appuient précisément sur des forces armées.

AMENEE à intervenir dans les affaires de l'Etat à la suite des événements de mai 1972 (et à la demande du président Tsiranana, lui-même contraint de suivre les conseils de la France), l'armée malgache a faussé un jeu politique déjà fort compliqué. Elle ne parvint pas à jouer un rôle d'arbitre, mais devint, tout au contraire, une nouvelle force avec laquelle il fallait compter. Cependant, elle-même divisée en tendances divergentes, elle laissa son chef, le général Ramanantsoa, diriger pendant près de trois ans un gouvernement de militaires et de techniciens qui, avec des options fondamentalement contradictoires, entraîna le pays vers une faillite globale.

Aujourd'hui, l'économie malgache est complètement paralysée. En particulier dans les centres urbains, la pénurie sévit et porte sur des produits de première nécessité. Le chômage a augmenté dans des proportions effrayantes.

Les caisses de l'Etat sont vides et le Trésor, après avoir prélevé tous les fonds disponibles dans les caisses chargées de stabiliser les prix des produits d'exportation (ce qui laisse présager de sérieux problèmes à court terme, le cours mondial de ces produits étant à la baisse), fait de plus en plus appel à des avances de la Banque centrale.

Enfin l'endettement extérieur du pays s'est considérablement accru, tandis que le solde déficitaire de la balance des paiements représentait, à la fin de 1974, un montant supérieur à celui des avoirs en devises détenus en juin 1973, date de la sortie de la zone franc. La jeune monnaie malgache n'a plus de couverture, et le pays, plus de moyens de paiements extérieurs. Or, cette année encore, le bilan alimentaire est lui-même gravement déficitaire, une série de cyclones ayant dévasté les cultures vivrières. Environ 150 000 tonnes de riz devront être importées, à des cours largement supérieurs au prix fixé pour la consommation interne. Insupportable charge pour le budget de l'Etat comme pour la balance des échanges extérieurs, ces importations pourront-elles être réalisées ? D'ores et déjà, la plupart des banques occidentales refusent de confirmer les crédits ouverts par les banques malgaches.

CE bilan de faillite est à mettre au compte de la bourgeoisie administrative qui, depuis mai 1972, détient la réalité du pouvoir politique, donnant au programme gouvernemental un contenu « technique » et concret, parvenant ainsi à l'orienter en fonction de ses intérêts propres. Refusant de tirer les conséquences économiques et sociales de la rupture des accords de coopération avec la France, elle s'employa à maintenir à son profit l'ordre socio-économique instauré par cette dernière. Elle crut pouvoir gérer une néo-colonie, privée de liens néo-coloniaux.

Sous la bannière de la « malgachisation », la bourgeoisie nationale prit partout où elle le pouvait les postes de commande, soit en s'associant aux intérêts étrangers présents dans le pays — et assurant du même coup à ceux-ci une certaine sécurité que les événements de mai 1972 avait compromise, — soit en élargissant les pouvoirs de l'administration publique, en bureaucratisant l'économie. Cette bureaucratisation eut pour première conséquence d'endiguer la politique menée par le colonel Ratsimandrava, alors ministre de l'intérieur, qui tentait de réorganiser le paysannat sur des bases démocratiques en faisant revivre le *fokonolona*, cellule de base de la société malgache traditionnelle. La « maîtrise populaire du développement », objectif officiel du régime, se heurtait à la bourgeoisie, détentrice du pouvoir économique à l'échelle nationale.

Mais cette bourgeoisie n'était nullement préparée au rôle qu'elle s'attribuait. Son incompétence fit caricaturalement ressortir l'inadaptation de cet ordre socio-économique, qu'elle voulait maintenir, à la société à laquelle il était imposé. L'extension de son champ d'activité et de contrôle favorisa en effet une flambée de la corruption, fléau majeur dont on voit mal comment il pourrait être éliminé puisque c'est l'administration elle-même, civile ou militaire, qui est chargée de le combattre. De ce point de vue, le bilan du gouvernement Ramanantsoa est encore plus négatif qu'au plan économique : ce n'est pas seulement l'économie malgache qui est en voie de décomposition, c'est la société elle-même.

Cependant, du seul fait qu'elle favorisait les ambitions de la bourgeoisie administrative et économique, la politique gouvernementale mettait gravement en danger l'unité nationale. Car cette bourgeoisie est largement dominée par les élites intellectuelles issues de l'ethnie merina, à laquelle appartenait le chef de l'Etat lui-même. Les antagonismes ethniques, moyen de gouvernement de la France et du président Tsiranana, servaient désormais l'opposition. Mettant les erreurs et les abus du régime au compte de l'ethnie merina, et non de sa bourgeoisie dirigeante, certains notables d'origine côtière pouvaient espérer canaliser le mécontentement populaire à leur profit, leur propre poids politique tenant moins à leur programme qu'à leur qualité de « représentant » d'une ethnie. Ainsi s'explique la réconciliation du président Tsiranana et de M. André Resampa, leur parti, le P.S.M., devenant en fait un regroupement de « côtiers », possible alternative au « pouvoir merina ». Tout au long de 1974, la situation économique et sociale se dégradant rapidement, on put craindre des troubles graves, n'importe quelle révolte contre l'ordre établi pouvant dégénérer en affrontements ethniques. Mais l'armée était au pouvoir. C'est en son sein que le malaise se concrétisa. En décembre 1974 était déjoué un complot (le « complot du 31 décembre ») organisé par un groupe d'officiers côtiers, réunis autour du colonel Brechard Rajaonarison, conseiller militaire du général Ramanantsoa. Quelques jours plus tard, ce dernier se résignait enfin à dissoudre son gouvernement. Puis il était lui-même contraint de démissionner et de déléguer ses pleins pouvoirs à son ministre de l'intérieur, le colonel Ratsimandrava.

LE nouveau chef de l'Etat bénéficiait incontestablement d'une audience populaire à l'échelle nationale. Son origine modeste le plaçait au-dessus de ces problèmes ethniques, qui aujourd'hui recouvrent essentiellement des problèmes de classes, leur virulence tenant surtout à l'usage qu'en font les différentes factions de la bourgeoisie malgache. Enfin, son patient travail en faveur des « fokonolona » lui avait attiré la sympathie du petit peuple, en particulier dans les campagnes. Mais le peuple représentant une force absolument inorganisée (même les syndicats sont contrôlés par la petite bourgeoisie), c'est surtout sur la gendarmerie, dont il était le chef, que comptait le colonel Ratsimandrava.

S'il pouvait ainsi compter sur un appui militaire, au demeurant beaucoup moins monolithique qu'il ne le croyait, il avait à faire face à beaucoup d'ennemis. Lui étaient hostiles aussi bien les intérêts étrangers que les différentes factions de la bourgeoisie nationale, dont une partie au moins pouvait s'appuyer sur l'armée. Bien imprudemment, il avait tenté de combattre les uns et les autres, en attribuant en tous domaines à la gendarmerie des pouvoirs de contrôle et de répression hors de proportion avec ses compétences. On était d'autant plus en droit de l'accuser d'avoir entraîné le régime vers l'arbitraire que le cadre légal et les règles du jeu économique demeuraient inchangés. Ses méthodes autoritaires et son souci d'efficacité à court terme lui avaient en outre aliéné la sympathie d'un des rares partis de gauche authentiquement populaire, le MONIMA de M. Monja Joana. Ce dernier aurait certainement pu oublier la sanglante répression de la révolte du Sud malgache, en avril 1971, révolte déclenchée par son parti et au cours de laquelle quelque trois mille paysans furent massacrés par les gendarmes. Mais il pouvait difficilement comprendre que le nouveau chef d'Etat fasse de la gendarmerie l'instrument privilégié de sa « révolution ».

Et pourtant il est certain que cette révolution, commencée en mai 1972 et aussitôt enrayée par la bourgeoisie nationale, le colonel Ratsimandrava entendait la mener à bien. A cet égard, toutes ses déclarations étaient précises et cohérentes ; de nouvelles orientations devaient être données à l'économie, et celles-ci impliquaient un remodelage social. Le 11 février, à la sortie d'un conseil des ministres, le nouveau chef d'Etat était assassiné.

LA balle de l'assassin n'était évidemment pas destinée à un homme, mais à sa politique. Avec l'homme, l'option politique qu'il incarnait a-t-elle été éliminée ? Elle visait à donner aux masses populaires un rôle nouveau dans la société et dans l'économie, parce que le peuple ne peut être le moteur d'un développement que s'il en est aussi le principal bénéficiaire. Elle est par conséquent à l'opposé de la politique jusqu'ici adoptée par des gouvernements moins dissemblables qu'il ne le paraît, et qui permit à la bourgeoisie de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs et les ressources nationales, les fragiles équilibres internes ne pouvant être assurés que par une répartition de ces pouvoirs et de ces ressources entre les notables des différentes régions. Cette dernière politique, suivie à Madagascar comme, il est vrai, dans la quasi-totalité des pays du tiers-monde, a abouti aux résultats catastrophiques qu'on constate aujourd'hui. L'option inverse est donc imposée par la situation même. Mais aucune force organisée n'est plus aujourd'hui en mesure de la prendre.

Quand le colonel Brechard Rajaonarison veut expliquer, devant le tribunal militaire de Tananarive, les raisons du « complot du 31 décembre » et sa rébellion contre le régime précédent, il rappelle que l'armée est dirigée essentiellement par des Merinas. Puis il se déclare en accord avec le directoire, puisqu'un équilibre y a été assuré entre officiers selon leur origine. On ne peut exposer plus clairement une certaine conception de la gestion de l'Etat. Mais cette conception oblige le pouvoir à agir au profit d'une bourgeoisie divisée en factions aux appétits concurrents. Le directoire vient d'affirmer son intention de mettre en œuvre le programme défini par le général Ramanantsoa, de poursuivre la politique qui a conduit le pays à la faillite. Cependant, sa volonté de continuité se heurte précisément à cette réalité qu'est la faillite. Certains choix s'imposent à court terme. C'est pourquoi des tendances commencent déjà à se manifester au sein du nouveau régime.

La surprenante publicité faite autour de l'arrivée d'un nouvel ambassadeur de France peut laisser supposer qu'une fraction du directoire est favorable à un rapprochement avec l'ancienne puissance coloniale. A ce chaleureux accueil, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, ancien ministre des affaires étrangères et négociateur de la rupture de 1973, ne participait pas. Son absence rappelle qu'en ce domaine des divergences de points de vue existent, divergences qui reproduisent un peu celles qui existent dans le pays, seul le P.S.M. du président Tsiranana osant préconiser un retour au *statu quo ante*.

L'ARMEE n'est pas et ne peut pas être un bloc politiquement homogène. En revanche, la gendarmerie semble au premier abord en être un. Représentée au sein du directoire et chargée des enquêtes sur l'assassinat de son chef, elle s'emploie à devenir une force politique que le procès peut consolider — du moins l'espère-t-elle. Les officiers qui désormais la dirigent se présentent comme les héritiers spirituels du disparu. Même s'ils ne sont pas nécessairement en parfait accord avec les vues politiques de ce dernier — et peut-être loin de là, — ils ont tout intérêt à demeurer solidaires pour les défendre, afin de bénéficier d'un appui populaire et de ne pas laisser aux autres corps militaires un pouvoir qu'ils étaient sur le point d'obtenir. Enfin, à des références idéologiques qui peuvent ainsi ne constituer que des attitudes tactiques, s'ajoute une réalité utilisable en cas de besoin : les forces de police et de gendarmerie sont aujourd'hui constituées en majorité de « côtiers », en face d'une armée qui demeure dominée par les Merinas. Un autre clivage existe donc au sein des forces armées, clivage qui peut servir les ambitions des officiers au pouvoir.

Il est exclu que puisse être poursuivie la politique initiée par le général Ramanantsoa, la capitulation que représenterait un retour à un néo-colonialisme classique n'étant pas davantage réaliste. Pourtant aucun renversement radical de politique ne peut être tenté, puisqu'il imposerait le renoncement à un système d'équilibre qui fait reposer le pouvoir d'Etat sur la bourgeoisie, civile ou militaire, et puisque le peuple demeure une force inorganisée, divisée par ses propres élites. Il est donc impossible d'aller de l'avant, alors que la conjoncture économique et sociale interdit l'immobilisme. Quoi que fasse ou décide le directoire militaire, c'est à de graves secousses qu'il faut s'attendre, secousses au sein de la population comme des forces armées. Sous un régime militaire, les contradictions du pouvoir obligent parfois à des coups d'Etat. Mais elles peuvent aussi déboucher sur la guerre civile, quand elles reflètent les divisions qui existent dans la population.

---

(1) Reproduit *in extenso* par un quotidien de Tananarive, l'article que le *Monde diplomatique* d'avril 1974 consacra aux problèmes malgaches souleva à Madagascar une tempête de polémiques. Pour avoir analysé les fondements des antagonismes ethniques, l'auteur était accusé de les attiser. Pour avoir décrit une évolution économique fort inquiétante — et qui a abouti aux résultats que l'on observe aujourd'hui — on lui reprochait de l'aggraver et de soutenir un vaste complot impérialiste.

On voit mal pourquoi les puissances impérialistes auraient tenté de renverser le gouvernement du général Ramanantsoa qui n'a porté aucune atteinte à leurs intérêts économiques fondamentaux. C'est d'ailleurs bien pourquoi, à cette époque, M. McNamara approuvait la politique « anti-impérialiste » de Madagascar, estimant qu'elle était favorable aux investissements étrangers, c'est-à-dire aux intérêts internationaux qui avancent dans le sillage de la Banque mondiale. Quant aux antagonismes ethniques, les efforts du nouveau régime militaire pour les surmonter démontrent qu'ils existent. Mais c'est précisément leurs fondements actuels que la bourgeoisie malgache préfère ne pas voir, par crainte d'être obligée de se mettre elle-même en question.

Dans ce numéro :